● LES DÉRIVES DE LA CAMPAGNE CONTRE L'AIDE A L'ÉTHIOPIE – Pages 16 à 18

LE MONDE diplomatique

N° 394 - 34e année — JANVIER 1987

36 pages 15 F

Algérie : 6 DA — Antilles fr., Réunion : 19,00 F — Belgique : 85 FB — Canada : 2,25 $ C — C.-d'Iv. : 870 F CFA — Espagne : 270 P — E.-U. : 2,10 $ US — Gr.-Bret. : 1,10 £ — Irlande : 1,70 £ — Italie : 3 500 lires — Maroc : 14,50 dir. — P.-Bas : 5,00 Fl. — Sénég. : 900 F CFA — Suisse : 3,80 FS — Tunisie : 1 700 m

Abonnements : voir tarif page 6

Publication mensuelle – 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

A l'assaut des étoiles

(Pages 19 à 25.)

L'ÉTHIQUE BALAYÉE PAR L'ESPRIT DE CROISADE

Débâcle

Par CLAUDE JULIEN

BRUSQUEMENT, comme si son axe s'était rompu, l'opinion publique a basculé aux Etats-Unis. Ce qui a volé en éclats, ce n'est pas une conception, un corps de doctrine, une politique – du moins pas encore – mais, simplement, une « image » : celle d'un président intègre, charmeur, séduisant. L'Amérique avait perdu confiance en elle-même ? Il la lui rendait, et avec brio. Il possédait au plus haut degré ce don exceptionnel dont, sans réfléchir, on prétend qu'il fait les hommes d'Etat : l'art de communiquer ou, pour parler français, de convaincre. A tel point que chacune de ses initiatives et, quelque temps plus tard, son contraire faisaient également monter sa popularité dans les sondages. Envoyait-il les « marines » au Liban ? La presse, le Congrès, le public saluaient cette courageuse intervention. Au lendemain de l'attentat qui, en octobre 1983, faisait dans leurs rangs des dizaines de morts, déclarait-il fièrement que l'Amérique *« ne se laisserait pas intimider par les terroristes »* ? Le même chœur, solidaire dans l'émotion, célébrait sa fermeté. Décidait-il, un peu plus tard, de rapatrier les « marines » ? Unanime, l'Amérique louait sa profonde sagesse. L'« image » n'étayait pas l'argument rationnel : elle se substituait à lui.

En cette époque hautement scientifique, la vie nationale prenait paradoxalement les apparences d'un miracle permanent : la double magie du verbe et du sourire l'emportait sur toute réflexion logique. Quand les temps sont trop durs et les esprits troublés, grandit le besoin de croire aux prodiges. Ainsi, contre l'avis des plus grands savants (1), crut-il pouvoir prophétiser que, par la « guerre des étoiles », le plus fascinant miracle de tous les temps se produirait dans l'espace. Il y croyait. Il y croit encore. M. Reagan est un homme de foi. Or, soudain, le merveilleux enchantement a pris fin. Place à la raison, retour au réel.

Pendant la turbulente agonie d'une autre présidence, M. John Kenneth Galbraith (2) s'étonnait que ses compatriotes fussent surpris par les *« tricheries »* de M. Richard Nixon, comme si celui-ci, pendant un quart de siècle, n'avait *« ostensiblement »* montré de quoi il était capable. M. Reagan est à la Maison Blanche depuis six ans, exposé aux regards du public depuis plusieurs décennies : pourquoi serait-on déconcerté par ses mésaventures ? Nul n'avait donc su en déceler les prémisses ?

Ses déboires et le sincère désarroi qu'il manifeste étaient pourtant inscrits au cœur même de son personnage. S'il a fait preuve d'une aussi belle assurance, c'est parce qu'il a, de ce monde pourtant complexe, injuste et dangereux, une vision simpliste entraînant un optimisme à tout crin, bases essentielles de cet esprit de croisade qui lui valut tant d'admirateurs, à l'extérieur comme à l'intérieur des Etats-Unis. Son inaptitude à suivre un dossier, à s'intéresser aux détails, est légendaire. Chaque année, ses partenaires dans les sommets des Sept en faisaient l'expérience. Courtois, ils n'en disaient mot. A quelques exceptions près, les grands moyens d'information se montraient tout aussi complaisamment discrets. La foi en l'Amérique et au prétendu libéralisme reaganien imposait le silence. En démocratie, tel n'était pas, hélas ! le moindre « miracle »...

Les grands de la terre ont à leur service suffisamment d'experts, de spécialistes, de thuriféraires – et aussi de vulgaires clients – pour que la simple liberté d'esprit impose à leur égard un salubre *« devoir d'irrespect »* (3). Cette attitude critique n'incite pourtant pas à se réjouir lorsque, prise en défaut, une autorité trébuche sur ses propres bases. Car elle n'a pas pu parvenir toute seule à ce funeste résultat.

Ignorance et opportunisme

DÈS le début de la crise, un observateur perspicace a sévèrement posé le problème et annoncé ce qui ne manqua pas de suivre. *« La presse, longtemps indulgente à l'égard des erreurs de M. Reagan, va maintenant se précipiter pour le punir »*, observait William Pfaff (4). *« Ce que nous répugnons à reconnaître,* ajoutait-il, *c'est que les institutions politiques et la méthode – transformée par la télévision – par laquelle un président est élu constituent un formidable obstacle à l'élaboration et à la conduite persévérante d'une politique étrangère cohérente et responsable. Le système, au contraire, produit des choix politiques marqués par l'ignorance, l'idéologie, l'émotivité ; il les soumet à des considérations à court terme, à des décisions opportunistes, prises sans grande considération pour les intérêts des alliés* [illegible] *à longue échéance »* de la nation elle-même (5). Quel pays n'en fait pas aujourd'hui l'expérience ?

Subordonnée aux coûteuses mais appauvrissantes techniques de la publicité, à la recherche d'une « image » plutôt que d'une pensée, la compétition électorale stérilise de plus en plus le débat démocratique, en France comme aux Etats-Unis. C'est ainsi, et non par effraction, que M. Reagan a pu entrer à la Maison Blanche. Il a été élu. Deux fois. Et, la seconde, plus largement encore que la première.

(Lire la suite page 4.)

(1) Voir notamment l'article de Philip W. Anderson, prix Nobel de physique, *le Monde diplomatique*, décembre 1986, et trois articles dans le numéro de juillet 1986.

(2) Economiste, ancien conseiller de John F. Kennedy, ancien ambassadeur en Inde.

(3) *Le Devoir d'irrespect*, par Claude Julien, Alain Moreau, Paris, 1979.

(4) « More Than First Aid Is Required », par William Pfaff, *International Herald Tribune*, 28 novembre 1986.

(5) Ce problème est largement débattu aux Etats-Unis ; voir par exemple Arthur M. Schlesinger, *la Présidence impériale*, PUF, Paris, 1976.

ISRAËL ET LA JORDANIE FACE AUX PALESTINIENS

Entente ambiguë contre l'OLP

Tandis que, au Liban, les combattants palestiniens de retour dans les camps luttaient, toutes tendances confondues, contre les miliciens d'Amal soutenus par la Syrie, de massives manifestations ont mobilisé le mois dernier la jeunesse palestinienne des territoires occupés. Jeunesse désarmée, face à la répression. Jawad Abu Selmi (vingt-deux ans), Saeb Abu Dahab (vingt-deux ans), Majred Abu Dirah (quatorze ans) et Ramadan Abu Daitin (douze ans) ont trouvé la mort. « Plus jamais ça », *scandaient au même moment les étudiants français protestant contre le décès de Malik Oussekine (vingt-deux ans) au quartier Latin.*

Ainsi, dans l'indifférence quasi générale et malgré l'affaiblissement de la direction de l'OLP, les populations palestiniennes proclament une fois encore leur refus de se laisser déposséder de leur sort. Que vaut alors, en regard de cette détermination, le projet de condominium israélo-jordanien en Cisjordanie et à Gaza, conçu comme une énième solution de rechange à des négociations directes avec l'OLP ?

Par DOMINIQUE VIDAL *

EN prenant l'initiative de rompre, le 19 février dernier, l'accord conclu un an auparavant avec l'OLP, le roi Hussein de Jordanie combla assurément les vœux de M. Shimon Pérès. Le premier ministre israélien entendait en effet préparer le terrain à l'ouverture de négociations directes entre son pays et la Jordanie avant de céder la place à la tête du gouvernement au chef du Likoud, M. Itzhak Shamir.

Sa spectaculaire rencontre avec le roi du Maroc à Ifrane, le 21 juillet, puis ses entretiens d'Alexandrie avec le président Moubarak, les 11 et 12 septembre, auront été les points culminants de l'initiative diplomatique qui allait ainsi marquer la fin du mandat de M. Pérès. Avec l'assentiment des Etats-Unis, dont le vice-président George Bush devait déclarer en juillet, lors de sa « tournée de paix » au Proche-Orient : *« La prochaine étape logique, si cela pouvait être arrangé, serait une rencontre directe entre le roi Hussein et le premier ministre israélien* (1). »

A défaut de répondre à cette attente, le souverain jordanien n'en a pas moins donné de sérieux gages de bonne volonté. Sa volte-face à l'égard de l'OLP en février fut bientôt suivie de mesures concrètes visant à entraver les activités de l'organisation, tant en Jordanie que sur la rive occidentale du Jourdain occupée par Israël : dès le 22 février, réunion du Parlement jordanien – où siègent les « députés » de la Cisjordanie – pour entériner la rupture ; fermeture, en juillet à Amman, de vingt-cinq bureaux du Fath et expulsion simultanée d'Abou Jihad, le numéro 2 de l'organisation, ainsi que de dizaines d'autres responsables ; soutien à la « révolte » du colonel Abou Zaïm contre M. Yasser Arafat ; établissement d'une « liste noire » de journalistes et de militants palestiniens désormais interdits de séjour ; règlements discriminatoires contre des produits de Cisjordanie et de Gaza en transit vers d'autres pays arabes ; projet de nouvelle loi électorale pour coopter au Parlement jordanien cinquante-six représentants de la Cisjordanie, etc.

Mais ce qui s'est passé cet automne revêt une plus grande portée, ainsi qu'ont pu le noter divers observateurs. *« Selon des sources arabes, israéliennes et occidentales à Amman et à Jérusalem, le roi Hussein de Jordanie et Israël ont conclu un accord tacite visant à se partager l'autorité sur les 1,4 million de Palestiniens des territoires occupés. Ce partage du pouvoir prévu par l'arrangement – une sorte de condominium de fait israélo-jordanien – constitue un changement spectaculaire dans les rapports au Proche-Orient et reste menacé, selon ces sources, par de nombreux pièges. Elles ajoutent que ce plan promet d'être une question majeure pour la région dans les mois à venir. Israël et la Jordanie ont un certain nombre d'intérêts communs dans les territoires occupés, dont le plus notable est de réduire le pouvoir politique de l'OLP de M. Yasser Arafat* (2). »

(Lire la suite page 26.)

* Journaliste, co-auteur, avec Alain Gresh, des *100 portes du Proche-Orient* (Autrement, Paris, 1986).

(1) *Le Quotidien de Paris*, 30 juillet 1986. L'enquête en Israël et dans les territoires occupés a été réalisée avec la collaboration de José Maldasky.

(2) John Kifner, cité par l'*International Herald Tribune*, 20 octobre 1986.

DANS CE NUMERO :

Des raisons de vivre

M 2136-394 - 15 F

Voir le sommaire détaillé page 36.

SENS ET ENJEUX DE LA MOBILISATION

L'ANNÉE scolaire avait curieusement commencé. Sur fond de glaciation sociale et avec le spectre des deux millions et demi de chômeurs « *totalement incompressibles* (1) ». Des acteurs politiques de différends bords – MM. François Dalle, Philippe Séguin, Edmond Maire – *s'accordaient pour proposer aux jeunes, comme* seule perspective d'emploi, les fameux « petits boulots ». En outre, au nom de la révolution technologique, ils sonnaient le glas d'une certaine conception du travail salarié : « *Il faut savoir* – expliquait, par exemple, M. Séguin – *que les carrières totalement accomplies dans une seule et même entreprise, stables, à salaire fixe, à temps complet et à vie, seront de moins en moins nombreuses* (2). » Et d'annoncer des bouleversements qui rendraient obsolètes les qualifications, les diplômes et obligeraient à un recyclage permanent.

De telles déclarations étaient de nature à tétaniser les esprits. La gauche elle-même s'en était prise, dès 1983, aux bastions ouvriers, à coups de vigoureuses « restructurations industrielles » : la combativité des travailleurs paraissait morte et les syndicats désorientés. Dans de telles circonstances, le gouvernement de M. Jacques Chirac, sûr de lui, imposait son train de réformes néolibérales (autorisation de licenciement, privatisations, loi sur l'audiovisuel, etc.) et envisageait d'autant plus fermement d'autres mesures (prisons privées, non-remboursement de l'avortement, code de la nationalité, etc.) que l'opinion publique, impressionnée par les attentats aveugles de septembre 1986, se tournait volontiers vers lui.

M. Jacques Chirac paraissait donc tenir la situation bien en main à la veille de la discussion à l'Assemblée nationale du projet de réforme des universités de M. Alain Devaquet. Ce projet, inspiré par le conseiller pour l'éducation du premier ministre, le recteur Durand, avait pris forme, cahin-caha, au cours de l'été sans rencontrer trop d'obstacles ni en discussion au Conseil économique et social ni au Sénat, malgré la ferme opposition des présidents d'université (3).

Aussi la surprise est grande lorsque, le 17 novembre 1986, des *étudiants* de l'université de Villetaneuse déclenchent une grève en signe de protestation contre ce projet. Et surtout, lorsque, comme une traînée de poudre, le mouvement s'étend à l'ensemble des universités, gagnant *les lycées et lançant dans les rues des centaines de milliers de* jeunes à travers le pays. Cela va si vite que toute la classe politique est prise de court. Manifestement, toute une génération, celle des seize-vingt-trois ans, exprime à l'occasion du refus de ce projet un intense *malaise.*

Au-delà du gouvernement lui-même, cible centrale, c'est la société dans son ensemble qui se sent interpellée. La presse convoque philosophes et sociologues, experts ès jeunes, afin *qu'ils élucident* cet « *objet social non identifié* (4) ». Certains y voient une « *révolte contre l'ensemble des conditions de la société* (5) » ; pour d'autres, ce mouvement « *rompt la passivité qui caractérisait la société française* (6) » et prouve que l'expression politique, par temps de crise, ne se limite pas au rituel du vote ou au débat politicien.

Quoi qu'il en soit, il apparaît vite que le mouvement est, en effet, le symptôme d'autres blocages. Il dépasse la question scolaire car, cela est évident, le rejet du projet Devaquet ne signifie nullement une adhésion à la précédente réforme universitaire *de M. Alain Savary* de janvier 1984, ni une acceptation de l'Université telle qu'elle est, avec sa grisaille générale, son absence de projet culturel, le délabrement de ses locaux, le faible niveau de nombreux enseignants (7), la médiocrité de ses diplômes, l'ennui de tant de *cours... Il ne signifie pas davantage* l'acceptation du système d'enseignement supérieur français qui, en sélectionnant à outrance les candidats aux grandes écoles (destinés à devenir *l'élite de la nation*), *fait fatalement de l'Université*, d'emblée, un deuxième choix *(lire ci-dessous l'article de Jacques Ardoino et Michel Debeauvais).*

Un mouvement pour

Si ce puissant mouvement étudiant et lycéen reflète une inquiétude plus profonde qu'un simple malaise universitaire, comment ne pas y voir une expression de l'angoisse des jeunes devant un monde qui les exclut ? Ils entrent dans la vie active de plus en plus tard (8) et sont, *on le sait, les principales victimes du chômage.* Plus d'un demandeur d'emploi sur trois est, en France, un jeune de moins de vingt-cinq ans, et, de 1975 à 1985, le taux de chômage des jeunes a *été multiplié par trois. Un quart des jeunes, en France, restent privés* d'emploi ; et plus de six cent mille jeunes chômeurs ne perçoivent aucune indemnité.

Ceux qui parviennent à entrer dans la vie active le font le plus souvent à tâtons, par intermittence, en acceptant des travaux d'utilité collective (TUC), des *stages divers (souvent non rémunérés)*, des situations précaires, des emplois à temps partiel... De nombreux étudiants

Les forteresses vides de

Par
JACQUES ARDOINO et
MICHEL DEVEAUVAIS *

L'AMPLEUR imprévue de la mobilisation *étudiante et lycéenne* de novembre et décembre derniers a révélé un intérêt insoupçonné des jeunes Français pour les universités, et rouvert un débat dont il faut espérer qu'il ne s'arrêtera pas au retrait par M. Jacques Chirac du projet de loi Devaquet. Dans ce débat, et dans ceux qui l'ont précédé depuis 1968, les comparaisons avec l'étranger reviennent fréquemment, le plus souvent pour souligner le « retard français » dans des domaines aussi divers que la proportion des jeunes accédant à l'enseignement supérieur, la mauvaise qualité des formations universitaires, le niveau insuffisant des recherches, la mauvaise gestion des universités, *l'inadéquation* aux exigences du marché du travail et, plus généralement, aux besoins des technologies modernes, de l'économie et de la société.

En sélectionnant les exemples étrangers selon les besoins de l'argumentation (ou de la polémique), on suppose que les autres pays n'ont aucun des problèmes rencontrés en France, ou qu'ils les ont résolus. Or les thèmes principaux des réunions internationales de ces dix dernières années portant sur l'enseignement supérieur ont été les menaces internes et externes pesant sur les universités : crise financière, crise des débouchés pour les diplômés, crise démographique du personnel enseignant, crise de la gestion des universités, concurrence croissante d'autres *institutions publiques et privées dans le* domaine des formations supérieures et de la recherche. Des mises en garde solennelles sur la gravité de ces menaces sont régulièrement formulées *par des organismes aussi divers que le* Comité des subventions aux universités (University Grants Committee), au Royaume-Uni *(1986), la* Fondation Carnegie pour le développement des universités, aux Etats-Unis (1985), et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dont le rapport sur *le Rôle et les fonctions des universités*, préparé depuis deux ans par des enquêtes nationales, sera publié prochainement.

Partout les universités connaissent de graves difficultés, qui prennent en France des formes et une acuité particulières. Supprimées en 1789, en même temps que les corporations et les « prétendus intérêts communs », les universités françaises ont vu leur disparition consacrée par Napoléon lorsqu'il *créa un système scolaire structuré* selon une hiérarchie quasi militaire et intitulé à dessein l'« Université française » avec, *à sa tête*, un grand maître. Au même moment, Wilhelm von Humboldt *fondait* l'université de Berlin selon un modèle délibérément anti-napoléonien reposant sur le développement de la science par la libre poursuite de la vérité, et dans lequel la recherche et la formation humaniste de l'esprit étaient privilégiées par rapport aux formations professionnelles. C'est ce modèle qui se répandra au dix-neuvième siècle dans toute l'Europe (à l'exception des pays latins) par le développement progressif des formations techniques supérieures et des laboratoires de recherche scientifique. Il sera aussi adopté par les Etats-Unis, surtout après la première guerre mondiale. Jusqu'à la période récente, la plupart des recherches et des formations supérieures se faisaient, à l'étranger, dans les *universités.*

En France, les facultés, progressive*ment reconstituées au milieu du* XIXe siècle, surtout à partir de 1885, ne sont regroupées en universités que depuis 1890, et d'ailleurs à la sauvette ; on évitera même de leur donner la *majuscule qui aurait constitué* un symbole de leur identité. Il faudra attendre la révolte étudiante et la loi-cadre de 1968 pour que soient jetées les premières bases de leur autonomie. Auparavant, la seule structure de gestion, *d'ailleurs limitée aux nominations* des professeurs et aux programmes, était la faculté – la « fac » comme disent encore aujourd'hui les étudiants. Mais cette autonomie est trop récente pour que les enseignants aient eu le temps d'en acquérir l'expérience ; ils connaissent mal le fonctionnement des universités étrangères, et il leur a manqué l'appui financier considérable qui aurait été nécessaire pour cette mutation. La France reste le seul pays où les coûts par étudiant ne sont pas plus élevés que ceux d'un lycéen, pour le *droit, l'économie, les lettres et les* sciences sociales.

* Professeurs à l'université Paris-VIII-Vincennes à Saint-Denis.

Grandes écoles : le premier choix

MAIS le manque de moyens n'explique pas tout. C'est la place *des universités dans la société* française qui est en cause, car une partie essentielle des fonctions de formation et de recherche est remplie par d'autres institutions. Actuellement, la France est aussi le seul pays où les *meilleurs étudiants choisissent* de ne *pas* s'inscrire dans les universités, mais de préparer le concours d'entrée à une grande école ou une école supérieure, et, depuis peu, d'entrer dans des cycles supérieurs courts : instituts universitaires de technologie (IUT) et autres écoles professionnelles post-secondaires. Seules exceptions : la médecine, depuis que l'accès y a été limité, ainsi que les quelques universités parisiennes qui pratiquent une *sélection* de fait.

Les universités françaises constituent donc un second choix, ou un dernier recours, à l'intérieur d'un système d'enseignement supérieur fortement cloisonné et hiérarchisé selon une échelle de prestige mesurable à la proportion des candidats refusés. Leur fonction de certification (le monopole des grades, y compris du baccalauréat) y est plus importante que celle de formation ; dans la formation, les programmes – conçus comme des listes de sujets pour l'examen et une comptabilité des heures de cours – sont plus importants que les objectifs et les méthodes ; les formalités des examens ont plus d'importance que l'évaluation *des résultats. Les fonctions* de recherche (aussi bien fondamentale qu'appliquée) sont remplies principalement par *les grands organismes qui*, comme le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ou l'Institut national de la santé et de la recherche *médicale* (INSERM), ont une gestion autonome, même si la plupart de leurs laboratoires sont situés dans les locaux des universités. Les formations universitaires sont le plus souvent séparées des recherches, et les enseignants qui ont des activités de recherche les exercent en général hors des universités, sauf si leurs instruments de travail s'y trouvent situés.

Contrairement à ce qui se passe en Europe et en Amérique du Nord, peu d'universités françaises sont parvenues à définir leurs politiques de formation et de recherche, et moins encore de services à la collectivité. *Pour nuancer* ce tableau, il faut reconnaître qu'aujourd'hui la situation des universités se détériore *rapidement dans tous* les pays et également que des efforts réels ont été entrepris par les universités françaises depuis 1968 : réforme des premiers cycles, tentatives de réforme des troisièmes cycles, développement de la formation permanente, universités d'été et du troisième âge.

Mais ces premiers résultats de l'autonomie ont été rendus plus difficiles encore par la tutelle omniprésente de la bureaucratie ministérielle. Il paraît paradoxal que la révolte étudiante et lycéenne n'ait pas remis en cause le système d'enseignement supérieur avec son cloisonnement en segments inégalitaires et sélectifs ni même le fonctionnement actuel des universités et se soit limitée aux trois points de l'égalité des chances d'accès, des diplômes nationaux et des droits d'inscription.

Y a-t-il en France trop ou trop peu d'étudiants ? Faut-il en former moins, mais mieux, et pratiquer pour cela une *sélection à l'entrée* ? On pose aussi ces questions dans les autres pays, mais partout, en Europe et en Amérique du Nord, on considère comme désirable de répondre à la « demande sociale » d'enseignement supérieur de tous les jeunes « *qualifiés* », c'est-à-dire détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires. Cette pression sociale n'a pas été freinée par la crise, la croissance des effectifs s'étant seulement trouvée ralentie par le déclin démographique. Dans l'ensemble, les principaux modèles (unitaires ou différenciés, centralisés ou décentralisés) ont partout suivi des évolutions assez semblables : développement des cycles courts, introduction de *limitations* à l'entrée dans certaines filières jugées excédentaires, comme la médecine.

Les expériences d'accueil des adultes, bacheliers ou non bacheliers, sont restées timides (sauf en Suède), souvent *controversées*, et connaissent un recul depuis la crise économique. En Europe, c'est encore le diplôme de

LE MONDE DIPLOMATIQUE
Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédactrice en chef : Micheline PAUNET
Rédaction : Ignacio RAMONET
Alain GRESH, Bernard CASSEN, Christian DE BRIE
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Télex : MONDPAR 650572 F
Tél. : 42-47-97-27

Publicité : *le Monde Publicité*
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

DES ÉTUDIANTS EN FRANCE

(près de la moitié) travaillent dans ces conditions tout en poursuivant leurs études. L'intérim, et ce qu'il représente comme humiliation sociale, est un univers qu'ils connaissent bien et dont ils espèrent sortir grâce à des diplômes respectés.

Cette situation, les jeunes d'autres pays européens la vivent aussi, et l'on a pu voir comment, à l'occasion des manifestations françaises, et sous divers prétextes locaux, les étudiants d'Espagne, d'Italie et de Belgique ont également occupé la rue, conférant au mouvement une

les droits civiques

indiscutable dimension européenne, lançant ainsi une nouvelle solidarité continentale.

Certains jeunes sont plus durement touchés que les autres : en particulier, les enfants d'ouvriers, les jeunes filles et, en France, les enfants de familles immigrées, dont le taux de chômage atteint 40,5 %. Ces derniers, surtout s'ils sont d'origine maghrébine, sont les principales victimes du racisme dominant : celui qui, à la suite des attentats de Paris de septembre 1986, a redoublé d'agressivité contre l'islam et les Arabes.

Si un tel sentiment est moins répandu chez les jeunes Français, c'est que, pour eux, les immigrés ne sont point d'« étranges étrangers » ; ils cohabitent avec eux dans le système scolaire, du primaire (9) au supérieur. Et l'école publique remplit ainsi, de manière essentielle, sa fonction de creuset républicain.

Beaucoup d'observateurs ont remarqué, dans les rangs des manifestants étudiants et lycéens, le nombre important des jeunes d'origine immigrée. Cette massive participation est révélatrice à double titre : d'abord, elle prouve que ces jeunes sont particulièrement concernés par la crise économique ; ensuite, et surtout, qu'ils participent de plain-pied à la vie civique française dont ils se sentent désormais, sans complexes, partie prenante.

Ce dernier aspect est capital, et sans doute, en ce qui concerne la communauté maghrébine, inaugural. Il périme, sur le fond, le projet de code de la nationalité de M. Chalandon puisque, en manifestant avec leurs camarades, ces fils d'immigrés s'affirment tout simplement comme citoyens français.

Le mérite politique d'organisations comme SOS-Racisme est, entre autres, d'avoir évité la coupure entre les jeunes Français d'origine immigrée et les autres. C'était aussi, dans une certaine mesure, le sens des intenses campagnes contre l'apartheid et contre toutes les discriminations. Ces manifestations ont prouvé que la fraternisation des jeunes Français, sans distinction d'origine, était effective. Au-delà de la victoire étudiante sur le gouvernement, ce fait est un acquis politique majeur pour la société française. Il représente l'avènement à la vie civique d'une grande partie de la jeunesse de France.

Dans un tel contexte, la mort brutale de Malik Oussekine ne pouvait prendre qu'une extraordinaire valeur symbolique. A la fois comme preuve de la discrimination dominante et comme occasion d'une solennelle solidarité. Ce n'est sans doute pas un hasard si l'unique mort des événements de décembre 1986 est précisément un jeune Français d'origine maghrébine, un musulman. Au-delà de la tragédie, l'ensemble du mouvement étudiant a senti toute l'importance du symbole, de cette mort sacrificielle. Et plus Malik Oussekine rassemblait dans son identité des éléments d'exclusion (nom, origine, religion), plus il a été revendiqué par le mouvement estudiantin comme un des siens. Muettement, les milliers de manifestants qui défilèrent après sa mort rejoignaient ceux qui, en 1968, criaient : *« Nous sommes tous des juifs allemands »,* pour répondre à un certain antisémitisme. Les manifestants du 10 décembre 1986 disaient en quelque sorte : *« Nous sommes tous des immigrés maghrébins. »*

Ainsi, la fronde étudiante déclenchée pour un motif proprement universitaire s'était transformée en événement politique majeur et se terminait en véritable mouvement pour les droits civiques.

IGNACIO RAMONET.

(1) Cf. Entretien avec M. Philippe Séguin, *le Monde*, 8 août 1986.
(2) *Ibid.*
(3) *Le Monde*, 27 septembre 1986.
(4) Cf. Frédéric Gaussen, « Un objet social non identifié », *le Monde*, 5 décembre 1986.
(5) Entretien avec Edgar Morin, *le Monde*, 13 décembre 1986.
(6) Entretien avec Cornélius Castoriadis, *Libération*, 11 décembre 1986.
(7) Cf. le rapport du Comité d'évaluation des universités françaises, présidé par M. Laurent Schwartz, élaboré par les professeurs François Morel et Bernard Pottier, *le Monde*, 16 octobre 1986. Voir aussi Jean-Claude Milner, « La sélection oui, mais pour les profs », *Libération*, 11 décembre 1986.
(8) Cf. Evelyne Sullerot, *l'Age de travailler*, Fayard, Paris, 1986.
(9) A Paris, les enfants d'étrangers représentaient, en 1984-1985, 32 % des effectifs de l'école primaire publique et 8 % de ceux des écoles privées.

l'enseignement supérieur



(Abidine Dino)

fin d'études secondaires qui confère un droit d'accès à l'enseignement supérieur, pas nécessairement toutefois dans la branche choisie. D'une façon assez générale, c'est par la diversification des enseignements que s'est faite la réponse à la demande sociale. Certains pays de tradition unitaire – ceux où la plupart des formations et des recherches se font dans les universités – ont mené à bien cette diversification dans le cadre universitaire en créant des cycles courts et de nouvelles filières professionnelles (Etats-Unis, Allemagne de l'Ouest, Japon). Au Royaume-Uni, ce sont surtout les institutions non universitaires, restructurées en Polytechnics, qui ont accru leurs capacités d'accueil, au moins jusqu'à la période récente où les réductions budgétaires sont devenues draconiennes. On constate partout que les jeunes s'intéressent de plus en plus aux filières courtes et professionnalisées, et qu'un diplôme d'enseignement supérieur, universitaire ou non, reste la meilleure assurance contre le chômage.

Les diplômes universitaires nationaux sont une caractéristique française. A l'étranger, l'autonomie et le prestige des universités videraient de toute signification une garantie gouvernementale. Dans chaque pays se posent bien entendu des questions d'homogénéité des grades universitaires car les particularités pédagogiques et les prestiges respectifs de chaque université ne sont pas contradictoires avec le souci d'assurer aux diplômes une valeur marchande minimale qui les rende négociables sur le marché du travail. Il existe donc presque partout des instances de régulation et de concertation. C'est le cas, au Royaume-Uni, du Comité des subventions aux universités et du Comité des vice-chanceliers, des experts universitaires exerçant par ailleurs un contrôle rigoureux sur les diplômes décernés par les Polytechnics dans le cadre de la Commission des diplômes universitaires nationaux (Commission for National Academic Awards) ; aux Etats-Unis, des commissions régionales d'accréditation, etc.

Pour ce qui est des droits d'inscription, ils varient selon les pays, les types d'universités et les traditions nationales. Des systèmes d'enseignement supérieur gratuit ou quasi gratuit existent aussi bien en Allemagne et dans les pays scandinaves qu'en France, en Italie ou en Espagne. Aux Etats-Unis, le montant des droits s'établit sur une échelle de un à dix : quelques centaines de dollars pour les Junior Colleges, mais 15 000 dollars en médecine dans les établissements les plus prestigieux, sans compter les frais d'hébergement dans les universités à campus. Au Royaume-Uni, les droits sont maintenant, avec ceux de la Suisse, les plus élevés d'Europe. Depuis les augmentations imposées par le gouvernement de Mme Margaret Thatcher, ils peuvent atteindre 5 000 livres, et les bourses – naguère pratiquement automatiques – ne sont plus attribuées que sur justification du revenu familial. Pour les étrangers, les sommes à payer sont plus élevées encore, le principe retenu étant celui du prix coûtant *(cost-recovery)*, sauf pour les étudiants des pays du Marché commun, ce qui aboutit à faire acquitter le prix fort aux ressortissants du tiers–monde. Dans tous les pays cependant, l'enseignement supérieur est fortement subventionné, qu'il soit payant ou non.

Sur le plan purement technique, on ne constate aucune relation entre la démocratisation de la population étudiante (mesurée par les représentations respectives des différentes catégories sociales dans les universités) et le montant des droits d'inscription. Partout on peut observer une sous-représentation des catégories les plus défavorisées, et une sur-représentation des plus fortunées, mais cette situation s'explique par des facteurs autres que les droits d'inscription, et notamment par les modalités de la sélection sociale au cours de la scolarité antérieure ou avant l'école.

Les économistes ont analysé dans de nombreux pays (en France, à l'Institut de recherche de l'économie de l'éducation de Dijon) ce qu'ils appellent les *« effets redistributifs de l'éducation »* en chiffrant les contributions de chaque catégorie sociale au financement de l'enseignement supérieur (droits d'inscription, mais surtout dépenses indirectes et manque à gagner des étudiants), et les services qu'elle en retire (sa participation à l'enseignement supérieur). Partout, les résultats de ces recherches montrent que le *financement* des enseignements supérieurs fonctionne comme un impôt aux conséquences sociales régressives. Dans l'ensemble – avec cependant de fortes différences selon les caractérisques nationales et les types d'études, – les catégories les moins favorisées – à l'exception des plus pauvres, qui paient peu d'impôts et reçoivent des bourses – dont les enfants fréquentent peu l'enseignement supérieur financent les études des classes aisées qui, elles, bénéficient pleinement de la gratuité. Une gratuité qui, en France, comme dans quelques autres pays, constitue un tabou échappant à l'analyse rationnelle.

Quelles missions pour l'Université ?

DERNIÈRE possibilité de poursuivre des études post-secondaires, pour tous ceux qui n'ont pas pu trouver une place dans les institutions sélectives, les universités françaises ne font pas l'objet d'une remise en question. Marque de résignation à la médiocrité à laquelle les a reléguées la société française et dont beaucoup d'enseignants ont pris leur parti en investissant hors des universités le temps qu'ils ne consacrent pas à leurs heures de cours ? Cette interprétation pessimiste ne vaut cependant pas pour les sciences et la médecine, dont les instruments de travail se trouvent dans les locaux universitaires.

En revanche, dans les disciplines littéraires, juridiques et de sciences humaines, c'est-à-dire celles qui regroupent la majorité des étudiants et des enseignants, le désintérêt est total pour le matériel, les outils de recherche et l'instrumentation. Les gestionnaires de l'Université le traduisent bien dans la répartition des crédits. Il en résulte pour certaines matières un incroyable dénuement. Le problème des locaux est particulièrement significatif. Dans nombre de pays étrangers, mais aussi dans le plupart des grandes écoles françaises, bureaux, salles de cours et de séminaire, laboratoires, permettent aux étudiants et aux enseignants de passer une grande partie de leur temps de travail à l'Université. Ce n'est généralement pas le cas en France. De ce seul fait, celle-ci est pratiquement désertée et ressemble fort à une forteresse vide.

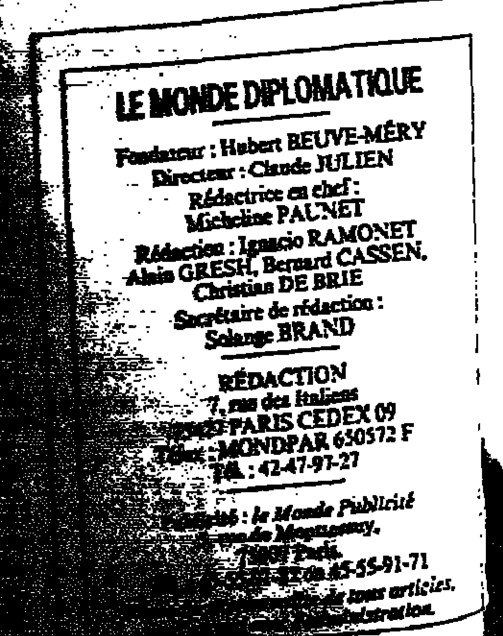
Lorsque l'institution dépérit jusqu'à se vider ainsi littéralement, il lui faut retrouver un sens. C'est donc la question d'un « projet-visée » (et non des seuls programmes) qui devient primordiale pour l'Université française comme pour tant d'autres. Quelles missions lui confier, en fonction de quel projet de société, inspirant quelle politique éducative ? Lorsque, çà et là, des mouvements étudiants et lycéens résonnent et détonent par « sympathie » en Grèce, en Italie, en Chine, on est tenté d'y lire aussi la quête de valeurs et de visées stimulantes, mobilisatrices, à portée fédérative, inscrites dans une temporalité historique longue – qui est justement celle de l'éducation, – alors que les réformes ne se pensent trop souvent qu'en termes d'organisation et en fonction des échéances électorales.

JACQUES ARDOINO
et MICHEL DEBEAUVAIS.

Calendrier des fêtes nationales

1er-31 janvier

1er	CAMEROUN	Fête de l'indépendance.
	CUBA	Fête nationale.
	HAITI	Fête de l'indépendance.
	SOUDAN	Fête de l'indépendance.
	SAMOA	Fête de l'indépendance.
4	BIRMANIE	Fête de l'indépendance.
26	AUSTRALIE	Fête nationale.
26	INDE	Fête nationale.


LE MONDE DIPLOMATIQUE
Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédactrice en chef : Micheline PAUNET
Rédaction : Ignacio RAMONET, Alain GRESH, Bernard CASSEN, Christian DE BRIE
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND
RÉDACTION
7, rue des Italiens
PARIS CEDEX 09
Télex : MONDPAR 650572 F
Tél. : 42-47-97-27

L'ÉTHIQUE BALAYÉE PAR

Débâcle

(Suite de la première page.)

Un vieux journaliste (6), qui en a vu bien d'autres, peut alors s'effarer que les yeux ne se soient pas ouverts plus tôt :

« *Le peuple américain* [...] *a eu exactement le gouvernement qu'il voulait et qu'il méritait. Ronald Reagan ne l'a pas réellement trompé. Chacune des qualités, ou absence de qualités, dont il fit preuve à la Maison Blanche était déjà apparente, et divulguée par les médias, lorsqu'il était gouverneur de Californie. Son idéologie n'a pas changé. Ses discours du samedi après-midi à la Maison Blanche n'étaient qu'une réécriture des sermons que, longtemps avant de se lancer dans une carrière politique, il prononçait, pour General Electric, sur les thèmes de la libre entreprise et de l'anticommunisme.* »

Comment ? James Reston ose parler de l'« *idéologie* » de M. Reagan ? Mais, sur les deux rives de l'Atlantique, toutes les droites vont répétant que ce mot désigne la maladie honteuse caractéristique de la gauche... Elle sévit pourtant, et sous une forme qui n'a rien de bénin, sur les bords du Potomac comme de la Tamise et de la Seine : libérer les entreprises, donc restreindre les droits et la protection sociale des plus modestes citoyens, mais, face au terrorisme et au communisme déclinant, renforcer le rôle de l'Etat dans les domaines policier et militaire. De John Locke à Raymond Aron en passant par Tocqueville, combien de théoriciens doivent se retourner dans leur tombe en voyant quel usage vulgaire on fait de leur libéralisme (7)...

De droite ou de gauche, et en dépit des faits, l'idéologue a toujours raison. Pas plus que M. Monory ou le recteur Durand, M. Reagan n'échappe à la règle. Dans la tourmente, il consent tout au plus à admettre que certains de ses collaborateurs ont pu commettre quelques « *erreurs* » dans l'« *exécution* » de sa politique à l'égard de l'Iran et du Nicaragua. Le *New York Times* a beau lui rétorquer que toute sa conception était « *erronée dès le départ* », qu'elle procède d'une grave absence de « *jugement* » et que, même si les otages avaient été libérés, la manœuvre aurait « *produit un échec total* », M. Reagan n'en démord pas (8). « *Je pense,* dit-il avec la plus grande sincérité, *que nous avons entrepris en Iran la seule action possible. L'affaire n'a simplement pas tourné comme je l'avais espéré. Mais je ne vois rien que j'aurais voulu faire différemment* (9). »

Pareille obstination ne doit rien à l'orgueil. Elle découle de la plus pure conviction, parfaitement désintéressée : dans ce monde intrinsèquement mauvais, le plus grand danger provient de l'« *empire du mal* » qui, sans scrupule, frappe en Afghanistan aussi bien qu'en Amérique centrale et ailleurs. Certes, les fondamentalistes iraniens ont humilié les Etats-Unis, mais, comme naguère Somoza, Duvalier ou Marcos, ils sont résolument anticommunistes. Quelques-uns d'entre eux font preuve d'une relative modération ? Aidons-les.

L'entourage de M. Reagan accepte sans sourciller cette analyse d'une éblouissante simplicité. Il y est encouragé par un marchand d'armes iranien, M. Manucher Ghorbanifar, qui, faisant son métier, suggère à la CIA, dès novembre 1984, de vendre des matériels militaires à l'Iran. M. David Kimche, du ministère israélien des affaires étrangères, plaide dans le même sens : tout ce qui renforce l'Iran ne peut qu'affaiblir l'Irak et donc être bien vu à Jérusalem. Le gouvernement israélien, qui déjà fournissait à l'Iran des armes de fabrication israélienne, est donc autorisé à lui livrer des armes américaines que les Etats-Unis remplaceront, ce qui est interdit par la loi. Puis, malgré l'hostilité du secrétaire d'Etat et du secrétaire à la défense, le président Reagan signe le 17 janvier 1986 un ordre secret autorisant l'exportation directe d'armes américaines vers l'Iran. C'est là une nouvelle mesure illégale, qui contredit, de surcroît, les plus solennels engagements de la Maison Blanche. Mieux encore : M. Reagan demande à M. William Casey, directeur de la CIA, de ne pas en informer le Congrès. Troisième illégalité (10).

Lorsque le pot aux roses est découvert, le président tente de minimiser l'affaire en affirmant que les armes ainsi fournies « *pourraient aisément tenir dans un seul avion cargo* » (déclaration du 13 novembre 1986). En fait, utilisant chaque fois plusieurs avions, les livraisons ont eu lieu en février, mai, août et octobre. L'esprit de croisade a balayé tout scrupule moral.



'Look, he's an old man and if we bought arms and spare parts from them, we could create a more favorable climate for negotiations with a new, more moderate administration in Washington.'

(International Herald Tribune, 4 décembre 1986)

« Voyons, c'est un vieil homme et, si nous lui achetons des armes et des pièces détachées, nous pourrons créer un climat plus favorable pour des négociations avec un nouveau gouvernement plus modéré à Washington »

Guerres privées et héros national

ALORS que le Congrès se montre peu disposé à soutenir des opérations militaires à l'extérieur, M. Reagan continue de proclamer son admiration pour les « *combattants de la liberté* » qui luttent en Amérique centrale, en Afghanistan ou en Angola. Dès lors, au début de 1984, le colonel Oliver North, du Conseil national de sécurité, met sur pied un réseau d'organisations privées pour financer dans le monde les guérillas anticommunistes auxquelles le Congrès refuse des crédits, ou ne les accorde qu'avec parcimonie. L'entreprise aurait dû rester secrète. Elle a été décrite en détails dans ce journal (11). Les armes expédiées aux Iraniens leur étaient facturées à un prix très supérieur à leur valeur réelle. Une partie de la différence a alimenté la caisse noire du colonel North.

M. Reagan maintient qu'il n'en savait rien. M. William Casey, grand patron d'un service d'espionnage qui « *a des fouineurs infiltrés dans tous les gouvernements hostiles, et qui intercepte les conversations d'officiels du Kremlin lorsqu'ils utilisent les téléphones de leurs limousines, prétend tout ignorer de la plus audacieuse aventure entreprise par son propre gouvernement en politique étrangère...* (12) ». Certains membres de la commission parlementaire d'enquête en éclatent franchement de rire. Pourtant, comme pour le vrai-faux passeport de M. Chalier, la vérité finira par éclater un jour.

Puisque personne n'avoue quoi que ce soit, le président Reagan finit par limoger quelqu'un : le colonel Oliver North, dangereux personnage qui, sans l'accord du président ou du cabinet, tout seul, aurait monté cette brillante opération triangulaire... Cet officier serait donc bien indigne ? Non, dit M. Reagan, « *le colonel North est un héros national* (13) ». Mais alors, qui est donc le coupable ?

Dans la même déclaration, M. Reagan le montre du doigt : l'entreprise Iran-Nicaragua « *n'était pas un échec jusqu'au moment où la presse* » s'en est emparée. « *Trois otages nous ont été rendus, et nous en attendions deux autres. La presse doit assumer la responsabilité de ce qu'elle a fait.* » Serait-elle aussi responsable de la capture de trois autres Américains pour remplacer ceux qui ont été libérés ? Toujours est-il que, aux yeux de M. Reagan, « *toute l'affaire se ramène à une grande irresponsabilité de la part de la presse* ». Langage universel qui, à Paris, prend parfois des accents trop familiers...

A-t-on bien mesuré l'influence néfaste des médias ? Pervertis par on ne sait quels démons, ils osent révéler que, « *ces dernières années, des centaines de millions de dollars ont afflué dans les comptes bancaires de la CIA en Suisse pour financer la croisade mondiale du gouvernement contre le communisme* » : ces fonds provenaient notamment du roi d'Arabie saoudite (200 millions de dollars en 1984, 240 millions en 1985) et du sultan de Brunei (14) avec l'accord de M. George Shultz (15).

Un hebdomadaire fort respectable pousse l'audace jusqu'à affirmer que « *900 000 dollars ont été versés indirectement comme pots-de-vin à des officiels du Honduras pour les convaincre d'accepter que les armes destinées aux guérillas anti-sandinistes transitent par leur pays* », et il cite un haut responsable américain qui explique : « *Vous ne pouvez pas mener ce genre de guerre dans le tiers-monde sans graisser la patte des gens importants* (16) ». L'Occident n'en sera que plus à l'aise pour dénoncer la corruption qui règne dans les pays « arriérés »...

(6) James Reston, « American Got the Administration They Wanted », *International Herald Tribune*, 1er décembre 1986.

(7) Voir *le Libéralisme*, par Pierre Manent, 2 tomes, Hachette, Paris, 1986.

(8) Les formules citées sont extraites de deux éditoriaux repris dans *International Herald Tribune*, 28 novembre et 11 décembre 1986 : « A Collapse of Judgement » et « Wrong From the Start ».

(9) Entretien accordé à *Time*, 8 décembre 1986.

(10) Voir les chronologies des événements dressées notamment par *US News and World Report*, 8 décembre 1986, et par *Time*, 22 décembre 1986. Il serait prématuré de les reprendre ici car bien d'autres précisions ne manqueront pas d'être apportées dans les semaines à venir.

(11) Pierre Abramovici, « Des millions de dollars pour les combattants de la liberté », *le Monde diplomatique*, avril 1986.

(12) « Plumbing the CIA's Shadow Role », *Time*, 22 décembre 1986.

(13) Entretien accordé à *Time*, 8 décembre 1986.

(14) « The Roots of a Brutal Bargain », *Newsweek*, 15 décembre 1986. On apprend aussi que le colonel Oliver North avait obtenu de M. Ross Perot, président d'Electronic Data Systems, le versement de 2 millions de dollars pour faire libérer les otages. En 1978-1979, M. Ross Perot avait constitué un commando de sept hommes, sous les ordres d'un ancien colonel des Bérets Verts, pour enlever deux de ses représentants emprisonnés à Téhéran. Cette étrange aventure est racontée par Ken Follett dans son livre *Comme un vol d'aigles*, Stock, Paris, 1983.

(15) « Pursuing the Money Connections », *Time*, 15 décembre 1986, et « Palms Out the Sultan of Brunei », *Newsweek*, 22 décembre 1986.

(16) *Time*, 15 décembre 1986.

ÉCONOMIE

Dégradation industrielle et sociale

SIX années auront suffi pour que la politique économique du président Reagan, conduite sous la bannière du libéralisme et de la révolution conservatrice, aboutisse à quelques résultats impressionnants.

Déficits et endettement

Entre 1980 et 1986, le déficit budgétaire passe de 35 à 221 milliards de dollars ; celui de la balance commerciale de 20 à 170 milliards de dollars et, pour la première fois depuis 1914, la balance des paiements est devenue déficitaire en 1985 (de plus de 100 milliards de dollars). Il en sera de même en 1986.

L'endettement a plus que doublé au cours de la période. Fin 1984, il atteignait déjà 6 000 milliards de dollars, soit sept fois le montant global de la dette de tous les pays du tiers-monde. En 1986, la dette publique s'élève à 2 100 milliards de dollars ; elle était de 914 milliards de dollars en 1980. Dans le même temps l'épargne des ménages est tombée au niveau le plus bas jamais atteint. Le dollar a perdu en 1986 40 % de sa valeur par rapport au yen et 30 % par rapport au mark.

Affaiblissement spectaculaire de l'industrie

En dépit de la reprise largement tributaire des commandes fédérales et en particulier des dépenses militaires, passées de 180 à 300 milliards de dollars entre 1981 et 1986, la production industrielle est inférieure au niveau atteint en 1980. Elle a chuté de plus de 50 % pour les machines-outils, le matériel de construction et textile... ; de plus de 25 % pour le matériel agricole, l'équipement minier, les roulements à billes...

Dans l'agriculture, les aides fédérales sont passées de 4 milliards de dollars en 1981 à 35 milliards de dollars en 1985, dépassant la valeur des exportations agricoles. Cela n'a pas empêché la balance commerciale agricole d'être déficitaire en mai 1986, pour la première fois depuis 1959 ; 11,5 % des exploitations agricoles ont disparu entre 1980 et 1985 et la valeur de la terre a baissé de 26 % depuis 1982.

Dégradation des conditions de vie, décomposition du tissu social

Mutations technologiques et désindustrialisation ont entraîné la suppression de 1,5 million d'emplois industriels. Les six millions d'emplois nouveaux officiellement créés ont permis de ramener le taux de chômage à son niveau de 1980 (7 %), mais ils sont en général moins qualifiés, moins bien rémunérés, sans protection sociale ni syndicale, souvent à temps partiel et de plus en plus concentrés dans le secteur commercial et les services (81 % des nouveaux emplois en 1986, contre 52 % en 1984). Les acquis sociaux ont été remis en cause tant en ce qui concerne les salaires que les conditions de travail et le taux de syndicalisation est descendu à son niveau le plus bas (18,8 % en 1984).

35 millions d'Américains vivaient au-dessous du seuil de pauvreté en 1984 (contre 24 millions en 1978) ; 47 millions, si l'on y ajoute ceux qui sont très proches de ce seuil. Parmi eux, 13,8 millions d'enfants, victimes également de la dislocation des familles : 22 % des enfants américains vivent dans des foyers sans père.

Conséquence : délinquance et criminalité ne cessent d'augmenter, en dépit d'une répression accrue qui frappe surtout les jeunes des minorités noires et hispaniques. Il y a 617 000 détenus, soit 246 pour 100 000 habitants contre 72 pour 100 000 en France ; 1540 condamnés à mort, dont 221 pour le seul Etat de Floride, dix fois moins peuplé que la France. Dans le même temps les différentes mafias réalisent chaque année plus de 100 milliards de dollars de profits, pratiquement en toute impunité.

CHRISTIAN DE BRIE.

Heurs et malheurs des présidents

HARRY S. TRUMAN (avril 1945-janvier 1952). Démocrate. Devient président à la mort de Franklin Roosevelt. Termine la guerre mondiale avec les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki. Anticommuniste zélé : doctrine Truman (mars 1947) pour contenir l'expansion soviétique (plan Marshall d'aide économique aux pays occidentaux) et communiste (début de la « chasse aux sorcières »). Mise en place de l'OTAN (avril 1949) et début de la guerre de Corée (juin 1950). Renonce à se représenter en 1952.

DWIGHT D. EISENHOWER (janvier 1952-janvier 1961). Républicain. Très influencé par son secrétaire d'Etat, John Foster Dulles, dans la politique de « containment » de l'URSS. Achève la guerre de Corée (Pan Mun Jom, juillet 1953). Rupture avec Cuba (janvier 1961). Mais amorce de détente après la visite de Krouchtchev aux Etats-Unis (septembre 1959), interrompue par l'affaire de l'U2. Sur le plan intérieur, s'oppose tardivement au maccarthysme et à la ségrégation scolaire.

JOHN F. KENNEDY (janvier 1961-novembre 1963). Démocrate. Elu d'extrême justesse contre le républicain Richard Nixon. Fiasco de la baie des Cochons (avril 1961). Obtient le retrait des missiles soviétiques de Cuba (octobre 1962) après une guerre des nerfs avec l'URSS. Commence la guerre du Vietnam par l'envoi de conseillers américains. S'engage dans la voie de l'intégration raciale. Assassiné à Dallas en novembre 1963.

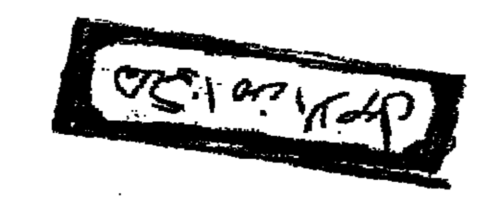
LYNDON B. JOHNSON (novembre 1963-janvier 1969). Démocrate. Réussit à introduire aux Etats-Unis une véritable politique sociale (guerre contre la pauvreté) en faveur des plus défavorisés, et notamment des Noirs. Mais s'embourbe irrémédiablement au Vietnam après l'épisode du golfe du Tonkin (août 1964), où le Congrès lui donne carte blanche pour une escalade qui le mène à sa perte politique. Renonce à se présenter en mars 1968 tout en essayant, difficilement, d'ouvrir des négociations avec les deux Vietnams.

RICHARD M. NIXON (janvier 1969-août 1974). *Républicain.* L'emporte de peu sur le démocrate Hubert Humphrey. De meilleurs résultats sur le plan extérieur (cessez-le-feu au Vietnam, après d'intenses bombardements sur le Nord en 1972 ; conclusion du traité sur la réduction des armes nucléaires SALT avec l'URSS en mai 1972 et visite en Chine en février 1972) que sur la scène intérieure. Il surmonte mal les problèmes économiques et financiers des Etats-Unis. Le scandale du Watergate (juin 1972) le contraint à la démission en raison de ses tentatives d'obstruction de la justice et de sa morgue à l'égard des autres centres de pouvoir.

GERALD R. FORD (août 1974-janvier 1977). Républicain. Premier président des Etats-Unis non élu. L'opinion ne lui pardonnera jamais d'avoir gracié son prédécesseur. Il est battu par M. James Carter en 1976.

JAMES CARTER (janvier 1977-janvier 1981). Démocrate. Sa présidence, commencée sous les meilleurs auspices, s'achève dans le marasme politique, économique et moral. Malgré ses bonnes intentions (droits de l'homme), ses palinodies, notamment face à l'URSS, avec laquelle il parvient difficilement à conclure le traité SALT-2, qui ne sera jamais ratifié par le Sénat, conduiront à sa perte. L'affaire des otages américains pris par l'Iran (novembre 1979) sera son chemin de croix : Khomeiny poussera la cruauté jusqu'à ne les libérer que le jour de l'entrée en fonctions de son successeur.

M.-F. T.



L'ESPRIT DE CROISADE

Comble d'insolence, la presse indique même qu'une partie des profits réalisés sur les ventes d'armes à l'Iran *« peut avoir servi à payer des campagnes publicitaires en faveur des « contras » et peut-être même la campagne électorale* [l'automne dernier] *de candidats au Congrès connus pour leur sympathie à l'égard des « contras »* (17) ».

Voilà bien la preuve que tout gouvernement a raison de vouloir surveiller l'information. M. André Giraud, ministre français de la défense, devrait vendre à Washington son idée de créer un « observatoire » chargé de traquer la désinformation...

Quelques jours avant que ne soient révélées d'aussi douteuses manœuvres, le *Washington Post* écrivait : *« De manière constante, le gouvernement a considéré que, lorsque la loi gêne la poursuite du but suprême – le combat contre le communisme, – c'est le combat qui doit avoir priorité sur la loi* (18). » Lorsque, au début de ce siècle, Theodore Roosevelt suscita en Colombie une sécession de la province de Panama afin de pouvoir construire « son » canal, il consulta son ministre de la justice, Philander Knox, sur certains points de droit. *« Ah ! Monsieur le président,* répondit celui-ci, *pourquoi une aussi belle action serait-elle gâchée par la moindre trace de légalisme ? »* Plus près de nous, en 1964, Lyndon B. Johnson prit *« prétexte d'un incident qui ne s'était pas produit, dans le golfe du Tonkin »*, pour obtenir du Congrès l'autorisation d'envoyer cinq cent mille combattants au Vietnam, rappelle Anthony Lewis (19).

Permanence de l'histoire : en Europe comme aux Etats-Unis, ceux-là même qui exaltent les *« valeurs traditionnelles »* et invitent le menu peuple à cultiver en eux les plus nobles vertus individuelles et civiques s'arrogent, dans l'exercice de leur charge publique, le privilège de les fouler aux pieds. *Cette pratique porte un* beau nom : Ordre moral (20).

Animé par l'esprit de croisade, qui le rendait si populaire, M. Reagan pouvait se permettre un certain nombre d'échecs, sauf sur un point : il se devait de renverser le régime sandiniste au Nicaragua. Violant les lois dont il est le gardien, il autorise donc en décembre 1981 l'entraînement militaire des anti-sandinistes en Floride. En avril 1983, il prétendait que son seul objectif était d'interrompre les flux d'armes en Amérique centrale. Au printemps suivant, sans en informer – comme il était tenu de le faire – la commission spéciale du Sénat, il fit miner les ports du Nicaragua. Le Congrès réagit en votant l'« amendement Boland », qui interdit toute aide aux « contras ». Puis la CIA diffusa son guide pratique du sabotage et de l'assassinat (21). Pendant l'été 1985, la Maison Blanche reconnaît que le colonel Oliver North avait bien aidé les « contras », mais il l'aurait fait sans enfreindre la moindre loi américaine. C'était là un « miracle » supplémentaire... Devant la grogne des parlementaires, M. Reagan promit de chercher une solution diplomatique en Amérique centrale (22). Il n'en fit rien.

Au contraire, il intensifia l'aide officielle (certains élus se sont laissés convaincre ; par quels moyens ?) et clandestine. En pure perte. *« Les « contras »,* écrit Jorge G. Castaneda (23), *auront du mal à expliquer pourquoi, avec une aide aussi importante, ils n'ont pas pu s'emparer d'un seul pouce du territoire nicaraguayen. »* Une seule issue : que Washington favorise un règlement négocié en appuyant les remarquables efforts du groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama), qui bénéficie du soutien des principales démocraties d'Amérique latine (24). *Mais M. Reagan ne saurait s'engager* dans cette voie sans renier sa foi.

Après le charme, le bilan

MAIS *quelle foi ?* De cruelles pages d'histoire, en France comme aux Etats-Unis, rappellent que l'obsession du communisme n'a jamais suffi à faire de bons démocrates. Malgré sa grande clairvoyance en de nombreux domaines, par exemple la crise énergétique, M. James Carter fut injustement critiqué : son « image » ne pouvait pas rivaliser avec celle de son successeur... Il eut pourtant le mérite de conférer une certaine noblesse à la diplomatie américaine : en l'axant sur le respect des droits de l'homme, il la dépouilla de ce qu'elle avait de plus sordide. Sous sa présidence, et grâce à ses efforts persévérants, la démocratie fut restaurée au Pérou et en République dominicaine. Il sapa les bases des dictatures en Bolivie, en Argentine, au Brésil, en Uruguay, au Guatemala... Ce ne fut pas un mince accomplissement. Ces pays retournèrent à la démocratie sous le règne de M. Reagan, qui ne peut certes pas s'en attribuer le crédit.

Mieux encore, le président Reagan se cramponna à la dictature de M. Marcos jusqu'au moment où les Philippins eux-mêmes le renversèrent. Et, s'il sacrifia M. Jean-Claude Duvalier, c'est bien parce qu'il ne pouvait à la fois soutenir une dictature corrompue en Haïti et prôner la liberté au Nicaragua, où elle fait ses premiers pas après quarante ans de somozisme. Stanley Hoffmann a bien montré que l'esprit de croisade ne saurait constituer une véritable politique étrangère (25). Contre le régime sandiniste, M. Reagan a soutenu les anciens membres de la garde nationale de Somoza, qui n'ont jamais reculé devant le crime (26), de même que, en Angola, il a fermé les yeux sur les massacres commis par l'UNITA de M. Jonas Savimbi (27). Pour certains, les droits de l'homme ne suscitent d'indignation que lorsqu'il sont violés par des régimes communistes ou progressistes. L'impardonnable erreur de M. James Carter fut, précisément, d'oser s'attaquer aux abominables régimes qui, jusque là, au nom de leur anticommunisme, bénéficiaient du soutien américain.

Voilà bien ce que le Dr Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, a parfaitement compris. Comme une souris qui se cache dans son trou, il était miraculeusement absent de la scène publique lorsque, à Paris, la police matraquait lycéens et étudiants. Il se rattrape après la mort du dissident soviétique Anatoli Martchenko. Ainsi sa morale est-elle sauve... Et il faut attendre la fin de 1986 pour qu'un autre grand libéral découvre et proclame une impérieuse obligation qui, semble-t-il, lui avait jusque là échappé : *« Nous devons militer pour les droits de l'homme au Chili comme nous devons le faire contre l'apartheid* (28). » Comment ne pas saluer tant de lucidité... Treize ans après le coup d'Etat de Pinochet, et après plusieurs décennies de racisme institutionnel en Afrique du sud.

(Lire la suite page 6.)

(17) *Time*, 22 décembre 1986.
(18) Richard Cohen, dans *The Washington Post*, cité par *International Herald Tribune*, 28 novembre 1986.
(19) « This Mess Calls for a Special Prosecutor », par Anthony Lewis, *International Herald Tribune*, 2 décembre 1986.
(20) Voir *le Monde diplomatique*, novembre 1986.
(21) Voir *le Monde diplomatique*, août 1986, p. 3.
(22) « Costs of a Secret War », *International Herald Tribune*, 29-30 novembre 1986.
(23) Jorge G. Castaneda, « A Colonel Is Gone but It's Still Washington's War », *International Herald Tribune*, 11 décembre 1986.
(24) Voir l'article de Pete Hamill, « The Contra War Is Over, So Give Contadora a Try », *International Herald Tribune*, 2 décembre 1986.
(25) Voir son article dans *le Monde diplomatique*, juillet 1986.
(26) Voir Reed Brody, « Une stratégie de terreur et de sabotage », *le Monde diplomatique*, août 1986. L'auteur est ancien ministre de la justice de l'Etat de New-York.
(27) Voir Ignacio Ramonet, « La harpe de la terreur », *le Monde diplomatique*, octobre 1986.
(28) Guy Sorman, « Libérons le Chili », *Le Figaro Magazine*, 29 novembre 1986.

PROCHE-ORIENT

Une politique sans principes

LIBAN : Humiliation et stupéfaction.

Le président Reagan n'atteint aucun des objectifs qu'il s'était fixés dans le pays du Cèdre. L'invasion du Liban par Israël en juin 1982 ne débouche pas sur la réunification et la pacification du pays sous l'hégémonie phalangiste. Le chef du parti chrétien, Béchir Gemayel, est assassiné le 14 septembre trois semaines après son élection à la présidence de la République. Son frère, qui lui succède, M. Amine Gemayel, fait faux bond à ses alliés israéliens et américains : cédant aux pressions intérieures et à celles de la Syrie, il abroge le 7 mars 1984 le traité israélo-libanais conclu sous l'égide de Washington le 17 mai 1983.

Deux événements majeurs avaient contribué, il est vrai, à renverser le rapport de forces : le 23 octobre 1983, l'attaque d'un commando contre une caserne coûte la vie à 241 militaires américains ; Beyrouth-Ouest est occupé en février 1984 par les milices chiites et druzes. Le président Reagan retire alors en catastrophe le contingent américain qu'il avait envoyé au Liban en septembre 1982. La « débacle » humilie l'Amérique et stupéfie un monde arabe encore fasciné par la puissance des Etats-Unis.

CONFLIT ISRAÉLO-ARABE : Les paris perdus.

La guerre du Liban ne débouche pas non plus sur la capitulation de la Syrie, malgré le retrait sans gloire de son armée, ou sur la destruction de l'OLP. Les chefs militaires et politiques de la centrale palestinienne, M. Yasser Arafat en tête, quittent Beyrouth avec les honneurs de la guerre, le 31 août 1982.

Le lendemain, M. Ronald Reagan rend public son projet de règlement du conflit palestinien, le « plan Reagan ». Il est récusé par les deux camps belligérants. Le chef de la Maison Blanche rejette, à son tour, le plan de paix diffusé le 9 septembre par les chefs d'Etat arabes réunis à Fès. La diplomatie reaganienne fait échec, de même, au processus de paix proposé conjointement le 11 février 1985 par le roi Hussein et M. Yasser Arafat. Le projet emprunte au plan Reagan l'idée d'une confédération jordano-palestinienne. Mais le chef de l'exécutif américain ne veut admettre ni le principe du droit des Palestiniens à l'autodétermination, qui leur permettrait de se faire représenter par l'OLP, ni la convocation d'une conférence internationale de la paix, à laquelle participeraient les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Ces paris successifs perdus, M. Ronald Reagan se résigne à la passivité dans une conjoncture qui ne cesse de se dégrader.

GUERRE DU GOLFE : Un stérile double jeu.

Les Etats-Unis rétablissent leurs relations diplomatiques et économiques avec l'Irak, rompues en 1967, fournissent à Bagdad du matériel militaire « défensif » et un soutien logistique dans sa guerre contre l'Iran. Mais, parallèlement – devait-on apprendre en novembre 1986, – Washington livre aussi des armes à la République islamique et ébauche un dialogue en vue d'une normalisation. L'« Irangate » scandalise l'Amérique, irrite l'« ami » irakien, affaiblit les « modérés » iraniens, entame singulièrement la crédibilité de Washington dans diverses capitales arabes. M. Ronald Reagan perd sur tous les tableaux.

TERRORISME : Crise de confiance.

Confusion, inconsistance, duplicité. C'est avec une rare sévérité que les médias et les parlementaires américains qualifient la politique de M. Ronald Reagan à l'égard du terrorisme depuis que la Maison Blanche a admis qu'elle négociait secrètement la libération d'otages détenus au Liban. Le « dossier libyen » est autrement accablant : la Jamahyriya a été bombardée le 15 avril 1986 à la suite d'attentats qui lui avaient été imputés sans preuves convaincantes ; la campagne de désinformation destinée à préparer l'opinion à une nouvelle attaque contre la Libye a conduit à la démission en octobre dernier du porte-parole du département d'Etat. Les condamnations sélectives, le double discours, la confusion entretenue par l'absence d'une définition claire du terrorisme, suscitent interrogations et méfiance chez les partenaires des Etats-Unis. La « lutte contre le terrorisme » menée par M. Ronald Reagan relève-t-elle de la « morale internationale » et de la « défense du monde libre » – comme le soutient le chef de la Maison Blanche – ou de l'opportunité politique liée à la stratégie américaine ?

F.B.

AFRIQUE AUSTRALE

Sérieuse remise en cause

« *ENGAGEMENT constructif* » : ainsi l'administration Reagan définissait-elle sa politique envers l'Afrique du Sud. Elle consistait à amener, sans rupture, le gouvernement de Pretoria à abandonner graduellement *l'apartheid* tout en garantissant le maintien du pays dans le camp occidental. Cette stratégie, qui bannissait tout usage des sanctions, était complétée par une volonté d'expulser l'URSS et Cuba de la région et de favoriser la conclusion d'accords entre Pretoria et ses voisins.

1984 sembla marquer l'apogée de cette stratégie. En janvier, un accord limité est signé entre l'Afrique du Sud et l'Angola. Au mois de mars, le président Machel et M. Botha paraphent à N'Komati un pacte de non-agression. Washington salue l'engagement du premier ministre sud-africain dans la voie des réformes.

Pourtant, à peine deux années plus tard, tout ce bel édifice s'est écroulé. La guerre a repris de plus belle en Angola ; l'administration républicaine, depuis l'abrogation de l'amendement Clarke par le Sénat en juillet 1986, s'engage directement aux côtés des rebelles de l'UNITA tandis que les troupes cubaines sont plus présentes que jamais. Au Mozambique, les concessions faites à Pretoria n'aboutissent qu'à de nouvelles agressions. Enfin, en Afrique du Sud, la montée du mouvement nationaliste noir a illustré les limites des « réformes » comme le refus du « pouvoir blanc » de tout partage du pouvoir.

Aux Etats-Unis mêmes se développe un vaste mouvement hostile à l'apartheid et favorable à des sanctions économiques que la Maison Blanche tente désespérément d'éviter. M. Reagan appelle durant l'été 1986 à résister aux *« clameurs émotionnelles visant à imposer des mesures punitives »* et affirme que les sanctions ne sont réclamées que *« par un groupe extrémiste, soutenu par les communistes, cherchant à s'assurer le contrôle du pays »*. Mais la proclamation, le 12 juin 1986, de l'état d'urgence en Afrique du Sud et l'arrestation de milliers d'opposants ont raison des dernières hésitations du Congrès qui, passant outre au veto présidentiel, vote le 2 octobre de sévères sanctions contre ce pays. Cette décision représente une grave défaite personnelle pour le président et remet en cause toute la politique suivie dans la région depuis près de six années.

ALAIN GRESH.

L'ÉTHIQUE BALAYÉE PAR

Débâcle

(Suite de la page 5.)

Le même courant de pensée qui, comme M. Reagan lui-même, s'est opposé aux sanctions économiques contre l'Afrique du Sud voudrait maintenant faire cesser toute aide humanitaire aux populations d'Ethiopie, dont le régime politique, on les comprend, ne leur convient pas *(voir les articles pages 16 à 18)*. Le libéralisme, c'est la liberté des entreprises, bien plus que la liberté et la dignité des êtres humains, sauf lorsqu'ils souffrent sous le joug d'un totalitarisme marxiste. « *Ce qu'il y a de délicieux dans l'opposition, c'est de dénoncer à tout va la faiblesse, les erreurs, les contradictions du gouvernement*, écrit Jean d'Ormesson (29). *La tâche est beaucoup plus terne et beaucoup moins plaisante lorsque ce sont nos amis qui occupent le pouvoir.* » Et pourquoi donc ? Or les « amis » sont au pouvoir non seulement à Paris, mais aussi en bien d'autres capitales, dont Washington. Ils ont droit à l'indulgence, au nom de la solidarité idéologique. D'où le silence de toute une partie de la presse française sur le bilan économique de M. Reagan. Lisons donc la presse américaine.

Au moment où, avec toutes ses ramifications internationales, le scandale bat son plein, « *le département du Trésor nous dit que nous avons la plus importante dette fédérale et privée de toute notre histoire ; le ministère du commerce nous dit que notre déficit commercial record n'est pas la faute des exploits des Japonais mais de notre propre mauvaise gestion industrielle* », écrit encore James Reston dans l'article déjà cité (30). Ce sont là des réalités que la croisade anticommuniste peut faire oublier, pendant un certain temps seulement.

Mais la « gestion » de la politique étrangère n'est pas meilleure : le voyage présidentiel au cimetière de Bitburg, parmi les tombes de SS ; l'échec du plan d'aide aux pays des Caraïbes ; les subventions généreusement accordées aux exportations de céréales vers l'« *empire du mal* » ; le refus de vendre des armes au roi Hussein de Jordanie (31), alors qu'on en livre aux ayatollahs de Téhéran ; l'ordre, non suivi d'effet, donné aux compagnies américaines de quitter la Libye, où elles poursuivent leurs profitables opérations sous le couvert de filiales, américaines à 100 % (32) ; la campagne de désinformation contre la Libye, appuyée par la visite du général Vernon Walters dans les capitales européennes, juste avant que les soupçons ne se portent non pas vers Tripoli mais vers Damas ; l'opposition aux sanctions contre l'Afrique du Sud, jusqu'au moment où le Congrès les impose et annule le veto présidentiel ; puis, pour couronner le tout, l'attitude improvisée à Reykjavik face à M. Gorbatchev sans avoir consulté ni les experts ni les alliés. Faut-il rire de la suite ? M. Reagan affirme avoir proposé la « *complète élimination de tous les missiles balistiques* », et cela dans un délai « *de dix ans* », dit-il le 12 octobre dernier ; dans un délai « *de cinq ans* », dit-il le 19 novembre, alors que M. Shultz déclare, le 17 novembre, vouloir garder une « *petite* » force balistique (33)... Longue liste, inventaire pourtant incomplet. C'est « miracle » que le monde libre tienne encore debout...

Parce qu'elle privilégie naturellement le rôle des acteurs, l'information-spectacle est tentée de voir dans le scandale en cours la débâcle d'un homme et de son équipe. Elle suit en cela un ancien sous-secrétaire d'Etat de M. Reagan qui montre comment le « *manque de professionnalisme* » dans l'entourage présidentiel a laissé le champ libre à l'« *ardeur des zélotes* (34) ». Mais, au service de la même vision du monde, le plus remarquable savoir-faire aurait-il donné de meilleurs résultats ? Une plus grande expertise n'aurait nullement empêché les déficits budgétaires de se creuser sous le double choc de l'accroissement des dépenses militaires et de l'allégement de la pression fiscale sur les entreprises. Elle n'aurait pas rendu les mollahs plus souples, les antisandinistes plus combatifs, les Japonais moins efficaces, les Soviétiques plus faciles à manier, le tiers-monde plus apte à rembourser ses dettes. La cohérence est parfaite entre les actes de M. Reagan et son idéologie, servie par son exceptionnelle popularité. Son libéralisme économique et son esprit de croisade sont tout simplement hors du temps, hors du réel.

Voilà à peine deux ans, il se faisait pratiquement plébisciter dans quarante-neuf Etats de l'Union sur cinquante. Parce que son image s'est brisée, la presse et le Congrès vont maintenant scruter sa politique. Le charme étant rompu, ils vont dresser un bilan ; il sera sévère. Désordres économiques et monétaires mondiaux, relations stratégiques Est-Ouest, mutations industrielles, montée du protectionnisme, attitude face au terrorisme, etc. Sur tout cela, les alliés européens doivent s'efforcer d'apporter quelque lumière.

Les électeurs américains avaient, en 1980, rejeté M. James Carter parce qu'il n'obtenait pas la libération des otages de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran. Ils ont adulé un président dont ils découvrent qu'il a vendu des armes à l'Iran. Portée à son zénith, la politique-spectacle a permis, pendant dix-huit mois, de camoufler cela, comme tant d'autres bévues ou échecs. La démocratie souffre grandement chaque fois que le prétendu consensus est obtenu à coups de sondages de popularité et non de débats.

CLAUDE JULIEN.

(29) Jean d'Ormesson, « Cohabitation et terrorisme », *le Figaro Magazine*, 15 novembre 1986.
(30) *International Herald Tribune*, 1er décembre 1986.
(31) « Strong Aftershocks », *Time*, 15 décembre 1986.
(32) « Libya : Business as Usual », *Newsweek*, 15 décembre 1986.
(33) « Confusing Signals », *Newsweek*, 1er décembre 1986.
(34) Lawrence Eagleburger, *International Herald Tribune*, 3 décembre 1986.

(Jean-Louis Atlan-Sygma)
SOLDAT AMÉRICAIN LORS DE L'INVASION DE LA GRENADE EN 1983
« L'Amérique est de retour », dit M. Reagan, mais elle n'a pas le visage que l'on attendait

AMÉRIQUE CENTRALE

Petits succès, grandes désillusions

LE président Ronald Reagan n'a pas la main heureuse dans sa politique à l'égard de sa « cinquième frontière ».

Sur le plan militaire. Exception faite de l'équipée contre la Grenade (octobre 1983), les actions menées contre le Nicaragua (minage des ports, violations de l'espace aérien, financement et entraînement des « contras ») non seulement n'ont pas abouti dans leur objectif final (le renversement du gouvernement de Managua) mais ont valu à Washington la condamnation de la Cour internationale de justice de La Haye (27 juin 1986).

A ces atteintes au droit international s'ajoute le non-respect des lois américaines : scandale du détournement au profit des *contras* de sommes issues des ventes secrètes d'armes à l'Iran ; mise sur pied par la CIA d'un programme d'assistance à ces mêmes « contras », dès 1983, alors que toute aide militaire était interdite par le Congrès. Ce dernier a toutefois approuvé, le 25 juin 1986, l'octroi de 100 millions de dollars d'aide « militaire et humanitaire ». Conséquence : engagement de plus en plus direct, et de plus en plus contesté par l'opinion américaine, de conseillers militaires agissant à partir du Salvador (où la guérilla du Front Farabundo Marti de libération nationale n'a nullement été réduite), du Costa-Rica et, surtout, du Honduras, armé jusqu'aux dents depuis 1980.

Isolement politique. En dépit des efforts faits par Washington pour obstruer l'action du groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela) renforcé depuis juin 1985 par le « groupe d'appui » (Argentine, Brésil, Pérou et Uruguay), le « plan de paix » signé par ces huit pays le 12 janvier 1986 est soutenu par la majorité des Etats d'Amérique latine.

Les initiatives économiques. Elles n'ont soulevé que du mécontentement. Entrée en vigueur en janvier 1984, l'initiative pour le bassin des Caraïbes (CBI), par exemple, devait théoriquement ouvrir le marché des Etats-Unis aux produits de quelque vingt-cinq Etats centraméricains et antillais. Or les exportations de ceux-ci vers le « Grand voisin » ont baissé de 20 % en 1985. Et le Congrès a réduit récemment les quotas de sucre importés de la région.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY.

NÉGOCIATIONS STRATÉGIQUES

L'échec de Reykjavik

EN entamant son premier mandat, au début de 1981, M. Ronald Reagan trouve dans son dossier « Négociations avec l'URSS sur les armements stratégiques » deux documents qu'il a vivement critiqués pendant sa campagne électorale : le traité ABM (Antiballistic missiles), qui limite de manière stricte l'existence de réseaux antimissiles, et qui fait partie des accords dits SALT 1 (Strategic Arms Limitation Talks) signés en mai 1972 à Moscou par M. Richard Nixon et Leonid Brejnev ; les accords SALT 2, signés le 18 juin 1979 à Vienne par M. James Carter et Leonid Brejnev et qui, fixant des plafonds aux armements stratégiques des deux superpuissances, n'ont pas été ratifiés par le Congrès.

Invoquant les précédents historiques à l'appui de son aversion au concept *de destruction mutuelle assurée (MAD) et sa préférence pour une défense anti*missiles, M. Reagan avait déclaré en 1980 : « *Je ne pense pas qu'il y ait eu une époque où une défense était impossible ; même dans le temps, il existait une artillerie côtière capable d'interdire une invasion de bateaux ennemis.* » Fort de ces principes, le président américain va, au cours des années, vider de son contenu le traité ABM, en lançant son initiative de défense stratégique (IDS), puis ignorer délibérément les limitations de SALT 2. Au cours de son second mandat, M. Reagan se résoudra finalement à rencontrer M. Gorbatchev, d'abord à Genève, en novembre 1985 ; puis à Reykjavik, en octobre 1986, où il donnera la pleine mesure du caractère improvisé de sa politique et inquiétera très sérieusement ses alliés.

IDS contre traité ABM. En lançant, le 23 mars 1983, son projet dit de « guerre des étoiles », M. Reagan entendait « *rendre obsolètes les armes nucléaires* ». Même si le gouvernement américain prétend que les recherches menées dans le cadre de l'IDS ne sont pas en contradiction avec le traité ABM, elles acquièrent, aux yeux des Soviétiques, une dimension offensive qui provoque une accélération de la course aux armements. Les Soviétiques prévoient un contre-dispositif de défense spatiale terrestre à coût infiniment moins élevé *(voir l'article d'Alain Dupas, p. 22)*.

La mort de SALT 2. Après une série de déclarations contradictoires sur le respect ou le non-respect des plafonds d'armements inclus dans SALT 2, M. Reagan franchit finalement le pas : le 28 novembre 1986, la mise en service d'un nouveau bombardier B 52 équipé de missiles de croisière, non compensée par une réduction dans un autre domaine de l'arsenal américain, signe l'arrêt de mort de SALT 2. Et cela en bravant l'hostilité affichée de ses alliés européens et canadien et celle du Congrès.

Les improvisations de Reykjavik. Le 12 octobre, MM. Gorbatchev et Reagan se retrouvent en Islande. Bien que les armements stratégiques doivent, de toute évidence, être au centre des discussions, M. Reagan n'a pas convié à Reykjavik son secrétaire à la défense, M. Weinberger... Un accord inattendu, d'une portée considérable, se dessine rapidement sur la base d'une réduction de 50 % des armements à longue portée des deux camps, ainsi que d'une élimination totale des euromissiles (dite « option zéro »)... à condition que M. Reagan confirme les dispositions du traité ABM pour dix ans et, de fait, renonce à toute mise à l'épreuve opérationnelle de l'IDS. Il refuse et doit assumer la responsabilité de ce que chacun considère comme un échec personnel pour lui ; il parvient néanmoins, au cours d'un discours télévisé, à « retourner » en sa faveur l'opinion américaine, qui croit toujours que l'IDS vise à protéger les villes, et pas seulement les silos de missiles... Quant aux alliés, qui n'avaient nullement été consultés pour l'« option zéro » – que plusieurs d'entre eux récusent, – ils poussent un soupir de soulagement.

BERNARD CASSEN.

Le Monde diplomatique USPS 763-610 is published monthly for $ 35 per year by : *le Monde* c/o Speedimpex, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at New-York, NY Postmaster : send address change to *le Monde* c/o Speedimpex, USA, PNC, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104.

L'ESPRIT DE CROISADE

La politique étrangère américaine à la merci d'organisations parallèles ?

Par FABRIZIO TONELLO *

UN mois a suffi pour que le scandale des ventes d'armes américaines à l'Iran et du financement de la guérilla antisandiniste au Nicaragua (la « Contra ») ternisse l'image de M. Reagan et affaiblisse l'exécutif américain. Cette crise jette aussi un jour nouveau sur un style de gouvernement jamais bien analysé, que le journaliste anglais Anthony Sampson a appelé *« la privatisation de la politique étrangère américaine* (1) », c'est-à-dire la mise à l'écart du département d'Etat, du département de la défense et de la CIA au profit de structures parallèles et secrètes.

Au plus fort de la crise, un commentateur écrivait : *« Y a-t-il eu un coup d'Etat à Washington ? Qui est le colonel Oliver North et pourquoi est-il au pouvoir dans mon pays ? Qui paie Eugene Hasenfus pour livrer des pistolets-mitrailleurs et des roquettes dans le monde entier, en mon nom ? Qui est le colonel qui dirige l'Office of Public Diplomacy pour diffuser de la propagande sur l'Amérique centrale à l'intérieur même des Etats-Unis ? Le président Reagan contrôle-t-il le gouvernement ? Ou bien sont-ce des colonels qui dirigent notre pays ?* (2) » L'indignation du journaliste Richard Reeves est compréhensible, mais ceux qui poussent au renversement du régime sandiniste du Nicaragua ne sont pas des militaires ; au contraire, c'est l'entourage immédiat de M. Reagan, ses conseillers politiques, qui ont pris directement en main l'affaire nicaraguayenne. Dès le début.

La surprise des médias devant la participation de MM. North et Poindexter dans la guerre contre le Nicaragua en marge des organismes compétents s'explique mal. Voici en effet ce qu'on pouvait lire, en 1985 déjà, dans un livre consacré à la politique des Etats-Unis en Amérique centrale : *« Quand le Congrès mit fin à la supervision directe de la CIA sur l'armée qui combattait pour le compte des Etats-Unis* [les « contras »], *l'administration Reagan transféra secrètement ce contrôle au Conseil national de sécurité. C'était essentiel, car la CIA avait géré presque chaque aspect de leurs activités et, laissés à eux-mêmes, les rebelles n'étaient pas capables de se débrouiller, comme l'affirmait un haut fonctionnaire américain. » « Quand l'agence* [la CIA] *fut écartée de ce programme, ces types ne savaient même pas acheter un simple sparadrap »*, affirmait le responsable gouvernemental de cette affaire, identifié plus tard comme étant le lieutenant-colonel des marines Oliver North (3).

Point besoin, donc, de fouiller dans les archives secrètes du Conseil national de sécurité pour être au courant des activités du lieutenant-colonel North : il suffisait de lire ce livre ou, à défaut, les reportages publiés par nombre de journaux américains.

Les « contras » certes, n'étaient pas censés se procurer des fonds grâce aux livraisons américaines d'armes à l'Iran, mais la détermination de M. Reagan à soutenir ceux qu'il continue d'appeler les *« combattants de la liberté »* n'a jamais fait aucun doute. Des appels aux fonds privés pour remplacer les fonds publics amputés par le Congrès ont été lancés directement par la Maison Blanche à plusieurs reprises. Des organisations parallèles conservatrices relayaient l'administration au vu et au su de tout le monde (4).

Il suffit de regarder la composition du conseil d'administration du Nicaraguan Freedom Fund pour saisir l'importance de l'opération : son président est M. William Simon, le millionnaire qui dirige également la très conservatrice Olin Foundation et qui avait été pressenti comme candidat à la vice-présidence, aux côtés de M. Reagan, pour la campagne électorale de 1980. On y trouve aussi Mme Jeane Kirkpatrick, ancien ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU, MM. Michael Novak et Midge Decter, deux intellectuels ultraconservateurs liés à l'American Enterprise Institute et à la Heritage Foundation.

Des ambassadeurs et des mercenaires

CETTE nébuleuse d'organisations conservatrices, selon le journaliste Sidney Blumenthal, *« était le pivot de la plus importante opération mi-publique mi-privée de l'ère Reagan : la guerre des « contras » contre le gouvernement sandiniste au Nicaragua* (5) ».

« Opération mi-publique mi-privée » est bien l'expression la plus adaptée : dans cette guerre par procuration, on trouve à chaque instant des ambassadeurs qui travaillent côte à côte avec des mercenaires, des militaires en service actif qui embauchent des civils, et un *« quarteron de généraux à la retraite »* qui montent des coups avec l'appui de banquiers, d'hommes d'affaires, d'intellectuels et même de sectes religieuses. Bien que la création de sociétés écrans ou le recours aux mercenaires aient été couramment pratiqués par la CIA auparavant, la collaboration entre personnel gouvernemental et milieu interlope a atteint sous le gouvernement de M. Reagan une ampleur inégalée.

Les fonds secrets de la CIA destinés aux « contras », par exemple, ont souvent transité par des organisations privées, tandis que d'autres fonds, venant de dons individuels (déductibles du revenu imposable !) servaient à l'achat d'armes, acheminées ensuite par la CIA. Comme la presse américaine l'a abondamment écrit ces derniers temps, les circuits de financement étaient souvent bien plus compliqués que cela. Des généraux à la retraite, comme MM. John Singlaub et Richard Secord, assuraient la coordination entre le Conseil national de sécurité, les organisations et les firmes privées, les « contras » et les pays tiers mêlés à l'affaire, tel Israël.

Cette *« privatisation de la politique étrangère »* tient pour beaucoup à l'exigence de garder le secret : nulle opération de la CIA ne peut être longtemps cachée à la presse américaine. Il fallait également contourner les obstacles – pas trop importants mais réels – fixés par le Congrès : pas de troupes américaines engagées sur le terrain, pas de fonds autres que ceux votés, pas d'intervention directe pour renverser le gouvernement de Managua. Tout cela n'est cependant pas suffisant pour expliquer la démarche de M. Reagan : après deux larges victoires électorales, avec un président au sommet de sa popularité, était-il vraiment nécessaire d'avoir recours à des organisations parallèles, souvent louches, pour réaliser des objectifs de politique étrangère ? Une réponse possible est proposée par Sidney Blumenthal : *« Malgré leur conviction que l'Amérique est un pays profondément conservateur, les républicains de la nouvelle droite ont eu une énorme difficulté à s'affirmer. Aujourd'hui, ils sont encore tellement obsédés par le passé qu'ils ont une peur folle d'être jetés dehors, dans le vide. Même après deux victoires électorales écrasantes de M. Reagan, ils conservent une psychologie d'outsiders* (6). »

Comme tous les parvenus, les reaganiens se sentent mal à l'aise parmi ceux qui ont toujours eu la richesse et le pouvoir et ils voient partout des complots contre eux. C'est cette attitude d'extrême méfiance à l'égard de la bureaucratie fédérale, de la presse, de la capitale (symbole du Big Government et donc de tous les maux) et même du Parti républicain en tant que tel qui explique le goût de M. Reagan et de son entourage pour les structures parallèles, les « hommes sûrs », les réseaux informels. Un goût qui subsiste, après six ans de pouvoir.

On aurait tort de penser que l'« Irangate » constitue un cas exceptionnel. Certes, l'affaire maladroitement menée par MM. North et Poindexter est un révélateur, comme le Watergate le fut pour M. Nixon. Mais les pratiques mises au jour ne sont nullement originales. Prenons, par exemple, le cas de l'*initiative de défense stratégique* (IDS), ce projet de bouclier spatial pour la protection des Etats-Unis.

La « guerre des étoiles », lancée à grand renfort de publicité par le discours du 23 mars 1983, a-t-elle vu le jour au sein du Pentagone ? Pas le moins du monde. Le schéma fut, on le sait, élaboré par un groupe restreint d'amis personnels de M. Reagan, les millionnaires Joseph Coors (bière), Justin Dart et Karl Bendetsen (Champion Industries), le physicien Edward Teller et le général à la retraite Daniel Graham. Ce dernier, trouvant que les choses n'allaient pas assez vite, publia en 1982 une étude sur la défense antimissile avec l'aide de la Heritage Foundation : c'était le projet « High Frontier ». Il n'avait guère de chances de voir le jour, mais il joua son rôle de poisson-pilote d'une manière efficace (7). L'histoire a été maintes fois racontée : l'IDS fut lancée beaucoup plus pour des raisons idéologiques et politiques que pour son intérêt en matière de défense (8). Au départ, l'état-major américain n'était d'ailleurs pas enthousiaste. La suite est moins connue : la pression des groupes d'intérêt favorables à l'IDS pour des raisons idéologiques ou industrielles ne s'est nullement relâchée après le lancement officiel du programme et la constitution d'un organisme gouvernemental, le SDIO (Strategic Defense Initiative Organization). Au contraire, leur pression est devenue permanente, bien organisée, *financée avec largesse par* les industries de l'armement.

La galaxie d'organisations conservatrices, comme Marshall Foundation, Center for Peace and Freedom, Citizens for America et une soixantaine d'autres – *rassemblant tantôt une multitude d'adhérents, tantôt seulement quelques individus,* – a donné naissance l'année dernière à une « coalition pour l'initiative de défense stratégique », qui exige coûte que coûte le maintien du projet de bouclier spatial.

Entre les structures publiques et la foule d'organismes conservateurs, il y a désormais symbiose : les deux parties échangent informations, faveurs, argent. Il n'est pas rare, par exemple, que des journalistes s'adressant au Pentagone pour demander des informations sur l'IDS soient dirigés en priorité vers les fondations privées politiquement proches du gouvernement. Ces dernières, de leur côté, invitent les journalistes à toutes sortes de colloques, fournissent régulièrement leurs « analyses », protestent contre les articles hostiles ou simplement sceptiques, font le siège des députés et des sénateurs pour contrer toute tentative du Congrès de réduire les fonds.

Il serait fastidieux de décrire dans le détail cette galaxie de fondations, journaux, clubs, stations de télévision, Eglises et groupes de pression. Le livre de Sidney Blumenthal en propose l'inventaire et met en valeur un dernier argument : ce tissu politique conservateur, *qui n'existait que de façon fragmentaire* avant 1980, va probablement survivre à l'ère Reagan.

Aujourd'hui, les perspectives politiques des républicains paraissent assez médiocres : un scandale qui ne finit pas de rebondir, un Congrès en fureur et dominé par les démocrates, une probable paralysie de l'exécutif pendant les deux prochaines années. Sombre scénario, mais la situation de leurs adversaires n'est pas plus réjouissante : une foule de candidats démocrates dans un parti à court d'idées. Ce qui a changé, pendant les années Reagan, c'est que le tissu politique conservateur est devenu solide. Jusqu'en 1980, il manquait aux différentes factions conservatrices (chrétiens fondamentalistes, monétaristes, hommes d'affaires, etc.) une mythologie mobilisatrice et un véritable leader. M. Ronald Reagan a comblé ces manques : il a unifié et conduit au pouvoir cette droite radicale. La « privatisation » de la politique étrangère a certes provoqué la crise la plus grave de la présidence de M. Reagan mais, en même temps, l'emprise sur la machine d'Etat, grâce à d'innombrables *structures parallèles, a permis aux* conservateurs d'élargir leur base politique. Et certainement d'assurer leur avenir.

* *Auteur, avec Carlos de Sa Rego, de la Guerre des étoiles*, La Découverte, Paris, 1986.

(1) Anthony Sampson, « A Privatized Foreign Policy », *Newsweek, 15 décembre* 1986.

(2) Richard Reeves, « Colonels in Charge ? », *International Herald Tribune*, 20 novembre 1986.

(3) Noam Chomsky, *Turning the Tide*, South End Press, Boston, 1985, p. 131.

(4) Cf. Pierre Abramovici, « Des millions de dollars pour les combattants de la liberté », *le Monde diplomatique*, avril 1986.

(5) Sidney Blumenthal, *The Rise of The Counter-Establishment*, Times Books, New-York, 1986, p. 10.

(6) *Ibidem*, p. 13.

(7) George Ball, « The War for Star Wars », *New York Review of Books*, 11 avril 1985, et Carlos de Sa Rego et Fabrizio Tonello, *la Guerre des étoiles*, La Découverte, Paris, 1986, p. 23.

(8) *Lire, en particulier :* Philip W. Anderson, « Le plus grand danger », *le Monde diplomatique*, décembre 1986.

FAILLITE DE L'AGRICULTURE AMÉRICAINE DANS UN MONDE SOUS-ALIMENTÉ

Des fermiers spectateurs de leur propre mort

Dans l'inventaire des échecs de M. Ronald Reagan, la crise de l'agriculture américaine devrait occuper une place de choix. Engloutissant d'énormes investissements en matériels, engrais, pesticides et fongicides, elle obtient des rendements très élevés mais ne survit qu'à coups de subventions, et, malgré des ventes en dessous du prix de production, accumule des excédents dont le stockage coûte fort cher. Ce qui n'empêche ni la faillite de nombreux « farmers » américains ni la sous-alimentation dont souffrent des centaines de millions d'êtres humains dans le monde.

S'ajoutant aux déficits budgétaires et commerciaux comme aux désastres d'une politique extérieure aventureuse, cette crise de l'agriculture américaine remet en question, dans ce qu'elle a d'essentiel — l'alimentation de l'homme, — toute une conception de la modernité et du progrès. Elle sape la majorité du président, conduit à la déroute de vénérables institutions financières, menace la démocratie elle-même. La faim dans les pays pauvres, c'est aussi le gaspillage dans les pays riches.

Témoins de leur propre agonie, des agriculteurs américains s'expriment ici. Ce qu'ils ont à dire est au moins aussi important que les discours d'un président ou d'un secrétaire d'État. Car, dans tous les domaines, intérieur ou international, la cause du mal est toujours la même : l'inaptitude à comprendre ce monde en changement.

Par notre envoyée spéciale FLORENCE BEAUGÉ



(Laffont-Sygma)

« TERRAIN A VENDRE » (COLORADO)

LEURS histoires se ressemblent toutes. Elles sont souvent tragiques... Que ce soit dans l'Iowa, l'Illinois ou le Dakota du Nord, elles sont racontées d'une façon rigoureusement identique : sans passion et sans acrimonie. Jamais une plainte ni la moindre tentative d'apitoyer l'interlocuteur. On pourrait écrire du Zola sur les fermiers américains, mais ils seraient les premiers à le refuser avec horreur... Ni pitié ni aide publique, disent-ils unanimes, simplement notre dû : une terre où vivre et travailler comme nous l'avons toujours voulu, libres.

La crise de l'agriculture américaine, la plus dure depuis celle *des dirty thirties* (les sales années 30) comme on l'appelle dans le Midwest, ne date pas d'hier, mais elle n'a pas fini d'ébranler les fondements de l'Amérique. Selon les dernières statistiques du bureau de recensement, la population agricole des Etats-Unis a décliné de 7 % l'année dernière (soit le plus fort recul enregistré depuis 1975), contre 2,9 % en moyenne dans les années 70. Aujourd'hui, un Américain sur quarante-cinq vit dans une exploitation agricole contre un sur sept en 1950 et cette tendance va se poursuivre (1). En raison des multiples faillites prévisibles, dues aussi bien aux progrès des biotechnologies qu'aux politiques publiques, on prévoit que le nombre total d'exploitations passera de 2,3 millions en 1984 à 1,2 million en l'an 2000 (2). A cette date, 50 000 fermes de vastes dimensions fourniront les trois quarts de la production agricole.

Quel sera le prix à payer ? La réponse varie suivant les régions, mais, logiquement, si rien n'est fait pour leur réadaptation, la plupart des petites et moyennes exploitations auront disparu dans un délai de cinq à quinze ans dans le Midwest, entraînant avec elles tous les secteurs qui leur sont liés... Si tous les fermiers américains ne sont pas, à l'heure actuelle, au bord de la faillite, aucun n'est épargné par la crise qui s'est abattue sur eux avec une brutalité inouïe au début des années 80. Une dépression aussi spectaculaire que l'avait été l'expansion des quinze années précédentes. Que s'est-il passé ? Comment a-t-on pu en arriver là ? Encore sous le coup de la stupeur, les fermiers passent d'une hypothèse à l'autre, évoquant plus souvent les effets de la crise que ses causes : on parle tour à tour des taux d'intérêt qui se sont brusquement envolés, de la décélération trop rapide de l'inflation, du dollar trop fort, des marchés saturés (3), et, surtout, du prix de la terre — valeur de référence — qui s'est effondré du jour au lendemain.

Impossible de ne pas voir ces annonces placardées partout dans l'Iowa : dans les cafés, les restaurants, les supermarchés, sur les vitrines des magasins... Toujours rédigées de la même façon : *« Vente aux enchères, dimanche prochain, 13 heures : ferme — équipement agricole — voiture — camionnette — ustensiles ménagers. »* En général suivent une description détaillée des biens en question ainsi que l'adresse, véritable parcours du combattant : *« A partir d'Adair, sur la sortie 80, sortie 76,8 miles au nord sur la N 54, et 2 miles ouest. A partir d'Hamlic, 11 miles est, 4 miles sud. A partir de Guthrie Center, 10 miles ouest et 4 miles sud. Déjeuner sur place organisé par l'église luthérienne du Bon-Pasteur. »*

Qui pourrait se douter, de l'extérieur, que cette région sud-ouest de l'Iowa cache autant de drames individuels ? Le paysage est propre et reposant; jamais monotone, car très vallonné. Tracées en ligne droite, les routes offrent donc une succession de dos d'ânes qui dissimulent toujours un tracteur ou une moissonneuse-batteuse. Tout autour, des champs de petite taille, de formes et de couleurs irrégulières selon qu'ils ont été plantés de maïs ou de soja. Et puis, au sommet des coteaux, d'anciennes et belles maisons de bois, bien à l'abri de superbes bosquets d'érables et de sapins.

De loin, on distingue sans mal l'emplacement de la vente aux enchères tant le nombre de « pick-up », camionnettes utilisées par les fermiers pour transporter le bétail, est important. Aucune voiture de ville. Ils sont une centaine, en bottes et jeans, casquette sur la tête, à attendre en discutant. Les femmes, plutôt rares, se sont regroupées un peu à l'écart, sur la pelouse de la maison. Dans la grange, on a étalé sur des tréteaux le repas annoncé par l'église luthérienne : des sandwiches et du Coca. Les ventes aux enchères ont toujours un petit air sinistre de dépeçage. Pas celle-ci. *« D'habitude,* explique le commissaire-priseur, *quand je me déplace, c'est pour procéder à des adjudications judiciaires, mais ce n'est pas le cas aujourd'hui. Le propriétaire vend pour raison de santé. Il le fait à contrecœur mais il n'y est pas forcé pour rembourser des dettes. Il vient d'avoir sa deuxième crise cardiaque. Ce coup-ci, il a compris. Il a déjà bradé sa ferme il y a quelques mois. Aujourd'hui, il vend le reste. »* L'atmosphère n'est pas dramatique, c'est vrai. Il n'empêche que le propriétaire est absent. *« Il n'a pas eu le courage de venir,* explique un de ses amis. *L'idée de voir tout partir le rendait malade. Sa ferme marchait bien, mais aucun de ses enfants n'a voulu la reprendre, c'est trop risqué maintenant. »*

Tout est exposé au grand air. Dans une charrette : des fourches, des pelles, toute une série d'outils agricoles. Là-bas, un peu en hauteur, du côté des femmes : un réfrigérateur, deux gros congélateurs, une cuisinière, des tables, des chaises et une machine à coudre si démodée qu'on ne sait pas très bien si on doit ou non la prendre pour une antiquité... Dans le champ d'à côté, derrière la grange, l'équipement « lourd » : trois tracteurs et deux moissonneuses-batteuses peints en vert comme tout le matériel John Deere. La taille de ces machines est impressionnante, mais, quand on réussit à se hisser à l'intérieur, déception : ni téléviseur ni magnétoscope comme on aime à le raconter en ville d'un air narquois... Tout juste la radio et l'air conditionnné.

La vente commence. Spectacle incroyable. Le commissaire-priseur grimpe sur la charrette, un micro portable à la main. La casquette rejetée en arrière, les pieds dans les fourches, il entame une étrange mélopée. Mi-chantés, mi-hurlés, les prix défilent à toute vitesse. De temps en temps, l'*auctioneer* insiste sur l'un, comme s'il trébuchait, et puis il repart encore plus vite. Les mains dans les poches, rassemblés en cercle autour de lui, les fermiers ne bougent pas. Un mouvement du menton ou un battement de paupières, et le lot part pour une somme presque toujours dérisoire. Après la charrette, le commissaire-priseur s'attaque, toujours en chantant, mais en transpirant de plus en plus, aux congélateurs, puis aux machines. Le tout sera bradé en l'espace de six heures (4).

Kenneth, un peu en retrait, suit la vente en silence. Il habite à quelques miles de là et connaît bien le propriétaire. Il est venu à la fois pour l'assister — mais son ami n'est pas là — et pour passer le temps. Pas question pour lui de dépenser le moindre cent : il est endetté jusqu'au cou. Fermier depuis 1949, il n'est que locataire de sa terre, 320 acres (5), qu'il travaille seul et sur lesquels il fait pousser, comme tout le monde ici, du maïs et du soja. *« Ça va mal,* dit-il, *très très mal. De mal en pis depuis cinq ans. Cette année a été encore plus terrible que l'année dernière. »* Il fait ses comptes tout haut. Ses coûts de production, engrais, pesticides, semences et fuel... En 1984, il s'en souvient comme si c'était hier, chaque boisseau (6) de soja lui rapportait 8 dollars. Aujourd'hui, très exactement 4,31 dollars. Son explication ? *« On produit trop. Il n'y a plus de débouchés. On a trop bien enseigné aux autres pays comment faire pousser les céréales, et puis nous nous sommes retrouvés piégés : tout le monde produit, l'Argentine et l'Australie surtout, et maintenant on ne sait plus où envoyer nos propres récoltes. »*

L'histoire de Ken est classique. Il y a cinq ans, quand les choses ont commencé à mal tourner, il a emprunté à la banque. Les taux d'intérêt venaient de passer à 19,5 %. N'ayant pas le choix, il a accepté, *« pas pour m'acheter des nouvelles machines,* précise-t-il, *seulement pour continuer à faire tourner la ferme »*. Mais l'année suivante n'a pas été meilleure que la précédente, les coûts de production ayant encore augmenté et les cours des récoltes encore baissé. Ken a donc réemprunté, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il ne trouve plus de prêteur. *« Et tous ces gens du gouvernement qui mettent chaque année un peu plus leur nez dans nos affaires,* soupire-t-il. *Leurs aides ? Ça n'arrange rien, au contraire. Ils auraient mieux fait de ne jamais mettre leurs pattes là-dedans. Ce que je vais devenir ? Je n'en sais vraiment rien. J'ai cinquante-neuf ans et je n'ai jamais rien fait d'autre que cultiver la terre. Je voudrais avoir soit trois ans de plus, dans ce cas, je serais à la retraite, soit vingt-cinq ans de moins : dans ce cas je pourrais peut-être apprendre un autre métier. »*

« Ceux qui m'ont poussé à m'endetter »

LARRY JONES est le *shérif* du comté de Cass dont le siège est Atlantic, 7 000 habitants. Tout, dans son apparence et dans son histoire, tient de Lucky Luke, mais il ne le sait pas... Son bureau se situe en sous-sol, à l'entrée de la prison toute neuve qui abrite, pour l'instant, six détenus. Revolver à la ceinture, en grand uniforme, il se balance dans son fauteuil à bascule en buvant un *jail coffee* — le meilleur de tout l'Iowa, précise-t-il en souriant — et en bavardant. Jamais un seul crime dans le comté, aussi loin qu'il s'en souvienne. C'est sa grande fierté et sa consolation, car, pour le reste, *« ce n'est vraiment pas le moment d'être shérif »*, dit-il l'air soucieux. Cette semaine, il a dû procéder à six ventes judiciaires de fermes de la région. Il se lève et va chercher un formulaire : c'est encore une plainte de la Federal Bank of Omaha qui engage des poursuites contre un fermier du comté. Au mieux, estime-t-il, la banque récupérera, après règlement judiciaire, 50 % du montant des dettes qu'avait contractées le débiteur. *« Tenez,* ajoute-t-il en reposant le papier sur la table, *le type dont j'ai dû saisir la ferme hier, j'allais à l'école avec lui autrefois. Et c'est tout le temps comme cela. Vous êtes obligé de prendre les terres de vos propres amis, et je sais ce que ça représente pour eux : je suis moi-même fils de fermier. Les terres, on se les transmet souvent depuis des générations. »*

Ce qui inquiète le plus Larry Jones, c'est de voir à quelle vitesse changent les comportements. Chaque année davantage de suicides — trois dans le comté cette année contre un en moyenne autrefois, — mais surtout de troubles mentaux. Difficile, pourtant, de ne pas rire quand il raconte que, l'autre jour, son adjoint s'est fait mordre dans un champ de maïs par un fermier devenu fou, alors qu'il était venu le convoquer pour une affaire de dettes. Difficile à croire, et cependant vraie de bout en bout, l'histoire de Larry Jones lui-même. Les problèmes mentaux dus à la crise ? Il en connaît quelque chose, c'est même indirectement ainsi, raconte Tom, un de ses meilleurs amis, que sa carrière a commencé. A force de procéder à des ventes judiciaires qui le rendaient malade, dit-on dans le comté, le précédent shérif a fini par perdre la tête. Il y a quatre ans, il a tiré un jour sur le chef de police. Heureusement, il l'a raté, mais c'est Larry, à l'époque officier de police, qui est venu l'arrêter. Il a terminé son mandat de shérif avant d'être élu à son tour deux ans plus tard...

Wally Hoye, un ami d'enfance de Larry Jones, possède des milliers d'acres, ce qui est exceptionnel pour la région, mais son affaire dépasse le simple cadre de l'Iowa : il travaille en cheville avec son frère qui réside au Texas. En 1982, la valeur totale de leurs biens s'élevait à environ 10 millions de dollars. *Maintenant, il l'estime à environ 3 millions.* C'est l'un des rares fermiers à parler avec une certaine amertume : *« De 1971 à 1974, je les entends encore, tous les responsables du département de l'agriculture ne cessaient de nous le répéter : « Allez-y, il n'y a pas assez pour nourrir le monde ». Et puis, il y a eu la concurrence du Canada, de l'Australie, de l'Argentine, de la CEE... Qui aurait pu penser que tous ces pays réussiraient à augmenter pareillement leur production ? C'est renversant ! Mais les principaux responsables de la catastrophe actuelle, ce sont les organismes de crédit. Ils n'ont eu qu'une idée : récupérer leur argent le plus vite possible, sans même essayer d'être un peu imaginatifs et de trouver des solutions de rechange. Et le seul résultat, c'est que notre situation s'est terriblement aggravée ces deux dernières années* (7). *Vous m'auriez dit, il y a encore cinq ans, qu'on en serait là aujourd'hui, je vous aurais répondu : « Vous êtes dingue ! ».*

Léon et Kay Klemish, ainsi que leurs deux enfants, habitent une jolie et vieille maison construite en 1850 et qui a toujours appartenu à la famille. C'est tout ce qui leur reste, plus un élevage de cochons. *« Nous avons la chance d'avoir encore nos parents l'un et l'autre, à quelques miles d'ici,* explique Kay, le visage paisible et souriant. *Nos parents, nos grands-parents et toutes les générations précédentes, depuis que nos ancêtres sont arrivés d'Europe — de Bohême je crois, — ont toujours travaillé la terre. En 1971, nous avons pensé que ça valait la peine de s'étendre. Tout marchait si bien : la terre valait 300 dollars l'acre et les taux d'intérêts étaient bas. On a donc acheté 160 acres, et puis, trois ans plus tard, 80 autres, et enfin, au début des années 80, 40 autres. Cette fois-ci, l'acre tournait autour de 950 dollars. Pour faire ces acquisitions, mais aussi pour se procurer l'équipement neuf, on a toujours emprunté. On aurait dû faire beaucoup plus attention, mais c'était le moment de l'expansion, et tout le monde nous y poussait : les banquiers, les institutions de crédit, les professeurs d'université, tous les spécialistes. »*

Pour les Klemish, tout a basculé vers 1983. Tour à tour, ils ont dû vendre leur bétail, trop cher à nourrir et à soigner, et leurs terres qui ne valaient plus 1 100 dollars l'acre comme ils l'avaient espéré, mais étaient déjà retombées à 600 dollars. Ils ont gardé les cochons, qui se reproduisent vite : *« Trois mois, trois semaines et trois jours »*, disent-ils en riant comme tous les fermiers. C'est en effet beaucoup plus rentable, mais ils ne font pas d'affaires : ils survivent. Et leurs dettes sont loin d'être remboursées.

« Malgré tout, on n'abandonnera pas. On se sent bien dans cette maison, et je reste persuadée, explique Kay, *que la vie ici est bonne pour élever des enfants. Ailleurs, l'argent compte trop, pour tout. Pas ici. On ne partira pas. Nous avons un couple d'amis qui a fait cette bêtise : ils vivent encore dans leur maison, mais ils ont tout vendu et se sont trouvé l'un et l'autre un travail en ville. Eh bien maintenant, ils sont désespérés, elle surtout. Elle travaille dans une blanchisserie. Elle doit y être à 6 h 30 du matin, donc avant que ses enfants, âgés de dix et*

---

(1) Rapport du département américain de l'agriculture (USDA), *The Farming Population of the US in 1985.*

(2) Rapport de l'Office of Technology Assessment, mars 1986.

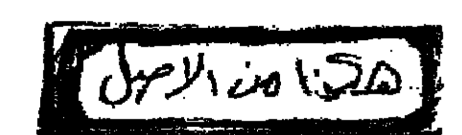
(3) Montant des exportations agricoles pour 1986 : 27,5 milliards de dollars, contre 44 milliards en 1981.

(4) Des scènes comme celles-ci se multiplient depuis quelques années et plusieurs films ont récemment illustré de façon romanesque ces drames paysans ; cf. Ignacio Ramonet, « Hollywood et la colère paysanne », *le Monde diplomatique*, avril 1985.

(5) 1 acre = 0,404 hectare.

(6) 1 boisseau = 35,4 litres.

(7) Montant global de la dette agricole américaine : 210 milliards de dollars environ, dont 73 milliards supportés par le Federal Farm Credit System (organisme bancaire semi-gouvernemental) et 28 milliards financés par la Farmers Home Administration (FHA), organisme gouvernemental de prêts à l'agriculture.



douze ans, soient partis en classe. Elle me le dit tout le temps : « On ne se voit plus. On ne prend même plus le petit déjeuner ensemble. La famille a éclaté. » Ce qui désole le plus Kay, c'est le sentiment qu'ici même, aux Etats-Unis, personne ne comprend leurs difficultés. *« En ville, ils n'ont aucune considération pour nous. Sur la côte est surtout. Est-ce qu'ils ont d'ailleurs jamais visité une ferme ? Pour eux, nous ne sommes que des amateurs. D'ailleurs, ils le disent bien : « N'importe quel* dummy (8) *peut être fermier ! »*

Dale et Edna Witzman, trente-huit et trente-cinq ans, habitent à une dizaine de miles des Klemish. Ils ne les connaissent pas, mais leur ressemblent étonnamment : même sincérité, même façon lucide et posée de raconter les choses. Tous deux viennent de faire faillite et n'ont plus rien, ni terres, ni équipement, ni bétail, sauf cette maison sans âme qu'ils ont pu racheter avec le minimum qui leur a été laissé après règlement judiciaire. Attablés dans la salle à manger, ils parlent devant leurs trois jeunes enfants. *« Nous avons vu trop grand et trop vite,* reconnaît Dale, le visage fatigué. *Dès 1974, nous avons eu des problèmes : cette année-là, le prix des cochons a dégringolé. Ça aurait dû être le signal d'alarme. Mais pour le reste, tout allait bien, et surtout on se procurait de l'argent tellement facilement à ce moment-là ! A la banque, on m'a alors conseillé de renouveler mon équipement. Pour m'éviter des trajets en ville, on m'a même fourni tous les papiers nécessaires. Je n'avais plus qu'à les signer chez moi, avant de les renvoyer par la poste. »* Dale et Edna assument tout, leur naïveté, leur imprudence et leurs achats : une nouvelle voiture en 1978, puis 40 acres de terre chaque année à partir de 1979, avec la certitude de faire de bonnes affaires, jusqu'à ce que, en 1981, les événements commencent à prendre une autre tournure. Cette année-là, en effet, ils ont réussi à rembourser tant bien que mal les intérêts de leurs emprunts : 50 000 dollars par an. Mais, pour la première fois, ils n'ont pas gagné assez pour pouvoir rembourser, comme prévu, une partie de leur prêt principal (523 000 dollars au total). Ils se sont alors endettés un peu plus, à des taux encore plus élevés... Le cercle était vicieux, et la faillite inévitable.

« Ce jour-là a été, et reste toujours, très dur pour ma fierté, raconte Dale en fixant la table. *Il n'y a que la Farmers Home Administration (FHA) envers qui j'ai des dettes. Les particuliers, j'ai réussi à tous les rembourser, sauf un. Il n'empêche que, depuis notre faillite, je n'ose plus regarder les gens en face. Les autres fermiers, même si ça va mal, ils n'osent pas le dire, par orgueil. Pensez que moi, mon histoire, elle a été mise sur la place publique... Au début, je pleurais tout le temps, même devant les enfants. Je trouvais que j'étais nul et que je n'avais pas volé ce qui m'arrivait. Je n'avais plus aucun amour-propre. Et puis un jour, peut-être parce que c'était moins humiliant pour moi et aussi la seule façon de m'aider à m'en sortir, je me suis dit que je n'étais pas tout à fait le seul coupable : peut-être bien que la FHA et les compagnies d'engrais, qui m'avaient tellement poussé à m'endetter, sans jamais me donner de conseils, avaient elles aussi leur part de responsabilité. »* Il sourit, l'air de s'excuser. Plus tard, en visitant les deux hangars où ils engraissent, pour un autre fermier, quatre-vingts cochons, Edna parle de leurs projets. Elle travaille depuis l'année dernière comme secrétaire à l'école secondaire d'Atlantic : *« On essaie de redémarrer, mais on n'emprunte plus rien. On a compris. »*

Les banques en difficulté

PAR leur tempérament et leur situation, Phill et Ruth Cullen sont peut-être ce que le fin fond du Midwest, le plus éloigné des grandes métropoles, a de plus représentatif : chaleureux et attentionnés, intéressés par le monde extérieur, capables de parler de leurs difficultés avec autant de gravité que d'humour. Il est fermier, elle est institutrice. S'ils s'en sortent à peu près ces dernières années, c'est grâce à son salaire à elle. Ils ont un fils de vingt-cinq ans qui les aide à cultiver leurs champs, mais s'impatiente de ne pas avoir sa propre terre. Espoir irréalisable : les conditions posées par les banques pour obtenir un prêt sont à présent draconiennes... Ruth parle volontiers de son métier auquel elle est visiblement très attachée : *« La crise touche très durement les enfants, j'ai l'occasion de m'en rendre compte tous les jours. L'anxiété et les préoccupations de leurs parents retentissent sur eux, surtout depuis deux ans. Il y a quelques années, quand je demandais à mes élèves ce qu'ils s'achèteraient s'ils gagnaient à la loterie, ils répondaient toujours : une bicyclette, une poupée, ou ceci ou cela, mais toujours un jouet ou quelque chose de leur âge. Maintenant, quand je pose cette question, ils répondent presque tous : « Je donnerais cet argent à mes parents pour qu'ils remboursent leurs dettes. » Dès l'âge de huit ans, ils ont ce souci en tête, et pratiquement en permanence. »*

Pauline Franks, une soixantaine d'années, est à la fois agricultrice et banquière. Son mari travaille 448 acres de terres et élève soixante-sept têtes de bétail, tandis qu'elle est cadre à la Houghton Bank. Côté ferme, les choses vont plutôt bien. *« Pas autant qu'on le voudrait, mais tout de même correctement »,* dit Pauline en souriant. Côté banque, la situation est plus fragile. *« Dans les six premiers mois de l'année 1986, la Houghton Bank a déjà perdu 1 800 000 dollars. On a reçu un mot d'ordre : attention à qui vous prêtez. Mais le nouveau propriétaire de la banque de Massena, juste à côté, lui, a été encore plus explicite : « Plus un seul prêt aux agriculteurs, même aux bons. »*

Pauline Franks elle-même ne s'explique pas vraiment comment tout a si mal tourné. Sans doute une question, dit-elle, de *« management and timing »,* et le coup d'envoi de la crise était donné. *« Nous-mêmes, les banques, nous avons été prises au piège, on l'oublie trop souvent, et les choses ont été tellement vite : les taux d'intérêt sont passés de 9 % à 18 % en six mois à peine ; c'était en 1981, je crois. Nous avons dû, de notre côté, emprunter à des taux très élevés. Il s'est alors produit un effet boule de neige : au fur et à mesure que venaient s'endetter les fermiers, et tous ceux qui travaillaient avec eux (les fournisseurs d'aliments pour bétail, d'engrais et de pesticides), on augmentait les taux d'intérêt. Et quand nous avons refusé de continuer à leur prêter, ils se sont tournés vers les compagnies d'engrais et autres qui acceptaient de prendre le relais... Mais c'est vrai que, peu de temps auparavant, quand le prix des terres était encore élevé, on leur disait : « Empruntez donc, vous rembourserez plus tard. Avec l'inflation, vous ferez une affaire ! » Vous seriez venue me voir il y a cinq ans, je vous aurais amenée à notre meilleur client : un fermier. Eh bien, il vient de faire faillite ! »*

Varel et Jackie Bailey, pour leur part, ont toujours été d'une prudence extrême. Ils sont connus à double titre : d'une part, parce que leur ferme marche bien, d'autre part, parce que Varel est président de la National Corn Growers Association et qu'il voyage sans cesse à travers le monde. *« C'est presque un homme politique »,* disent ses voisins avec admiration et envie, mais sans jalousie... Leur ferme, qu'ils exploitent avec l'aide du père de Jackie et d'un employé, est gigantesque pour l'Iowa : 1 100 acres, plus du bétail, des cochons et des moutons. Ils n'ont jamais emprunté, laissant leurs bêtes se reproduire et les nourrissant du produit de leurs terres. Pour les Bailey, les petites fermes ne sont pas nécessairement condamnées comme on le dit, mais il faut à tout prix qu'elles évaluent mieux les besoins du marché et qu'elles apprennent à se diversifier : élever des moutons, par exemple, et ne pas se contenter de faire pousser à perte du maïs et du soja. Cela aurait-il permis, il y a six ans, aux fermiers au bord de la déroute, de passer au-travers de la crise ?

« Je ne crois pas, admet Varel. *Il leur aurait fallu une « philosophie du management » qu'ils n'avaient pas. Et, dans les années 70, tout le monde vous le dira, c'était très dur de résister à la tentation d'emprunter, d'autant plus que la politique gouvernementale n'avait pas varié pendant plus de quinze ans. On attribue toujours à l'embargo décrété par Jimmy Carter à l'encontre des Soviétiques la responsabilité des malheurs des fermiers, mais c'est inexact. C'est trois mois plus tôt, en octobre 1979, que tout a démarré. C'est à ce moment que le gouvernement a décidé de changer radicalement sa politique monétaire et fiscale pour stopper l'inflation. Dans un premier temps, ça n'a pas choqué les agriculteurs : dans leur majorité, ils sont conservateurs et patriotes. Aussi, jusqu'en 1983 ou 1984, ils vous auraient dit d'eux-mêmes que l'inflation et le déficit budgétaire étaient des problèmes sérieux pour le pays, et qu'on avait raison de s'y attaquer. Maintenant que l'inflation est ralentie, mais que le déficit budgétaire reste préoccupant* (9), *ils vous tiendront un langage un peu différent : ils aimeraient bien que les autres aussi supportent le poids des sacrifices. Ils le pensent de plus en plus, mais pas au point de sortir leurs tracteurs dans les rues. »*



(Laffont-Sygma)

FAMILLE DE NICODEMIUS (KANSAS) A LA VEILLE D'UNE SAISIE
« Plus un seul prêt aux agriculteurs, même aux bons »

« On ne se supprime pas pour de l'argent... »

C'EST précisément contre cette résignation que se bat Denyse O'Brien. Elle est à la fois agricultrice et membre de la Prairie Fire Rural Action, un des nombreux organismes de défense des fermes familiales, que les fermiers sont souvent les premiers à considérer avec suspicion, dans la crainte d'être politiquement récupérés ou manipulés. *« Non seulement ils ne sont pas politisés,* déplore Denyse O'Brien, *mais ils sont persuadés qu'ils ne comptent pas, qu'ils n'ont plus aucun pouvoir. Alors c'est très dur de les aider à s'en sortir. Quand ils acceptent de venir nous voir, en général, c'est déjà trop tard. Avec quelques conseils donnés à temps, certains auraient cependant pu éviter la faillite. On leur a tellement dit autrefois : « Travaillez dur et tout ira bien », et, effectivement, ça a si bien marché pendant quarante ans qu'ils ne comprennent plus rien et qu'ils se sentent à la fois incapables et coupables. En ville, on les accuse un peu trop vite d'avoir été de mauvais gestionnaires et de porter par conséquent l'entière responsabilité de leurs problèmes, mais l'argument, s'il a sans doute été valable il y a quelques années pour certains d'entre eux, ne tient plus aujourd'hui... Ils ignorent qu'ils sont les victimes d'un changement de politique économique, ou plutôt d'une absence totale de politique agricole à long terme pendant des décennies. C'est pourquoi je ne critique pas seulement l'administration actuelle. Le problème remonte à bien avant : les démocrates sont aussi fautifs que les républicains... »*

« Une responsabilité partagée » : la phrase revient sans cesse, quel que soit l'interlocuteur. David et Nancy Lynch ne sont que de passage en Iowa où ils rendent visite à l'une de leurs sœurs, ils résident habituellement en Virginie occidentale, l'un des Etats les plus pauvres et les plus ignorés des Etats-Unis. Eux ne sont pas agriculteurs, mais restaurateurs. Ils se remettent à peine d'une faillite, due aux dettes qu'ils avaient contractées dans les années 70. Est-ce parce qu'il n'est pas fermier ? David, en tous les cas, tient des propos sévères à l'égard du chef de la Maison Blanche... mais il est plus critique vis-à-vis de lui-même : *« On préférait Carter. Tout a changé et mal tourné depuis que Reagan est là, mais je ne le blâme pas. Je nous blâme, nous. On aurait dû être beaucoup plus prudents... »*

A Marshall, dans l'Illinois, Etat voisin et concurrent de l'Iowa pour la production de maïs et de soja, Bob Flowers ne sait plus, pour sa part, s'il a tort ou raison d'avoir des accès de révolte. Son histoire est si tragique que tout, maintenant, paraît dérisoire : le quartier entier qui porte son nom, témoignage du succès et des jours heureux... La beauté des arbres qui conduisent à la maison perchée sur l'un des rares coteaux de cette région si plate... Le salon qui semble vide à force d'être trop bien rangé... Frances, son épouse, est assise sur le divan, totalement figée, avec, comme lui, l'air d'attendre sans espoir. Owen, leur fils, s'est suicidé il y a un an, à la veille de faire faillite. Il avait pris, quelques années auparavant, la tête de la société Flowers Sales Incorporated, une importante concession de John Deere et de General Motors que son père avait montée dans les années 30.

Bob oublie un instant sa souffrance pour se souvenir en souriant de ces années-là. A l'époque, les fermiers utilisaient des chevaux et des mules, et leurs terres ne dépassaient pas 50 à 80 acres. Il revoit le jour où il a vendu le premier tracteur John Deere : *« Une vraie petite révolution... Les roues étaient en fer, pas encore caoutchoutées. La transition du cheval au tracteur s'est faite facilement : les fermiers étaient très réceptifs au changement, beaucoup plus que vous ne pourriez le penser. En outre, ils voulaient tous rivaliser avec leurs voisins... C'était intéressant et amusant pour moi. Par la suite, tout a toujours bien marché, les affaires ont même été excellentes. »* Il s'arrête brusquement et se lève. Quand il revient, il tient à la main une photo, celle de son fils, et il s'effondre. *« J'ai tout perdu l'année dernière et j'ai mis trente-cinq personnes au chômage. Mais mon fils... Vous savez ce qui lui est arrivé ? Il n'avait que quarante ans et il était père de deux enfants. Pourquoi a-t-il fait cela ? Pourquoi ? Je n'arrête pas de me poser la question. On ne se supprime pas pour de l'argent. Ça n'en vaut pas la peine. J'aurais tellement voulu pouvoir le lui dire à temps, mais il m'a tout caché... »*

Insupportable ironie de la situation, ou logique du désespoir... Pour épargner son père, cardiaque, qui avait dû subir un triple pontage, Owen Flowers a choisi de ne jamais rien lui confier des problèmes financiers qu'a connus la société à partir de 1981.

(Lire la suite page 10.)

(8) Imbécile.

(9) Montant du déficit budgétaire pour l'année 1985 : 212 milliards de dollars.

VU DE DROITE ET DE GAUCHE

L'échec de l'économie reaganienne

Par **MARIE-FRANCE TOINET**

DEUX livres sur les problèmes structurels de l'économie américaine et sur la tentative reaganienne pour les résoudre : l'un est d'un responsable politique de droite (David Stockman, qui fut directeur du budget de janvier 1981 à août 1985) (1), l'autre d'économistes de gauche (dont Samuel Bowles) (2). Tous deux concluent à l'échec reaganien.

David Stockman en voit la raison essentielle dans la résistance des politiciens – notamment démocrates – à une critique socialement douloureuse mais économiquement nécessaire et persiste donc à croire que la doctrine de l'économie de l'offre *(supply-side economics)* était et demeure la seule solution propre à résoudre les difficultés fondamentales de l'économie américaine. Samuel Bowles et ses amis mettent aisément en pièces la reaganomie et ses contradictions essentielles mais sont beaucoup moins convaincants dans l'« alternative démocratique » qu'ils proposent : *« La fin du gaspillage des ressources productives »* et une nouvelle donne permettant la *« redistribution du pouvoir économique ».* Au total, ces deux livres, souvent stimulants, laissent néanmoins le lecteur sur sa faim et le rendent passablement inquiet sur l'avenir économique des Etats-Unis, tant la *qualité* du débat, la variété des propositions, la profondeur des analyses, la richesse des idées semblent absentes. Comment est-il possible de sortir du marasme actuel dans ces conditions ?

Samuel Bowles, David Gordon et Thomas Weisskopf sont des représentants éminents de l'école « radicale » américaine. Ni monétaristes, ni *« supply-siders »,* ils accusent ceux-là de considérer que *« l'économie fonctionne dans le cadre d'un jeu à somme nulle entre la consommation et l'investissement »* : l'un ne peut augmenter que si l'autre diminue ; les gaspillages existent mais sont uniquement attribuables au gouvernement et aux syndicats. Les « radicaux » ne sont pas non plus marxistes ou keynésiens. A ceux-ci, dont ils se sentent d'ailleurs plus proches, ils reprochent de ne pas assez mettre l'accent sur *« le gaspillage énorme du côté de l'offre, qui passe aussi bien par les formes de consommation irrationnelle et le gaspillage de ressources humaines provoqué par les discriminations raciales, sexuelles et autres, ou par la destruction de l'environnement que par un système de contrôle du processus de production lui-même générateur de conflits et dissipateur de ressources ».*

C'est là que le bât blesse. On serait largement prêt à se laisser convaincre *par nos auteurs si la démonstration suivait.* Il n'en est rien. On aimerait que des données plus consistantes – et les affirmations n'en tiennent pas lieu, – en particulier sur les entreprises, viennent soutenir la théorie. On apprécierait aussi que les auteurs ne cèdent pas au péché mignon des quantitativistes américains : procéder à des analyses statistiques raffinées (régression multiple) à partir de variables pour le moins fragiles. Ainsi attribuent-ils, par exemple, 63 % du déclin de la productivité (1966-1973) à la baisse d'intensité du travail en ayant reconnu que celle-ci, en l'état actuel des connaissances, n'était pas directement mesurable. N'est-ce pas ainsi autoriser la mise à l'écart de la question de la productivité, alors que l'insistance des auteurs est parfaitement justifiée ?

David Stockman pêche autrement. Sa démonstration est bien plus serrée que celle des radicaux. Mais elle est totalement politique et uniquement une entreprise d'autojustification : j'avais raison, les autres avaient tort ; mais il était politiquement impossible de mener l'expérience à son terme et je le regrette. L'autoportrait que dessine D. Stockman dès la deuxième page est à cet égard symptomatique : à l'université, *« J'ai donné dans le marxisme et la haine de l'Amérique... J'ai enfin vu clair... J'ai redécouvert les vertus d'un capitalisme sans entraves, les dangers du communisme soviétique, l'espérance et les idéaux de la démocratie américaine... Les hommes politiques ruinaient le capitalisme américain. Ils transformaient l'Etat démocratique en une généreuse surenchère de braderie sociale. Ils imposaient aux travailleurs et aux chefs d'entreprise une taxation coercitive et des réglementations démoralisantes et inutiles ».*

M. STOCKMAN et ses amis tenteront d'imposer au pays ce qu'il appelle une « révolution » : désétatiser par la baisse des impôts la diminution drastique des dépenses sociales (en autorisant néanmoins une augmentation des dépenses militaires) et la diminution des réglementations. Pour l'auteur, l'échec ultime de cette politique (la « reprise » qui a suivi une récession particulièrement cruelle a été acquise au prix d'un endettement public et privé catastrophique) ne lui est pas plus imputable qu'à la théorie qui sous-tendait son action. Les responsables en sont un président trop gentil, ses conseillers *« incompétents »* et des hommes politiques trop à l'écoute d'un électorat qui ne veut aucunement remettre en cause sa *« dépendance »* sociale. David Stockman, lui, croit encore à l'économie de l'offre. Il regrette simplement qu'elle soit politiquement inapplicable. Mais, outre qu'il ne propose aucune solution de remplacement pour sortir l'économie américaine d'une faiblesse structurelle de plus en plus évidente, il oublie surtout qu'il a effectivement pu appliquer ses théories pendant quelques mois et que l'échec a été patent : récession, appauvrissement des plus démunis, chômage, désindustrialisation. Ce n'est que par un substitut de keynésianisme, militaire et antisocial, que les Etats-Unis ont pu sortir de la crise. N'en fut-il pas responsable non plus ?

Reste alors, dans ce plaidoyer *pro domo,* la description alerte et drôle des querelles au sommet. Sous la plume de M. Stockman, les adjoints de M. Reagan ne sortent pas indemnes de la philippique : ignorants, obsédés par le pouvoir, drogués par la télévision, de courte vue et d'ambition longue. Un grand pays comme les Etats-Unis mérite-t-il une telle équipe à sa tête ?

(1) David Stockman, *The Triumph of Politics : Why the Reagan Revolution Failed,* Harper and Row, New-York, 1986, 422 pages, 21,95 dollars.

(2) Samuel Bowles, David Gordon et Thomas Weisskopf, *Beyond the Waste Land : a Democratic Alternative to Economic Decline,* Anchor Press-Doubleday, Garden-City, New-York, 1983, 378 pages. Traduit en français sous le titre *l'Economie du gaspillage : la crise américaine et les politiques reaganiennes,* La Découverte, Paris, 1986, 378 pages, 160 F.

(Suite de la page 9.)

Problèmes pourtant classiques pour toutes les entreprises se rattachant à l'agriculture (10). *« Le drame,* reprend Bob Flowers, *c'est que mon fils s'était porté caution auprès des banques des fermiers qui achetaient nos machines. Or, entre 1975 et 1985, seize de nos clients ont fait faillite. Leurs dettes à notre égard s'échelonnaient de 45 000 dollars la plus lourde à 10 000 dollars la plus légère. Owen, pour faire face à ces imprévus, a emprunté de son côté, à des taux de plus en plus élevés. La suite, vous la devinez... »*

La flambée des prix industriels

BIEN sûr, il s'y ajoute des difficultés régionales, mais tout là-haut, à la frontière canadienne, du côté de ce qu'on a coutume d'appeler la prairie, les problèmes sont à peu près les mêmes. En revanche, le paysage et les habitants du Dakota du Nord diffèrent singulièrement de ceux de l'Iowa ou de l'Illinois. La propension à cacher ses faiblesses est par ailleurs encore plus forte...

Ici, tout autour de Rolette, bourg de sept cents habitants, c'est le pays de l'infini, du *nowhere.* Le mot revient d'ailleurs souvent dans les conversations : on vient de nulle part et on se rend nulle part, au beau milieu d'immenses champs de blé, de tournesol, d'orge, d'avoine et de lin. A première vue, un paysage beige et gris plutôt monotone, presque désolé. Et puis, au moment où l'on n'y croyait plus, le charme s'installe : toutes ces mares, ces roseaux et cette vie qui s'y cache : des canards, des cygnes, des oies sauvages surtout. Celles-ci, fuyant la neige du Canada, font escale par milliers, chaque nuit au début des grands froids, sur la route du Texas. Le matin, aux premiers rayons du soleil, elles s'envolent lourdement, dans une clameur assourdissante, ignorantes des fusils qui les guettent... Blonds aux yeux bleus, descendants pour la plupart de Suédois et de Norvégiens, les fermiers se transforment l'hiver en chasseurs et en trappeurs : daims, renards et ours bruns, de l'autre côté de la frontière, sont les contreparties de cinq mois rigoureux.

Kermit Knudson cultive seul ses 2 200 acres — le double de la moyenne locale — sur lesquels il élève également du bétail. Ses deux neveux de quinze et treize ans viennent souvent le rejoindre et l'aider après l'école. Il y a du travail mais tout va bien, affirme-t-il. D'année en année, Kermit s'étend tranquillement tandis que ses voisins déclarent forfait les uns après les autres. *« Je ne remercierai jamais assez mon père,* dit-il, *pour n'avoir cessé de me répéter quand nous travaillions ensemble : « Surtout pas d'emprunt. La grande dépression peut revenir demain, ne l'oublie pas. »*

La première dépression... Laura Knudson, la mère de Kermit, emploie pour en parler les mêmes termes que tous ceux de sa génération. Toutes ces terres récupérées puis laissées à l'abandon par des spéculateurs qui attendaient le moment propice pour les revendre. Le maïs qui ne valait plus rien, au point qu'on le brûlait pour se chauffer l'hiver. Les cochons qu'on vendait par dizaines pour le prix d'un seul. Et là-dessus, comme si le malheur des fermiers n'était pas assez grand, cette terrible sécheresse qui s'était abattue, plusieurs années consécutives, sur l'ensemble des Etats-Unis. *« Le vent soulevait des nuages de poussière,* raconte Laura. *Les barrières de la ferme en étaient entièrement recouvertes, on y voyait à peine. Pour rentrer de l'école, on devait se mettre un mouchoir sur la bouche. La terre volait. On suffoquait. »*

Sans avoir connu les *dirty thirties,* Kermit a donc retenu et appliqué la leçon, y compris dans les années 70, durant lesquelles, il le reconnaît, il a parfois été difficile de résister à la compétition en terres et en machines à laquelle se livraient les autres fermiers. Est-ce parce que sa ferme tient bon aujourd'hui — même si elle est beaucoup moins rentable qu'il y a six ou sept ans — qu'il se montre, lui aussi, hostile aux aides gouvernementales ? Non, ce serait plutôt, comme toujours, à la fois par principe et par orgueil : *« Chacun doit se débrouiller tout seul,* estime-t-il, *c'est plus stimulant. »*

Bob et Marlyn, une quarantaine d'années, parents de trois enfants, aimeraient bien pouvoir en dire autant, mais tous deux avouent sans plaisir qu'en aucun cas ils ne se passeraient, depuis quelques années, du chèque de l'administration fédérale. Leur terre est sans doute l'une des plus belles des environs, et la vieille grange de bois à la couleur rouge sombre, aux formes massives et arrondies, où ils gardent leur bétail pendant les interminables mois d'hiver mériterait d'être classée... Comment imaginer que ce qui fait la beauté de leur terrain constitue un véritable piège, pour eux comme d'ailleurs pour la majorité des fermiers de la région ? Les innombrables petits lacs qui jalonnent leurs 1 200 acres ? Non cultivables, évidemment, mais soumis à l'impôt comme toutes les terres. Et tous ces espaces, si vastes qu'on les évalue bien souvent en *quarters* (11) plutôt qu'en acres ? Des heures et des dépenses supplémentaires pour un profit qui n'est pas supérieur à celui d'une ferme de l'Iowa. Des coûts d'autant plus lourds en engrais, en pesticides, en fuel pour les machines utilisées sur des miles et des miles. Une usure d'autant plus rapide d'un équipement par ailleurs de plus en plus inabordable. *« En 1976,* se souvient Bob, *mon tracteur valait 14 000 dollars. Maintenant, si je voulais racheter le même, il me faudrait dépenser 60 000 dollars. Qui peut payer cela à l'heure actuelle ? »* Les coûts de transport, enfin, dus à l'éloignement du Dakota du Nord, pèsent lourdement dans les factures : pas moins de 30 cents par boisseau de blé (vendu cette année aux environs de 2,35 dollars) pour envoyer par train les récoltes jusqu'à Duluth ou Minneapolis, d'où elles seront ensuite réparties vers les principaux terminaux d'exportations, New-Orleans ou Portland par exemple.

D'année en année, Bob et Marlyn ont ainsi vu leurs revenus diminuer, au point que leur situation est maintenant catastrophique. Incapables de rembourser leurs emprunts, l'un et l'autre cherchent, sans grand succès, un travail à temps partiel en dehors de la ferme. Marlyn garde provisoirement à domicile deux jeunes enfants, tandis que Bob suit des cours pour passer, d'ici un mois, son permis de conduire de bus scolaire, avec l'espoir d'être utilisé à l'occasion comme chauffeur. Cela ne lui permettra sûrement pas de rembourser ses dettes, mais au moins de survivre...

Surproduction, pas de débouchés

« NON coupable » plaide, pour sa part, le seul homme des environs à porter un costume. Pas de cravate autour du cou, mais à la place une superbe turquoise sertie d'argent qui provient sans doute de la réserve indienne toute proche. Carl Myhre est le directeur de la Rolette State Bank. Aussi étonnant que cela puisse paraître, aucune banque n'a fait faillite dans le Dakota du Nord depuis le début des années difficiles. Carl Myhre et son adjoint Robert Eckhart en attribuent la raison au fait que, à la fin des années 70, le prix des terres n'avait pas atteint ici des sommets aussi vertigineux qu'ailleurs (la chute a donc été un peu moins dure). Les conditions pour obtenir un prêt ont en outre toujours été, selon eux, relativement strictes dans l'Etat. Dernier élément, enfin : le caractère prudent et plutôt conservateur des Nord-Dakotans, qui les a peut-être préservés, ainsi que leurs banques, d'endettements aussi lourds que dans l'Iowa. Reste que la situation des fermiers ne paraît, dans l'ensemble, guère florissante ici non plus.

« Aucun agriculteur ne va vraiment très bien, estime Carl Myhre, *tous vivent modestement. 30 % ont des problèmes réels et 10 % au moins sont dans une situation extrêmement critique. Mais ce serait trop facile de nous accuser de ce qui arrive aujourd'hui... D'une part, nous avons nous-mêmes été les victimes de la politique gouvernementale ; d'autre part, nous n'avons pas encouragé les fermiers à s'endetter dans les années prospères. C'était eux qui insistaient pour emprunter. Peut-être, en effet, aurions-nous dû les freiner, mais c'était difficile à faire quand tout allait bien. Sans compter que la compétition entre banques jouait beaucoup : nous savions que, si nous refusions un prêt à un fermier, il n'avait qu'à aller frapper à la banque voisine pour l'obtenir tout de suite. Avouez que c'était dur pour nous aussi de résister ! »*

« Dans les années 70, se souvient de son côté Robert Eckhart, *le cash flow était une chose dont personne ne tenait jamais compte. Les fermiers se précipitaient pour acquérir des terres, sans même calculer combien pouvait rapporter l'acre. Ils achetaient pour acheter. Plus question d'agir ainsi à présent : on épluche les comptes, on fait les bilans, etc. Bref, on mène une analyse très poussée avant de décider si l'on accorde un prêt. »*

Le pire de la crise est-il passé ? Carl Myhre hésite avant de répondre et, quand il le fait, il n'est pas très optimiste : *« Honnêtement, j'ai peur que non. Les cours ne remontent pas et, à moins d'un événement tout à fait improbable en Argentine, en Australie ou chez n'importe lequel de nos concurrents, je ne vois pas comment on pourra régler la question des excédents. Il n'y a plus de débouchés. Regardez, même ici à Rolette, les deux entrepôts sont pleins à craquer en dépit des coûts de stockage : 250 000 boisseaux de blé d'un côté, 80 000 de l'autre. Ils ont été achetés par le gouvernement, qui n'a toujours pas trouvé à les placer. Ce n'est qu'un exemple, mais il est significatif. Et, depuis que les fermiers n'ont plus d'argent, tout le monde est touché en série. Dans le centre-ville, la pharmacie et l'unique boutique de vêtements viennent de renvoyer l'une et l'autre un employé, n'ayant plus les moyens de les payer. Hardware, la grande quincaillerie, est à vendre. Le garage Chevrolet, quant à lui, a fermé ses portes après cinquante années d'activité, de même que la concession John Deere. »*

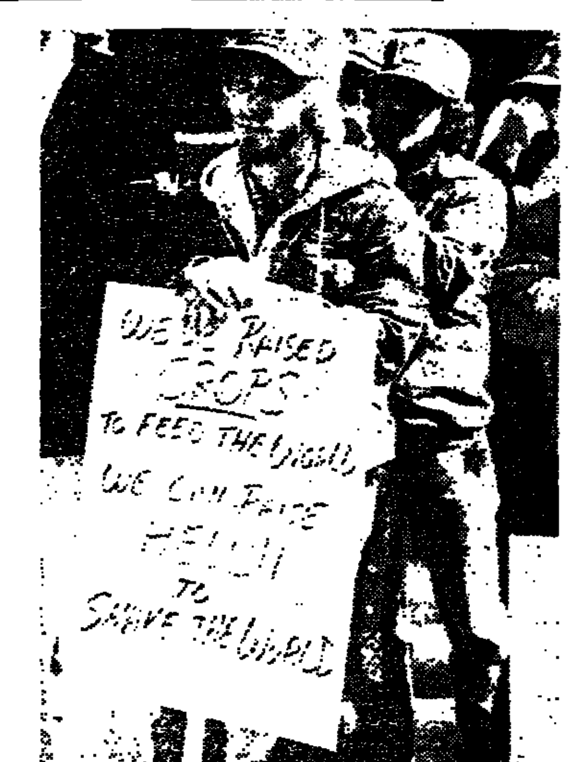
L'avenir de Rolette ? Impossible de l'imaginer sans inquiétude quand on sait que soixante petites villes, dans le seul Dakota du Nord, sont, d'après les estimations actuelles, promises à la disparition... Le processus de désertification n'est pas nouveau, mais il s'accélère d'année en année. Wolford, soixante-dix habitants, à quinze miles au sud, ou, pis, Mylo, à dix miles à l'est de Rolette, dépassent l'imagination : deux villes fantômes. Ont-elles jamais mérité le nom de ville ? Du temps de leur splendeur (quelques centaines d'habitants), on les aurait qualifiées, en Europe, de villages. Peu importe, dans le fond. A Mylo, vingt habitants, tout est mort aujourd'hui : école, magasins, banque, église, station d'essence... Seule survivante : la poste. Le silence absolu qui règne partout est d'autant plus impressionnant que le hameau est resté presque intact. Les deux petites rues principales sont encore goudronnées, et les enseignes tiennent bon au-dessus de certaines boutiques et de la banque désertées.

Moins hallucinant, paradoxalement, est le spectacle de Nanson, un seul et unique habitant, un village qui n'a toujours pas disparu des cartes routières. Au bout de la rue centrale bordée de maisons de bois, complètement affaissées sur elles-mêmes, comme agenouillées au milieu des broussailles, une seule demeure encore vaillante : celle de Henri Johnson, soixante-treize ans, autrefois postier et épicier de Nanson. Etrange tableau, plus surréaliste qu'autre chose... Cela fait des années maintenant que les derniers habitants sont partis et que le vieux bonhomme vit là tout seul, bien décidé à s'accrocher à ses murs. Depuis sa retraite de postier, il a repris la pompe à essence et transformé son magasin d'alimentation en bazar incroyable. Chaque jour, une dizaine de fermiers ou de membres de leurs familles — contre une vingtaine il y a quatre ans — se déplacent de quinze miles à la ronde, avec l'assurance de trouver chez lui ce dont ils ont besoin : de la nourriture, mais aussi des chaussures, des jeans, des bigoudis ou encore des fusils et des munitions, des jouets et des bagues de fiançailles.

Qui, dans cinq ou dix ans, se souviendra encore de Nanson ou de Mylo, alors sûrement rayées des cartes ? Le blé n'a pas le pouvoir évocateur des pépites d'or, et ces villes fantômes du Midwest ont peu de chance de frapper les imaginations... Premiers touchés dans ce jeu de dominos qui n'ont pas fini de s'écrouler (12), les fermiers assistent à leur propre mort presque en spectateurs, avec au fond d'eux-mêmes un terrible sentiment d'impuissance auquel s'ajoutent l'espoir et la fatalité : *« La crise passera peut-être, comme passent les saisons... »*

A quel titre les exploitations agricoles méritent-elles d'être condamnées ou sauvées ? A quel titre les contribuables américains doivent-ils continuer ou non de financer un pareil gouffre (13) ? Les deux réponses possibles, la raison d'Etat et la raison tout court, ne sont pas aussi contradictoires qu'il y paraît à première vue... L'argument, trop souvent avancé par les groupes de pression, selon lequel l'Amérique d'aujourd'hui est l'héritière du système de fermes familiales le plus productif, le plus innovateur et le plus efficace du monde et qu'elle se doit de le transmettre aux générations futures est sans doute de peu de poids. A la dimension humaine et sociale cependant indiscutable que revêt la disparition progressive des exploitations agricoles s'ajoute un aspect économique encore plus préoccupant. Ce ne sont pas seulement des millions de personnes qui sont concernées par la crise de l'agriculture. C'est tout le secteur agro-alimentaire, soit 15 % de l'économie américaine, qui est menacé. A tout cela se superpose enfin une troisième dimension qu'on aurait tort de réduire à une simple vision jeffersonienne du problème : la répartition des terres entre de nombreuses mains est le meilleur garant de la démocratie (14). C'est en cela, peut-être, qu'on ne peut assister sans inquiétude à la fin d'une certaine idée de l'Amérique...

FLORENCE BEAUGÉ.



(Hinojosa-Sipa)

COLÈRE PAYSANNE

« Nous avons semé le grain pour nourrir le monde
Nous pouvons semer la pagaille pour ébranler le monde »

(10) Les entreprises John Deere, notamment, ne tournent plus qu'à 55 % de leur capacité.

(11) 1 quarter = 160 acres, soit 65 hectares.

(12) Cf. Florence Jacquet « Le recul désordonné des Etats-Unis. Effet pervers d'une politique libérale », article du dossier « La guerre du blé », *le Monde diplomatique,* novembre 1986.

(13) Coût du dernier Farm Bill (loi agricole pour les années 1986-1989) : 52 milliards de dollars.

(14) Cf. Pierre Dommergues : « La potion libérale et la fin du rêve de Jefferson », *le Monde diplomatique,* avril 1985.

LES PRINCIPALES PRODUCTIONS SELON LES RÉGIONS

EXPANSION DES RÉCOLTES ET CONCENTRATION DES TERRES

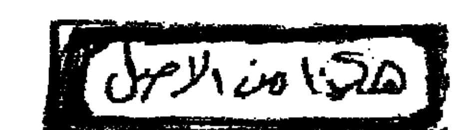
	1964	1984
(En milliers de tonnes)		
BLÉ	34 700	69 100
RIZ	3 300	6 200
MAIS	102 500	191 400
AVOINE	11 900	6 600
ORGE	8 500	13 100
SORGHO	12 300	34 900
CACAHUETTES	945	1 980
SOJA	18 900	50 000
SUCRE DE CANNE	2 300	3 000
SUCRE DE BETTERAVE	3 300	6 100
COTON (en milliers de balles)	15 200	13 000
NOMBRE D'EXPLOITATIONS	3 153 000	2 328 000
Superficie totale (En milliers d'hectares)	447 000	413 000
Superficie moyenne (*) (En hectares)	142	178
POPULATION AGRICOLE		
En millions	15,6 (en 1960)	5,7 (en 1984)
En pourcentage de la population	8,1 %	2,4 %

* En 1984, les fermes dont les ventes annuelles brutes dépassaient 100 000 dollars occupaient 49,6 % des terres et représentaient 13,9 % du total des exploitations. A l'autre extrémité, sur 11,3 % des terres, 50,5 % des fermes vendaient pour moins de 10 000 dollars.

NORD-EST
ETATS DU LAC
PLAINES DU NORD
CEINTURE DU MAIS
MONTAGNES
PACIFIQUE *
PLAINES DU SUD
APPALACHES
SUD-EST
ETATS DU DELTA

WASHINGTON, OREGON, CALIFORNIE, NEVADA, IDAHO, MONTANA, WYOMING, UTAH, COLORADO, ARIZONA, NOUVEAU-MEXIQUE, DAKOTA DU NORD, DAKOTA DU SUD, NEBRASKA, KANSAS, OKLAHOMA, TEXAS, MINNESOTA, WISCONSIN, MICHIGAN, IOWA, ILLINOIS, INDIANA, OHIO, MISSOURI, ARKANSAS, LOUISIANE, MISSISSIPPI, ALABAMA, GEORGIE, FLORIDE, CAROLINE DU SUD, CAROLINE DU NORD, TENNESSEE, KENTUCKY, VIRGINIE OCCIDENTALE, VIRGINIE, MARYLAND, DELAWARE, NEW-JERSEY, PENNSYLVANIE, NEW-YORK, CONNECTICUT, RHODE-ISLAND, MASSACHUSETTS, VERMONT, NEW-HAMPSHIRE, MAINE

* Incluant Hawaï et l'Alaska.



UNE NOUVELLE INITIATIVE DE WASHINGTON DANS LES CARAIBES

Vers un statut de « République associée » pour Porto-Rico ?

LE 13 janvier 1987 commencent, aux Etats-Unis, les auditions préliminaires au procès politique contre des militants de l'organisation los Macheteros, en lutte pour l'indépendance de Porto-Rico. En même temps, Washington met au point un nouveau statut plus libéral pour sa possession des Caraïbes, jusqu'à présent « Etat libre associé » aux Etats-Unis.

La recrudescence des attentats anti-américains dans l'île et le refus de l'annexion exprimé par la majorité de la population semblent avoir infléchi la volonté de M. Ronald Reagan, qui, le 12 janvier 1982, se déclarait encore fermement *« partisan d'un rattachement intégral de l'île aux Etats-Unis, dont elle deviendrait le cinquante et unième Etat de l'Union »*. Mais ce nouveau projet de « République associée » est énergiquement refusé par la droite portoricaine, qui se considère trahie par le président américain et vient soudain gonfler les rangs des « déçus du reaganisme ».

Par JOSÉ-LUIS MENDEZ *

LES Etats-Unis changeront-ils l'actuel statut d'Etat libre associé (ELA) de Porto-Rico en République associée en 1992, à l'occasion du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique ? Les trois séries d'audiences publiques sur le cas de Porto-Rico tenues à Washington en avril, mai et juillet 1986 par la commission de l'intérieur de la Chambre des représentants, présidée par M. Moris K. Udall, pourraient le donner à penser.

La situation n'est cependant pas si simple. A ce jour, aucun parti politique de l'île ne s'est déclaré ouvertement en faveur de la République associée. Seule l'organisation autonomiste « pro ELA », formée par des membres du Parti populaire démocratique (PPD), actuellement au pouvoir (1) et par quelques associations professionnelles et culturelles, s'est prononcée en ce sens. Le PPD lui-même conserve une *position ambiguë face au projet de* République associée proposé par le Bureau du contrôleur des Etats-Unis, chargé d'élaborer des rapports sur la politique de Washington à l'égard des territoires du Commonwealth américain.

Le Bureau du contrôleur reconnaît la gravité des dommages subis par ces territoires et alerte le Congrès sur la nécessité de mettre un terme à l'inaction du gouvernement. Il est chargé également de définir les contours d'un nouveau statut d'association négocié entre les Etats-Unis et les îles Marshall, d'une part, et, de manière séparée, avec les « Etats » de la Micronésie. Le Bureau du contrôleur suggère que cette formule d'association soit adoptée comme norme générale et s'applique à toutes les autres entités territoriales placées sous le contrôle de Washington, y compris Porto-Rico.

L'ONU avait relevé les Etats-Unis de l'obligation de lui présenter des rapports sur Porto-Rico en considérant que, avec la proclamation de l'Etat libre associé en 1952, le peuple portoricain avait exercé son droit à l'autodermination. Cependant, quelques années plus tard, les indépendantistes portoricains réussirent à faire reconsidérer le cas de l'île par le comité de décolonisation de l'ONU, et, depuis une décennie, ce comité adopte régulièrement chaque année des résolutions en faveur de l'autodermination et de l'indépendance de Porto-Rico (2). Le mouvement des non-alignés et, récemment, l'Internationale socialiste, ont pris des positions identiques.

L'approbation du statut de 1952 n'avait nullement fait taire les revendications anticoloniales des Portoricains. Les partis indépendantistes continuaient, à l'intérieur de leur pays, à contester la légitimité de l'ELA, tout *comme ils le faisaient* à l'ONU, *sans* parler des organisations indépendantistes radicales – comme les Forces armées de libération nationale (FALN) ou les *Macheteros* (3) qui ont multiplié ces dernières années les attentats antiaméricains. De leur côté, les partisans de l'annexion pure et simple aux Etats-Unis dénonçaient également le caractère colonialiste de l'ELA. Même le PPD, qui, en 1950, avait impulsé la création de l'Etat libre associé, en est venu à prendre ses distances et, à de multiples occasions, il a demandé au Congrès des Etat-Unis davantage de pouvoir pour le gouvernement local ou la suppression de l'ELA. En d'autres termes, tout le monde est d'accord à Porto-Rico pour reconnaître *le caractère colonial du statut* d'Etat libre associé, mais chaque secteur politique propose une solution différente au problème. On peut alors se demander si le statut de République associée serait de nature à dégager un consensus.

* Professeur de sociologie à l'université de Porto-Rico.

Points de repère

● L'île de Porto-Rico, dans les Antilles, est une ancienne possession espagnole conquise militairement par les Etats-Unis en 1898 au cours de la guerre hispano-américaine. Ses habitants (3,5 millions aujourd'hui) sont citoyens américains depuis 1917 et ils ont acquis le droit, en 1947, d'élire leur propre gouverneur. Depuis 1952, l'île a un statut d'Etat libre associé et fait partie du Commonwealth des Etats-Unis.

● Tous les quatre ans, les Portoricains élisent un Parlement (Sénat : 27 membres ; Chambre des représentants : 51 membres), mais ils ne participent pas aux élections américaines et ne votent pas pour l'élection du président des Etats-Unis. Le représentant de Porto-Rico au Congrès de Washington n'a pas le droit de vote.

● *Principales productions agricoles* : sucre, café, tabac, ananas.

● *Principales industries* : produits pharmaceutiques, pétrochimie, textiles, équipements électroniques, distilleries de rhum.

● *Echanges commerciaux* (en millions de dollars, en 1984) ; importations : 8 506,7 (dont Etats-Unis : 5 208,9). Exportations : 8 502,2 (dont Etats-Unis : 7 117,4).

● La moitié des produits alimentaires sont importés.

● En 1984, l'aide fédérale américaine représentait 30,7 % du produit national brut portoricain. 62 % de la population a un niveau de vie inférieur au « seuil de pauvreté » américain.

● 20,4 % de la population active est au chômage.

Attrait de la nouvelle doctrine

AU premier abord, la réponse semble devoir être « non », mais il ne fait aucun doute que la solution négociée par les Etats-Unis avec les îles Marshall et avec les Etats de la Micronésie présente beaucoup d'attraits pour les acteurs politiques de Porto-Rico.

Le rapport du Bureau du contrôleur des Etats-Unis précise que *« dès l'entrée en vigueur du pacte, ces Etats libres associés seront des entités complètement autonomes. Il s'agira d'Etats souverains qui seront majoritairement régis par leurs propres lois. Les lois des Etats-Unis ne leur seront pas applicables. Ils auront le droit de conduire eux-mêmes leurs relations internationales, à deux exceptions près : la défense et la sécurité ; ils auront le droit de signer des traités commerciaux, d'être membres d'organisations régionales et internationales ; et en général d'agir sur des bases bilatérales avec d'autres nations »*.

Sur le plan économique, le pacte prévoit que des sommes importantes seront affectées à l'aide des Républiques associées pendant une durée de quinze ans. Dans le cas de Porto-Rico, dont la population est beaucoup plus nombreuse que celle des deux archipels du Pacifique sous contrôle américain, un rapport de 1984 intitulé *The New Federalism and Puerto Rico* (« Le nouveau fédéralisme et Porto-Rico ») prévoit que l'assistance économique dont a besoin ce pays s'étalera sur une période de vingt ans (au lieu de quinze) et s'élèverait, annuellement, à 2,2 milliards de dollars. Au total, les crédits dégagés pour Porto-Rico dans le cadre du pacte dépasseraient les 50 milliards de dollars.

Cependant, quels que soient ses avantages politiques et économiques, une République associée ne saurait être instaurée à Porto-Rico sans prendre en compte le système des partis existant dans l'île et les intérêts qu'ils représentent. A la différence de l'annexion, de l'État libre associé et de l'indépendance, formules figurant dans le programme des différents partis et qui ont leurs défenseurs fervents, la République associée est une initiative de Washington dont l'objectif fondamental est d'établir une politique homogène pour l'ensemble des territoires américains d'outre-mer ne faisant pas partie de l'Union.

Il serait difficile aux États-Unis d'imposer cette République associée si elle ne disposait pas d'un appui substantiel des Portoricains. Aujourd'hui, cet appui n'existe qu'en marge des partis traditionnels, dont les directions ne lui sont pas nécessairement hostiles. Seul le Nouveau parti progressiste (PNP), se situant à droite et favorable à l'annexion, manifeste une opposition systématique au projet. Cela n'a pas empêché certains de ses chefs d'affirmer publiquement leur vocation à la diriger au cas où Washington retiendrait *finalement cette solution*. Le Parti indépendantiste portoricain (PIP) considère pour sa part qu'il serait absurde de se contenter d'une République incomplète alors que le pays peut obtenir l'indépendance totale. Toutefois, la base du parti, bon nombre de ses cadres intermédiaires et même certains de ses principaux dirigeants manifestent une adhésion croissante à l'égard d'un changement de statut qui les rapprocherait, ne serait-ce que partiellement, de l'indépendance complète. La position de l'autre parti indépendantiste, le Parti socialiste portoricain (PSP) est identique à celle du PIP.

L'opposition du PNP à la République associée est très tranchée parce qu'il s'agit là de son unique atout électoral après les scandales et le discrédit qui ont marqué sa gestion des affaires. Le PNP a, en effet, gouverné Porto-Rico de 1968 à 1972 et de 1976 à 1984. Le dernier mandat du gouverneur Carlos Romero Barcelo a été particulièrement mouvementé et il a vu se produire une série de détournements de fonds publics, de crimes politiques, d'affrontements avec les syndicats, les étudiants et les organisations professionnelles qui provoquèrent des divisions internes et le menèrent à la défaite électorale en 1984. Le scandale le plus important fut celui du Cerro Maravilla : l'assassinat par la police de deux jeunes indépendantistes. Cet assassinat donna lieu à une enquête télévisée menée par une commission du Sénat de Porto-Rico, contrôlée par le PPD, qui discrédita définitivement l'administration du PNP.

Pendant ses huit années de gouvernement (1976-1984), M. Romero Barcelo défendit fermement l'annexion. En manœuvrant en faveur de cette solution à Washington, au sein du Congrès *et dans tous les centres de décision*, et en tentant d'impliquer les Portoricains dans la politique des Etats-Unis. A cette fin, il réussit à faire organiser des « primaires » dans l'île par les deux grands partis américains en vue de l'élection présidentielle mais il ne parvint pas à faire participer ses concitoyens à l'élection du président américain.

Cette démarche provoqua cependant un effet de boomerang car elle amena le gouvernement annexionniste de M. Romero Barcelo à entrer en conflit avec certains éléments du Congrès et des groupes d'intérêt des Etats-Unis. Les opposants qualifièrent le projet assimilationniste du PNP d'« *Etat mendiant* » et attirèrent l'attention sur les coûts, tant politiques qu'économiques, de l'accès de Porto-Rico au statut de cinquante et unième Etat américain.

Ces déboires du PNP ont conduit le parti actuellement au pouvoir, le PPD, à faire preuve d'une extrême prudence. C'est pourquoi, bien qu'il soit favorable à la République associée, le PPD ne se prononce pas ouvertement pour ce nouveau statut, et laisse ce soin à l'organisation autonomiste « pro-ELA ».

Sa stratégie d'autonomie consiste actuellement à trouver une place pour Porto-Rico dans la communauté internationale, principalement en Amérique centrale et aux Caraïbes, mais également au Japon et en Europe, par le biais d'accords bilatéraux avec d'autres gouvernements. Cette attitude a été vivement critiquée par le PNP, qui lui reproche d'appliquer déjà dans les faits une politique de République associée et de s'attribuer des prérogatives qui ne lui appartiennent pas.

Les deux exemples les plus contestés par le PNP sont les accords récemment signés par le gouvernement de Porto-Rico avec le Costa-Rica et le Japon, *mais cette liste ne s'arrête pas là* : l'action diplomatique autonome du gouverneur, M. Hernandez Colon, inclut la réception à San-Juan de présidents ou hauts responsables du Costa-Rica, de la République Dominicaine, de la Jamaïque, de l'Equateur, de l'Espagne, du Vatican, d'Antigua, de même que les visites du gouverneur dans pratiquement tous les pays de la Caraïbe, au Pérou, en Espagne et au Japon.

Malgré diverses déclarations contradictoires du gouvernement américain sur ce comportement, beaucoup d'observateurs se demandent si la politique de promotion d'entreprises jumelles dans les Caraïbes, à partir des fonds des corporations régies par la section 936 du Code fédéral des impôts internes, ne constitue pas une sorte d'aval de Washington (4). C'est pourquoi beaucoup affirment que, bien que non encore approuvée formellement, la République associée a déjà commencé à être mise en pratique par le gouvernement autonome de Porto-Rico avec l'accord des Etats-Unis.

(1) Le Parti populaire démocratique (PPD) a été au pouvoir, sans interruption, de 1940 à 1968, puis de 1972 à 1976. Il est à nouveau *majoritaire dans* les deux *chambres* depuis les élections de 1984. Le gouverneur actuel, M. Rafael Hernandez Colon, en fonctions depuis le 2 janvier 1985, appartient également au PPD.

(2) Les Etats-Unis ont quitté en 1971 le comité de décolonisation de l'ONU pour marquer leur refus de reconnaître la validité des résolutions sur Porto-Rico. Voir Bernard Cassen, « Porto-Rico, nouveau dossier difficile pour Washington », *le Monde diplomatique*, novembre 1980.

(3) Des membres des *Macheteros* ont notamment attaqué, en septembre 1983, à West-Hartford (Connecticut), un fourgon *blindé de la société Wells Fargo* et se sont emparés de plus de 7 millions de dollars (la seconde somme la plus importante jamais volée aux Etats-Unis). En août 1985, les auteurs de cette attaque ont été arrêtés, et les auditions préliminaires à leur procès, qui aura lieu en mars prochain, commencent le 13 janvier 1987.

(4) Cf. *Financial Times*, 9 décembre 1986.

RAPPROCHEMENT POLITIQUE,

L'Europe peut-elle jouer un rôle

AU début du mois de février, se tiendra au Guatemala une rencontre entre les représentants de la Communauté économique européenne et ceux de l'Amérique centrale. L'Europe doit-elle jouer, dans cette région et dans l'ensemble du sous-continent, un rôle différent de celui que s'attribuent les Etats-Unis ? Ses interlocuteurs le lui demandent. En a-t-elle la volonté et les moyens ?

Par FRANÇOISE BARTHÉLÉMY

Chaleur et sympathie : tel était le climat qui régnait à Strasbourg lorsque M. Raul Alfonsin, président de la République argentine, vint recevoir, le 17 octobre dernier, le Prix européen des droits de l'homme que lui avait attribué le Conseil de l'Europe (1). Cet hommage n'a cependant pas effacé de la mémoire des Argentins l'amer souvenir de l'embargo économique décrété contre leur pays au printemps 1982 par la Communauté européenne lorsque, adoptant la même attitude que les États-Unis, elle résolut de soutenir l'Angleterre dans la guerre des Malouines. Celle-ci provoqua l'effondrement de la dictature militaire, mais une plaie reste ouverte : on le voit avec la colère que soulève la décision – éminemment politique – du gouvernement de Mme Thatcher d'étendre à 200 miles la zone d'exclusion des activités de pêche autour de l'archipel. Ainsi se trouve à nouveau posé le problème de la souveraineté sur ces îles de l'Atlantique sud, alors que resurgit la déception ressentie à Buenos-Aires face au manque de compréhension dont témoignent, à des degrés divers, les lointains parents du Vieux Continent, Espagne mise à part.

Or la dernière Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains (OEA), en novembre, a montré que, à l'exception de quelques petits pays anglophones des Caraïbes, l'Amérique latine dans son ensemble se solidarise avec l'Argentine, le pays qui, avec l'Uruguay, est le plus « européen » par sa population. En outre, et malgré leur grande diversité économique, ethnique, culturelle, linguistique, géographique, tous ces pays sont unis par un problème majeur : celui de l'endettement.

« Les gouvernements latino-américains ont montré qu'ils étaient conscients de leurs responsabilités devant la crise. Ils ont presque tous mené à bien des programmes d'austérité pour s'adapter à la situation, alors que les organismes internationaux, les banques internationales, n'ont pas assumé leur part de responsabilité. De ce fait, la dette n'est pas remboursable (...). Les peuples d'Amérique latine ont manifesté une grande capacité de coopération pour supporter ces programmes d'ajustement, mais on ne peut pas indéfiniment demander des sacrifices à la population. Il y aura tôt ou tard des réactions populaires qui affecteront la démocratie latino-américaine, et l'Occident sera, lui aussi, touché par la question de la sécurité de l'hémisphère. »

C'est l'ancien président de la République de l'Equateur, M. Oswaldo Hurtado – il dirige aujourd'hui l'Organisation de la démocratie chrétienne américaine (ODCA), connue pour ses positions conservatrices, – qui lançait cet avertissement lors d'un colloque organisé à Strasbourg, du 3 au 5 juin 1986, sur le thème « Démocratie et démocratisation : un dialogue entre l'Europe et l'Amérique latine » (2). Quelques données chiffrées permettent de mieux comprendre la gravité de ses propos. Au cours des trois dernières années, l'Amérique latine a transféré vers le monde industrialisé, essentiellement au titre de paiements d'intérêts, 100 milliards de dollars. La fuite des capitaux, dont témoigne, par exemple, l'éclatante prospérité de Miami, se poursuit. Elle représente environ le tiers du montant de la dette extérieure du continent, évaluée à 370 milliards de dollars (3). Dans le même temps, on a assisté à un tarissement du flux de capitaux (prêts bancaires) vers l'Amérique latine depuis 1982. Au total, estiment les économistes de la Banque interaméricaine de développement (BID), les entrées nettes de capitaux sont passées de 49 milliards de dollars en 1981 à 4,1 milliards seulement en 1985 (4). Ainsi le monde sous-développé alimente-t-il en ressources financières le monde industrialisé, alors même que se poursuivent la chute des prix des matières premières et, par contrecoup, la dégradation des termes de l'échange entre produits de base vendus par le tiers-monde et produits manufacturés importés en provenance des pays industrialisés. Pour la seule année 1985, cette détérioration a été de l'ordre de 15 %.

Restructuration au Nord, survie au Sud

SI cette situation ne se modifie pas, non seulement l'Amérique latine ne sortira pas de la récession où elle est plongée depuis quatre ans, avec un taux de croissance de 1% en 1985 (exception faite du Brésil, qui a enregistré une croissance de 8,5 %), mais elle s'enfoncera dans un marasme aux conséquences sociales et politiques imprévisibles. Comme le rappelait M. Claude Cheysson, chargé à la Commission européenne des relations Nord-Sud, le pays dont les décisions économiques affectent le plus la situation mondiale, les Etats-Unis, prêche à ses voisins du Sud la rigueur tout en s'offrant à lui-même le luxe de maintenir un énorme déficit budgétaire de plus de 230 milliards de dollars. Soulignant que le taux d'intérêt réel est fixé aux Etats-Unis et que des taux d'intérêt élevés alourdissent le service de la dette et dissuadent les investisseurs, M. Cheysson, dans un discours prononcé le 31 octobre 1985 devant le Cercle populaire européen, tirait cette conclusion ironique : *« Il est tellement plus facile, et plus intéressant, de mettre son argent à un guichet de banque américaine plutôt que de le placer directement, par l'intermédiaire d'agences financières, dans une entreprise brésilienne, burundaise, je dirais même française ou belge. »*

Certes, d'après les estimations de la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), les taux d'intérêt ont baissé de 2,5 % en 1986. Mais il faut bien qu'un important désordre règne au sein de l'économie nord-américaine (5), où la récession est maintenant attendue, pour que *le Quotidien de Paris* du 20 octobre 1986 titre à la «une» : « L'Amérique n'a plus le moral. » Il faut bien aussi constater l'absence de consensus – c'est un euphémisme – entre les puissances industrialisées sur les taux d'intérêt, le cours du dollar, la restructuration des échanges au Nord (6).

Les Latino-Américains, qui, au cours de leur histoire, ont accumulé bien des ressentiments à l'égard de l'Amérique du Nord, se tournent vers l'Europe des Douze. Ils lui demandent de les aider à relancer entre créditeurs et débiteurs un dialogue politique essentiellement fondé sur le droit au développement, de faire comprendre aux banques centrales et aux banques commerciales leurs obligations à l'égard des pays endettés. On pourrait penser que cet appel a été entendu, puisque la Communauté financière – Fonds monétaire international, Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement, Club de Paris, banques commerciales – vient d'accorder 12 milliards de dollars au Mexique (19 novembre 1986). Mais il s'agit là d'un cas tout à fait particulier : pareil « sauvetage » ne serait sûrement point tenté pour un pays occupant une position moins stratégique (7). En outre, cette démarche ne répond pas à la demande d'une discussion globale, qui porterait en particulier sur les « règles du jeu » en matière monétaire. C'est pourtant ce qu'ont souhaité les représentants de vingt-cinq pays latino-américains lors de la dernière réunion du système économique latino-américain (SELA), le 17 octobre 1986.

Est-ce à dire que l'Europe reste sourde ? Certainement pas. Le Parlement européen adopte régulièrement des déclarations imprégnées de bonne volonté, très favorables aux revendications avancées par le groupe de Carthagène (8). Mais les gouvernements des Douze tiennent, eux, un autre langage, qui a au moins le mérite d'être franc. Ainsi, au lendemain d'une tournée de trois semaines dans divers pays d'Amérique latine, dont le Pérou, M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat français aux Affaires étrangères, estimait cet été que *« la France ne peut avaliser des décisions unilatérales »* comme celle du président Alan Garcia qui veut chaque année limiter à 10 % de ses recettes d'exportation le remboursement de sa dette. *« Il est injuste,* ajoutait-il, *de faire des pays créanciers les boucs émissaires des ennuis intérieurs* (9) ». Pour les gouvernements européens, les autorités latino-américaines doivent s'attaquer d'abord et avant tout aux racines internes de leurs maux : mauvaise gestion administrative, mauvaise redistribution des richesses, mauvaise utilisation des fonds prêtés, etc.

Il est temps de « dédramatiser ». Pour considérable qu'elle soit, la dette latino-américaine ne met pas le système financier international au bord du gouffre. *« Après tout,* écrit Paul Fabra, *les 211 milliards de créances que les banques privées détiennent sur les agriculteurs nord-américains représentent presque le double du montant des créances qu'elles ont sur les pays d'Amérique latine (...) Si demain les Mexicains, les Brésiliens, les Argentins, les Vénézuéliens venaient à répudier une partie de leurs dettes, les débiteurs du Middle-West réclameraient, à n'en pas douter, à être immédiatement déliés des leurs. C'est sans doute la raison principale pour laquelle les banques tiennent par-dessus tout à sauvegarder la fiction selon laquelle les dettes latino-américaines seront intégralement remboursées* (10) ».

Les principales puissances européennes semblent d'ailleurs avoir des soucis plus pressants. A Tokyo, en mai 1986, les « Sept » (Japon, Etats-Unis, RFA, France, Grande-Bretagne, Canada et Italie) se sont entretenus de terrorisme, de nucléaire civil, de concertation nucléaire. Pour mémoire, ils ont fait une brève allusion à la *« nécessaire lutte contre la faim, la maladie, la pauvreté »*. Or, à un moindre degré, les mêmes problèmes frappent aussi les oubliés des sociétés dites opulentes. Précisément, selon certains, une façon de lutter contre le chômage dans les pays européens serait de revitaliser les échanges avec la région latino-américaine, avec laquelle ils ont tant d'affinités, en l'aidant à retrouver le chemin de la croissance. Mais cette perspective reste lointaine. Le Brésil, le Mexique, peut-être le Venezuela si les cours du pétrole se redressent, excitent un certain intérêt. Mais, dans l'ensemble, les relations économiques restent minces et ont tendance à se dégrader.

Quelques sujets d'aigreur

AU moment d'élaborer sa politique économique extérieure, la CEE a opté pour une approche « régionaliste » plutôt que mondiale : le tissu serré des accords à caractère préférentiel conclus par la Communauté – qui concernent à l'heure actuelle soixante-cinq pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ainsi que douze pays du Bassin méditerranéen – laisse à l'écart la région ibéro-américaine. Celle-ci s'est acharnée à réclamer des négociations en vue d'obtenir de la Communauté un traitement moins discriminatoire. Tentatives infructueuses, marquées par les malentendus, les maladresses, les préjugés, l'intransigeance de la part de la CEE. Entre 1958, date à laquelle s'ouvre un dialogue qui sera qualifié plus tard de *« frustration institutionnalisée »*, et 1981, où les conversations sérieuses reprennent, aucun pas en avant significatif n'est franchi (11). Telle est la conséquence du caractère marginal que possède l'Amérique latine aux yeux de l'Europe. Bien que la CEE soit son deuxième partenaire commercial (derrière les Etats-Unis), son poids économique dans la région n'a cessé de chuter au cours des vingt dernières années. Rien ne dit que l'adhésion de l'Espagne et du Portugal (1er janvier 1986) modifiera cette situation, au contraire (12).

Dans les importations communautaires, la part de l'Amérique latine est tombée de 11 % en 1958 à 5,5 % en 1982. Il existe certes de fortes inégalités entre les pays. Trois d'entre eux fournissent plus de la moitié des exportations latino-américaines vers la CEE : Brésil (22,7 %), Argentine (16,7 %) et Mexique (14,8 %). Au cours de la même année 1982, les importations latino-américaines en provenance de la CEE n'ont représenté que 16,7 %, contre plus de 20 % dans les années 60 *(voir le graphique page 13)*. L'« austérité » dont parlait M. Hurtado a provoqué une chute brutale des achats effectués dans les pays de la CEE (l'Allemagne est le premier client et le premier fournisseur, suivie par l'Italie et la France). Traditionnellement déficitaire, la balance commerciale de la CEE avec l'Amérique latine présentait un solde négatif de 1,822 million d'ECU en 1980 (1 ECU = 0,83 dollar), de 4,570 millions d'ECU en 1982, et de 10,931 millions d'ECU en 1984 (13). Evolution d'autant plus préoccupante que l'Amérique latine aspirait à diversifier ses échanges afin de réduire la part des Etats-Unis pour qu'ils cessent d'être son partenaire commercial privilégié (14). Si leur rôle avait décliné entre les années 50 et les années 70, il s'est nettement amplifié dans les années 80 *(voir ci-dessous le tableau I)*.

Le conflit le plus brûlant concerne le protectionnisme pratiqué par la CEE – également par les États-Unis et le Japon – dans divers secteurs industriels (textile, acier) et surtout dans le secteur agricole. La politique de soutien aux produits agricoles est dénoncée comme une *« manœuvre de dumping »* ayant engendré une chute des cours jusqu'à 40 %. Un exemple : jusqu'en 1980, la CEE était importatrice nette de viande bovine. Maintenant, par son *« protectionnisme agressif »*, elle est devenue grande exportatrice et a conquis certains des marchés traditionnels de l'Argentine et

Tableau I. – LE POIDS DES ÉTATS-UNIS DANS LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

	Exportations de l'Amérique latine			Importations de l'Amérique latine		
	1981 (%)	1982 (%)	1983 (%)	1981 (%)	1982 (%)	1983 (%)
Communauté à dix	19,8	20,8	21,2	17,4	16,8	18,5
Espagne et Portugal	4,6	4,3	4,6	2,3	2,6	2,3
Etats-Unis	35,8	39,3	43,3	39,8	37,6	40
Japon	6,9	7	7,3	10,2	10,7	13,5
Autres	32,9	28,6	23,6	30,3	32,3	25,7

Source : UNSO, 1984. Ce tableau concerne dix-neuf pays : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa-Rica, El Salvador, Equateur, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela.

(1) Le Conseil de l'Europe comprend vingt et un Etats membres : République fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie.

(2) Ses principaux organisateurs furent le secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Marcelino Oreja, ainsi que les responsables de l'Institut pour les relations Europe-Amérique latine (IRELA), qui siège à Madrid.

(3) Susanne Erbe, *l'Evasion de capitaux dans les pays en développement, Problèmes d'Amérique latine,* numéro 1961, 12 février 1986, La Documentation française, Paris.

(4) Daniel Solano, *Amérique latine : inquiétudes de la BID,* MOCI, 22 septembre 1986.

(5) Voir le tableau publié par *le Monde diplomatique* de février 1985, où il apparaît que la dette totale du tiers-monde représente peu de chose à côté de la dette cumulée des États-Unis (dette publique, endettement des familles, endettement des entreprises).

(6) Dans un article intitulé « Trois Grands dans un (même) bateau », publié par *le Figaro* du 26 septembre 1986, Jean Denizet commente le « dialogue de sourds » qui n'en finit pas entre les Etats-Unis d'un côté, la République fédérale et le Japon de l'autre. *« Relancez vos économies, déclare Washington. C'est la seule façon de rétablir des échanges équilibrés entre nos pays (...). A quoi Bonn et Tokyo répondent : « Réduisez » d'abord votre déficit et cessez de pousser à » la surévaluation de nos monnaies, qui » condamne nos exportations à terme et qui, » comme toute surévaluation, enfonce nos » pays dans la récession. »*

(7) Françoise Crouigneau, « La communauté financière se porte au secours du Mexique », *le Monde*, 21 novembre 1986.

(8) Les 21 et 22 juin 1984, les représentants de onze pays latino-américains (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Mexique, Pérou, République dominicaine, Uruguay, et Venezuela) se réunissaient à Carthagène (Colombie) pour mettre au point un communiqué où sont notamment demandés la création d'un mécanisme de consultation concernant la dette et l'établissement d'une liste de principes devant gouverner les négociations futures sur la dette et le commerce : taux d'intérêt, délais de paiement, octroi de fonds par les institutions financières multilatérales, réforme du FMI, stabilisation des prix des matières premières, obstacles tarifaires aux importations par les pays industrialisés, etc.

(9) *Le Figaro*, 30 août 1986.

(10) *Le Monde*, 11 novembre 1986.

(11) Juan Soto Godoy et Marie-Noelle Hubeau, « Amérique latine - Communauté européenne : un dialogue difficile », dans *Amérique latine*, nº 10, premier trimestre 1983.

(12) José Antonio Alonso et Vicente Donoso, « L'Espagne entre l'Amérique latine et la CEE : un pont sur des eaux turbulentes », *El País*, Madrid, 18 octobre 1986.

(13) *Europe information*, nº 82/85, novembre 1985, Bruxelles. Par exemple, la CEE achète au Brésil trois fois plus qu'elle ne lui vend.

(14) A. Glenn and Jr. Mower *The European Community and Latin America*, Greenwood Press, Wesport, Conn., 1982 ; Bernard A. Lietaer, *Europe + Latin America + The Multinationals*, Praeger, New-York, 1980.

FAIBLES MOYENS ÉCONOMIQUES

plus constructif en Amérique latine ?

de l'Uruguay. Interrogé sur les effets de la politique agricole commune (PAC), M. Enrique Iglesias, ministre uruguayen des affaires étrangères, nous déclarait lors d'un récent passage à Paris, peu de temps après qu'il eut présidé à Punta-del-Este, en septembre dernier, la réunion du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) : *« Dans ce « round », il n'y a eu ni vainqueurs ni vaincus. Certes, les Etats-Unis et la CEE, qui dépensent 55 milliards de dollars par an pour subventionner leurs exportations, vont continuer à limiter nos possibilités. Mais le débat, au cours duquel ont été abordés les principaux « points de discorde » — les services, l'agriculture subventionnée, — a aussi donné l'occasion aux Latino-Américains de proposer que le paiement de la dette soit à l'avenir subordonné au démantèlement du protectionnisme. Voilà un élément dont les pays développés devront tenir compte à l'avenir. »*

Les Européens, à qui s'adressent ces critiques et ces reproches, répondent que la baisse de leurs échanges avec l'Amérique latine tient à d'autres causes. D'abord, à la structure même des exportations latino-américaines, composées pour plus de 90 % de produits de base (café, pétrole et dérivés, tourteaux de lin, cuivre, minerai de fer et concentrés). Or les exportations mondiales de matières premières progressent bien moins vite que celles de produits manufacturés, lesquels forment le gros des exportations communautaires vers l'Amérique latine *(voir le tableau II)*. Ensuite, à une utilisation très imparfaite du Système de préférences généralisées (SGP). Enfin, le protectionnisme ne se pratique pas d'un seul et unique côté : certains pays latino-américains nouvellement industrialisés ont multiplié les entraves à l'importation — tarifaires ou non.

Autre sujet d'aigreur : les investissements directs. Alors que les investisseurs européens, au début même des années 80, paraissaient décidés à s'engager hardiment dans des projets ambitieux — le prêt de 600 millions de dollars que la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) a accordé à l'entreprise brésilienne Vale do rio Doce pour la mise en valeur du complexe minier de Carajas n'avait pas de précédent (15), — on assiste actuellement à *« une chute dramatique du taux d'investissement dans chacun des pays lourdement endettés* (16) ».

Pour en rester au Brésil, où les entreprises font pourtant de bonnes affaires, non seulement les capitaux étrangers ont cessé d'affluer au cours du premier semestre 1986 (15 millions de dollars seulement, contre 582 millions pour la même période en 1985), mais les rapatriements de bénéfices par des sociétés étrangères ont été d'environ 550 millions de dollars (17). Ce mouvement est-il lié aux incertitudes électorales, à l'ampleur des réformes annoncées, au « nationalisme » ambiant, à l'attitude de fermeté adoptée devant les exigences du FMI sur la question de la dette ?

Enfin, la part de l'Amérique latine dans le volume total des aides communautaires au développement reste faible. 110 millions d'ÉCU en 1985 (soit environ 5 % de l'ensemble des sommes *accordées à ce titre par la CEE)*, dont 60 % sont allés à l'Amérique centrale. En outre, la coordination est insuffisante entre actions gouvernementales et activités des organisations non gouvernementales (ONG), dont le travail patient et remarquable mériterait à lui seul toute une étude, alors que la presse n'en parle qu'au moment des tremblements de terre et autres catastrophes naturelles. Les premières victimes du séisme d'octobre dernier au Salvador ont ému l'opinion, mais les effets à retardement, souvent bien plus meurtriers, se heurtent à l'indifférence.

En dépit de quelques « gestes » spectaculaires, comme la signature en décembre 1983 d'accords-cadres de coopération avec les pays du pacte andin (18), la création en octobre 1984 de l'Institut pour les relations Europe-Amérique latine (IRELA), patronné par des personnalités du monde politique, scientifique ou culturel, comme Graham Greene ou Carlos Fuentes, les voyages comme celui du président François Mitterrand en octobre 1985 au Brésil, en Colombie et au Venezuela, l'Europe ne semble pas avoir la volonté ou les moyens d'élaborer une stratégie à la fois plus cohérente et plus dynamique, s'appuyant sur ce singulier réseau de communication qui se développe entre partis politiques (« familles de pensée » unissant respectivement *sociaux-démocrates*, démocrates-chrétiens, libéraux, communistes), forces syndicales, religieuses, universitaires.

Ainsi l'Europe laisse cet espace à d'autres, y compris les pays socialistes. En octobre 1986, pour la première fois dans l'histoire, un ministre des affaires étrangères soviétique, M. Chevardnadze, s'est rendu au Mexique, et beaucoup d'observateurs ont vu dans cette visite une préparation de la tournée officielle que compte faire M. Gorbatchev dans divers pays latino-américains. Perspective irritante pour Washington, déjà passablement indisposé par les initiatives politiques de la CEE dans la région centraméricaine.

UN TROP MODESTE PARTENAIRE COMMERCIAL

AMÉRIQUE LATINE (En millions de dollars)		COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE (En millions d'ECU)	
COMMERCE EXTÉRIEUR		*COMMERCE EXTÉRIEUR*	
• Importations	81 340	• Importations	321 495
• Exportations	87 410	• Exportations	286 484
Total	168 750	Total	607 979
ÉCHANGES AVEC LA CEE :		ÉCHANGES AVEC L'AMÉRIQUE LATINE :	
• Importations	12 334	• Importations	18 335
• Exportations	16 242	• Exportations	13 196
Total	28 576	Total	31 531
PART DE LA CEE	16,9 %	PART DE L'AMÉRIQUE LATINE	5,2 %

N.B. — Les chiffres sont de 1982, date à laquelle l'Espagne et le Portugal n'étaient pas membres de la CEE. L'Amérique latine représentait alors 8,7 % des échanges de ces deux pays (1 ECU = 0,98 dollars en 1982).

Source : Les relations entre la Communauté et l'Amérique latine, rapport de M. Michel Inchauspe devant la délégation de l'Assemblée nationale pour les Communautés européennes, 13 novembre 1984.

La fin de la « doctrine de Monroe » ?

LA capitale du Costa-Rica fut le théâtre, les 28 et 29 septembre 1984, d'une grande première : les ministres des affaires étrangères des dix pays de la CEE, de l'Espagne et du Portugal se réunirent avec leurs collègues du groupe de Contadora (19) et ceux du Costa-Rica, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Salvador. L'appel de l'ancien président costaricien, M. Luis Alberto Monge, avait été entendu. *« L'origine de nos problèmes,* avait-il dit lors d'un passage à Paris en juin 1983, *est d'ordre économique et social. Nous voudrions que l'Europe s'intéresse davantage à cet aspect des choses plutôt qu'aux domaines militaires et de sécurité. De cette manière, elle contribuerait au règlement des conflits dans notre région. »*

Cette conférence de San-José ne marqua point un tournant sur le terrain de la coopération financière et technique, ce qui déçut les Centraméricains, mais elle eut un fort impact politique, car, selon l'ancien ministre des affaires extérieures espagnol, M. Fernando Moran, elle servit *« à corriger une situation démente* (« insana ») *en vertu de laquelle un seul pays d'Occident, les Etats-Unis, se croyait encore dans un zone d'influence strictement réservée* (20) ». Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, avait pourtant multiplié les pressions auprès des chancelleries occidentales pour faire avorter cette réunion, ou tout au moins pour que le Nicaragua sandiniste fût exclu de l'aide économique. Peine perdue. Ce pays sortit renforcé de l'événement, où il était apparu comme un membre à part entière de la communauté centraméricaine.

Un an plus tard, le 12 novembre 1985, les mêmes acteurs se retrouvent, cette fois à Luxembourg. Deux résultats furent acquis : le premier est la mise au point d'un accord qui prévoit trois secteurs de coopération économique (21) ; le second, de loin le plus novateur, « institutionnalise » entre la CEE et les pays d'Amérique centrale un *« dialogue politique »* qui doit se renouer du 9 au 11 février prochain, et pour lequel quatre domaines d'action ont été sélectionnés : l'énergie, l'alphabétisation, la santé et les télécommunications.

L'hôte de cette troisième conférence (appelée « San-José III ») sera le jeune président de la République guatémaltèque, M. Vinicio Cerezo, du parti démocrate-chrétien, que des élections ont porté au pouvoir en janvier 1986, après que les généraux de la longue dictature lui eurent cédé la place, non sans de nombreux arrangements préalables... Au cours d'une tournée qui, du 16 septembre au 20 octobre 1986, l'a conduit en Espagne, en France, en Belgique, en Allemagne fédérale et en Italie, M. Cerezo a notamment expliqué son projet de mettre sur pied un *« Parlement permanent d'Amérique centrale »*, librement élu au suffrage populaire, où seront discutées les conditions propices à ramener la paix dans la région. Il a aussi défendu la thèse d'une *« neutralité active »* du Guatemala, laissant entendre son désaccord avec la politique du président Reagan contre le Nicaragua sandiniste, qu'il a pourtant qualifié de *« régime totalitaire* (22) ».

Cette opinion est partagée par les responsables actuels de la politique étrangère française, qui prennent aujourd'hui des mesures pour « rééquilibrer » l'aide apportée ces dernières années aux Etats de la région. *« Elle était massive au Nicaragua et dérisoire au Costa-Rica, au Honduras, au Salvador, au Guatemala et autres pays d'Amérique centrale* (sic), *et nous avons décidé de réduire celle du Nicaragua pour mieux la répartir »*, annonçait récemment M. Jean-Bernard Raimond (23). L'aide alimentaire au Nicaragua, déjà chichement consentie, va donc fondre encore davantage (24).

Est-ce le moyen de contribuer à ce que les dirigeants de ce pays, saigné par une guerre d'agression, mettent en application les principes inscrits dans leur Constitution : pluralisme politique, économie mixte, non-alignement ? Le même souci de « rééquilibrage » a-t-il dicté l'abstention de la France (et de la Grande-Bretagne) au Conseil de sécurité des Nations unies dans le vote concernant l'arrêt de la Cour internationale de justice de La Haye qui condamne les actes de guerre du gouvernement américain contre le Nicaragua ? Cette solidarité entre Paris et Washington s'est fâcheusement manifestée peu de temps avant que ne soit révélée l'utilisation au profit de la Contra d'une partie du produit des ventes secrètes d'armes à l'Iran...

L'Espagne, elle, a choisi d'appuyer la décision de la Cour de justice de La Haye, qui répond à la volonté de paix des Latino-Américains, si forte que les gouvernements centraméricains les plus opposés aux sandinistes se sont refusés, du moins officiellement, à entraîner la Contra sur leur territoire respectif...

Si les Européens ne partagent pas la vision du président Reagan, aux yeux de qui la crise centraméricaine n'est qu'une manifestation du conflit Est-Ouest passant par l'axe Moscou-La Havane-Managua ; s'ils n'approuvent pas son intention de lui apporter une « solution » militaire analogue à celle qui fut appliquée à la Grenade ; s'ils estiment au contraire que cette croisade est contre-productive, déstabilisatrice pour les démocraties renaissantes sur le continent latino-américain ; s'ils veulent regagner le crédit que leur vaut l'absence de prétentions hégémoniques, alors il est souhaitable que la CEE parle d'une seule voix pour affirmer ses *positions de principe*. Tel est bien le rôle le plus utile qu'elle puisse jouer.

Début février, dans la capitale du Guatemala.

« Nous sommes ouverts. Nous voulons être ouverts. Nous refermer sur nous-mêmes ne ferait que créer des problèmes encore plus graves. Nous voulons rester ouverts, et c'est sur la base de l'égalité de traitement que nous voulons traiter avec des partenaires. » Ce message, où se mêlent l'émotion et l'obstination, fut adressé aux Européens, lors du colloque de Strasbourg, par M. Gabriel Valdes, ancien ministre des affaires étrangères du Chili. C'est un appel que l'Europe ne peut pas ignorer.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY.

Tableau II. — PRODUITS DE BASE CONTRE PRODUITS INDUSTRIELS

	Importations de la CEE en provenance de l'Amérique latine (%)	Exportations de la CEE vers l'Amérique latine (%)
Produits alimentaires, boissons et tabacs	38	5
Matières premières	18	1
Produits énergétiques	24	1
Huiles, graisses et cires	1	0
Produits chimiques	2	17
Machines et matériels de transport, articles manufacturés	15	56
Autres produits manufacturés ou non	2	20
	100	100

Source : Eurostat, La Communauté européenne et l'Amérique latine, novembre 1985.

(15) Les dirigeants de Vale do rio Doce ont placé 70 % de la production du minerai de fer auprès de clients étrangers, dont 30 % aux seuls Japonais.

(16) Claude Cheysson, *Rapport sur l'endettement*, Parlement européen, 10 juin 1986.

(17) « Mesures au Brésil contre la fuite des capitaux », *la Tribune de l'économie*, 3 novembre 1986.

(18) Créé en 1976, le pacte andin, dont le Chili s'est retiré en 1976, réunit la Bolivie, la Colombie, l'Equateur, le Pérou et le Venezuela. Les accords avec la CEE, qui ne sont toujours pas entrés en application, ressemblent à ceux conclus en 1980 avec les cinq pays de l'Asie du Sud-Est composant l'ASEAN (Philippines, Indonésie, Thaïlande, Malaisie, Singapour).

(19) Fondé en janvier 1983 par la Colombie, le Mexique, le Panama et le Venezuela, il recherche des solutions pacifiques et négociées aux conflits qui déchirent la région. Les 22 et 23 août 1985, à Carthagène, l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay se sont constitués en « groupe de soutien » aux démarches de Contadora.

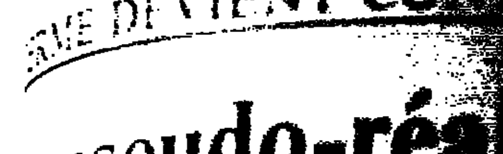
(20) *El Pais*, Madrid, 1er octobre 1984.

(21) Marc Durin, « Amérique centrale, région de tous les dangers », *le Figaro*, décembre 1985 ; « La CEE et l'Amérique centrale », *le Courrier*, n° 95, janvier-février 1986.

(22) Discours du 14 octobre 1986 devant la Fondation (démocratie-chrétienne), Conrad Adenauer en Allemagne fédérale. Voir *Enfoprensa, agence guatémaltèque de presse*, n° 192, du 10 au 16 octobre 1986.

(23) Club de la presse, Europe 1, 12 octobre 1986.

(24) Isabelle Kalinine et Philippe Descamps, *la France et le Nicaragua*, mémoire réalisé dans le cadre du séminaire sur l'aide de la France au développement du tiers-monde, université des sciences sociales de Grenoble, année universitaire 1984-1985.



QUAND UN SOUCI D'EFFICACITÉ A COURT

Sacrifier l'humain au redressement financier :

LES « plans d'ajustement » proposés ou imposés aux pays endettés visent à rétablir les grands équilibres économiques. Ils supposent qu'un tel assainissement relancera la croissance, seul moyen de lutter contre la pauvreté. Mais ces plans ont un coût social et humain très élevé : réduction du pouvoir d'achat, donc aggravation de la malnutrition, réduction des soins de santé et des budgets d'éducation, etc. Or, ces sacrifices humains ont un coût économique très élevé, que ne prennent pas en considération les organismes financiers. L'article ci-dessous propose une approche beaucoup plus réaliste. Ce que les auteurs suggèrent, c'est qu'une telle politique suppose une harmonieuse coordination entre les organismes de l'ONU assumant des responsabilités économiques (Fonds monétaire international, Banque mondiale, etc.) et ceux qui agissent dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'enfance, etc.

Par RICHARD JOLLY et DENIS CAILLAUX *

La plupart des observateurs du tiers-monde voient dans les débuts de la décennie 80 une période maudite du développement. Une période au cours de laquelle un nombre croissant de pays, de l'Amérique latine à l'Afrique, ont été projetés d'une crise à l'autre, prisonniers d'une sorte de spirale du mal-développement dont personne ne discerne l'issue.

Or, sur cette crise, tout n'a pas été vraiment dit. Bien plus, il semble qu'un élément fondamental, vital au sens littéral du terme, ait été perdu de vue, enfoui sous l'aspect strictement financier de l'« ajustement structurel » : quel a été le coût humain de la crise, quel est celui des remèdes préconisés pour en sortir ? Qu'a-t-on dit de la malnutrition croissante et du gonflement ininterrompu des bidonvilles d'Amérique latine ? Qu'a-t-on dit de l'augmentation de la mortalité infantile et maternelle en Afrique ? Que dit-on de ces dispensaires ruraux d'où a disparu depuis des mois toute trace des médicaments essentiels ? De ces écoles primaires vides de cahiers, de manuels scolaires, de craies, de crayons, désertées par les maîtres – privés de salaires – avant de l'être par les élèves ?

Ainsi, au Ghana, le taux de malnutrition des enfants de six mois à trois ans et demi a doublé entre 1980 et 1983 (1) pour n'amorcer une légère régression qu'à partir de la mi-1984. Le Botswana, le Kenya, le Rwanda et le Burundi ont également connu un accroissement du taux de malnutrition. En Zambie, une étude comparative des enquêtes nutritionnelles menées au début des années 70 et 80 a montré une augmentation très nette du rachitisme et une détérioration de la croissance de tous les enfants âgés de moins de quinze ans (2), tandis que, au Zaïre, on note, depuis peu, un abaissement du poids des enfants à la naissance. En Amérique latine, où les niveaux alimentaires et sanitaires étaient pourtant très supérieurs à ceux d'Afrique, on assiste au même phénomène. Les taux de mortalité infantile, qui déclinaient très rapidement au cours des dernières années, ont tendance à y chuter beaucoup moins vite aujourd'hui, voire à augmenter comme dans certaines régions du Costa-Rica. Seule l'Asie a réussi à se maintenir, grâce à une croissance parfois bien supérieure à celle du reste du monde, grâce aussi à des politiques de stabilisation souvent plus éclairées. Il est intéressant de noter, par ailleurs, que le monde développé n'a pas toujours été épargné lui non plus. A New-York, par exemple, le taux des enfants passant en dessous du seuil de pauvreté reconnu s'est accru de 15 % à 40 % (3).

Or, curieusement, il règne autour de ces faits, qui ne relèvent nullement du secret, un silence de plomb, comme si toute cette souffrance et son aggravation étaient l'accompagnement obligé du sous-développement. Le remède serait simple : une discipline économique stricte fondée sur un contrôle étroit de la masse monétaire, du crédit et des dépenses publiques, alliée à un ajustement des taux de change, restaurerait rapidement l'équilibre des finances extérieures et réduirait les poussées inflationnistes. Puis une politique résolue d'ajustement structurel reconnaissant l'importance de l'initiative privée et de la vérité des prix suffirait à remettre les nations prolétaires sur la voie d'un développement cohérent. Certes, le coût humain d'un tel programme est parfois reconnu, car il est des évidences qu'il devient de plus en plus difficile d'ignorer. Mais un tel coût serait le prix à payer pour des erreurs passées. Et précisément parce qu'il est douloureux, le processus d'ajustement se devrait d'être rapide et de procéder à un rythme accéléré. Quoi qu'il en soit, il n'existerait pas d'autre solution.

C'est précisément ce postulat que nous mettons en question. Il n'y a pas de fatalité du « coût social » de l'ajustement. Des pays aussi différents que le Zimbabwe ou la Corée du Sud ont en partie montré comment des politiques de redressement plus éclairées peuvent réussir à limiter l'impact social de chocs économiques à la fois extérieurs et intérieurs, tout en rétablissant la croissance.

Une nouvelle manière de voir et de compter

IL serait essentiel de travailler au développement d'une sorte de « comptabilité nationale sociale » de même nature que la comptabilité nationale économique et financière qui a vu le jour après la seconde guerre mondiale. Si des indicateurs tels que la production industrielle, le PNB par habitant ou le taux d'épargne brut national des ménages sont désormais internationalement reconnus comme une mesure valide de l'état économique d'un pays, pourquoi la mortalité infantile, les taux de malnutrition ou les insuffisances pondérales à la naissance ne sont-ils pas admis comme des mesures tout aussi valides, mais surtout également essentielles, de la situation de ce même pays ?

L'un des objectifs centraux des politiques de stabilisation et d'ajustement économique consiste à réduire la consommation, de manière à réorienter une partie de la richesse nationale vers la production et l'investissement. Une telle politique rend à peu près inévitable sinon un blocage complet des salaires, du moins un très net ralentissement de leur progression. Mais comme il est très difficile de maîtriser des taux d'inflation parfois extrêmement élevés, le pouvoir d'achat s'en trouve frappé de plein fouet. Le revenu des ménages engagés dans le secteur monétarisé de l'économie soit décline directement, soit augmente à un rythme moindre que celui de l'inflation. Etant déjà en dessous ou à la limite du seuil de pauvreté, les ménages tentent de maintenir leur faible niveau de consommation en réduisant ou en éliminant leur taux d'épargne ; en vendant une partie des biens dont ils disposent ; en forçant leurs enfants à abandonner l'école et à travailler ; et finalement en s'endettant. Mais une telle série de mesures n'est même pas à la portée des plus pauvres ; pour eux, une réduction du pouvoir d'achat se répercute directement sur le niveau de consommation alimentaire.

Un autre facteur essentiel à prendre en compte est donc celui du prix des produits alimentaires de base. Au cours des dix dernières années, dans le tiers-monde, les prix alimentaires ont augmenté plus vite que les taux moyens d'inflation. Cela est particulièrement vrai lorsqu'une politique d'ajustement économique impose aux producteurs d'augmenter les prix pour relancer la production agricole, et que les produits importés (tels que le riz, le blé, etc.) sont rendus beaucoup plus chers par les fortes dévaluations imposées par les politiques de stabilisation de la balance des paiements. Mais comme l'élasticité de la demande par rapport au prix est assez élevée en matière de produits alimentaires pour les plus pauvres, un accroissement des prix induit une réduction plus que proportionnelle de leur consommation (4). On imagine alors l'impact cumulé d'une chute du revenu et d'une hausse des prix des produits alimentaires de base. On nous explique que les plus pauvres « se rabattent » alors sur des aliments moins riches en éléments indispensables mais tout aussi caloriques. Adieu alors aux protéines, vitamines et minéraux, dont les enfants et les femmes enceintes ne peuvent évidemment pas se passer... De toute façon, les plus pauvres ont déjà épuisé toutes possibilités de substitution. Il ne leur reste plus qu'à amputer davantage encore leur ration alimentaire, et à grossir les rangs des 730 millions de personnes victimes de malnutrition qu'a recensées la Banque mondiale de par le monde.

On nous dit, d'autre part, que la flambée des prix alimentaires, et par voie de conséquence la malnutrition, serait surtout un phénomène urbain en Afrique, qui épargnerait le monde rural. Celui-ci, même, bénéficierait de l'augmentation des prix aux producteurs. En fait, s'il est vital de redresser le revenu des agriculteurs pour relancer la production alimentaire, ce que l'on « redresse » n'est bien souvent que les prix des cultures de rente. Les petits agriculteurs, eux, c'est-à-dire les plus pauvres, sont essentiellement engagés dans des cultures vivrières, dont ils ne consomment d'ailleurs pas l'intégralité, car il leur faut bien en vendre ou en échanger une partie pour couvrir leur dépenses non alimentaires, si faibles soient-elles, voire, dans certains cas, pour acheter des denrées alimentaires qu'ils ne produisent pas eux-mêmes.

Si les prix du manioc, de l'igname ou de la banane n'ont pas été relevés alors que l'ont été ceux du maïs, du riz et des produits non alimentaires de consommation courante, on imagine aisément l'effet produit sur le revenu de ces petits paysans. La part du budget familial allouée aux dépenses de santé, d'éducation, d'amélioration de l'habitat, déjà des plus faibles, chutera davantage. Or on n'assure pas la croissance d'un enfant en le nourrissant exclusivement de manioc, produit riche en calories mais à valeur protéique nulle.

Mais les politiques de stabilisation et d'ajustement frappent aussi les dépenses des Etats et se portent – pourquoi ? – d'abord, le plus souvent, sur les budgets de santé et d'éducation. Ainsi a-t-on assisté au déclin des dépenses publiques par habitant dans les secteurs sociaux entre 1979 et 1983. Les dépenses de santé, au cours de ces quatre années, ont littéralement chuté dans 60 % des pays d'Amérique latine et dans presque la moitié des pays d'Afrique. Le phénomène a été moins marqué en Asie, où environ 30 % des pays enregistrent un recul. Le domaine de l'éducation a été frappé dans une moindre mesure, mais enregistre pourtant une baisse dans 59 % des pays d'Amérique latine, 33 % de ceux d'Afrique et 17 % de ceux d'Asie. En outre, selon les données préliminaires dont on dispose, on constate une aggravation de ces tendances pour 1984 et 1985.

Or cette chute des dépenses publiques atteint précisément des secteurs déjà exsangues de ces économies. Dans un grand nombre de pays africains, les dépenses en capital des ministères de la santé ont été soit purement et simplement supprimées, soit réduites à leur plus simple expression. Les dépenses de fonctionnement se limitent au paiement des salaires des personnels. Il ne reste plus rien, ou presque, pour l'entretien des bâtiments et des véhicules, ou pour fournir une indemnité de subsistance aux fonctionnaires qui doivent partir en mission sur le terrain. Quoi de plus démoralisant pour le personnel local, isolé dans la brousse ou la forêt, privé de tout moyen de fonctionnement ? Un exemple : ces écoles primaires dans lesquelles il pleut faute de réparation de la toiture, et où les élèves des classes moyennes et terminales doivent gommer de leurs cahiers la leçon de la veille, faute de papier. Toutes ces structures vides ne tardent pas à être abandonnées par ceux-là mêmes qu'elles étaient censées servir. Si les taux de fréquentation scolaire déclinent, c'est à la fois parce que la crise impose le travail des enfants mais aussi parce que l'école ne peut plus remplir son rôle. Les instituteurs, découragés, s'en vont. Ainsi le Ghana, par exemple, a perdu 4 000 maîtres qualifiés entre 1977 et 1981. Dans ce même pays et pour les mêmes raisons, le taux de fréquentation des dispensaires ruraux et des hôpitaux de district n'atteignait plus en 1984 que 58 % de son niveau de 1979 (5).

* Respectivement directeur général adjoint du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et représentant de l'UNICEF au Ghana.

(1) UNICEF, *Analyse de la situation de la mère et de l'enfant au Ghana*, Accra, Miméo, 1984.

(2) UNICEF, *A portée de main : un avenir pour les enfants d'Afrique*, 1985 ; UNICEF, *l'Impact de la récession sur les enfants*, 1984 ; *Rapport sur la situation des enfants dans le monde*, Oxford University Press.

(3) Arden Miller, « Infant Mortality in the US », *Scientific American*, 1985, et Congressional Budget Office, *Reducing Poverty among Children*, mai 1985. Cette étude démontre que 22 % des enfants américains étaient en dessous du seuil de pauvreté en 1983. Le pourcentage était de 14 % en 1969.

(4) Behzman et Deolalikar, New-York, 1986.

(5) UNICEF Ghana, 1985, *Adjustement Policies and Programmes to Protect Children and Vulnerable Groups*.

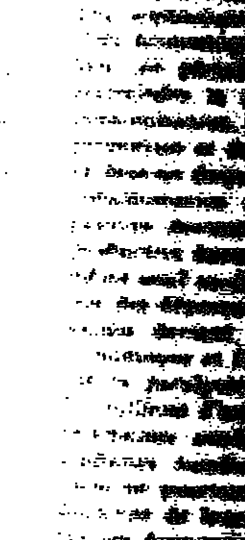
MENU

Du foie gras pour le tiers-monde

Le Rotary International et *le Figaro Magazine* lancent une campagne, Polio +, placée sous le haut patronage de Mme Michèle Barzach, ministre délégué de la santé et de la famille.

L'achat d'un bloc de foie gras (de canard) pour la somme modique de 360 F permet de financer, grâce à la « marge de vente », 571 doses de vaccin. Pour 750 F, on peut acquérir six bouteilles d'eau-de-vie de fruits et offrir ainsi 714 doses de vaccin. Les esprits les plus charitables pourront également, en achetant pour 8 300 F un collier en or jaune (poids : 16,1 g), favoriser la vaccination de 14 964 enfants.

Il y a quelques siècles, pour gagner une part de paradis, les fidèles achetaient des indulgences. Aujourd'hui, en prime, ils peuvent recevoir du foie gras.



Contestation d'un « modèle »

Le Fonds monétaire sous le feu de la critique

Par PHILIPPE NOREL

DANS un ouvrage sans doute appelé à faire référence (1), Marie-France L'Hériteau nous invite à un examen très méthodique des interventions du Fonds monétaire international (FMI). De la description des mécanismes de financement propres à cette institution à la critique des mesures qu'elle préconise, en passant par l'histoire de la « conditionnalité » et les présupposés du modèle de politique économique du Fonds, ce parcours est particulièrement riche et systématique.

L'histoire de la conditionnalité rappelle comment, peu à peu, le Fonds a franchi les limites de ses prérogatives, pourtant définies au moment de l'accord de Bretton-Woods en 1944. Paradoxalement, c'est en s'appuyant sur les critiques faites à son action – notamment quant au caractère inégal des contraintes imposées à la Grande-Bretagne, d'une part, aux pays en voie de développement, d'autre part – que le FMI s'est forgé les moyens d'une intervention plus musclée dans les pays du tiers-monde...

Mais c'est surtout la description du modèle de politique économique inspirant l'action du FMI qui retient l'attention. L'auteur montre ainsi les origines monétaristes des conceptions du Fonds visant, face au déficit extérieur, à privilégier le rééquilibrage interne (quantité limitée de monnaie, équilibre du budget de l'Etat) : si la demande intérieure est ainsi contenue, les firmes locales seront encouragées à vendre sur un marché extérieur davantage porteur, tandis que l'appel aux importations sera diminué. Qui plus est, le Fonds a enrichi ce modèle à la suite des critiques du courant « structuraliste », selon lesquelles le rééquilibrage interne était incapable à lui seul de restaurer la balance extérieure : il convenait alors, plutôt que de diminuer la demande (car cela entraîne une régression économique et sociale), d'augmenter l'offre de produits en agissant sur les conditions mêmes qui déterminent l'effort productif (planification, encouragements de l'Etat, modernisation volontariste...). Saisissant ce discours au bond, tout en le prenant à rebours, les théoriciens du Fonds ont peu à peu codifié dans la pratique leur idée qu'un soutien réel à l'offre de produits passe nécessairement par une libéralisation tous azimuts (fin des monopoles et des interventions de l'Etat, privatisation des sociétés publiques, abrogation de toute protection...). Et cela bien que seuls les pays qui se sont peu ou prou protégés des importations aient réussi à stabiliser ou à inverser leurs déficits extérieurs.

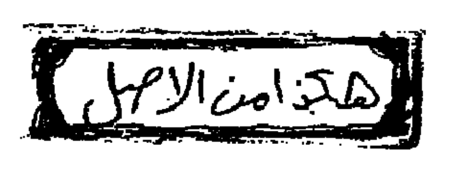
L'auteur montre les coûts économiques et sociaux des programmes d'ajustement (inflation accrue dans les premières années, chômage et baisse du niveau de vie des milieux populaires) ; l'inflation provoque en effet un transfert de revenus vers les couches les plus favorisées du pays, ce qui est censé favoriser l'épargne et l'investissement... Sur le plan externe, elle critique vivement l'adhésion du Fonds au principe d'une spécialisation en fonction des avantages comparatifs dans la mesure où la dévaluation, censée favoriser l'exportation, crée artificiellement des avantages comparatifs (dans l'agriculture et l'industrie légère) au détriment d'investissements plus utiles dans des branches à forte productivité.

SUR le même sujet, un autre ouvrage rédigé par quatre universitaires allemands pourra paraître moins méthodique et parfois plus confus (2). Le lecteur intéressé (et anglophone) aurait cependant tort de le négliger, ne serait-ce que pour les six études de cas qu'il présente. Il y trouvera également une intéressante mise en perspective de l'endettement des différents pays selon un classement établi non pas en fonction de la dette totale rapportée au produit national brut (PNB), mais d'après cette dette totale rapportée au revenu national, une fois déduites les sommes destinées à la satisfaction des besoins élémentaires de survie. C'est ainsi le revenu excédentaire en regard des besoins de base qui constitue l'indice d'une véritable capacité à rembourser. A ce jeu-là, le Bangladesh et la Corée du Sud, dont la dette représente environ un tiers du PNB, doivent respectivement 34 % et 111 % de leur revenu « excédentaire », taux plus conforme à leur situation respective. Le lecteur découvrira aussi une analyse synthétique des causes internes de l'endettement des années 70 et 80 : industrialisation très consommatrice de capitaux, négligence de l'agriculture, difficulté de diversifier les exportations, réformes sociales induisant un financement extérieur, corruption et gigantisme technologique, militarisation.

Mais, outre un bon passage sur les prêts d'ajustement structurel mis en place en 1980 par la Banque mondiale, ce sont les propositions pour sortir de l'endettement qui font l'intérêt de l'ouvrage. Reprenant la thèse d'un remboursement de la dette en monnaie locale (et d'une utilisation de ces fonds au titre de l'aide au développement), les auteurs insistent sur trois éléments. En premier lieu, les mesures d'ajustement ne devraient pas être supportées par les seuls pays débiteurs, mais aussi par les créanciers – n'est-ce pas, du reste, l'idée de M. Reagan quand les Etats-Unis sont en déficit à l'égard du Japon et de Taïwan ?... D'autre part, une profonde réforme des modalités d'intervention du FMI est nécessaire : extension des facilités de financement compensatoire, augmentation des fonds prêtés, assouplissement des conditions de remboursement et des critères de performance, démocratisation des instances de décision. Enfin, il convient de mettre en place des éléments de conditionnalité qui favorisent un développement effectif, répondant à la satisfaction des besoins essentiels et fondé sur la consommation de masse. Même si cet élément du programme laisse largement le lecteur sur sa faim – notamment par l'absence de critique de la notion très onusienne de besoin essentiel, – l'ouvrage a le grand mérite de poser un problème incontournable.

(1) Marie-France L'Hériteau, *le Fonds monétaire international et les pays en voie de développement*, PUF/IEDES, Paris, 1986, 277 pages, 155 F

(2) Peter Korner, Gero Maass, Thomas Siebold, Rainer Tetzlaff, *The IMF and the Debt Crisis-a Guide to the Third World's Dilemmas*, Zed Books, Londres, 1986, 186 pages.



TERME DEVIENT CONTRE-PRODUCTIF

un pseudo-réalisme qui coûte fort cher

Pourtant, il n'existe aucune fatalité du « coût social » de l'ajustement, de la stabilisation et de la récession. La prise en compte de l'impact social des politiques d'ajustement doit être placée, précisément, au cœur même de ces politiques. Le maintien d'un niveau nutritionnel minimal pour les groupes vulnérables, la garantie de l'accès aux services de base seraient-ils des objectifs moins fondamentaux d'une politique de redressement que le rééquilibrage de la balance des paiements, la réduction du déficit budgétaire et le contrôle de l'inflation ? Une telle approche « élargie » du processus d'ajustement ne répond à l'évidence pas seulement à une logique « humanitaire », mais aussi à des impératifs économiques.

Fort heureusement, au cours des douze derniers mois, le concept de l'« ajustement à visage humain » a fait du chemin et la nécessité d'une approche plus élargie dans ce domaine est de plus en plus acceptée. La plupart des organisations internationales concernées s'en font l'écho. Pour ne citer que quelques exemples, le secrétaire général des Nations unies faisait en septembre 1986 la déclaration suivante : « *Les rigueurs qu'impliquent les ajustements économiques de ces dernières années supposent une dimension de plus en plus politique, tant au niveau national qu'au niveau international... De nombreuses agences des Nations unies ont attiré l'attention sur l'impact économique que les réductions budgétaires radicales ont sur les services sociaux et les niveaux de vie des pays en voie de développement, notamment les réductions qui compromettent la santé et l'éducation des générations futures.* »

M. de Larosière, directeur général du Fonds monétaire international, dans une adresse annonciatrice d'un esprit nouveau prononcée devant le Conseil économique et social de l'ONU au mois de juillet 1986, déclarait sans ambages : « *Il est clair qu'un ajustement qui prend la forme d'une augmentation des exportations, de l'épargne et de l'investissement, et d'une amélioration de l'efficacité économique contribuera davantage à la croissance qu'un ajustement qui repose sur une réduction des investissements et des importations. De même, un ajustement qui tient compte des besoins essentiels des groupes sociaux les plus vulnérables en matière de santé, d'alimentation et d'éducation préservera mieux le bien-être des populations qu'un ajustement qui s'opère au mépris de ces éléments. Tout cela veut dire que les autorités doivent non seulement se demander si elles résorberont le déficit budgétaire, mais aussi se soucier de la manière dont elles s'y prendront.* »



(Gilles Peren-Magnum)

A BOGOTA, COMME DANS TROP DE VILLES DU TIERS-MONDE
Un seuil de pauvreté qui entrave le développement

Renoncer à protéger des enfants à un stade critique de leur développement *physique, intellectuel et émotionnel*, c'est hypothéquer l'avenir. C'est créer d'inextricables problèmes de société. Comment ne pas voir que la démarche, sur ce point, devrait donc être quelque peu sophistiquée ? Certes, les nécessités économiques au sens strict imposent, en période de redressement, de restreindre la demande globale et la consommation. Mais tout est affaire de proportion et de degré. Il y a un seuil en dessous duquel toute réduction de la consommation des ménages les plus pauvres devient complètemen contre-productive économiquement. Il y a un même seuil au-delà duquel toute réduction des dépenses publiques en matière sociale devient un véritable non-sens économique et financier. La poliomyélite va paralyser à vie dans le monde 2,5 millions d'enfants au cours des dix prochaines années. Ce seront autant d'adultes handicapés qui non seulement ne pourront contribuer à la productivité de leurs pays, mais pèseront sur ces économies d'un poids que l'on aurait pu éviter.

Ainsi la vaccination des enfants, pour ne citer que cet exemple, apparaît-elle comme une contribution vitale au développement économique et *non pas une de ses résultantes*. C'est également un des investissements les plus rentables qui soient sur le plan financier. Aux Etats-Unis, il a été établi que le coût total de la vaccination contre les trois principales maladies infectieuses s'élève à 96 millions de dollars par an. Sans un tel programme, le coût du traitement hospitalier et à domicile de ces mêmes maladies serait de 1 400 millions de dollars par an. D'après le docteur William Foege, ancien directeur du Center for Disease Control d'Atlanta, la rentabilité des campagnes de vaccination est encore plus élevée dans les pays en voie de développement où morbidité et mortalité sont encore bien plus fortes.

Est-ce à dire qu'une approche plus humaine des politiques de redressement et de stabilisation économiques constitue nécessairement un exercice coûteux ? Certes non, car il est possible de faire infiniment plus avec le peu de ressources actuellement disponibles, en restructurant les dépenses publiques et en les orientant par priorité vers des interventions simples, peu coûteuses, axées sur les communautés villageoises.

Miser sur les petits producteurs

IL faut d'abord restructurer le secteur productif : l'agriculture, les services, l'industrie, et cela en mettant systématiquement l'accent sur les petits producteurs et ceux qui opèrent dans le secteur dit « informel » de l'économie. C'est là que vivent les plus pauvres et les plus vulnérables, c'est là *aussi qu'une amélioration substantielle* peut intervenir, infiniment plus vite qu'on ne le croit et sans mobilisation de financements considérables. Il faut garantir aux acteurs économiques opérant dans ces secteurs un accès réel au crédit et au marché intérieur. L'effet direct de croissance induit par une telle politique surprendrait beaucoup d'entre nous.

Prenons l'exemple des politiques agricoles : les services de recherche et d'extension sont trop souvent orientés exclusivement vers les cultures de rente ou des denrées cultivées dans de vastes exploitations. Rien, ou bien peu, n'est fait à l'heure actuelle pour les petits exploitants cultivant des surfaces réduites où poussent l'igname et le manioc. Ceux-là plus que d'autres ont besoin des conseils et du soutien des services d'extension agricole. Ne sont-ils pas ceux, après tout, qui produisent la plus grande partie de ce qui est consommé ? Ne faut-il pas accorder plus d'attention aux besoins des femmes, pour dynamiser leur rôle économique ? *Une organisation comme* l'UNICEF se plaît à évoquer « *la paysanne africaine et son mari* » reconnaissant par là qu'en Afrique la contribution des femmes à la production alimentaire est de l'ordre de 80 %.

Isolés, les petits exploitants le sont dans tous les sens du terme. Les grands axes routiers n'ont pas été conçus pour les aider à distribuer leurs faibles sur*plus de production* et à *recevoir de* l'extérieur les quelques produits de base dont ils ont besoin. L'absence de pistes, d'un réseau, même élémentaire, de communication pèse lourdement sur leur budget. Il a été découvert qu'en Afrique le prix au producteur peut être parfois réduit de 25 % lorsque l'exploitation agricole se trouve éloignée d'un axe routier. Il est grand temps de réconcilier politique agricole et politique des transports. Tout comme il faudrait réconcilier la politique industrielle et celle des services avec l'existence de fait des « petits métiers » dans les zones urbaines et péri-urbaines. Ces derniers ne sont pas tou*jours un « secteur tertiaire parasitaire »*. Là encore une analyse plus fine et une politique plus sélective s'imposent de façon à pouvoir mobiliser tout le potentiel réellement productif.

Mais plus importantes encore sont la réforme et la restructuration des secteurs sociaux eux-mêmes. C'est là surtout que le peu de ressources disponibles doit absolument être utilisé à plein. Les politiques de santé publique constituent sans doute l'exemple le plus frappant. Il y a presque dix ans maintenant, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'UNICEF organi*saient à Alma-Ata, en Union soviéti*que, la première conférence sur les soins de santé primaires. Il s'agissait d'encourager les Etats à s'orienter en priorité vers un certain nombre d'interventions de santé publique, simples techniquement, peu onéreuses, que les communautés villageoises pouvaient soutenir par elles-mêmes sans difficultés majeures, et qui devaient avoir un impact considérable sur le niveau sanitaire des populations. Il s'agissait de renforcer les services de santé maternelle et infantile, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, l'alimentation et la nutrition.

Quelques années plus tard, l'UNICEF en collaboration avec l'OMS précisait encore le concept en mettant en avant certaines interventions spécifiques telles que la vaccination, la réhydratation par voie orale dans les cas de maladies diarrhéiques, la généralisation de l'utilisation de courbes de croissance pour suivre le développement physique de l'enfant et pouvoir de ce fait intervenir à temps en cas de malnu*trition... Toutes ces mesures sont* valides médicalement, simples techniquement, et peuvent être généralisées à l'ensemble des communautés de base de tous les pays du tiers-monde. Elles sont aussi fort peu coûteuses. Mais elles ne sont pas gratuites. Leur mise en place demande avant tout une redistribution des ressources existantes. Il faut faire moins pour la médecine coûteuse axée sur les hôpitaux et plus pour une médecine réellement communautaire, curative certes mais surtout préventive, organisée dans les villages.

A cet égard, la découverte de M. Mahbub Ul Haq, ministre pakistanais du plan, alors qu'il détenait encore le portefeuille des *finances*, est édifiante, lorsqu'il avoue : « *Je me suis rendu compte, à ma grande surprise, qu'il avait été possible de financer une campagne accélérée d'immunisation de tous les enfants à travers l'ensemble du territoire national, grâce aux économies résultant du report de la construction d'un seul hôpital coûteux.* »

Or trop souvent cette *redistribution* des ressources n'a pas totalement eu lieu. Le budget alloué au fonctionnement de grands hôpitaux centraux reste largement supérieur, dans une majorité de pays en voie de développement, à celui que l'on affecte aux soins *de santé primaires à l'échelle nationale*. Il est urgent d'avoir le courage – car c'est de cela qu'il s'agit – de modifier les flux financiers en faveur de la médecine communautaire. Il n'est pas rare, en saison des pluies, de voir jusqu'à 80 % des admissions dans les services de pédiatrie des hôpitaux centraux porter sur des cas de déshydratation due à des maladies diarrhéiques banales. Les enfants sont souvent amenés trop tard, de trop loin, dans un état grave nécessitant un traitement coûteux *qui ne fait pas toujours* les miracles que les patients en attendent. Il aurait été à la fois infiniment plus efficace médicalement et moins coûteux financièrement d'administrer à l'enfant, à la maison, une solution de réhydratation. Il ne faut pour cela que du sucre et un peu de sel dissous dans de l'eau bouillie (6). Pour biblique qu'elle soit, la simplicité d'une telle recette *n'a pas encore été totalement* acceptée.

En réalité, une telle politique suppose un transfert de pouvoir de la profession médicale vers les agents de santé de villages, les accoucheuses traditionnelles et, finalement, les mères elles-mêmes. Il faut donc que le processus de développement soit remis entre les mains des communautés de base. C'est vrai en matière de santé publique, c'est vrai en matière agricole, et dans bien d'autres domaines. C'est aussi un *processus rendu particulière*ment nécessaire par la crise, et dont les politiques d'ajustement structurel pourraient, et devraient, se faire l'instrument (7).

On peut donc faire plus, infiniment plus, avec les budgets existants. Mais nous ne devons pas pour autant vivre dans l'illusion. La redistribution de la pénurie ne constitue pas la panacée. C'est une condition sans doute nécessaire mais certainement insuffisante pour un redressement véritable. Les pays *qui* ont eu le courage de se lancer dans un processus de redressement et d'ajustement de leur économie sont en droit d'*attendre un supplément de res*sources de la communauté internationale. Le problème de la dette ne va pas, ne peut pas disparaître. Il pèse comme une menace permanente au moment même où les pays ont le plus besoin de sécurité pour reprendre une dynamique nouvelle en vue d'une croissance accélérée, qu'elle soit économique, financière ou sociale. Tout le processus apparaît ainsi comme un énorme château de cartes, vulnérable au moindre souffle. Le programme tout entier est à la merci, *dans la plupart* des pays, d'une modification brutale des cours du pétrole, des taux d'intérêt, d'une sécheresse ou d'une chute des cours de la principale matière première d'exportation.

Or les *experts estiment qu'un choc* interne de ce type a de fortes probabilités de se produire d'ici à 1990, qui viendra bouleverser tout l'édifice. Il faut donc que la communauté internationale ait le courage d'affronter cette réalité et de mettre des ressources supplémentaires à la disposition des pays qui se sont engagés dans des efforts de redressement. C'est toute la crédibilité *du concept même d'ajustement qui est* en jeu.

A cet égard, les mentalités ont largement *évolué, tout récemment*. Le plan Baker, la récente session des Nations unies sur l'Afrique, les déclarations de personnalités du monde politique, économique et financier citées plus haut, celle du nouveau président de la Banque mondiale, M. Barber B. Conable, notamment, sont autant de signes que, peu à peu, les esprits évoluent. Si certains donateurs sont prêts, si certains gouvernements du tiers-monde s'engagent, si la plupart des grandes agences multinationales sont actives, qu'est-ce donc alors *qui nous retient* ?

RICHARD JOLLY
et DENIS CAILLAUX.

(6) Il faut exactement : huit cuillerées à café de sucre et autant de sel dissous dans un litre d'eau bouillie.

(7) Voir à ce sujet le numéro spécial sur la dimension humaine des politiques de développement, Banque mondiale, *World Development Report*, Oxford University Press, 1980.

Pour une autre conception de l'« ajustement »

Une approche nouvelle de l'ajustement, « ajustement à visage humain », pourrait-on dire, comprendrait trois points :

● *Premièrement*, compter clairement parmi les objectifs d'une politique d'ajustement minimaux, la sauvegarde des services sociaux de base et l'engagement à protéger les niveaux nutritionnels des enfants et d'autres groupes particulièrement vulnérables de la population d'un pays.

● *Deuxièmement*, intégrer au processus d'ajustement les éléments suivants :

a) Des politiques macro-économiques plus largement entendues, tendant à soutenir les niveaux de production, d'investissement et de satisfaction des besoins humains pendant toute la durée de l'ajustement. L'ajustement structurel d'une économie prend normalement plus de temps que la stabilisation au sens classique. Un ajustement étalé dans le temps et des financements à moyen terme plus importants seront alors nécessaires.

b) L'usage de politiques « méso-économiques », quel que soit le cadre de la politique macro-économique, en vue de renforcer l'approche macro-économique pour plus d'expansion et de s'assurer que la satisfaction des besoins des groupes vulnérables aura la priorité. Ces « politiques méso » déterminent l'impact des politiques de taxation, de dépenses gouvernementales, de change et de crédit (parmi d'autres) sur la distribution des ressources et des revenus.

c) Des politiques sectorielles visant la restructuration du secteur productif pour renforcer l'emploi et les activités génératrices de revenus et accroître la productivité des activités à bas revenu, en mettant l'accent particulièrement sur les petits agriculteurs et les producteurs du secteur informel dans l'industrie et les services.

d) Des politiques visant davantage d'équité et d'efficacité du secteur social, en restructurant les dépenses publiques à la fois entre les secteurs et à l'intérieur des secteurs (surtout en privilégiant les services de base à coût modéré plutôt que les secteurs à coût élevé). Cela en s'assurant davantage que les interventions atteignent bien leur but et en améliorant l'efficacité de celles-ci par rapport à leur coût.

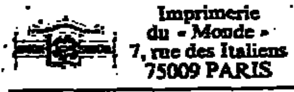
e) Des programmes compensatoires (de durée limitée pour beaucoup) afin de protéger la santé et la nutrition des populations économiquement faibles pendant toute la durée de l'ajustement, jusqu'à ce que la reprise de la croissance leur permette de faire face elles-mêmes à leurs besoins essentiels. Deux éléments majeurs de telles politiques : des projets de travaux publics soigneusement identifiés, utilisant une main-d'œuvre abondante ; des interventions en matière de nutrition, comprenant la subvention de produits alimentaires pour des groupes bien déterminés et une distribution directe de vivres aux groupes les plus vulnérables.

● *Troisièmement*, un système de surveillance des niveaux nutritionnels et de la situation sociale fonctionnant tout au long du processus de l'ajustement. Il faudrait donc se préoccuper non seulement de l'inflation, de la balance des paiements et de la croissance du PNB, mais également de la nutrition, du bilan alimentaire et de l'état sanitaire de la population. La proportion des ménages d'un pays tombant au-dessous d'un certain seuil de pauvreté devrait faire l'objet d'une surveillance particulière et être considérée comme l'une des données statistiques d'évaluation de l'ajustement.

R. J. et D. C.

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André FONTAINE,
directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS



Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

LES DÉRIVES DE LA CAMPAGNE

De l'antimarxisme à la

DÉSORMAIS, il existe de « bons » affamés qui ont droit à notre aide, et de « mauvais » pauvres qui, comme en Ethiopie, n'en sont pas dignes. Leur régime n'a pas l'heur de plaire aux nouveaux idéologues français, de M. Claude Malhuret à M. André Glucksmann en passant par Médecins sans frontières (MSF). La sélection est peut-être l'un des maîtres-mots de la pensée néolibérale; elle n'en est pas moins encore plus choquante lorsqu'elle s'applique à des principes humanitaires.

Par CHARLES CONDAMINES

« Si vous continuez à aider l'Ethiopie, vous êtes délibérément complices d'une dictature qui déporte les paysans et affame son peuple. Vous armez le bras du bourreau. Vos dons ne font qu'aggraver le sort des victimes : l'Ethiopie est marxiste. Si vous continuez à nourrir ce pion de Moscou sur le continent africain, vous faites, en outre, le jeu du communisme international. Jusqu'à présent, vous pouviez l'ignorer ; mais nous avons eu le courage de parler et désormais vous savez. Alors ne vous laissez plus mener par le bout du nez. N'allez surtout pas croire qu'en abandonnant l'Ethiopie vous commettez le péché de non-assistance à personne en danger ou que vous laissez le champ libre aux communistes : ils sont déjà là. Et avec eux, il est inutile de vouloir jouer au plus fin. Rappelons-nous Munich. Tant que les bourreaux ne respectent pas les droits de l'homme, il est impossible d'aider les victimes. Il ne faut rien donner. L'aide tue. »

Ainsi pourrait-on résumer le message (1) aujourd'hui proclamé : les Médecins sans frontières (MSF) apportent la légitimité pratique des hommes de terrain (*« Ils y étaient, on les a vus à la télévision »*). Des intellectuels fournissent les armes théoriques de leur antimarxisme. Liberté sans frontières (LSF) assurant le relais. Et M. Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé des droits de l'homme (2), apporte son concours financier au colloque organisé pour dénoncer les dangers de la pitié, et dont toute la presse a parlé (3).

Quand donc l'*« homme blanc »* cessera-t-il de *« sangloter »* ? Ici ou là, quelques voix discordantes se sont fait entendre. Celle de M. Bernard Kouchner : *« Il n'y a pas de bons ou de mauvais morts »* ; ou de Mme Françoise Giroud : *« S'en aller, c'est déserter. »* Mais les organisateurs du colloque avaient déjà répondu aux questions qui semblaient se poser.

Après s'être hissée aux avant-postes du combat contre la famine en Ethiopie, MSF a estimé ne plus devoir retenir sa langue (4). Elle a donc parlé et, comme on pouvait s'y attendre, elle a été expulsée à la fin de 1985. A ce jour, elle n'a été suivie par aucune autre organisation non gouvernementale (ONG) ayant des programmes dans le pays. Il y en a une cinquantaine.

Pourquoi cette bruyante exception ? : *« Nous sommes*, a répondu un participant au colloque, *une génération vaccinée au marxisme. Mais la génération suivante et les Anglo-Saxons ne le sont pas. Donc ils sont silencieux. »*

L'aide humanitaire a aussi des règles. Et notamment celle de ne pas sélectionner les bénéficiaires en fonction de leur sexe, race, religion, couleur politique ou valeur stratégique. C'est cette vieille vérité, mi-stoïcienne, mi-chrétienne, qu'au temps du tiers-mondisme déclinant les premières hirondelles du libéralisme avaient eu le mérite de rappeler. Au risque parfois de croire et faire croire qu'il n'y a jamais que des tubes digestifs à remplir ou des camps de récupération nutritionnelle à approvisionner. Et vint l'heure des brigades sanitaires et des commandos de la faim.

L'actuel débat a au moins le mérite de montrer que les choses sont plus complexes. La politique, comme on dit, ça existe partout. On ne peut trouver d'espace ou d'homme « abstrait » en dehors des armées, des partis, des impôts, des frontières et des Etats. Certains estiment que ces encombrantes réalités ne devraient pas exister et voudraient les enjamber ou les survoler. Mais lorsqu'elles se manifestent, il serait ingénu de faire semblant de tomber des nues en criant : *« Voyez comme ils sont méchants ! Ils nous empêchent d'exercer librement notre générosité. »* Et comme de fervents convertis dont les yeux se sont récemment ouverts, les mêmes passent à l'autre extrême et semblent conclure : *« Si elle n'est pas politiquement informée* (entendez anticommuniste), *l'aide humanitaire fait le jeu de Moscou. »*

Et ne seront finalement lavés de tout soupçon que ceux qui auront eu le courage de changer de camp. Avec armes et bagages. Face au grand Satan rouge, la neutralité est impossible, on ne peut que se battre (5). Il n'y a pas de milieu. Au moment où MSF condamne ceux qui continuent à aider l'Ethiopie de M. Menguistu, son président annonce son intention d'aller travailler du côté des maquisards éthiopiens. Je n'ai rien contre l'aide humanitaire aux populations habitant des régions contrôlées par des guérilleros ou des « terroristes », comme les appellent tous les pouvoirs en place, mais il n'est pas sûr que les « combattants de la liberté » sachent mieux que M. Menguistu faire la distinction entre budget civil et budget militaire (6). Il n'est pas non plus évident que, en matière de droits de l'homme ou de démocratie, ces embryons d'Etat soient plus respectables que les responsables de la « terreur rouge » régnant à Addis-Abeba. Des représentants des fronts du Tigré, de l'Erythrée et des Oromos étaient à la tribune du colloque, le 29 octobre. Quand on sait que, le plus souvent, ces leaders se réclament eux aussi du marxisme-léninisme, leur présence aux côtés de M. André Glucksmann, de Mme Simone Veil, de M. Bernard-Henri Lévy ou de M. Claude Malhuret avait quelque chose de surréaliste. Par rapport à M. Menguistu, ils ont l'avantage d'être plus faibles et de ne pas être en odeur de sainteté à Moscou.

Et encore n'est-ce pas tout à fait certain. *Via* Damas, dit-on, le Kremlin soutiendrait le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE). Si la guerre civile prenait fin, la présence et l'aide militaire de l'Union soviétique manqueraient d'arguments. En tout cas, certains dirigeants d'Addis-Abeba se sont émus du double jeu soviétique, notamment lorsque le parti Baas a renouvelé, en décembre 1984, son soutien au FPLE. Compensant ainsi partiellement la défection de l'Arabie saoudite.

Dans ce contexte, M. Menguistu fut invité en 1984 par Moscou à célébrer l'anniversaire de la révolution d'Octobre. M. Malhuret voit dans le rang qu'il occupait à la tribune officielle (deuxième place à la droite de M. Gorbatchev) la preuve d'une alliance privilégiée entre le PC soviétique et le jeune Parti communiste éthiopien. C'est possible. Comme il est aussi vraisemblable que la place de M. Menguistu (premier à droite de M. Gromyko) n'était ni plus ni moins que celle que la tradition accorde, en de telles circonstances, au chef d'un pays « à orientation socialiste ». Et que c'est justement parce qu'il y avait de l'eau dans le gaz que le Kremlin a jugé utile de choisir cette année-là le « général rouge » d'Addis-Abeba, qui avait en outre l'avantage d'être le président de l'Organisation de l'unité africaine : la vingtième réunion de l'Organisation devait aloir lieu dans sa capitale le 12 novembre.

Sinistres calculs

SELON André Glucksmann, le colonel Menguistu devrait se voir décerner un « super prix Lénine ». Dans un premier temps, il a laissé la faim réaliser ses macabres performances et décimer les populations les plus proches des foyers de guérilla. C'est le premier acte d'une pièce montée de A à Z, celui du silence imposé aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Rien ne doit, lors de cette étape, venir troubler les festivités du dixième anniversaire de la révolution. Elles sont fixées au 12 septembre 1984.

Certes, au mois de mars, la commission gouvernementale pour les recours et la reconstruction (Relief and Rehabilitation Commission, RCC) avait bien lancé un appel au secours (400 000 tonnes de céréales, estimation entérinée par la FAO), mais M. Menguistu savait bien que ces denrées n'arriveraient pas dans le pays puisque le principal port de débarquement était paralysé par des cargos soviétiques chargés de ciment et autres matériaux destinés à la construction de monuments officiels.

(1) Jean François, *Ethiopie, du bon usage de la famine*, Médecins sans frontières. Jean-Christophe Ruffin, *le Piège*, Lattès, Paris, 1986. André Glucksmann et Thierry Wolton, *Silence, on tue*, Grasset, Paris, 1986. Bob Geldof, *Alors, c'est tout*, Belfond, *Paris*. Jean-Pierre et Lily Franey, *Ethiopie, la face cachée*, Messidor, Paris, 1986. André Glucksmann, de son propre aveu, n'a séjourné que cinq jours en Ethiopie, alors que son livre était déjà sous presse. Lui-même et en partie Jean-Christophe Ruffin ne font souvent que reprendre dans leurs deux ouvrages les thèmes déjà énoncés par M. Malhuret dans son *Rapport confidentiel sur les déplacements de population*, décembre 1985. Dès le 21 décembre, *le Figaro Magazine* y consacrait un long article intitulé « Et si trop souvent la charité finançait l'hécatombe ? »

(2) Le rapport de M. Marcus à l'Assemblée nationale, à l'occasion du débat budgétaire 1987, nous apprend par ailleurs que MSF vient juste après la LICRA sur la liste des associations subventionnées par le secrétariat d'Etat aux droits de l'homme. Ces deux associations recevront respectivement 100 000 francs et 150 000 francs.

(3) Organisé par le Comité de vigilance sur les droits de l'homme en Ethiopie, le colloque s'est tenu le 29 octobre 1986 à Paris. Parmi les membres du comité d'initiative du Comité de vigilance sur les droits de l'homme en Ethiopie figurent, outre son président, le professeur Lwoff, MM. Rony Brauman, André Glucksmann, Laurent Fabius, Bernard-Henri Lévy.

(4) Dans *Valeurs actuelles* du 28 novembre 1985, le président de MSF, M. Rony Brauman, affirmait déjà la nécessité d'*« assujettir »* l'aide à un changement politique.

(5) On s'en souvient, certains membres de LSF ont appelé le président des Etats-Unis à intervenir militairement au Nicaragua.

(6) Sur l'instrumentalisation des bons sentiments par les oppositions armées, le livre de Ruffin est très documenté.

LA SÉCHERESSE ET LES DÉPLACEMENTS DE POPULATION

Fléau millénaire, douloureux réveil

Maître de recherche honoraire au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Jean Doresse est, par ses études, lié à l'Ethiopie depuis trente-cinq ans. Durant les premières années de la révolution, il a dirigé un programme du CNRS consacré à l'Ethiopie moderne et il reste un observateur direct des populations de ce pays. Son dernier séjour remonte au début de l'été 1986.

Par JEAN DORESSE

IL y a moins d'un an, une journaliste me montrant des clichés de la plaine tigréenne de Quoram, où elle avait vu s'entasser les mourants, me disait : « Ces lieux que vous avez connus verdoyants... » Certes, je me suis plusieurs fois arrêté en 1952 et 1953 dans ces parages du lac Achangui entouré d'une plaine à l'herbage rare, non moins desséché qu'aujourd'hui. Quinze ans plus tôt, les Italiens entreprirent de revivifier ce secteur, déjà ruiné par la misère (le lac Achangui est stérile parce que saumâtre) : ils cherchèrent vainement à pomper dans le sous-sol une eau qui soit potable ; ils tentèrent de déplacer de quelques kilomètres plus à l'ouest le village ; ce qui fut sans effets.

Que l'historien interroge les chroniques : les terres fertiles de l'Ethiopie n'ont cessé, depuis l'Antiquité, de se rétrécir. Le déplacement des capitales successives, d'Axoum vers Nazaré puis Lalibela, puis Debra-Berhan et jusque vers le lac Tana, a été provoqué par un dessèchement irrémédiable. Il y a mille ans, le nord du Tigré, dominant les ports de la mer Rouge, ce Nord où la civilisation axoumite devait construire des digues pour retenir les pluies, devenait inhabitable : tout comme le brillant royaume sud-arabe d'Himyar, subitement affamé par la rupture de la célèbre digue de Marib à la fin du sixième siècle, l'Ethiopie eût été rayée de l'histoire si elle n'avait pu transporter son centre sur les montagnes du Lasta. Si, il y a cent ans, l'on n'avait point enfin introduit l'eucalyptus, arbre à croissance rapide, Ménélik s'apprêtait à délaisser Addis-Abeba, déjà déboisée peu après sa fondation ; l'immense camp qu'était la capitale naissante eût plié bagages, et le cœur de l'empire n'eût cessé d'errer de plus en plus au sud.

C'était une tradition millénaire : les annales si loquaces des quatorzième et quinzième siècles décrivent les immenses camps qu'étaient les « capitales » éthiopiennes, avec pour centre des tentes d'un faste inouï : les églises et le palais. Ces camps ne se fixaient que pendant la saison des pluies, puis vaguaient en quête de régions fertiles, fuyant aussi les épidémies. Si l'on veut imaginer ces transferts, que l'on se reporte, par exemple, aux souvenirs du Britannique Rassam qui vit en février 1866 Théodoros II escorter une fourmilière humaine (qu'il évalue à 90 000 personnes) vers le sud du lac Tana, cherchant vers le Godjam des terres moins désolées. Ces déplacements ont parfois atteint une ampleur considérable sur une durée de quelques siècles : ainsi les migrations des Oromo (ou « Galla ») du sud vers le centre, du seizième au dix-neuvième siècle, qu'il serait erroné de qualifier d'« invasion » car leurs points de départ ne sont point extérieurs à l'Ethiopie.

Pasteurs ou agriculteurs, les Ethiopiens n'ont cessé de rechercher des terres nouvelles, soit encore vierges, soit – ce qui causait des pillages et des massacres – déjà occupées par d'autres habitants. Sans l'actuelle régulation de ces déplacements, les conflits périodiques entre ethnies voisines se seraient perpétués. La nature, le climat, imposaient ces mutations : j'ai vu en deux ans la vallée tigréenne du Mareb perdre ses derniers arbres (1953) ; de 1959 à 1962, au sud du Choa, des brousses verdoyantes, du lac Zway jusque vers Sheshamanné, se sont transformées en désert ; de même vers le Wollo pour la vallée du Robi, en bas de Dessié, d'où disparurent d'imposantes futaies tropicales. En 1972, dans le Sud-Ouest, il en fut de même pour les épaisses forêts des alentours du lac Chamo. A cette lente érosion se superpose, pour l'Ethiopie, un cycle climatique où alternent pluies diluviennes et sécheresses impitoyables, fatalité dont les caprices sont célèbres dès les temps bibliques (les années de famine de l'Egypte, des pharaons au Moyen Age, étaient les conséquences des sécheresses éthiopiennes).

Impossible réforme agraire ?

DÉJA sous le régime impérial, les plus responsables des hommes politiques éthiopiens avaient préparé une réforme agraire qui, retirant aux privilégiés leurs fiefs inexploités, eût transporté des paysans misérables sur des sols fertiles. Mais elle ne put aboutir : le premier ministre Aklilou Haptewolde, de formation moderne, ne cachait plus à ses collaborateurs que le décret de réforme agraire, chaque fois qu'il le remettait sur la table du souverain, s'en trouvait retiré par les mains mêmes de certains membres de la famille impériale. A chaque nouvelle famine dévastant une province, l'on « bouclait » celle-ci sous prétexte de troubles ou d'épidémies locales. En 1963, lors des cérémonies de la fondation de l'Organisation de l'unité africaine, l'on rafla dans les rues d'Addis-Abeba les miséreux qui, des provinces, affluaient périodiquement : ils furent refoulés loin de la capitale ; des enfants en bas âge oubliés dans des cabanes isolées où ces miséreux les avaient laissés y moururent d'inanition. Mais l'Ethiopie s'éveillait, et lorsque l'on arriva à la famine de 1971-1972, Addis-Abeba, devenue centre de bien des affaires africaines, vit affluer des journalistes dont l'attention fut attirée par le contraste entre ces larves humaines et la vie moderne de la capitale, et cette misère qui indignait même les Ethiopiens ne put plus être voilée.

Le régime révolutionnaire décida de lutter contre les famines par un programme devant mettre fin aux migrations anarchiques – et dévastatrices – du passé en implantant les paysans en communautés modernes et durables. Je fus témoin de la mise à l'étude de ces réinsertions, pour la préparation desquelles le gouvernement éthiopien consulta historiens, géographes et agronomes. Ce plan s'associait à une volonté d'abattre les barrières sociales, linguistiques et religieuses qui avaient jusqu'alors compartimenté la population.

L'alphabétisation des masses fut rondement menée. Mais la réorganisation agraire eût dû, pour réussir, s'effectuer avant toute nouvelle famine. Le retour d'un cycle de calamités dépassa les prévisions et le Comité militaire administratif provisoire (DERG) manqua d'un nouveau Joseph. J'étais d'emblée de ceux que ce plan inquiétait du fait que le déplacement de populations dans des régions nouvelles allait entraîner la dilution de cultures originelles et l'effacement de langues archaïques. De telles considérations pèsent peu. L'historien de demain rétorquera que l'Ethiopie, entrée dans la révolution avec vingt millions d'habitants, en comptait en 1986 quelque quarante-deux millions, et que en fin de compte, l'épouvantable famine de 1984-1985 semble avoir été efficacement endiguée.

Les transferts de populations affamées pouvaient-ils s'effectuer sans déchirements ? Commencés dans un affolement brutal et incompétent, ils aboutirent au désastre du camp de Quoram, aux images inoubliables. Qu'ils aient été dénoncés en leur temps a servi de leçon. Les actuels regroupements de villages aux alentours de Harar, l'œuvre italienne au Godjam et au Tigré que la télévision nous a montrés seraient mieux appréciés si nos commentateurs savaient comment jadis ces transferts s'opéraient, spontanément. L'initiative des autorités, particulièrement au Harar que je connais de près, a consisté à apporter eau potable, électricité, viabilité – avantages encore ignorés il y a trente ans – à des emplacements vers lesquels les habitations jusqu'alors éparses se sont concentrées. Cette même naissance de villages s'opérait spontanément naguère chaque fois qu'une route carrossable, qu'une ligne électrique, qu'un nouveau point d'eau étaient aménagés par le gouvernement impérial. La cabane éthiopienne faite de branchages et de pisé – même dans les bourgades – se transporte sans cesse.

Ce qui trahit le parti pris politique artificiel de la campagne de haine contre l'Ethiopie, ce n'est pas seulement qu'elle ne s'en prenne qu'aux transferts internes des Ethiopiens tout en approuvant l'enlèvement vers Israël de dix mille autres autochtones – les Falachas (1), – c'est son obstination à ressusciter des griefs stéréotypés.

L'Abyssinie de Ménélik II, dans la mesure où elle défendait ses frontières historiques et s'ouvrait à la modernisation – avec l'aide amicale de la France, – fut l'objet d'accusations démesurées de la part d'autres grandes puissances qui, complotant son démembrement, l'encerclèrent et lui contestèrent l'extension du chemin de fer et l'usage des eaux du Nil bleu. Dans les années 30, le fascisme mussolinien fit déferler jusque dans notre presse des vagues de griefs imaginaires contre l'Ethiopie de Haïlé Selassié, qu'elle s'apprêtait à envahir : le caractère mensonger de ces campagnes fut reconnu, mais trop tard pour éviter l'invasion.

Acharnement historique

DÈS 1971, une nouvelle campagne de presse internationale accablait l'empire vieillissant sous le juste prétexte d'une autre famine mais aussi sous des insultes aberrantes et devenait le détonateur d'une révolution que les Ethiopiens n'avaient point préparée. N'est-il pas stupéfiant qu'aujourd'hui certains cénacles aiguisent contre une Ethiopie radicalement différente de l'empire défunt des clichés trop pareils à ceux dont on accabla à trois périodes du passé son régime féodal aujourd'hui effacé ? Pourquoi cet acharnement à vouloir détacher la France de l'Ethiopie où sa très réelle influence culturelle, économique et technique se développe d'autant mieux que son prestige y est aujourd'hui fondé (qu'on le veuille ou non) sur les modèles que la révolution éthiopienne a délibérément tirés de notre propre Révolution, et que ce prestige s'y trouve quotidiennement renforcé par le travail humanitaire de plus de vingt organismes « non gouvernementaux » français ? L'amitié traditionnelle de la France pour l'Ethiopie susciterait-elle, comme naguère, la jalousie d'autres nations qui voudraient y prendre sa place ?

Aujourd'hui, malgré la nature implacable et l'hostilité de certaines puissances, l'Ethiopie remonte sur plusieurs points : alphabétisation, hygiène, économie, techniques ; elle bâtit la paix par une entente enfin constructrice avec la Somalie voisine. Quant à l'efficacité des aides internationales, on cite comme exemple l'œuvre de réimplantation conduite par l'Italie – qui montre le plein sens des transferts de populations en créant des villages nouveaux animés d'Ethiopiens sains et souriants. Si certains de nos compatriotes ne veulent point aider cette nation martyre à panser ses plaies, qu'ils s'abstiennent au moins de grossir, à la loupe des polémiques, ses multiples faiblesses héritées d'un passé où l'Occident multiplia contre elle les avanies.

(1) Cf. Jean Doresse, « Les Falachas et la civilisation éthiopienne », *le Monde diplomatique*, juin 1985. Voir aussi, du même auteur, « Ethiopie, Histoire », dans l'*Encyclopædia Universalis*, édition de 1985, et « Ethiopie, dix ans de révolution » dans les « Universalia 1986 » de la même encyclopédie.

CONTRE L'AIDE A L'ÉTHIOPIE

sélection des victimes...



(Hugues de Latude-Sygma)

LA FAIM DANS LA PROVINCE DU DARFOUR (SOUDAN) EN 1985
Quand on oublie les responsabilités de certains régimes

Une fois disparus les journalistes venus assister à une célébration scandaleuse (200 millions de dollars), une fois créé le Parti des travailleurs, l'auteur du désastre qui ravage le pays estime venu « *le meilleur moment pour l'exploiter* ». « *Subitement* », il autorise les caméras à officier dans deux camps de réfugiés. Et le 23 octobre 1984, la BBC diffuse cinq minutes de reportage dans son « Six O'Clock News », mettant ainsi le feu aux poudrières de la charité internationale. André Glucksmann ne tarit pas d'ironiques éloges : « *La maîtrise du temps a été parfaite... Sur le front de ce qu'il est convenu de nommer l'aide au tiers-monde, le colonel* [Menguistu] *manœuvre en César ; son champ d'opération est le réseau de communication de masse du monde libre. Les autorités éthiopiennes savaient ce qu'elles faisaient... Elles ont dès le début spéculé sur l'impact que produirait la vision de ces mouroirs sur les deux journalistes et, au-delà, sur l'opinion publique... Cette dictature franchement anti-occidentale rafle la majorité de l'aide fournie par la Communauté européenne et les Etats-Unis* (7). »

On peut essayer de prouver que M. Menguistu possède le pouvoir, la clairvoyance et la perversion du diable. On peut aussi observer que, en Ethiopie, il y a deux récoltes par an : l'une en mars, l'autre en octobre. Justement, en 1984, elles furent toutes deux insuffisantes. Et si, avant octobre 1984, les donateurs occidentaux n'avaient fourni que le quart des secours demandés en mars, peut-être avaient-ils choisi, pour des raisons évidentes, de soutenir les ennemis de M. Menguistu (8). D'où ces propos d'un évêque nord-américain tenant un enfant éthiopien dans ses bras devant les caméras : « *Voilà une victime de la guerre froide.* »

Quant à la loi du silence imposée jusqu'au début octobre, elle a connu plusieurs infractions. Fin mai 1980, un rapport de l'UNICEF estime que plus du quart des 20 millions d'affamés africains sont éthiopiens. En janvier 1983, l'organe gouvernemantal *Ethiopian Herald* affirme que la famine a déjà commencé à tuer et lance un appel à la communauté internationale pour affronter une « *situation désespérée* (9) ».

Enfin, trois mois avant les fatidiques célébrations du dixième anniversaire de la révolution, la BBC avait réalisé et diffusé un reportage sur les camps. Des extraits en furent montrés par les journaux de TF 1 et Antenne 2 (18 et 20 juillet 1984). Dans le deuxième, on pouvait voir un évêque se plaindre de l'insuffisance des secours. Sans succès.

On peut avec M. André Glucksmann estimer qu'en 1985 le gouvernement éthiopien a reçu trop d'aide alimentaire (10). Mais cette même année l'Egypte en a reçu davantage (1 800 000 tonnes) et le Sahel autant (1 200 000 tonnes). En 1984-1985, les pays de l'OCDE ont fourni 12 millions de tonnes d'aide alimentaire. Ainsi, même en additionnant les quantités reçues par les trois bénéficiaires mentionnés, on est encore loin des comptes établis par M. André Glucksmann.

Dans un tel contexte de guerre froide, il est facile de passer pour « collabo ». Quelques questions pourtant doivent être posées. L'aide occidentale a-t-elle pu, malgré tout, sauver des vies (11) ? En invoquant des raisons géographiques, la Banque mondiale et les Etats-Unis n'avaient-ils pas depuis longtemps préconisé des migrations de population du Nord vers le Sud ? Les aides militaires et humanitaires offertes aux guérillas de l'intérieur et de l'extérieur (12) ne sont-elles pas à ranger aussi parmi les causes de la famine ?

Alors ? Innocenter le colonel Menguistu à la manière des Amitiés franco-éthiopiennes ou de certains représentants du Secours populaire français ? Non. La réalité de la dictature, des camps, de la villagisation forcée et des déportations de paysans est suffisamment établie. Ce chien est assez méchant. Pas besoin de l'accuser d'être enragé. A moins de vouloir le tuer. Mais à notre sens cela dépasse le rôle des organisations humanitaires. Etant en outre entendu que nous ne sommes pas si innocents que sa bave ne doive jamais nous atteindre.

Hier tubes digestifs, avant-hier immaculée promesse d'une nouvelle *humanité et aujourd'hui diables* rouges. D'où nous vient cette tentation permanente de prendre la partie pour le tout ? Tout compte fait, la nouvelle simplification ne semble pas valoir mieux que l'ancienne. Vouloir tout réduire à la politique, et plus précisément au clivage Est-Ouest, revient à effacer et l'espace et le principe même de l'action humanitaire.

A force de l'aider, on avait sans doute oublié que l'Ethiopie est gouvernée par des militaires se réclamant du marxisme. Certains avaient peut-être pensé qu'il fallait profiter de cette famine du siècle pour dénoncer les *crimes perpétrés par le marxisme* africain, démontrer la carence de l'URSS et exalter la généreuse efficacité de l'Occident. L'occasion était belle, en effet. Mais M. Menguistu a finalement tiré les marrons du feu. Beaucoup éprouvent aujourd'hui l'impression d'avoir être grugés. Cependant, la situation est sans doute plus mouvante et complexe. Pour rester dans le domaine des catégories religieuses, si chères à certains, le tri définitif entre les bons et les méchants n'est pas encore fait.

> **Nos précédents articles**
>
> — *Les contradictions de la révolution éthiopienne*, par **René Lefort** (juin 1978).
>
> — Politique et alphabétisation en Ethiopie, par **Olga Kapeliouk** (mars 1981).
>
> — L'Ethiopie ou le socialisme impérial, par **Colette Braeckman** (octobre 1982).
>
> — Réforme agraire inachevée en Ethiopie : quand le paysan est tenu à l'écart des décisions politiques, par **Olga Kapeliouk** (avril 1984).
>
> — Politique et littérature : Ethiopie, les hommes dans la *révolution*, par **Olga Kapeliouk** (décembre 1984).
>
> — L'Ethiopie de la famine sous le feu des projecteurs : quand perdurent la sécheresse et la guerre..., par **Colette Braeckman** (février 1985).
>
> — Les falachas et la civilisation éthiopienne, par **Jean Doresse** (juin 1985).
>
> — Une pause dans le transfert des populations en Ethiopie, par **Giordano Sivini** (juillet 1986).
>
> — Au Soudan : l'autre désastre, par **Alain Gérard** (février 1985).

Ne pas se tromper de cible...

NOUS ne pouvons, sans renier nos propres valeurs, abandonner à leur sort ceux qui ont le tort ou la malchance d'être mal gouvernés. Mais est-il pratiquement possible d'aider les paysans éthiopiens à se nourrir ? Peut-*on concrètement ne pas engraisser* les bourreaux ? Y a-t-il entre la désertion et la collaboration une possibilité réelle ?

Il existe là-bas des organisations, notamment religieuses, dont on peut difficilement prétendre qu'elles ne sont rien d'autre que la pieuse et avenante *façade d'un régime soucieux d'améliorer* son image de marque. Récemment, un catholique a été nommé cardinal par Jean-Paul II. Il est probable qu'au moins celui-là n'est pas un collabo. Ne parle-t-il pas assez haut pour dénoncer les crimes de la dictature ? Une fois les comptes faits – et ils sont toujours plus difficiles à faire pour les autres que pour soi-même (13), – il lui paraît sans doute préférable de pouvoir conti*nuer à agir sur place.*

La CIMADE a choisi de travailler avec l'Eglise orthodoxe dont le chef doit être agréé par le parti. Sur ce point, M. André Glucksmann a raison. *Mais n'oublions pas* que la trop voyante compromission de cette Eglise aux côtés de Haïlé Sélassié lui a coûté la perte de son patrimoine et pas mal de persécutions. Elle regroupe 60 % de la population ; déjà très enracinée dans le peuple, elle serait en train d'accroître son influence comme institution refuge (14).

Tant que leur partenaire leur semblera assez crédible, il est probable que les ONG françaises regroupées au sein du collectif « Espoir-Ethiopie » ne relâcheront pas leur effort (15). Mais cette action n'a jamais revêtu pour elles l'importance prioritaire qu'elle a *pu avoir* pour d'autres. Etant entendu aussi qu'elles ne sont pas aussi ingénues, couardes ou seulement soucieuses de conserver leur *lucratif* fromage qu'on a parfois voulu le dire (16).

Pour les ONG qui interviennent en Ethiopie sans partenaire local, le problème se pose en termes différents. Pour *elles, les autorités de la capitale* ne sont pas seulement un point de passage obligé mais sans doute un aboutissement définitif, une sorte de *cul de* sac. Pour les Etats et dans une moindre mesure pour les organismes intergouvernementaux comme l'UNICEF, la FAO, etc., le seul partenaire possible en Ethiopie c'est le gouvernement.

A notre connaissance, la Communauté européenne continue d'être le premier partenaire commercial de l'Ethiopie, le lycée français de la capitale est toujours ouvert et, en 1985; l'essentiel de l'aide fournie l'a été par les Etats, et non par les ONG. De ce point de vue, l'actuelle campagne se trompe de cible. Au lieu de s'en prendre à celles-ci, les anciens et les nouveaux ministres, Mme Veil, M. Fabius, M. Malhuret..., feraient mieux de s'adresser d'abord à leurs gouvernements.

Le Parlement européen a récemment voté un crédit d'environ 15 millions de francs, en précisant que ces fonds devaient être gérés par des ONG. Une manière de souffleter le bourreau sans abandonner les victimes. Une fois encore, entre le tout et le rien, il existe au *moins* une petite marge.

Hier, pour profiter de la soupe populaire, il fallait montrer la carte du parti ou la recommandation du curé. Faut-il aujourd'hui être inscrit sur la liste reaganienne des « combattants de la liberté » ? Si, pour aider les laissés-pour-compte et les victimes, il faut *attendre que ceux qui les gouvernent* respectent les droits de l'homme, nous n'avons plus grand-chose à faire. Seule Amnesty International peut encore servir à quelque chose ; quand elle est aveugle, l'aide humanitaire peut financer des hécatombes. Quand elle est borgne ou porte des œillères, elle n'est pas moins dangereuse. Elle se fige en parti pris et en esprit de système, restant alors étrangère à beaucoup de membres de la famille humaine.

Dénoncer, informer, réfléchir pour *chercher à comprendre*, aider, cela est nécessaire. Mais il n'est pas sûr qu'une seule et même personne ou organisation puisse mener de front, et sur tous les fronts, cette quadruple exigence. Espérons que MSF ne sera pas plus indulgent avec les guérilleros qu'avec M. Menguistu. Souhaitons, surtout, que chacun fasse le maximum dans l'étroite marge de l'humainement possible. Cela exige un peu de modestie, de *tolérance et aussi, sans doute*, de silence. L'efficacité d'une entreprise humanitaire ne se mesure pas d'abord *au bruit qu'elle fait.*

Marc Aurèle a dit avoir « *deux patries, Rome et le monde* ». On n'a jamais su si c'était l'homme, l'empereur ou le philosophe qui avait tenu ces propos. Les frontières entre le prophète, le penseur, l'artisan et le prince sont toujours difficiles à tracer. La charité et le dévouement peuvent aussi être envahissants et conquérants. Mais si l'humanitaire sert directement de tremplin au politique, la confusion des genres finit par discréditer et l'un et l'autre.

CHARLES CONDAMINES.

(7) *Toutes ces citations sont extraites du* chapitre premier du livre d'André Glucksmann : « Un événement conditionné ».

(8) *Régulièrement classée par la Banque* mondiale parmi les cinq pays les plus pauvres du monde, l'Ethiopie n'occupe pas un rang similaire dans le classement des bénéficiaires de l'aide. En 1982, elle ne reçoit que 0,7 % du total de l'aide publique au développement, contre 4 % à l'Egypte, 1,9 % au Maroc, 1,2 % au Zaïre ou au Sénégal. En 1983, l'Ethiopie reçoit 250 millions de dollars contre 400 millions au Kenya, 930 millions au Soudan et *1,44 milliard à l'Egypte. Cf. Coopération pour le développement, examen 1984*, OCDE, pp. 252 et 258.

(9) *Voir par exemple New Ethiopia, revue* diffusée par la représentation extérieure de Me'isone, un mouvement socialiste aujourd'hui clandestin.

(10) Quant à nos positions sur l'aide alimentaire, voir notre article « De l'aide alimentaire à la construction d'une Afrique verte », *le Monde diplomatique*, mai 1986.

(11) Cf. *Défi*, Terre des hommes, janvier 1987.

(12) L'analyse des ressemblances et des différences entre l'Ethiopie et le Soudan mériterait une étude particulière.

(13) M. Malhuret devrait le savoir, lui qui, du point de vue des droits de l'homme, ne trouvait rien à redire à l'expulsion par charter d'une centaine de Maliens, car tout s'était passé conformément à la loi en vigueur. Sans *parler de ses doutes lors des manifestations* étudiantes de décembre 1986.

(14) Le 12 novembre 1986, des représentants des diverses Eglises éthiopiennes, notamment protestantes, déclaraient : « *Comme chrétiens nous devons aider les gens où ils sont. C'est le besoin actuel qui doit déterminer où notre aide doit être dirigée.* » C'était une allusion transparente aux déplacements de populations.

(15) Avec notamment le CCFD, la CIMADE, Frères des hommes, le Comité français contre la faim, etc. Le partenaire *local* est la *Catholic relief and development* association (CRDA), qui travaille avec la quasi-totalité des ONG, le plus souvent d'origine étrangère, présentes en Ethiopie. En décembre 1985, la CDRA a publié une déclaration répondant point par point aux « attaques publiques et privées » de MSF. On peut noter que l'organisation irlandaise Concern, et notamment le Père John Finucane, ont joué un rôle majeur dans la dénonciation par la presse mondiale de la destruction du camp d'Ibnat en avril 1985. Mais ils n'ont pas voulu aller plus loin.

(16) *La presse de ces mouvements* a publié des informations concernant la répression. Voir, par exemple, pour la CCFD, *Faim et développement*, décembre 1982. Pour Terre des hommes, *Défi*, juin 1984. L'article est rédigé par un membre du mouvement Me'isone, celui-là même qu'ont invité la CIMADE et Frères des hommes à donner des conférences publiques.

AU FORUM D'AGEN

OPA sur l'action humanitaire

SOUS couvert d'« aventure au XXe *siècle* », le quatrième forum international de la coopération volontaire s'est tenu à Agen du 23 au 26 octobre 1986, *sous* l'égide de la Guilde du raid. Marqué par les discours de MM. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé des droits de l'homme, et Michel Aurillac, ministre de la coopération, cette manifestation, qui réunissait quatre-vingt-quatorze associations et vingt-trois comités de jumelage représentant des collectivités territoriales, *s'est déroulée sous le signe* d'une triple OPA — *politique*, industrielle et *médiatique* — sur l'aide humanitaire.

M. Malhuret annonça une *meilleure coordination* de l'action, grâce à l'établissement d'une charte de l'aide humanitaire et à la création d'une Fondation *pour le mécénat* humanitaire. *M. Aurillac, dans une ambiance d'apologie libérale* du secteur privé, souligna que la vocation de l'Etat n'était pas de tout faire, que les associations recevraient moins de subventions mais qu'elles pourraient désormais présenter *des projets au Fonds d'aide* et de coopération (FAC). Se critique du tiers-mondisme accentua les inquiétudes de certains : à travers le FAC, n'allait-on pas trier entre « bonnes » et « mauvaises » associations ?

La création de la Fondation humanitaire, dirigée par le président du groupe Axa (1), a tout le caractère d'une OPA de type industriel sur le mouvement associatif. Usant d'un langage différent des politiques, les entrepreneurs paraissent aujourd'hui convaincus qu'une cause humanitaire est un aussi bon support qu'un grand voilier ou une automobile de formule 1. « Supplément d'âme », le tiers-*monde deviendrait ainsi* un outil de communication *pour l'entreprise; encore* faudrait-il que les exonérations fiscales *consenties* par l'Etat atteignent les taux pratiqués *dans les pays anglo-saxons.*

Ainsi, Citroën verse, sur son dernier modèle, 1 franc par voiture à Médecins du monde. L'association bénéficie du support du véhicule pour sa propre promotion, tandis que l'entreprise vend un « plus » humanitaire à ses clients. Plusieurs participants au colloque ont *souligné qu'un* excès de « sponsoring » en ce domaine risquerait fort de dévoyer les causes défendues.

M. Antoine Vaccard, *directeur du* développement à Médecins du monde, a relevé la progression du « marché de la générosité » en France. Par exemple, cinq millions de messages associatifs étaient envoyés par la poste en 1975; ils sont de 60 à 80 millions aujourd'hui. *Le* « bazar de la charité » se porte bien, mais l'avenir s'obscurcit car les rendements sont dégressifs. Des stratégies de communication de plus en plus sophistiquées sont alors mises en œuvre, où le *contenu du message est occulté* : le donateur et ses *mobiles sont mis au premier* plan, éclipsant la cause du tiers-monde.

OUTRE la coordination de l'aide et la fondation pour le mécénat humanitaire, une agence internationale de coopération volontaire va être mise en place. Elle proposera des activités de formation, un service d'aide technique et financière, *une branche d'information, de diagnostic et d'évaluation. Va-t-on, sous d'autres formes, constituer* des fondations sur le modèle libéral américain, spécialisées dans l'anticommunisme et l'antitiers-mondisme ?

Pour les années à venir, les associations de *développement, qui* connaissent bien le tiers-monde et n'y cherchent pas une aventure « ambiguë », ne devraient-elles pas « occuper » le forum d'Agen, qu'elles ont boudé cette année à cause des OPA grossières dont il était l'objet. Cette stratégie permettrait d'améliorer la qualité du débat et de ne pas laisser se constituer une organisation conservatrice, néolibérale, anti-tiers-mondiste, pour laquelle le tiers-monde n'est que le prétexte de *stratégies économiques. Est-il vraiment trop tard pour affirmer* que seul le développement par les populations concernées présente une perspective, le reste n'étant que divertissement ou manœuvre politique ?

BERNARD HOURS,
anthropologue (ORSTOM).

(1) Rassemblement de compagnies d'assurances, dont les Mutuelles unies et le Groupe Drouot.

LES DÉRIVES DE LA CAMPAGNE CONTRE L'AIDE A L'ÉTHIOPIE

Les droits de l'homme, privilège de l'Occident ou valeur universelle ?

Par CLAUDE LIAUZU *

QUEL est le sens des polémiques répétitives, des coups politiques et médiatiques multipliés par Médecins sans frontières ? Après s'être attaquée aux mouvements de solidarité avec le tiers-monde à travers le tiers-mondisme, aux ONG progressistes qui critiquent l'ordre mondial, l'association MSF vise les courants caritatifs les moins suspects d'idéologie. Elle brise ainsi *le* consensus minimum fondé sur la valeur vie, sur le scandale de la faim dont le chanteur Bob Geldof était devenu le symbole (1). Elle met en cause la déontologie de l'aide d'urgence dont Bernard Kouchner s'était fait le champion : *« Il n'y a pas de bons et de mauvais morts. »* C'est clair, comme le dit Bob Geldof, *« Bernard-Henri Lévy veut faire voter les affamés avant de les aider* (2) ».

Ce qui est moins clair, c'est cette ascension apparemment irrésistible de Liberté sans frontières (LSF), qui, désormais, a pour cible les bastions universitaires spécialistes du tiers-monde, et fait fonction de tête chercheuse néolibérale.

Seul le silence des intellectuels sur des questions-clefs, sur les rapports entre savoir, éthique et politique, sur leurs relations avec leur société, sur les rapports entre les composantes de cette société civile mondiale qui cherche à s'affirmer, a permis de telles manipulations. Seules les carences de la gauche ont permis ces points marqués avec des dés pipés par une droite qui n'est même plus masquée, qui ne cache même pas son adhésion aux projets de la droite américaine la plus musclée.

Il faut donc que les occasions fournies par la crise ne soient pas gâchées, que les questions de fond soient posées.

Premier problème fondamental, l'effondrement du tiers-mondisme — *qui charriait le pire comme le meilleur* — a ramené à un degré zéro la pensée mondialiste. La énième mort des idéologies a fait redécouvrir, sous les décombres, la valeur refuge des droits de l'homme. Miguel Benasayag en analyse toute la portée, ainsi que l'ambiguïté de la « réaction philosophique » qui s'en est emparée (3). C'est le terrain de manœuvre des néolibéraux.

Bien sûr, à exalter les guerres révolutionnaires et les bras armés des libérations nationales, certains n'ont pas vu les germes de l'Etat total ; à défendre le nouveau droit des peuples refusé par les grandes puissances, ils n'ont pas vu les risques de l'utiliser contre les droits de l'homme. Mais a-t-on oublié que c'est au nom de la supériorité de notre humanisme, de sa vocation universelle, que la gauche a légitimé la colonisation ? qu'une gauche nécrosée, dans les années 60, a justifié l'expédition de Suez et la guerre contre le nationalisme algérien ?

Ce que nous propose aujourd'hui le néolibéralisme, ce n'est pas la synthèse indispensable entre ces droits, qu'il pose comme antinomiques, c'est une régression européocentriste, c'est la négation du tiers-monde. Le « sans frontiérisme » de LSF est celui d'un monde sans Etats, sans nations, sauf pour nous. Sa carte du Tendre épouse les contours d'une carte de la transnationalisation économique que Serge Latouche analyse comme l'une des tendances du capitalisme (4).

Pourtant, ça marche, et cela pose un deuxième problème fondamental : la contradiction entre une interdépendance de plus en plus accentuée de la planète et une dérive non moins accentuée des continents. Notre CIEL (Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés), c'est la *« synonymie des trois mots : Europe, culture, liberté »*, et il serait assiégé par les Barbares. Ailleurs, il n'y aurait que d'*« étranges étrangers »*, soumis à l'état de nature ou d'idéologie meurtrière, des sociétés nefs des fous ou bateaux ivres. Les campagnes caritatives, la logique de la charité business, cultivent une série d'effets pervers (5). Le don, ce n'est pas la solidarité, et l'Occident s'octroie ses bals des petits lits blancs à l'échelle mondiale.

A la limite, le tiers-monde n'est plus que le miroir de notre générosité. L'aide d'urgence vient confirmer l'excellence de notre civilisation, qui nous épargne les cataclysmes naturels et humains, et devient le plus petit commun dénominateur dans un univers soumis à la ségrégation du minimum vital.

« Il faut que le « développé » se rende compte que le développement est son problème, pas celui de l'Afrique, dont l'exigence première est de survivre » (Silence on tue, p. 252) (6). Ce mépris exclut de notre horizon le tiers-monde, il interdit de comprendre les phénomènes de dislocation, d'implosion des formations sociales, d'involution du politique, les réactivations des forces, vus d'ici comme archaïsme, fanatisme, comme expression de « bestialité », mot surabondamment employé ces derniers mois par la classe politique et sur la rive gauche.

L'EUROPÉOCENTRISME interdit de comprendre que les processus à l'œuvre dans les sociétés civiles ne sont pas dus à une insuffisance de l'occidentalisation, mais à l'impossibilité de reconstruire les formations du tiers-monde en fonction de ce modèle.

C'est donc aussi de la capacité des sciences sociales à remettre leur pendule à l'heure — et pas à celle du méridien de Greenwich — que dépend l'image des autres civilisations et des autres sociétés chez nous. Il est urgent d'entreprendre une pédagogie de la différence, contre notre rationalisme musclé. Les retards accumulés, l'absence de systèmes d'interprétation cohérents pèsent politiquement lourd.

D'où le troisième problème. Dans une situation de crise mondiale, il n'y a pas de solution de remplacement qui se situe à l'échelle de cette crise.

Celle-ci paraissait être entrée dans l'ordre des choses, intériorisée par les millions de chômeurs. Les augures diagnostiquent la fin des mouvements sociaux et la dépolitisation, la mort des idéologies, sur fond d'*ère du vide* et de société à deux vitesses. Pourtant, ce qui a fait bouger les jeunes à la fin de l'automne 1986, c'est un « autre chose » qui cherche sa définition. Il associe les valeurs d'égalité, de démocratie, des droits de l'homme, le refus du racisme, de la faim.

« Plus jamais ça » (7) signifie aussi la révolte contre les charters à Maliens, les prisons à drogués, la privatisation des prisons, la pente autoritaire de l'obsession sécuritaire, les incendies du vingtième arrondissement, le code raciste de la nationalité.

Ce minimum éthique et politique, affirmé par les mouvements sociaux en germe, qui condamne l'exclusion du quart de la jeunesse française par le chômage, la *« civilisation du risque »* (P. Lagadeck, Seuil, 1986), le désordre mondial établi, est un défi aux pouvoirs qui le traitent par la dérision, aux pouvoirs intellectuels fondés sur le dérisoire.

Il a une portée mondialiste, et constitue un appel à réinventer un tiers-mondisme, c'est-à-dire à chercher une alternative contre le gâchis de la modernité dans les dynamiques sociales et dans la solidarité entre les sociétés.

* UER de géographie, histoire et sciences de la société, université Paris-VII.

(1) Cf. *Alors, c'est tout*, version française de *That's all*, Belfond, Paris, 1986.

(2) *Libération*, 30 octobre 1986.

(3) Miguel Benasayag, *Utopie et liberté. Les droits de l'homme : une idéologie ?* La Découverte, Paris, 1986, 140 pages, 59 F.

(4) Cf. La Transnationalisation et la fin du tiers-monde, séminaire EADI-IEDES.

(5) Cf. Charles Condamines, « Le grand bazar de la charité », *le Monde diplomatique*, septembre 1986.

(6) Indignés par la faim qui y sévit, dans leur grande majorité, les jeunes ne définissent le tiers-monde que de cette manière négative, et ne sont que très rarement sensibles à la richesse qu'est la diversité culturelle. *Cf.* le sondage réalisé par *Actuel Développement*, septembre 1985, et par *le Nouvel Observateur*, 5 décembre 1986.

(7) Slogan arboré par les étudiants lors de leur manifestation du 10 décembre à la mémoire de Malik Oussekine, mort le 6 décembre, et pour protester contre la répression policière.

POLITIQUE ET NEUTRALITÉ

Le mouvement de la Croix-Rouge dans la tourmente

Par YVES SANDOZ *

LA suspension de la délégation gouvernementale sud-africaine a marqué de façon spectaculaire, le 25 octobre dernier, la vingt-cinquième conférence internationale de la Croix-Rouge. Le climat houleux qui a entouré cet événement, renforcé par une conduite des débats contestée — le représentant gouvernemental sud-africain n'a pas eu la possibilité de s'exprimer et le vote nominal a pratiquement été imposé par la majorité malgré la préséance qu'aurait dû avoir une demande de vote secret — ont largement contribué à la très large couverture donnée à l'événement pas les médias. Les multiples commentaires qu'il a suscités, l'émotion qu'il a provoquée au sein de la Croix-Rouge, ont, par ailleurs, démontré que son analyse procédait le plus souvent d'une très grande confusion.

Il est impossible de comprendre ce qui s'est passé à Genève sans brièvement rappeler la structure de la Croix-Rouge internationale (qui s'appelle officiellement désormais Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge).

C'est en 1859, lors de la bataille de Solferino dont il fut par hasard le témoin, qu'Henry Dunant conçut la Croix-Rouge. Scandalisé de voir les soldats blessés laissés sans soin à l'issue de cette bataille, il écrivit un livre — *un Souvenir de Solferino* — et transmit ses idées à des notables genevois, qui créèrent avec lui le Comité international de la Croix-Rouge. L'idée maîtresse d'Henry Dunant était de neutraliser les services sanitaires des forces armées pour permettre de porter secours aux blessés sur le champ de bataille.

Il en tirait deux conséquences immédiates : d'abord, l'adoption d'une convention par les Etats reconnaissant ce statut neutre aux services sanitaires des forces armées et lui attribuant un emblème permettant de le distinguer sur le champ de bataille. Cette idée trouva sa réalisation en 1864 avec l'adoption de la première convention de Genève et le choix de l'emblème de la croix rouge sur fond blanc comme signe distinctif des services sanitaires. Ensuite, la création, en temps de paix déjà, de sociétés prêtes à être les auxiliaires des services sanitaires des forces armées en temps de guerre, les sociétés nationales de la Croix-Rouge. De telles sociétés — de la Croix-Rouge, ou du Croissant-Rouge dans certains pays islamiques — ont vu le jour dans cent quarante-quatre pays.

Si le but initial de ces sociétés n'a pas été supprimé, son importance s'est fortement réduite au profit de nombreuses activités entreprises en temps de paix. Après la première guerre mondiale, ces sociétés ont décidé de se fédérer et ont créé, en 1919, la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, dont le but est de coordonner, d'une part, l'action des sociétés nationales en cas de catastrophes naturelles, d'autre part, l'aide fournie, pour contribuer à leur développement, aux nouvelles sociétés nationales et à celles des pays les plus défavorisés.

L'organe fondateur, le Comité international de la Croix-Rouge, dont les membres sont, comme à l'origine, tous Suisses, s'est lui aussi considérablement développé — il emploie aujourd'hui environ trois mille personnes, — avec la tâche précise, que l'origine même de ses membres facilite, d'agir, notamment en tant qu'intermédiaire neutre, au profit des victimes de conflits armés et autres situations politiquement délicates et de diriger les actions de la Croix-Rouge lors de ces conflits. Le but principal de telles actions est de s'assurer que les prisonniers de guerre, les internés civils, et même toute la population de territoires occupés soient correctement traités, que les blessés reçoivent les soins adéquats et que les populations civiles soient suffisamment approvisionnées en biens essentiels.

Les sociétés nationales, leur fédération — la Ligue — et le CICR forment, à eux trois, la Croix-Rouge internationale.

En principe, tous les quatre ans, les trois composantes de la Croix-Rouge internationale se réunissent avec les gouvernements parties aux conventions de Genève (cent soixante-six aujourd'hui, c'est-à-dire presque tous) pour parler avec eux des problèmes humanitaires rencontrés lors des conflits armés et d'autres problèmes concernant leurs relations avec le Mouvement. Depuis la fondation du Mouvement, en 1863, c'était la vingt-cinquième fois que se tenait une telle conférence, qui n'est donc pas à proprement parler une conférence du Mouvement : les gouvernements y représentent même la majorité, puisqu'il y a cent soixante-six gouvernements, cent quarante-quatre sociétés nationales, la Ligue en tant que telle et le CICR, qui disposent, chacun, d'une voix.

Le première confusion est donc venue de là : la conférence internationale de la Croix-Rouge n'est pas « la Croix-Rouge » et ce n'est pas celle-ci qui a suspendu les représentants du gouvernement d'Afrique du Sud, et encore moins le CICR, comme beaucoup de médias l'ont compris, lui qui n'a qu'une seule voix sur plus de trois cents et qui, d'ailleurs, a renoncé à participer à un vote qu'il considérait illégal.

C'est également à tort que l'on a parlé à cet égard, même au sein de la Croix-Rouge, d'une violation d'un des principes fondamentaux du Mouvement, le principe d'universalité : d'abord, les gouvernements ne sont évidemment pas liés par ces principes, qui n'obligent que les sociétés nationales, la Ligue et le CICR ; ensuite, le principe d'universalité n'a pas préséance sur les autres : une société nationale qui violerait les autres principes ne serait pas admise au sein du Mouvement, et la Croix-Rouge sud-africaine a dû son maintien, lors de l'assemblée de la Ligue qui s'est déroulée juste avant la conférence, au fait que tout le monde a reconnu qu'elle respectait ces principes et, notamment, celui d'impartialité, en ne pratiquant pas l'apartheid en son sein, contrairement au gouvernement d'Afrique du Sud.

Pourquoi, dès lors, tant de bruit autour de la suspension des représentants gouvernementaux sud-africains ? Donne-t-elle lieu à de réels motifs d'inquiétude ? On peut en voir principalement deux.

Le premier est la remise en question du bon fonctionnement du droit international humanitaire applicable lors des conflits armés. La Croix-Rouge est née, ne l'oublions pas, pour aider à l'application de ce droit. Or celui-ci n'a de sens que si aucun Etat engagé dans un conflit armé n'est tenu à l'écart : cela est d'autant plus important depuis que la guerre a été proscrite par la charte de l'ONU. Si l'on prétendait réserver l'application du droit international humanitaire aux Etats qui se conforment à la charte, on le viderait de son sens, qui est de préserver un peu d'humanité dans les conflits qui n'ont pas pu être évités, *indépendamment* de leurs causes.

Comme l'un des buts principaux de la conférence internationale de la Croix-Rouge est de permettre au Mouvement de la Croix-Rouge de dialoguer avec les gouvernements des problèmes relatifs à l'application du droit humanitaire, exclure un de ces gouvernements — celui, en plus, d'un pays engagé dans un conflit armé (en Namibie) et en proie à de graves troubles intérieurs, — c'est faire entrer le droit international humanitaire dans un processus de politisation qui pourrait se révéler fatal et soustraire d'innombrables victimes de conflits à toute protection.

Comment, en effet, exiger d'un gouvernement le respect des normes humanitaires si on lui refuse le droit d'en discuter ? Le deuxième motif d'inquiétude est probablement plus profond.

Pour la majorité des médias et pour le grand public du monde occidental, la seule perception retenue de l'événement est que la Croix-Rouge est entrée dans la politique. Or l'« apolitisme » de la Croix-Rouge — sa neutralité — est très fortement liée à son image de marque, avec, d'ailleurs, des avantages et des inconvénients.

L'avantage de cette neutralité, c'est de rassurer les nombreux volontaires qui veulent aider à soulager la souffrance d'autrui sans se mêler de politique et, surtout, les gouvernements engagés dans des conflits armés, pour qui la neutralité de ceux qui fournissent l'aide humanitaire est une exigence que ceux-ci doivent sans cesse démontrer.

L'inconvénient, c'est, notamment pour les sociétés nationales des pays occidentaux, l'apparence de prudence, peu stimulante, que donne le respect de la neutralité. D'où la difficulté d'attirer à elles la jeunesse, qui souhaite s'engager davantage, au profit de nombreuses organisations qui n'hésitent pas à le faire (1).

La décision de la conférence de la Croix-Rouge a ébranlé la confiance des supporters stables des sociétés de Croix-Rouge « occidentales » — certaines d'entre elles craignent vivement, à la suite de cette conférence, de rencontrer des problèmes pour financer leurs programmes — sans pour autant attirer ceux qui aimeraient les voir s'engager davantage.

Le courage de rester auprès des victimes

IL s'agit donc pour le Mouvement de reprendre ses esprits, et l'un des défis qu'il doit affronter est de réhabiliter la neutralité de la Croix-Rouge, c'est-à-dire son choix de ne pas se mêler aux controverses d'ordre politique.

D'abord, la neutralité est à l'évidence indispensable pour préserver l'unité d'un mouvement à vocation universelle. Mais il faut faire comprendre qu'elle est également nécessaire pour permettre l'action directe auprès des victimes, sur le terrain. Certes, la Croix-Rouge ne doit que se contenter de guérir les plaies sans s'occuper de leurs causes. Certes, aussi, la neutralité ne signifie pas une obligation absolue de silence : le CICR en appelle parfois aux gouvernements quand ses démarches confidentielles en vue de faire cesser des violations du droit international humanitaire n'aboutissent pas et s'il estime de tels appels profitables aux victimes. Mais la neutralité ne permet pas de prendre position sur les problèmes des structures ou des systèmes politiques, qui, selon beaucoup d'experts, sont à la source du mal.

Bien sûr, il ne s'agit pas non plus de rejeter ceux qui condamnent et de nier l'utilité d'organisations comme Amnesty International, qui dénoncent publiquement les gouvernements qui violent les droits de l'homme.

Mais il faut comprendre la nécessité du partage des tâches. On ne peut obtenir des autorités qui exercent un contrôle matériel sur un territoire d'autoriser l'action humanitaire d'organisations qui remettraient en question leur régime politique ou auraient pour but principal de dénoncer leur manière d'agir. La dénonciation politique et l'action sur le terrain ont toutes leur utilité mais, à terme, les organisations ne peuvent pratiquer les deux : elles doivent choisir. A côté du « courage » de dénoncer, il y a aussi celui de rester auprès des victimes.

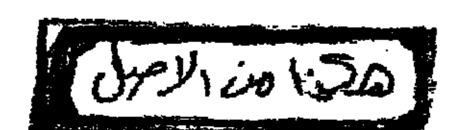
Pour une organisation comme le CICR, ce choix s'impose à l'évidence, même si la discrétion imposée par l'efficacité de l'action sur le terrain est parfois lourde à assumer et n'est pas propre à attirer l'intérêt ou la sympathie des médias et du public.

Pour les société nationales, ce choix est plus difficile à expliquer, notamment dans les pays riches dans lesquelles la jeunesse aimerait s'engager davantage en faveur du tiers-monde. Répondre aux catastrophes sans s'occuper de leurs causes ne suffit plus, dès lors que la responsabilité de l'homme dans les catastrophes dites « naturelles » paraît de plus en plus évidente (notamment en ce qui concerne la sécheresse et la désertification). Le slogan *« Prevention better than cure »* (« Prévenir vaut mieux que guérir ») a donc été lancé. C'est une bonne chose. Mais il est capital pour le Mouvement qu'il reste fidèle à lui-même dans cette nouvelle perspective. « *Prévenir* » doit consister à aider les sociétés nationales locales à contribuer le plus efficacement possible aux actions de prévention les plus urgentes, en accord avec leurs gouvernements. Ça ne peut, ni ne doit, être une volonté de transmettre avec condescendance la connaissance du « système » qui permettra d'arrêter la désertification ou la croissance démographique. De même, la Croix-Rouge ne doit pas se faire d'illusion sur sa capacité de résoudre les causes des conflits. Ce n'est pas elle qui va dénouer la crise du Proche-Orient ni tracer aux Etats la voie qui mène au désarmement.

Au-delà de l'agitation récente, la Croix-Rouge doit redéfinir la fonction des sociétés nationales et de l'ensemble du Mouvement. La Croix-Rouge, c'est davantage l'infirmière qui se penche sur le malade atteint d'un cancer incurable que le chercheur révolté qui lutte pour trouver la racine du mal. Que l'infirmière se révolte aussi et fasse son possible pour aider le chercheur, nul ne saurait le lui reprocher. Mais qu'elle ne le fasse pas au détriment de sa mission première, plus modeste, mais tout aussi indispensable et noble : aider ceux qui souffrent, tout simplement.

* Chef du département de la doctrine et du droit au Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'auteur s'exprime ici à titre personnel.

(1) Voir notamment, à ce sujet, Charles Condamines : « Le grand bazar de la charité », *le Monde diplomatique*, septembre 1986.



LES AMBITIONS DES PUISSANCES DANS L'ESPACE

A l'assaut des étoiles

La suprématie américaine dans l'espace, indiscutée depuis le débarquement de Neil Armstrong sur la Lune en 1969, objectif ultime du projet Apollo, a pris symboliquement fin en janvier 1986 avec l'explosion de Challenger.

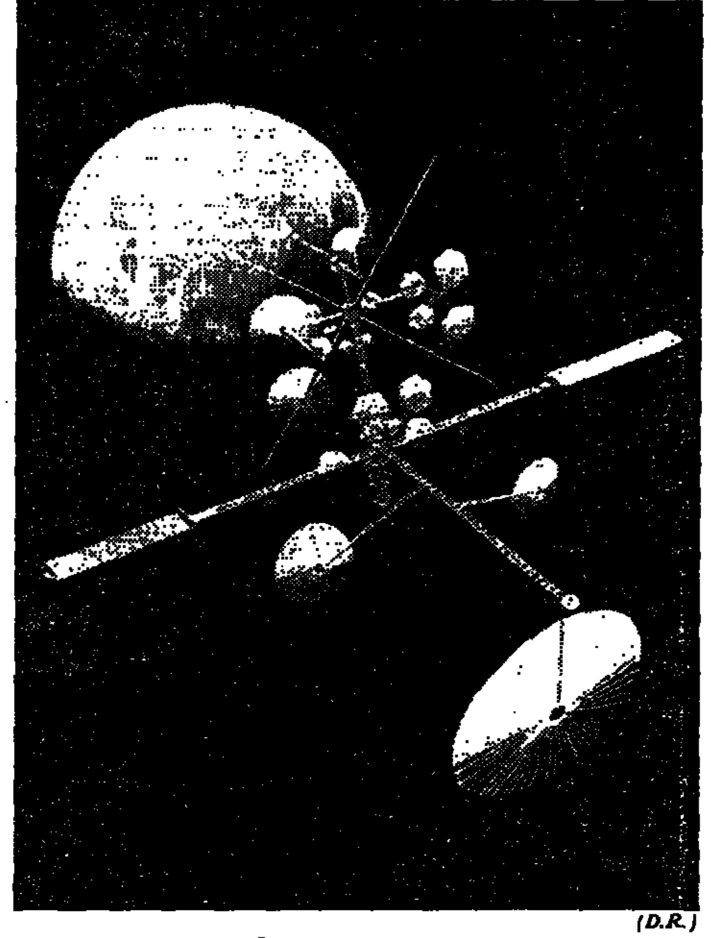
D'ores et déjà, les Etats-Unis, qui avaient commis l'énorme erreur stratégique de tout miser sur la navette et dont le programme spatial – civil et militaire – accusera au moins deux ans de retard, voient leur échapper pour longtemps le gros du marché international des lancements de satellites commerciaux, capté par la fusée européenne Ariane *(qui devrait reprendre ses vols au printemps)* et convoité par les Chinois, les Soviétiques et, à partir de 1992, par un redoutable *nouvel arrivant* : le Japon. Sans parler de l'Inde, du Canada et du Brésil, déjà autonomes ou en passe de l'être.

***Mais aujourd'hui les enjeux de l'espace ne sont pas* véritablement commerciaux. Le formidable effort de recherche et de développement nécessaire à la construction d'un lanceur, d'une navette ou d'une station spatiale ne sera, dans aucun pays, rentabilisé par la mise en orbite de satellites de communication et d'observation ou par les recherches en microgravité qui constituent à ce jour les seuls débouchés industriels de l'espace. La « privatisation » des activités américaines de lancement, décidée le 15 août dernier par M. Ronald Reagan, est un véritable trompe-l'œil puisque les coûts de développement des futurs lanceurs seront largement assumés par leur principal utilisateur ultérieur : l'Etat américain, par le truchement du département de la défense, dont le budget spatial de 1986 (15,8 milliards de dollars) a été plus de deux fois supérieur à celui de l'Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace, la NASA (7,5 milliards).**

L'espace est donc bien une affaire d'Etat et de pouvoir d'Etat. Le projet Apollo avait été décidé par le président Kennedy dans le seul but de laver le cinglant affront du lancement du Spoutnik soviétique en 1957, et au prix d'une véritable mobilisation des *énergies scientifiques et industrielles, en tous points comparable* à celle du temps de guerre. Dans un monde de l'espace désormais multipolaire et où les Soviétiques disposent maintenant d'une nette avance en matière de vols habités – les seuls qui motivent véritablement les médias, – les choix des grandes puissances pèseront lourd. S'engageront-elles dans une ruineuse tentative de démonstration « en solitaire » de leur prééminence, par exemple par un débarquement « national » sur Mars, ou mettront-elles leurs moyens en commun avec ceux des autres membres, actuels ou à venir, du club spatial afin d'ouvrir ensemble ce qu'il n'est pas excessif de qualifier de nouveau chapitre de l'histoire de l'humanité : son *expansion dans le système solaire.* Depuis Jules Verne, les auteurs de science-fiction, relayés par le cinéma, ont largement préparé les imaginations à ce qui, à l'échelle du siècle, pourrait bien acquérir un début de réalité.

***Face à de telles perspectives, nourries par le plus puissant des* stimulants de l'être humain – le désir de faire reculer les limites de la connaissance, – on peut se prendre à rêver, sinon d'une idyllique trêve généralisée des appétits de puissance, du moins d'un début de prise de conscience collective, chez les gouvernants, des véritables enjeux de l'espace. L'Europe, au sein de laquelle la France joue un rôle moteur, est, dans ce domaine, un concurrent-partenaire à part entière des Deux Grands. Elle le doit à son unité au sein de l'Agence spatiale européenne et à l'intelligence de ses choix commerciaux et industriels. En mettant son poids dans la balance, celui de son excellence technologique et celui de la coopération scientifique étroite qu'elle entretient aussi bien avec les Etats-Unis qu'avec l'Union soviétique, elle peut rendre beaucoup plus difficile toute *option qui ne serait pas celle du simple bon sens, de la nécessaire* coopération.**

BERNARD CASSEN.



(D.R.)

CE QUE POURRAIT ÊTRE UN SATELLITE MULTI-MISSIONS DES ANNÉES 90
Le point de passage obligé des flux d'information terrestre

Vers l'expansion de la technique dans le système solaire ?

Par ANDRÉ LEBEAU *

L'ESPACE est une technique où l'engagement des Etats et la volonté politique demeurent et demeureront les forces motrices prépondérantes, bien que les forces du marché dominent déjà certains secteurs comme celui des télécommunications civiles. L'existence d'un *décalage* entre les besoins immédiats et la conception des grands projets *n'est donc ni illogique ni choquante*; c'est précisément l'importance des enjeux lointains qui invite à ne pas coller de trop près à la demande, et qui appelle l'intervention des gouvernements. Encore faut-il que cette logique à long terme soit maîtrisée et explicite. Or le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne l'est guère actuellement, tant la technique *spatiale présente* davantage les apparences d'une force qui va que celle d'un phénomène soumis à une intention stratégique.

La définition d'objectifs et la recherche d'une stratégie optimale sont quelque peu occultées par le jeu, souvent bruyant et désordonné, d'acteurs divers; les caractères spécifiques les plus permanents de la technique spatiale invitent pourtant à leur accorder *beaucoup d'attention. Le coût et la* durée des projets spatiaux, et en particulier des engins de transport, confèrent le plus souvent au choix de ces projets un caractère stratégique. Il faudra plusieurs années pour que l'avenir qu'ils portent en eux se dévoile et pour que leur adéquation à la conjoncture se manifeste. Et, si l'on s'est trompé, il sera *coûteux de reprendre un effort* de développement sur la base de choix qui, *a posteriori*, apparaîtront comme ceux qu'il aurait fallu faire.

Au-delà des détails et des circonstances, toute réflexion sur l'avenir de la technique spatiale débouche sur une question majeure, celle de l'expansion du système technique dans le système solaire. Se produira-t-elle ou ne se produira-t-elle pas ? Transporterons-nous à *l'extérieur* de la biosphère certaines des activités sur lesquelles repose *la* survie de l'humanité ? C'est une interrogation à laquelle l'évolution *technique nous confronte* inéluctablement en fournissant les outils de cette entreprise. Si l'avenir répond positivement à cette question, notre époque marquera sans nul doute un tournant capital dans l'histoire de l'humanité.

Cette immense perspective pose deux questions : celle du pourquoi et celle du comment. A la première, on peut faire une réponse globale : ce sera pour échapper aux contraintes imposées par *le confinement du système* technique à l'intérieur de la biosphère terrestre. Il est banal de constater que le fonctionnement de ce système exploite des ressources fossiles non renouvelables – pétrole, uranium, charbon, gîtes minéraux – et qu'il perturbe l'équilibre chimique et thermodynamique de la biosphère. On se heurte à toutes sortes de limitations lorsqu'on essaie d'envisager une expansion *de ce système qui soit suffisante* pour satisfaire aux besoins de l'ensemble de l'humanité (et non plus seulement de sa fraction développée) ou lorsqu'on *examine le* problème que pose son maintien au niveau actuel à *l'échelle du millénaire.*

Quelque discrédit qu'aient jeté sur cette notion les formulations excessives auxquelles elle a donné lieu, il n'en demeure pas moins que, dans l'hypothèse du confinement à la biosphère, le système technique est engagé dans une impasse; seuls notre aveuglement sur l'avenir lointain et notre indifférence au destin de l'humanité peuvent nous rendre cette perspective acceptable. *L'expansion dans* le *système solaire* est le seul moyen d'échapper au cul-de-sac dans lequel nous sommes engagés. Elle permet de concevoir, pour une durée indéfinie, des solutions à trois problèmes fondamentaux : l'approvisionnement énergétique de la Terre, *l'approvisionnement* en matières premières, le découplage entre la biosphère et la *pollution engendrée par le* fonctionnement du système technique. Elle n'en fournit évidemment pas aux problèmes de société comme le contrôle de la démographie, l'affrontement des idéologies, etc., mais elle permet d'imaginer, pour peu que ces problèmes soient maîtrisés, un avenir pour l'humanité qui soit au moins à l'échelle *de durée de son passé historique.* Cet enjeu constitue la réponse au pourquoi.

La question du comment comporte deux aspects. Le premier, celui des solutions techniques aux diverses fonc*tions des systèmes spatiaux,* a reçu beaucoup d'attention. Une abondante littérature existe déjà sur l'approvisionnement énergétique de la Terre à partir du flux solaire et sur l'extraction et l'élaboration des matériaux de la Lune et des astéroïdes. La faisabilité technique se trouvant ainsi largement explorée, reste la faisabilité programmatique qui constitue le second aspect, et le plus difficile.

Par quel *cheminement* peut-on accéder, partant de l'état actuel de la tech*nique spatiale, à un stade où les* systèmes spatiaux auront pris le relais des installations terriennes qui assurent l'accès à l'énergie et aux matières premières ? Les artefacts techniques installés dans l'espace et sur les corps célestes représenteront alors non plus, comme c'est le cas aujourd'hui, quelques centaines de tonnes, mais des mil*lions ou des dizaines de millions de* tonnes. Pour que cela soit concevable, il faut, de toute évidence, que la technique spatiale s'affranchisse de deux sujétions. La première est celle qui lie la croissance de la masse totale des artefacts extraterrestres à la capacité du système de transport de la Terre vers l'espace. La seconde est celle qui *lie cette même masse à la quantité* d'heures de travail fournies par des opérateurs humains dans l'espace pour l'installer et assurer sa maintenance.

Première étape : la Lune

CES deux *sujétions ne sont* pas tout à fait de même nature. La première constitue un goulet d'étranglement qu'il faut absolument contourner. *La biosphère est placée au fond d'un* puits gravitationnel profond, et séparée de l'espace par une atmosphère dense, obstacles formidables à travers lesquels le bon sens commande de ne transporter que le strict indispensable, et notamment les opérateurs humains. *Tout le reste, c'est-à-dire l'essentiel de* la masse des artefacts extraterrestres, doit être élaboré à partir de matériaux qui sont immédiatement accessibles depuis l'espace, matériaux lunaires ou matériaux des astéroïdes.

C'est uniquement grâce à ce découplage que le système de transport Terre-espace pourra être maintenu dans des dimensions raisonnables : New-York ne s'est pas construit avec des matériaux apportés d'Europe. Cet impératif a une signification programmatique. Il implique que la première technique à acquérir est celle de l'installation permanente et du travail à la surface d'un corps céleste de petite dimension dépourvu d'atmosphère. *Pour des raisons de proximité,* la *Lune* s'impose comme une première étape. La construction d'une base lunaire permanente et la maîtrise de l'éventail des techniques du travail à la surface de la Lune, ainsi que celles du transport à partir de cette surface ou vers elle, constitue, dans cette perspective à long terme, un objectif immédiat.

Restent les lourdes sujétions qu'entraîne l'usage d'opérateurs humains. *Dans la perspective évoquée* plus haut, la présence d'opérateurs *humains n'est pas* une fin en soi. L'objectif n'est pas de coloniser l'espace mais de l'asservir aux besoins d'une humanité qui demeure confinée à la biosphère terrestre; l'occupation permanente de l'espace est un moyen et non une fin. Ce n'est pas qu'on ne *puisse envisager la colonisation, au sens* plein du mot, de corps célestes ou, comme l'a fait Gerard O'Neill, l'aménagement de colonies de l'espace (1), mais on ne peut l'imaginer que comme une étape ultérieure, beaucoup plus lointaine, et dont l'expansion du système technique constitue un préalable.

La question qui nous préoccupe est *donc celle de la nécessité d'une occupa*tion permanente de l'espace par des opérateurs humains liée à l'objectif d'expansion du système technique. Il est tout à fait clair que, dans le partage des tâches entre l'opérateur humain et le robot, la part dévolue à l'opérateur humain doit être aussi réduite que possible. Mais peut-elle être supprimée ? *L'examen de l'état d'évolution* du système technique conduit à répondre par la négative. On sait automatiser un grand nombre de processus de production et de services, mais on ne sait pas automatiser l'installation d'une usine ni créer des robot autoréparables, encore moins construire les machines autoreproductrices dont John von Neumann a démontré la faisabilité (2). Au-delà *d'un certain degré de complexité des* systèmes, on se passe difficilement de la surveillance d'opérateurs humains. Il est vrai que l'évolution technique va globalement dans le sens d'une autonomie croissante des artefacts techniques par rapport à l'homme, mais nul ne peut prévoir à quel rythme et jusqu'où cette évolution se poursuivra.

Cela impose une conclusion : le passage à une stratégie globale et même, plus modestement, la maîtrise d'applications nouvelles – production de *matériaux nouveaux en* microgravité (3), armes antibalistiques – ne peut se concevoir sans la maîtrise de l'intervention d'opérateurs humains. Mais, en revanche, le sens général de l'évolution technique tend à alléger le rôle de l'homme et, par conséquent, à réduire le volume d'intervention humaine nécessaire pour déployer, mettre en œuvre et maintenir une capacité de production donnée. Cette ten*dance lourde de l'évolution technique* est un élément capital d'optimisme pour l'avenir de la technique spatiale, mais nous n'en sommes pas au point, s'il vient jamais un jour, où le robot éliminera l'astronaute (4).

(Lire la suite page 20.)

* Professeur au Conservatoire national des arts et métiers; auteur de *l'Espace en héritage*, Odile Jacob, Paris, 1986.

(1) Gerard O'Neill, *les Villes de l'espace*, Robert Laffont, Paris, 1978.

(2) John von Neumann, *Theory of Self-Reproducing Automata*, edited and completed by Arthur W. Burks, University of Illinois Press, Urbana, 1966.

(3) Voir André Lebeau, *Eléments d'une stratégie française dans le domaine spatial*, Centre de prospective et d'évaluation, CPE, étude nº 60, mai 1985, 1, rue Descartes, 75231 Paris Cedex 05.

(4) Pour un approfondissement de cette problématique, voir André Lebeau, « L'astronaute et le robot », *Futuribles*, nº 102, septembre 1986.

Lire pages suivantes

Vers l'expansion de la technique dans le système solaire ?

(Suite de la page 19.)

Tout cela se produira-t-il au cours des prochains siècles, en verra-t-on l'amorce dans les prochaines décennies ? La société technique est-elle au bord d'un nouveau chapitre de son histoire, s'achemine-t-elle vers un destin obscur ou catastrophique ? La réflexion globale sur le destin de l'homme qu'appellent ces questions excède largement les limites de notre propos. Tout au plus, parce que la technique spatiale pourrait jouer un rôle-clé dans le sort de notre espèce, peut-on proposer quelques commentaires à l'intention de ceux qui, à un titre ou à un autre, sont en position d'influer sur l'avenir de cette technique.

La difficulté essentielle que rencontre la formulation d'une politique spatiale tient à la disparité des objectifs qui s'offrent : objectifs à court terme, relevant de la logique économique ou du progrès de la connaissance, et dont l'enjeu peut être très précisément circonscrit, et, à l'autre extrémité de la gamme, objectifs à très long terme, passablement incertains mais dont l'enjeu global est l'accès du système technique à la pérennité. Ces deux composantes cohabitent dès aujourd'hui dans les grands programmes spatiaux, mais l'une des leçons de la crise actuelle est qu'elles cohabitent mal. On ne saurait pourtant sacrifier la première sans mettre en péril la volonté même de poursuivre une politique spatiale, *ni la* seconde sans amoindrir de façon dérisoire la portée de cette politique ; il faut établir un équilibre entre l'une et l'autre.

Le problème est d'abord de méthode, dans le jeu complexe qui s'établit entre le pouvoir politique, les agences de développement et l'industrie. Il s'agit de libérer progressivement les forces du marché et de la concurrence dans les secteurs dont la maturité est suffisante. C'est une démarche qui, à bien des égards, est délicate ; les Etats-Unis l'ont très mal maîtrisée dans des secteurs comme celui des lanceurs ou de la télédétection, où ils disposaient pourtant d'une avance déterminante. L'hérésie majeure de la NASA n'est pas d'avoir développé la navette spatiale ; c'est d'avoir imposé, par une démarche dirigiste, un abandon des lanceurs conventionnels, au lieu de s'en dégager et d'organiser leur prise en compte par le secteur concurrentiel. Il faut ensuite que ce désengagement progressif de l'Etat s'accompagne d'un report sur les objectifs à plus long terme qui exigent un investissement public. Si les Etats ne conduisent pas des politiques spatiales à long terme, il semble clair que la technique spatiale, se cantonnant aux applications conventionnelles, à la gestion des flux d'information, tendra vers la stagnation. L'effort nécessaire pour aller au-delà relève du dirigisme, et la difficulté essentielle est alors de concilier la motivation politique et la logique programmatique.

Le risque majeur qui menace la conception de tout effort à long terme procède de la nécessité de mobiliser l'opinion publique. Cela se fait d'autant plus aisément que la charge symbolique des projets est plus grande. De ce point de vue, par exemple, une expédition habitée vers Mars, surtout si elle devait combiner les efforts des deux superpuissances, serait plus facile à « vendre » que l'installation d'une base permanente sur la Lune, mais il est plus que douteux qu'elle puisse constituer la première étape d'une stratégie globale cohérente. Elle revêtirait plutôt, comme ce fut le cas du projet Apollo, le caractère d'une « démonstration ». Que le stade des « démonstrations » soit révolu, que la valeur des projets se mesure à leur capacité de constituer une étape irréversible, ce sont là des idées qui ont encore à faire leur chemin. Il n'y a guère, pour les faire progresser, que deux outils, la réflexion et l'éducation. La réflexion, pour dégager, à l'échelle du monde occidental et, si possible, à l'échelle de la planète, un consensus sur l'importance d'une stratégie globale et sur les grands traits de cette stratégie ; l'éducation, pour faire percevoir au public le plus large que la conquête de l'espace n'est pas seulement une aventure romantique : c'est un jeu logique dont les enjeux sont immenses et qui se joue à l'échelle du siècle.

ANDRÉ LEBEAU.

VOLONTÉ POLITIQUE,

L'Europe, troisième Grand

Par JEAN-MARIE LUTON *

CE sont treize pays, réunis au sein de l'Agence spatiale européenne (ASE) (1), qui contribuent à la définition d'une politique commune non seulement au travers des débats et des travaux conduits au sein de cette organisation, mais également par les projets élaborés dans le cadre national, ensuite soumis à l'européanisation. Ils y contribuent aussi par leurs programmes propres qui, pour l'essentiel, élargissent le champ des activités entreprises au sein de l'ASE. La construction de l'Europe de l'espace des quinze dernières années est la résultante de ces trois éléments, et elle a débouché sur une avancée spectaculaire des capacités spatiales du Vieux Continent.

Il y a quinze ans, alors que les Américains – qui avaient débarqué sur la Lune – lançaient un nouveau système de transport, la navette, destiné à éliminer les fusées classiques, et disposaient de satellites opérationnels dans tous les domaines (météorologie, observation, télécommunications), l'Europe spatiale était en crise. Parallèlement à l'échec du programme Europa au sein de l'organisation européenne chargée des lanceurs, le CECLES-ELDO, de difficiles négociations étaient menées pour ajouter des programmes de développement de satellites d'application aux programmes scientifiques du CERS-ESRO (organisme européen chargé des satellites) (2). Face à cette impasse, et sous l'impulsion de la France, les Etats européens surent prendre, en juillet 1973, la décision de lancer les programmes Ariane, Spacelab et Marecs (3), et celle de réorganiser les structures européennes en créant l'ASE, mise en place en 1975.

Aujourd'hui, l'Europe réalise elle-même et utilise ses propres satellites dans tous les secteurs où les Etats-Unis l'avaient précédée. Elle a pénétré très largement le marché mondial des services de lancement et elle est sur le point d'engager une nouvelle phase de développement, avec l'objectif de parvenir à son tour, après les Deux Grands, à l'autonomie en matière de vols habités. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette évolution qui a permis la constitution d'une industrie européenne de premier plan : la volonté politique des gouvernements ; l'existence d'agences nationales dynamiques, tel, en France, le Centre national d'études spatiales (CNES), capables de faire des propositions originales tout en conduisant leurs propres programmes ; la souplesse des institutions mises en place lors de la création de l'ASE.

Elément central des activités de l'Agence, le programme scientifique s'est traduit par le lancement de treize satellites, dont Giotto, lancé par Ariane en 1985, qui a permis, en mars 1986, l'étude rapprochée de la comète de Halley. Les deux prochaines missions, qui seront menées en coopération avec la NASA, concernent une sonde qui observera le Soleil et le téléscope spatial. Après la mission d'astrométrie Hipparcos, les programmes futurs s'inscrivent dans le plan Horizon 2000, élaboré à la fin 1984 et présenté lors de la conférence des ministres réunie à Rome en 1985.

En matière de télécommunications, l'Agence fabrique et loue les satellites ECS en orbite à Eutelsat, qui réunit l'ensemble des administrations européennes des PTT. Cette organisation a récemment commmandé directement à l'industrie ses futurs satellites qui seront lancés à partir de la fin de la décennie. L'Agence conduit, en parallèle, un programme de développement de nouvelles technologies à expérimenter en orbite, notamment celles des satellites de relais de données DRS, indispensables pour l'avion spatial Hermès et le module européen Colombus, qui devrait être intégré à la future station orbitale américaine prévue pour le milieu des années 90 (4).

En météorologie, la mise en œuvre du service opérationnel Meteosat a suscité, en 1983, la création d'un organisme intergouvernemental européen, Eumetsat, qui peut ainsi prendre le relais de l'ASE pour la gestion d'un programme opérationnel qui incorporera trois nouveaux satellites entre 1987 et 1994. Après le développement du lanceur Ariane 1, l'ASE a confié, en 1980, sa commercialisation, sa production et son lancement à une structure industrielle de droit privé, la société Arianespace. De nouveaux programmes de développement ont été décidés : versions améliorées du lanceur (Ariane 2 et Ariane 3), Ariane 4, ainsi que les programmes préparatoires d'Ariane 5. L'ASE a confié au CNES la maîtrise d'œuvre de ces projets.

L'ASE a abordé le domaine des vols spatiaux en menant à bien, en 1983, la première mission du Spacelab, son laboratoire spatial embarqué dans la soute de la navette, et elle prépare sa participation à Colombus. Etape intermédiaire entre le Spacelab et Colombus, *Eureca*, porte-instruments autonome et récupérable, sera lancé pour la première fois en 1991. Depuis peu, la phase préparatoire de l'avion spatial Hermès, clé de voûte de l'autonomie européenne en matière de vols habités, a été entreprise au sein du programme Ariane 5. A ces activités est étroitement associé le programme

* Directeur général adjoint du Centre national d'études spatiales.

(1) L'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse. Par ailleurs, un accord de coopération associe le Canada aux travaux de l'ASE.

(2) Pour un historique de la construction de l'Europe de l'espace, voir Bernard Chabbert, *les Fils d'Ariane*, Plon, Paris, 1986.

(3) Le laboratoire spatial européen Spacelab a accompli sa première mission dans la soute de la navette Columbia, le 28 novembre 1983, avant de devenir propriété américaine. Marecs est un programme de communications maritimes dont le Royaume-Uni a été le promoteur.

(4) Voir Bernard Cassen, « L'autonomie spatiale de l'Europe en question », *le Monde diplomatique*, octobre 1986.

CHINE : Les premiers succès de la « voie nationale »

Par RACHEL VILLAIN *

APRÈS une longue période de maturation, le programme spatial chinois débouche de façon spectaculaire au niveau international. S'appuyant sur ses succès en matière de lanceurs et de satellites, la Chine se place maintenant en position de fournisseur de services spatiaux : lancements, capacités de télécommunications en orbite, stations sol et, à terme, images d'observation de la Terre. Il s'agit là d'une mutation complète pour un pays qui, il y a encore à peine un an, était perçu en Occident comme un important marché potentiel par les industriels spatiaux, et en aucun cas comme un concurrent.

Ce succès est la consécration d'une voie nationale poursuivie parallèlement et concurremment à une politique d'acquisition de technologies étrangères. Perturbé par des dissensions internes quant à son orientation, le développement spatial avait été caractérisé jusqu'à présent par une série de valses-hésitations dans les rapports de coopération avec l'étranger et par une évolution très irrégulière du programme national.

Sur le plan international, aucune suite n'a été donnée à la succession de protocoles d'accord signés tant avec la RFA qu'avec les Etats-Unis pour la fourniture de satellites de télécommunications, pas plus qu'aux appels d'offres pour la commande d'un système national de télécommunications spatiales, pour lequel des réservations avaient même été faites sur la navette américaine et sur Ariane.

Beaucoup d'entreprises occidentales ont ainsi pu se targuer, pendant quelque temps, d'accords de principe sur lesquels elles fondaient beaucoup d'espoirs. En fait, les seuls achats notables à l'étranger ont concerné des équipements au sol, notamment une station de réception de données des satellites d'observation Landsat et SPOT, construite par une société américaine, et trente stations sol de télécommunications commandées à l'entreprise canadienne Spar. Mais, au début de 1986, la Chine a fait savoir qu'elle serait désormais autosuffisante dans ce domaine également.

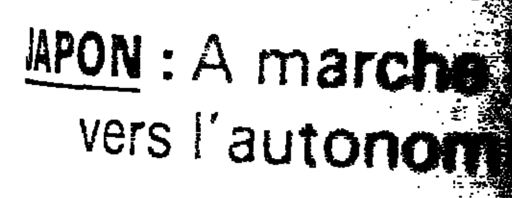
Au niveau national, l'activité spatiale avait été très irrégulière pendant les années 70 : aucun lancement de 1971 à 1974, mais, en 1975, trois lancements en moins de quatre mois, puis une nouvelle période de pause avec trois lancements en six ans. La situation s'est seulement stabilisée au début des années 80, au rythme d'un tir par an environ. Jusqu'en 1983, ce programme était essentiellement à vocation militaire : avec des lanceurs directement dérivés des missiles balistiques intercontinentaux, les missions concernaient principalement l'observation.

Une mutation se produit en 1984 avec la mise en service du lanceur Longue Marche 3, à capacité géostationnaire et doté d'un troisième étage à propulsion cryogénique. La Chine devient alors la troisième puissance maîtrisant cette technologie sophistiquée de propulsion, avant l'Union soviétique et le Japon, ce qui lui ouvre l'accès aux applications dans le domaine des télécommunications. Les deux premiers satellites chinois de télécommunications, mis en orbite en 1984 et 1986, ont chacun une capacité de trois cents circuits téléphoniques ou de deux canaux de télévision. Ils devraient être suivis d'un satellite plus performant en 1987. Parallèlement, pour ses besoins nationaux, Pékin a loué deux des répéteurs (1) installés à bord des satellites Intelsat. Il ne fait pas de doute que les télécommunications spatiales se développeront rapidement, compte tenu des avantages qu'elles offrent pour un pays de la dimension de la Chine. La prochaine application devrait concerner la télédétection à des fins civiles : la Chine, qui utilise déjà les données des satellites étrangers, doit mettre ses propres satellites en orbite entre 1988 et 1990.

En ce qui concerne les lanceurs, il ne fait pas de doute que la défaillance de la navette américaine et d'Ariane en 1986 a facilité l'entrée des Chinois sur le marché mondial. L'active campagne de commercialisation du lanceur Longue Marche s'est déjà concrétisée par des réservations pour deux satellites américains et un satellite suédois, d'autres négociations étant en cours. Cet intérêt étranger se manifeste dans un contexte international, très provisoire, de pénurie, et cela malgré les performances modestes du lanceur, différents handicaps techniques et une fiabilité qui reste à confirmer (deux succès sur trois tirs). Tout porte cependant à croire que, sur la partie basse du marché, la Chine continuera durablement à concurrencer les lanceurs des autres pays, en raison du caractère avantageux et compétitif de son système.

* Co-auteur d'*Industries et marchés des applications spatiales. Situation mondiale et perspectives à dix ans* (Euroconsult, Paris, 1986).

(1) Elément qui, à bord d'un satellite de télécommunications, reçoit, amplifie et réémet un signal ayant une largeur de bande de l'ordre de 36 MHz, et permettant de relayer une émission de télévision.



EXCELLENCE TECHNOLOGIQUE

à part entière

microgravité, consacré aux recherches sur les matériaux et les sciences de la vie.

C'est la France qui a indiscutablement été l'élément moteur de la politique spatiale européenne. D'abord, et depuis une vingtaine d'années, par sa volonté obstinée d'autonomie, qu'elle a fait partager à ses partenaires. Grâce aussi à la continuité des efforts et à la qualité de la programmation du CNES ainsi qu'à la vigueur de son industrie aérospatiale, qui comprend des entreprises telles que Aérospatiale, la Société européenne de propulsion, Alcatel-Espace, Matra, sans parler d'Arianespace, entreprise au capital majoritairement français. Meteosat, Ariane, Arianespace, Ariane 4 et 5, Hermès, autant de projets pour lesquels la capacité d'initiative et de financement ainsi que la détermination des gouvernements français successifs ont été décisives. Des programmes complémentaires, par exemple le système Argos (embarqué sur des satellites américains), pour la localisation et la collecte des données des balises dispersées sur tous les océans, ou SPOT pour la télédétection, ont donné lieu à la création de sociétés commerciales pour le traitement et la diffusion mondiale des données ainsi recueillies : CLS pour Argos, SPOT-Image pour SPOT. Un marché international des applications de l'espace se créé ainsi en France. Dans le même temps, le CNES s'efforce de poursuivre des coopérations scientifiques tant avec les Etats-Unis qu'avec l'URSS, qui accueillera un astronaute français pour un vol d'une durée de trente jours environ en 1988. L'entraînement pour cette mission a déjà commencé à la Cité des étoiles, dans les environs de Moscou, où l'on a gardé un bon souvenir de la mission franco-soviétique de juillet 1982, à laquelle avait participé Jean-Loup Chrétien. Patrick Baudry, lui, a été le premier Français à participer, en juin 1985, à un vol de la navette américaine.

Des projets complémentaires

LA République fédérale d'Allemagne, qui dispose d'une puissante industrie aérospatiale et qui, après la France, est aussi bien la première actionnaire d'Arianespace que la première contributrice au budget de l'ASE, a joué, elle, un rôle d'incitation important en matière de vols habités. C'est elle qui a été à l'origine des programmes Spacelab, Eureca et de recherches en microgravité, auxquels elle apporte la plus importante contribution financière, et, avec l'Italie, du projet Colombus. Comme sur beaucoup d'autres grands dossiers, la coopération franco-allemande constitue l'ossature d'une politique spatiale européenne. Outre les projets communs déjà réalisés en matière de télécommunications (satellites Symphonie) et ceux à venir en télévision directe (TDF1, TV-SAT, qu'Ariane mettra en orbite en 1987), c'est la complémentarité des propositions des deux pays au sein de l'ASE qui constitue le gage de la solidité de leur entente, confirmée par la récente décision de Bonn en faveur de l'étude préparatoire d'Hermès.

Le Royaume-Uni a, depuis quinze ans, surtout porté ses efforts sur les télécommunications : Marecs pour les communications maritimes, Skynet pour les communications militaires, et se retrouve logiquement en situation de leader (avec l'Italie) pour le futur satellite polyvalent de télécommunications européen Olympus, dont le lancement est programmé pour 1988 et auquel ni la France ni l'Allemagne ne participent. Depuis 1984, Londres a souhaité renforcer sa capacité spatiale en se dotant d'une agence nationale, le British National Space Centre (BNSC), et en s'engageant dans les travaux de définition de la plate-forme polaire pour la météorologie et l'observation de la Terre qui fera partie de Colombus. Par ailleurs, les Britanniques entendent bien être les promoteurs du projet d'avion spatial à décollage vertical Hotol, qui pourrait voir le jour au début du vingt et unième siècle.

En 1987, les Etats membres de l'ASE vont devoir prendre les décisions définitives, aux plans technique, industriel et financier, pour que les engagements initiaux en faveur d'un dispositif européen autonome en matière de vols habités se traduisent en actes. La difficulté principale résidera dans la mise en cohérence, au sein d'un plan à long terme, des différents aspects du dispositif : Ariane 5, Colombus, Hermès et le satellite de relais de données DRS, indispensable à la nouvelle infrastructure spatiale. Outre leur compatibilité technique totale, ces éléments ont besoin de s'inscrire dans un calendrier prévoyant l'articulation de leur développement avec leurs programmes d'utilisation.

Mais l'enjeu majeur sera politique, puisqu'il touchera à la définition des rapports entre l'Europe et les Etats-Unis. La réalisation de Colombus est subordonnée à la signature d'un accord avec les Américains, les négociations ne progressant que très lentement. Le 17 décembre dernier, M. Reimar Lust, directeur général de l'ASE, déclarait à l'issue de ses conversations avec M. James Fletcher, administrateur de la NASA : *« des progrès ont été faits à Washington »*, mais il en faudra bien davantage pour qu'un accord puisse être conclu. Si des garanties suffisantes n'étaient pas obtenues par l'ASE, notamment en matière de libre accès à Colombus par Hermès, de libre utilisation par l'Europe de la station américaine, de protection de la propriété industrielle, etc., traduisant ainsi la reconnaissance par les Etats-Unis de l'accès de l'Europe à l'autonomie spatiale, des décisions stratégiques devraient être prises. De surcroît, le récent et subit intérêt du Pentagone pour la station de la NASA, et sa volonté d'y être « chez lui » (5) pourraient entraîner une remise en question de toute participation étrangère. Il conviendrait, dans ce cas, de dissocier, dans l'élaboration de la politique de l'ASE, ce qui relèverait encore éventuellement de la coopération avec les Etats-Unis (le module pressurisé attaché à la station spatiale) et ce qui lui incombe en propre : Ariane 5, Hermès, DRS et le module autonome visitable par l'homme *(Man-tended free-flyer* ou MTFF), jusqu'alors partie intégrante du projet Colombus, mais qui se transformerait alors en infrastructure orbitale européenne autonome.

JEAN-MARIE LUTON.

(5) Voir *International Herald Tribune*, 22 décembre 1986.



(Peinture de Leonov Sokolov)

LE VAISSEAU HUMAIN A LA RENCONTRE DU TEMPS
L'aventure et les risques de la connaissance de l'univers

JAPON : A marche forcée vers l'autonomie

Par FRANÇOISE PYBARO *

L'EFFORT spatial japonais est intervenu avec un temps de retard par rapport à celui des Etats-Unis et des pays européens. C'est seulement en 1969 qu'est créée la NASDA, l'agence spatiale nationale. Le rattrapage est alors très rapide : en cinq ans, par le niveau de ses financements, le Japon passe du dernier au premier rang des pays engagés dans un programme spatial, si l'on excepte bien entendu les Etats-Unis et l'Union soviétique.

Cette première phase de développement, caractérisée par une coopération étroite avec les Etats-Unis, s'achève actuellement. Elle s'est traduite par des achats importants de licences et par des accords de coopération entre sociétés japonaises et américaines. C'est ainsi que les lanceurs japonais N1, N2 et H1 ont été réalisés à partir de la fusée américaine Delta. Les satellites de télécommunications CS ont été construits par Ford en coopération avec Mitsubishi, les satellites de télédiffusion BS par General Electric en liaison avec Toshiba, et les satellites météorologiques GMS par Hughes secondé par NEC.

Cette période a été marquée par le développement d'une stratégie de japonisation progressive des différents systèmes, et d'introduction prudente de technologies spécifiques. C'est notamment le cas dans le domaine des lanceurs, avec le développement d'un étage supérieur cryogénique, utilisé avec succès sur H1 en août 1986. Parallèlement, la NASDA a conduit un programme de satellites technologiques, réalisés initialement avec l'aide de sociétés américaines puis, au début des années 80, sur une base totalement nationale.

A partir de 1983 s'ouvre une nouvelle phase avec la définition d'un ambitieux programme à long terme, qui doit consacrer le Japon comme grande puissance spatiale indépendante. Son élément le plus marquant est le développement du lanceur lourd H2, qui marque l'entrée dans une voie totalement nationale et témoigne d'un saut considérable sur le plan des technologies mises en œuvre et des performances. La mise en service de ce lanceur, dont le développement est engagé depuis 1984, devrait intervenir en 1992. Ses performances – de 1,5 tonne à 2 tonnes en orbite géostationnaire avec une marge importante de croissance – le placent en concurrence avec les fusées Ariane 4 et 5. Le défi technique est important, le choix japonais s'étant porté sur la technologie la plus sophistiquée : propulsion cryogénique avec moteur à flux intégré.

En matière de télécommunications, une nouvelle génération de satellites technologiques (ETS-6) est en cours de développement pour tirer profit des capacités de H2. Là encore, le progrès est spectaculaire puisqu'il y a passage des satellites de classe 350 kg actuels à des satellites de classe 2 tonnes. Une génération intermédiaire (ETS-5), de classe 550 kg, est proche de la mise en service, avec un lancement prévu en 1987. Dans le domaine de l'observation, où il n'est pas encore présent, le Japon se dote également d'un programme propre qui débutera avec un satellite expérimental d'observation des mers (MOS-1) devant être lancé en 1987. Il donnera naissance à deux systèmes opérationnels d'observation des mers (MOS) et des terres (ERS) prévus pour être mis en place en 1991. Compte tenu du haut niveau de compétence de ses industriels de l'électronique, de l'optique et des télécommunications, le Japon devrait donc devenir un concurrent sérieux de l'Europe et des Etats-Unis dans le domaine des applications spatiales, et ce dès le milieu des années 90. L'ensemble de ces programmes devrait se traduire par une progression substantielle du budget spatial japonais, qui, en 1986, s'est élevé à 131 milliards de yens.

Cette orientation nationale n'implique aucunement une rupture de la coopération avec les Etats-Unis, qui s'engage maintenant dans deux domaines principaux : télécommunications et station spatiale. Pour ce qui est des télécommunications, le gouvernement de Tokyo a fini par autoriser les importations de satellites américains, satisfaisant ainsi à une pressante revendication de Washington. Cela doit se traduire par la mise en service, avant 1990, de deux systèmes privés proposés par des consortiums américano-japonais, à partir de satellites fournis par Hughes et Ford. Le Japon a également répondu favorablement à l'offre de M. Ronald Reagan de participer à la station spatiale, et ce à hauteur d'environ 300 milliards de yens sur la durée du programme. Il s'agirait de construire un module spécifique permettant des expérimentations à l'extérieur grâce à un télémanipulateur. A cette fin, plusieurs groupes industriels ont été mis en place par les grandes entreprises nipponnes qui manifestent un intérêt particulier pour les applications de la microgravité.

Le Japon n'en restera pas là : il envisage, à terme, des programmes de grande envergure, notamment une navette spatiale qui en est au stade des pré-études de laboratoire.

* Co-auteur d'*Industries et marchés des applications spatiales. Situation mondiale et perspectives à dix ans* (Euroconsult, Paris, 1986).

UN POTENTIEL IMPRESSIONNANT

Prudence et ténacité de la

Par ALAIN DUPAS *

DANS un numéro récent, la revue aérospatiale américaine *Aviation Week and Space Technology* (1) rapporte que « *l'Union soviétique a terminé les premiers essais de sa navette spatiale sur sa plate-forme de lancement de Tyuratam* » [le cosmodrome de Baïkonour en Asie centrale].

Grâce à des « fuites » organisées par le Pentagone dans les médias spécialisés, et même à des publications officielles du gouvernement fédéral (2), on sait ainsi que l'URSS prépare une nouvelle génération de lanceurs spatiaux de grande capacité, avec une fusée géante pouvant satelliser plus de 100 tonnes de charge utile près de la Terre, et une navette permettant de transporter des équipages nombreux et des quantités de ravitaillement importantes vers de grandes bases orbitales. De là à imaginer et à affirmer que l'URSS se prépare à entreprendre de très grandes expériences militaires (satellisation de gros lasers pour une « guerre des étoiles ») ou civiles (envoi d'hommes sur Mars), il n'y a qu'un pas, déjà franchi par beaucoup d'observateurs américains ou, plus généralement, occidentaux (3). Que répondent les porte-parole soviétiques quand on peut les interroger sur leurs grands projets, comme ce fut le cas à Innsbrück, en Autriche, du 4 au 11 octobre 1986, pendant le trente-septième congrès de la Fédération internationale d'astronautique ? M. Alexandre Dounaiev, président d'un nouvel organisme appelé Glavkosmos (Direction centrale de la technologie spatiale), qui dirigeait la délégation soviétique, nous a affirmé : « *Nous n'avons pas besoin actuellement d'une navette spatiale ou d'une plus grande station orbitale. Le vaisseau de transport Soyouz-TM et la station orbitale Mir, qui va recevoir plusieurs modules complémentaires, suffisent pleinement à satisfaire nos besoins.* »

En fait, il est impossible de faire pleinement confiance en cette matière aux sources américaines ou aux déclarations soviétiques. Les milieux aérospatiaux des Etats-Unis ont trop intérêt à faire savoir que les Soviétiques vont prendre largement la tête dans l'occupation de l'espace pour fournir des informations tout à fait objectives. Quant à l'URSS, elle entoure ses activités spatiales d'un secret total, et a un lourd passé de camouflage d'échecs et de programmes avortés.

Pour apprécier le programme spatial soviétique, il convient de prendre en considération son mode d'organisation et de fonctionnement, ainsi que sa logique et sa stratégie, qui sont très différentes de celles du programme américain. Depuis son abandon discret dans la course à la Lune en 1969, l'Union soviétique conduit ses affaires spatiales avec prudence et ténacité. La prudence est manifeste dans le choix des objectifs : les vols habités effectués depuis 1971 visent simplement à apprendre à faire vivre et travailler des cosmonautes à bord de petites stations appelées d'abord Saliout et aujourd'hui Mir (ce qui signifie paix). Le module de base de ces stations ne pèse que 20 tonnes, et le vaisseau utilisé pour transporter les équipages de deux à trois personnes, le Soyouz, d'une masse de 7 tonnes, s'apparente bien davantage à la cabine américaine Gemini des années 1965-1966 qu'à l'énorme navette américaine, avec sa charge utile de 25 tonnes et son personnel allant jusqu'à huit astronautes. La même modestie se retrouve dans les projets scientifiques : l'exploration de Mars par des sondes automatiques, tentée au début des années 70, est apparue trop ambitieuse pour la technologie disponible, et les efforts de l'URSS se sont alors concentrés, avec un succès certain, sur l'étude de Vénus.

La situation n'est pas différente dans le domaine des applications civiles ou militaires : météorologie, télécommunications, navigation, reconnaissance, écoute électronique, télédétection des ressources terrestres, etc. Toutes ces utilisations pratiques de l'espace ont certes été développées, mais avec des satellites peu sophistiqués, assez lourds et de fiabilité limitée : l'observation civile de la Terre fait ainsi largement appel à des satellites de 7 tonnes, dont les films sont ramenés sur Terre à bord de capsules récupérables, et qui ne peuvent nullement se comparer à des engins comme les Landsat américains ou le SPOT français, qui transmettent par radio, pendant des années, des images très précises.

Des satellites à courte durée de vie

L'EMPLOI de satellites peu performants, à la durée de vie réduite, conduit l'URSS à multiplier les lancements pour assurer des services qui ne dépassent pas, en quantité ou en qualité, il s'en faut, ceux fournis par les systèmes américains (ou européens pour ce qui est des applications civiles) : chaque année, une centaine de tirs spatiaux sont ainsi réalisés depuis les trois bases de lancement soviétiques. Cette situation explique le fait que les activités spatiales de l'URSS sont, de très loin, les premières dans le monde par leur volume (4) : plus de 600 tonnes de charge utile satellisées chaque année, soit trois à quatre fois plus qu'aux Etats-Unis. Elle rend également compte de l'importance de l'industrie spatiale soviétique, qui emploierait, selon des sources américaines, six cent mille personnes (contre trois cent mille aux Etats-Unis) et consommerait 1,5 % du PNB (contre 0,5 % aux Etats-Unis). Ces avantages quantitatifs ne traduisent cependant pas (ou du moins pas encore) une avance réelle de l'Union soviétique sur les Etats-Unis.

La prudence des Soviétiques est peut-être encore plus manifeste dans la longévité de leur matériel spatial. La principale fusée porteuse utilisée est celle-là même qui a mis sur orbite Spoutnik-1, en 1957, et Youri Gagarine, le premier homme dans le cosmos, en 1961. Elle a, depuis, servi plus de mille cent fois. Le lanceur opérationnel le plus récent de l'arsenal spatial soviétique a été mis en service en 1967 (5). Le Soyouz, qui sert toujours à transporter les cosmonautes, a été initialement conçu en 1962. Le Saliout, dont la station Mir descend directement, a été étudié dès 1969. On est loin de l'obsolescence rapide des engins spatiaux américains. En outre, les engins développés sont exploités au maximum : le Vostok, qui emportait Gagarine en 1961, est à l'origine d'une famille de satellites récupérables qui, pour la reconnaissance, la télédétection, la

* Ancien auditeur de l'Institut des hautes études de défense nationale, maître de conférences à l'université Paris-XI, auteur de *la Saga de l'espace* (Gallimard, Paris, 1986).

(1) *Aviation Week and Space Technology*, 1er décembre 1986.

(2) Dans la livraison de 1986 de la publication annuelle *Soviet Military Power*, éditée par les presses du gouvernement américain (Government Printing Office), on trouvera un dessin très détaillé de la navette soviétique.

(3) Voir, par exemple, Chris Bulloch, « La capacité spatiale soviétique : une réalisation spectaculaire en vue ? » *Interavia, Perspectives spatiales*, n° 3, automne 1986.

(4) Pour une synthèse des activités spatiales soviétiques, voir Alain Dupas : « Un programme spatial en plein renouveau » ; *la Recherche*, novembre 1984.

(5) Un nouveau lanceur de capacité moyenne (15 tonnes de charge utile près de la Terre), baptisé SLX-16 par les Américains, serait en cours de mise en service, mais aucune information soviétique n'existe à ce sujet.

ISAAC ASIMOV

L'eau de la Terre aux Terriens !

L'espace est sillonné de vaisseaux appartenant à des Récupérateurs qui harponnent les « objets trouvés » (réservoirs largués par les fusées, coquilles, etc.) pour les recycler dans l'industrie martienne. A bord d'un de ces vaisseaux, deux Récupérateurs regardent, à la télévision, un sénateur terrien, Hilder, qui prononce un discours démagogique et « xénophobe » contre les habitants de la Lune, de Vénus et de Mars.

« *La Terre a investi sur Mars deux cents milliards de dollars et en a récupéré cinq sous forme de minerai de fer. La Lune a reçu cinq cents milliards de dollars dont elle a remboursé un peu plus de vingt-cinq millions en magnésium, titane et divers métaux légers. Pour Vénus, c'est encore mieux : la Terre a déboursé cinquante milliards de dollars sans recevoir aucune compensation. Et c'est ça qui intéresse les contribuables — leur argent se volatilise, mais rien ne rentre !* »

Tandis qu'il parlait, l'écran s'était couvert de petits croquis représentant les Récupérateurs en route vers Mars, minuscules caricatures de vaisseaux, allongeant leurs minces bras filiformes vers des coquilles baladeuses pour s'en saisir, puis les halant avant de les estampiller d'un étincelant PROPRIETE DE MARS et de les diriger sur Phobos.

Hilder réapparut : « *Un jour, disent-ils, ils nous rendront tout cela. Un jour ! Aux calendes grecques, oui ! Dans combien de temps ? Un siècle ? Mille ans ou plus ? Un jour ! Prenons-les au mot. Un jour, ils nous rendront nos métaux. Un jour, ils seront capables de produire leur propre nourriture et leur énergie. Ils n'auront plus besoin de nous pour vivre. Mais il y a autre chose qu'ils ne pourront jamais nous rendre, fût-ce dans un milliard d'années : l'eau !*

» *Mars ne possède qu'un insignifiant filet d'eau parce qu'elle est trop petite. Vénus n'en possède pas une goutte. La Lune, pas davantage, parce qu'elle est à la fois trop petite et trop chaude. Ainsi, non seulement la Terre doit leur fournir à toutes trois l'eau pour boire et se laver, l'eau nécessaire à leur industrie, mais aussi l'eau qui est dilapidée dans l'espace par millions de tonnes !* »

(*Extrait du roman d'Isaac Asimov,* la Voie martienne, *1955, publié en français aux Editions J'ai lu, Paris, 1978.*)

INDE : Au service du développement économique

Par MARC GIGET *

L'INDE s'est engagée dès 1961 dans la recherche spatiale. Son intérêt militaire initial – élaboration d'un missile intercontinental – a rapidement cédé la place à des préoccupations civiles de soutien au développement. Cette évolution a été fondamentale pour le succès d'un programme qui compte parmi les plus complets au plan mondial, tant par ses réalisations propres que par les actions menées en coopération avec les Etats-Unis, l'Europe et l'Union soviétique.

Seul pays à s'être doté – dès 1972 – d'un ministère de l'espace, l'Inde, avec un budget spécifique de plus de 150 millions de dollars pour l'année fiscale 1986-1987, se situe au huitième rang international, nettement devant le Royaume-Uni, l'Italie ou le Canada. Avec ces moyens – qui restent limités par rapport à ceux des grandes puissances spatiales, – elle a réussi à bâtir un programme incluant lanceurs et satellites d'application conçus et produits localement.

Plus de quatorze mille personnes travaillent actuellement au ministère de l'espace, qui encadre et programme le développement à long terme des activités du domaine, et dont dépend l'agence spatiale indienne, l'ISRO, la seconde au monde, après la NASA, en termes d'effectifs. Le programme de lanceur national SLV a abouti, en 1980, au tir réussi du lanceur léger SLV3, réédité ensuite avec succès à deux reprises. Sa version améliorée (ASLV), susceptible de placer 150 kg en orbite basse, est en fin de développement, le premier tir étant imminent.

Dès 1989, un lanceur plus puissant, PSLV, pourra placer en orbite polaire des satellites opérationnels et, en 1992, devrait être mis en service un lanceur à capacité géostationnaire, GSLV. Ces deux lanceurs utiliseront le moteur Viking d'Ariane dont l'Inde a acquis la licence de fabrication. New-Delhi fait par ailleurs largement appel à des lanceurs étrangers, le plus souvent à des conditions très avantageuses. Ainsi, les satellites d'observation Bhaskara-2 et IRS sont lancés par l'organisme soviétique Intercosmos ; Apple, satellite expérimental de télécommunications, a été lancé – en charge complémentaire – sur Ariane, et les satellites de télécommunications Insat ont été mis en orbite l'un par une fusée Delta américaine et l'autre par la navette spatiale avant l'accident de Challenger.

Après avoir réalisé d'importants programmes d'expérimentation des télécommunications spatiales pour l'aide au développement avec des satellites américains et européens, l'Inde a mis en place son propre système, Insat, en 1983. La première génération de satellites a été achetée aux Etats-Unis mais la suivante sera fournie par l'industrie nationale qui a déjà construit avec succès le satellite Apple, comme elle a produit l'ensemble des stations au sol de réception de télécommunications et de télévision d'Insat. L'importance qu'ont les prévisions météorologiques pour un pays sujet à de graves catastrophes naturelles a amené l'Inde à élaborer un système propre de météorologie spatiale, embarqué sur le satellite Insat. Ce système, qui intègre également les données des satellites étrangers, est aujourd'hui l'un des plus performants qui soient, notamment en matière d'alerte avancée des cyclones.

L'impératif de la mise en valeur des ressources naturelles, minérales et végétales, du sous-continent a entraîné très tôt un vif intérêt de New-Delhi pour les satellites d'observation et de télédétection, conduisant à l'utilisation, dès l'origine, des données des satellites américains, notamment de Landsat. Une agence spécialisée a été créée en 1975, et deux satellites d'observation et de télédétection, de conception locale, ont été mis en orbite en 1979 et 1981, soit sept ans avant la mise en place du premier satellite d'observation européen... Trois autres satellites doivent être lancés de 1987 à 1991, et l'Inde s'est par ailleurs équipée pour recevoir les données de SPOT et des nouveaux Landsat.

En matière d'utilisation des données de la télédétection spatiale, l'effort réalisé est unique au monde : un institut spécialisé, un réseau décentralisé de diffusion, ainsi que des centres régionaux de formation des utilisateurs et de traitement des données. Comme pour les télécommunications, tous les systèmes au sol sont fabriqués en Inde, qui a ainsi développé une spécialisation de haut niveau pour la réalisation d'équipements peu coûteux de réception de systèmes spatiaux.

* Directeur d'Euroconsult, société de recherche et d'études économiques sur les industries de haute technologie.

MAIS PEU SOPHISTIQUÉ

stratégie soviétique

recherche biologique et, récemment, l'élaboration de matériaux en microgravité, ont volé plus de six cents fois. Cette approche rend possible une véritable production en série ainsi qu'un amortissement des coûts sur un grand nombre d'exemplaires.

La ténacité est la seconde caractéristique majeure du programme spatial soviétique. Elle a, en effet, été nécessaire pour surmonter d'énormes difficultés technologiques : dans l'étude de Vénus, le premier véritable succès n'est venu qu'à la dix-huitième tentative, et il a fallu sept ans pour que le programme de station Saliout devienne vraiment opérationnel. Cette persévérance porte ses fruits, et il est frappant de constater à quel point la technologie spatiale soviétique progresse rapidement aujourd'hui. Dans le domaine militaire, on peut noter la mise au point de satellites de reconnaissance à transmission radio des images, comparables aux KH-11 américains. En matière scientifique, le succès, en mars 1986, des sondes Vega d'étude de la comète de Halley démontre que l'URSS maîtrise désormais des missions très difficiles, faisant appel à une instrumentation sophistiquée. Les Soviétiques se sentent en mesure de repartir à l'étude de Mars, et ils ont conçu une opération, appelée Phobos, qui commencera en juillet 1988, et qui n'a rien à envier en complexité aux plus belles réalisations américaines dans l'étude des planètes. Dans le domaine des vols habités, les Soviétiques s'apprêtent à entreprendre, en 1987, un vol record de dix mois à bord de la station Mir. Cette station va progressivement grossir d'ici à la fin de cette décennie par adjonction de quatre gros modules scientifiques, pour devenir aussi importante que la station envisagée par la NASA pour le milieu des années 90.

La démarche très conservatrice adoptée par l'Union soviétique lui a finalement permis de disposer aujourd'hui d'un potentiel spatial impressionnant, qui associe une capacité de lancement sans équivalent, même si elle ne repose encore que sur des fusées classiques, et une technologie suffisamment avancée pour mettre en œuvre de façon efficace toutes les applications pratiques de l'espace. Une question se pose cependant : ce potentiel est-il *utilisé* principalement à des *fins civiles ou militaires* ? Les observateurs américains font souvent état de chiffres qu'ils estiment alarmants : plus de 80 % des lancements soviétiques seraient de caractère militaire. Qu'en est-il vraiment ? Il est évident que l'URSS, comme les Etats-Unis, utilise largement les satellites pour l'acquisition d'informations et le soutien de ses forces armées. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit cependant d'applications des techniques spatiales, du type reconnaissance ou télécommunications, qui n'ont aucun caractère agressif. Et si l'on tient compte, non pas du nombre des lancements, qui est un mauvais indicateur, mais de la masse satellisée, on arrive à la conclusion que le programme soviétique est à 55 % militaire, soit une proportion inférieure à celle des Etats-Unis.

Une défense antimissile terrestre

ON sait que les Soviétiques, qui mènent campagne contre l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan, ont, en particulier, testé et peut-être déployé un système d'interception de satellites en orbite basse. Mais il est aussi certain que ce système est très peu efficace, et que ses essais sont interrompus depuis plusieurs années. En ce qui concerne le développement de systèmes défensifs contre les missiles balistiques (systèmes dits ABM), la position soviétique a été clairement exprimée par le maréchal Akhroméev, chef d'état-major général des forces armées de l'URSS : *« Nous n'effectuons pas d'études relatives à la création de systèmes spatiaux ABM. Par contre, nous travaillons au perfectionnement des systèmes d'alerte, des moyens de contrôle, de communication et de navigation, à la mise en place d'une défense antimissile terrestre dans les limites autorisées par le traité* [de 1972] *ABM dont nous observons rigoureusement toutes les dispositions* (6). »

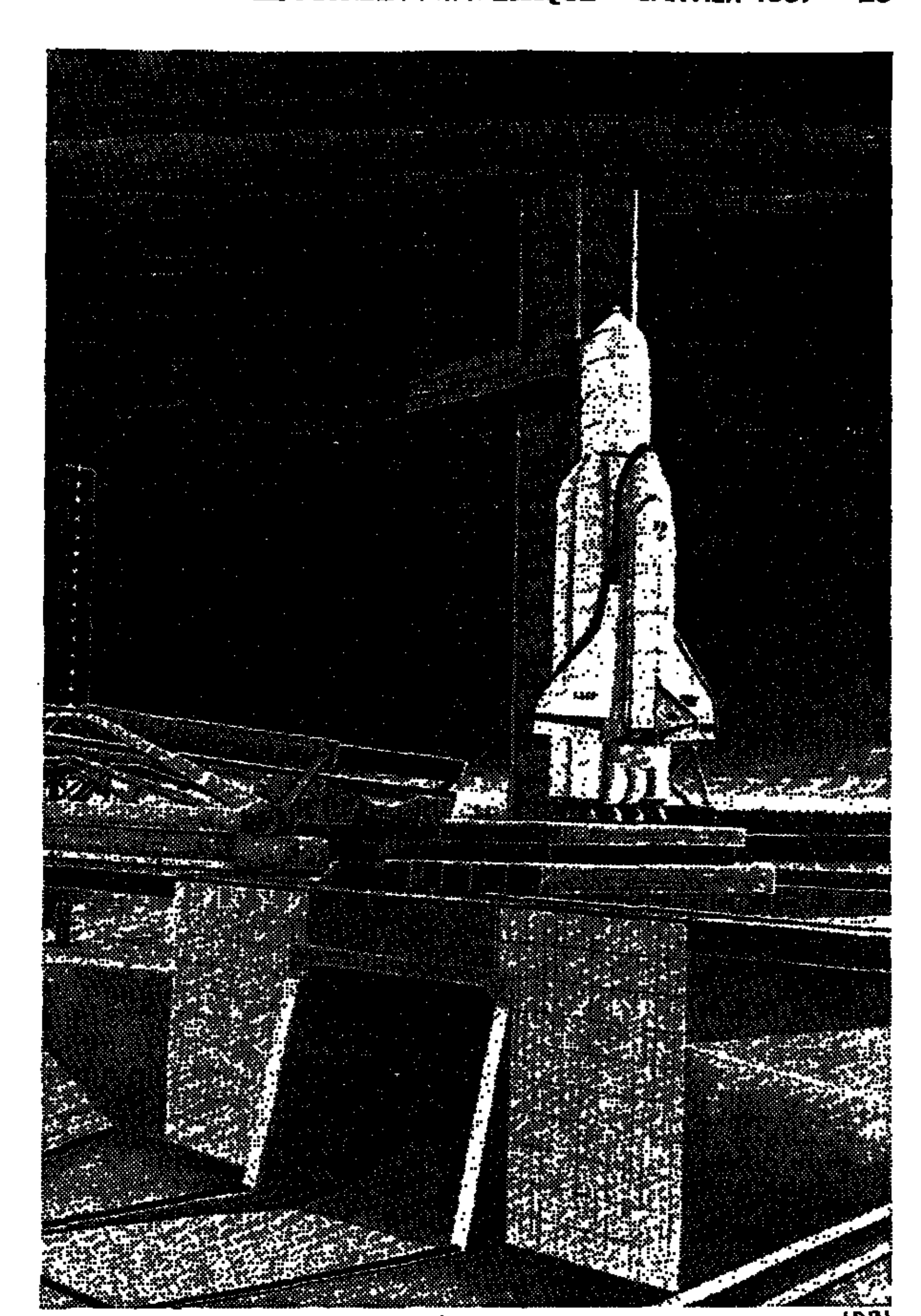
Ces affirmations sont-elles compatibles avec les informations américaines suivant lesquelles l'URSS poursuivrait des recherches et des développements intensifs sur les armes ABM, qu'il s'agisse de missiles, de lasers ou de faisceaux de particules ? Le traité de 1972 n'interdit pas les recherches sur ces armes, ni même le développement, les essais et le déploiement d'armes fixes basées au sol et constituant une modernisation des systèmes autorisés par ce traité. La situation n'est cependant pas claire pour les armes à énergie dirigée (lasers et faisceaux de particules), qui ne peuvent pas être considérées comme une simple modernisation de missiles antimissiles.

Le maréchal Akhroméev affirme que l'URSS ne s'intéresse pas à la création de « systèmes spatiaux ABM ». La mise en place d'armes ABM en orbite est une option technique envisagée par les Etats-Unis dans l'IDS, mais qui n'est pas forcément retenue par les experts soviétiques. Ceux-ci peuvent parfaitement préférer des systèmes basés au sol, et étudier, comme ils le disent, une réplique non spatiale (multiplication des ogives par exemple) au déploiement d'un dispositif ABM dans l'espace. Des informations assez détaillées sur le dispositif soviétique anti-IDS ont été fournies lors d'une conférence de presse tenue à Moscou le 17 décembre dernier (7).

Le développement d'un lanceur géant et d'une navette s'accorde-t-il bien cependant avec la prudence dont les Soviétiques ont fait preuve jusqu'ici ? Il n'y a pas *a priori* de contradiction. Les Soviétiques ont certainement une juste conscience des limitations de leurs moyens de transport spatiaux actuels, en particulier pour l'envoi d'hommes dans l'espace et la récupération de charges utiles. D'autre part, ils mesurent sans doute très bien la difficulté de construire et de mettre au point un véhicule du type navette : une dizaine d'années au moins de développement, suivies de plusieurs années de vols expérimentaux, l'exemple américain étant tout à fait instructif à cet égard. Dans ces conditions, il est normal qu'ils aient réalisé et qu'ils se préparent à tester des moyens de transport spatiaux avancés avant d'en avoir véritablement besoin. M. Dounaev a ainsi raison lorsqu'il dit que les fusées et les vaisseaux actuellement disponibles sont suffisants pour les lancements de satellites, de stations spatiales et de cosmonautes. Mais cela ne signifie pas que les essais de moyens plus performants, qui seront nécessaires pendant les années 90, ne doivent pas commencer bientôt.

Il faudra donc sans doute attendre au moins une dizaine d'années pour que les activités spatiales soviétiques changent d'échelle, avec la mise en orbite de très grandes stations et, peut-être, des projets d'envoi d'hommes sur la Lune ou vers Mars. Cependant, deux tendances, importantes pour les Occidentaux, vont d'ici là s'accentuer. D'abord l'URSS va certainement ouvrir de plus en plus largement ses moyens spatiaux, automatiques ou habités, à la coopération internationale. Les projets franco-soviétiques ARAGATZ (vol de 1 mois d'un spationaute à bord de la station Mir) et VESTA (mission conjointe de sondes vers Mars et certains astéroïdes) sont une bonne illustration de cette politique, qui pourrait conduire, vers la fin du siècle, à des réalisations spectaculaires, comme une opération conjointe URSS/Etats-Unis/Europe pour la récupération d'échantillons de sol martien, voire la préparation d'une mission habitée internationale vers Mars. La seconde tendance est la volonté de l'Union soviétique de s'introduire sur le marché spatial international, en proposant des lanceurs, des opportunités d'expérimentation en microgravité et des capacités de télécommunications par satellites. Lors de la récente manifestation Technospace à Bordeaux (8), M. Vladimir Poletaiev, l'un des responsables de Glavkosmos, a offert de lancer des satellites géostationnaires de 1 tonne au moyen de fusées Proton pour une somme de 154 millions de francs. Un prix inférieur de moitié environ à celui qui serait demandé par Arianespace pour une mission comparable. Il reste cependant un obstacle de taille sur la route de l'URSS vers ce marché commercial : les règles du COCOM, l'organisme intergouvernemental des pays occidentaux qui contrôle les transferts de technologie vers les Etats du bloc soviétique...

ALAIN DUPAS.



(DR)

LA NAVETTE SOVIÉTIQUE VUE PAR LES SERVICES AMÉRICAINS
Un outil déjà prêt pour les grandes stations orbitales de demain

(6) Entretien accordé au journal allemand *Stern* et reproduit dans *Temps nouveaux*, nº 48, 1986.

(7) Voir *International Herald Tribune*, 18 décembre 1986.

(8) Voir *le Monde*, 5 décembre 1986.

Vivre en apesanteur ?

Par RENÉ BOST *

LA gravité est un des facteurs de l'environnement qui ont le plus marqué l'évolution, la morphogénèse et la physiologie des espèces. Paradoxalement, c'est un de ceux qui ont été le moins étudiés. La vie est une victoire sur le pesanteur. Elle s'est adaptée à sa contrainte, elle s'est construite autour de la verticale. Les structures statiques des organismes sont destinées à résister à l'écrasement de l'attraction terrestre. Elles s'adaptent en permanence à sa stimulation : sans le collagène, sans le squelette chez les vertébrés, sans le tissu ligneux chez les cellules animales, la vie se réduirait à deux dimensions.

Les structures dynamiques du milieu intérieur des organismes luttent contre la gravité pour véhiculer, dans les systèmes circulatoires, les substances nourricières et évacuer les déchets. Lors du passage de la position couchée à la position debout, par exemple, le système veineux s'adapte instantanément à l'augmentation considérable de la pression hydrostatique provoquée par la pesanteur. Les êtres vivants sont dotés d'un sixième sens, oublié par les physiologistes : le sens de la verticale, utilisé comme référentiel universel pour l'orientation, la stabilité de la vision, la poursuite des cibles par le regard, l'équilibre postural. La position de l'homme érigé est asservie à la verticale à deux degrés près.

L'environnement spatial étant caractérisé essentiellement par l'absence de gravité, on ne s'étonnera pas si les astronautes sont affectés, dès la mise en orbite, par de sérieuses perturbations physiologiques appelées « syndrome de l'adaptation spatiale ». Elles se traduisent par une redistribution de la masse sanguine vers la partie supérieure du corps et une absence de stimulation des capteurs de gravité qui provoquent une congestion céphalique, des sensations de malaise, des états nauséeux, une perte calcique, sans conséquences pathologiques toutefois pour des vols courts.

Cette phase aiguë, dite adaptative, est suivie au bout de quelques jours par un état chronique, dit « conservatif » ou « opératif » suivant les écoles, correspondant à l'effacement progressif des mécanismes physiologiques réflexes liés à la pesanteur terrestre et à l'apparition d'un état caractérisé par une nouvelle programmation adaptée à l'absence de gravité. Son installation est préoccupante pour le retour sur Terre après des vols de longue durée. Pour limiter les conséquences fâcheuses d'une confrontation brutale à la gravité, une préparation sérieuse de l'organisme, pour lui « rappeler » les conditions terrestres, est nécessaire avant le retour. Ces phénomènes transitoires témoignent d'une plasticité étonnante des mécanismes neuro-sensoriels jusque-là réputés invariables.

Le développement de ces recherches est étroitement dépendant de l'évolution des moyens spatiaux disponibles. La technologie des véhicules habités est loin d'avoir atteint ses limites. La première génération d'engins, Gemini, Apollo, Soyouz, ne permettait pas, faute de place, de procéder à des investigations significatives en vol. Les stations de deuxième génération, Skylab, puis la navette spatiale américaine, le Saliout soviétique, le Spacelab européen, ont rendu possible l'embarquement d'expériences déjà sophistiquées en sciences de la vie.

C'est avec l'avènement des stations de la troisième génération que ces sciences atteindront leur plein développement spatial. Les stations orbitales permanentes et leurs moyens d'accès permettront aux physiologistes spatiaux d'aborder dès 1995-2000 la phase opérationnelle de leur recherche. Après arrimage de leurs vaisseaux de transport sur les stations, ils pourront procéder à des expériences de longue durée. Ils disposeront d'équipements permanents — adaptés aux conditions spatiales — voisins de ceux de leurs laboratoires, avec l'apesanteur en plus. Ce sera le début d'une nouvelle page de la physiologie que l'on pourrait appeler gravitationnelle.

* Spécialiste des sciences de la vie au Centre national d'études spatiales.

L'EFFORT DE RECONSTRUCTION AFFRONTÉ

Philippines : difficile parcours pour le

AUX Philippines, comme dans les autres pays récemment libérés de leurs dictateurs, la gravité des problèmes économiques peut *compromettre* le *retour* à la démocratie. Alors que son pays doit 26 milliards de dollars aux banques étrangères, Mme Aquino a entamé au début de janvier 1987 de délicates négociations avec le Front démocratique national : ce dernier, s'il a bien accepté une trêve de deux mois, n'en a pas pour autant renoncé à ses exigences radicales de réforme agraire et de justice économique.

Par PIERRE DE CHARENTENAY

Depuis à peine une année, les Philippines ont parcouru un chemin semé d'obstacles. Un psychodrame politique. Des affrontements au bord du chaos. Une expérience culturelle, voire spirituelle. *Par toutes ses* dimensions, ce parcours est le passage du rêve de l'unanimité de février 1986 à la réalité des innombrables conflits existant dans ce pays en voie de développement qui sort de la dictature. Dans ce parcours, *le pire n'est pas toujours sûr*, même si le meilleur est difficile à faire advenir.

L'histoire commence par un assassinat au bas d'un escalier d'avion, le 21 août 1983. Elle atteint son paroxysme pendant les quatre jours de la *révolution* de février. *Plusieurs livres* philippins (1) en racontent les péripéties. En les feuilletant, le lecteur est frappé par le côté fusionnel, extatique, et religieux de ces quatre journées. Le pays connaissait à la fois l'euphorie et la tension la plus grande : tout pouvait basculer à tout instant dans la violence. Ce moment, unique dans l'histoire du pays, unique peut-être dans l'histoire du monde, est la victoire de la non-violence, du courage et de la foi d'un peuple. *Il donne des fondations* symboliques puissantes à une nouvelle étape, mais il porte en lui les fragilités et les incertitudes que ces derniers mois ont révélées au grand jour.

M. Marcos parti, il fallait diriger le pays. Mme Aquino n'avait aucune formation pour remplir ce rôle. Mais elle avait pour elle un solide bon sens, un pragmatisme certain, des principes éthiques affirmés, des conseillers compétents et, surtout, la confiance et l'appui d'une très grande majorité de la population. Dans sa rencontre avec le réel, elle devait affronter plusieurs problèmes : la gestion quotidienne, le retour au politique et la place de l'armée, la reprise de l'économie, la gauche et la guérilla.

Les urgences éclataient partout et sur tous les plans : la politique du vide pratiquée par M. Marcos avait touché les caisses, le personnel politique, les institutions nationales, la santé publique, etc. Tout était à construire, et tout était urgent. Mme Aquino profita des premières semaines d'état de grâce pour déclarer son gouvernement révolutionnaire : s'il fallait rebâtir, autant le faire *les mains libres*, à *partir* de zéro. Cela permettait de dissoudre l'Assemblée nationale et de procéder à la nomination de hauts fonctionnaires responsables *(Officers in charge, OIC)* sur tout le territoire, pour remplacer ceux qui avaient *été* nommés ou élus pendant le régime précédent.

Le ministre de l'administration locale, M. Aquilino Pimentel, ancien dirigeant du Parti démocratique philippin (PDP) nomma deux mille OIC, un *peu trop vite, semble-t-il, 10 % d'entre* eux durent être remplacés dans les six mois. Cette précipitation et les bavures qui s'ensuivirent ont transformé cet ancien opposant de M. Marcos en cible privilégiée des secteurs de droite et ont renforcé l'impression d'un centralisme excessif dans l'esprit des notables locaux.

Pour accélérer le retour à un régime constitutionnel, Mme Aquino prit une option décisive : nommer une commission (quarante-huit membres issus de secteurs très divers, dont certains proches de la gauche) pour la rédaction d'une Constitution qui serait soumise à référendum. Les débats de cette commission, enrichis par une consultation multiforme à travers le pays, aboutirent au dépôt du projet de texte en octobre 1986. Avec près de deux mois de retard, le référendum aura lieu le 2 février 1987.

Il fallait en même temps revenir sur le passé : une commission spéciale (Presidential Commission for Good Government, PCGG) fut chargée de lancer des enquêtes sur toutes les fortunes illégalement acquises. Elle permit de révéler les incongruités de Mme Imelda Marcos et le pillage auquel s'était livrée la famille du président déchu. Les formalités de récupération de leur fortune avancent à pas de tortue. Un débat public discuta des pouvoirs de la PCGG : ils seraient limités pour ne pas entraver l'économie et éviter la fuite des capitaux, même ceux qui furent illégalement acquis.

Ce processus de purification inquiétait tout particulièrement les anciens *proches de M. Marcos, tel M. Enrile*, qui assumait récemment encore les fonctions de ministre de la défense. On sait que celui-ci a accumulé une énorme fortune (lorsqu'il était président de la United Coconut Planters *Bank*) et qu'il *a procédé à des transferts* massifs de fonds vers les Etats-Unis (125 millions de dollars dès 1983, plus de 350 millions de dollars par la suite). Des enquêtes sur son attitude à l'égard des droits de l'homme seraient catastrophiques pour sa réputation. En position de pouvoir jusqu'à la fin de novembre dernier, il pouvait empêcher le déroulement d'une enquête sur son passé. Même s'il reste encore puissant, il n'est pas sûr d'être *désormais* en mesure de s'y opposer.

La politique ou l'armée

ENTRE la prise de fonctions de la présidente et le référendum du 2 février 1987, il s'écoulera une année. Le gouvernement nommé par Mme Aquino a commencé à gérer le pays selon des options politiques nettes : mesures de justice (augmentation de 10 % des salaires des professeurs, législation sur le droit de grève, par exemple), libération des prisonniers politiques, attitude de conciliation et de négociation avec la guérilla. Cette politique, de gauche par ses aspects sociaux, et pluraliste dans ses fondements, n'a pas reçu l'assentiment de tous, loin de là.

Ne parlons pas ici de l'arrière-garde pro-Marcos, dite loyaliste, qui fomenta le coup d'Etat d'opérette en juillet 1986 sous la houlette d'un vieillard manipulé, M. Arturo Tolentino. L'opposition qui se constitue actuellement rassemble une partie de l'armée, d'une part, et la droite classique, d'autre part. Elle n'a aucun lieu d'expression, sinon le conseil des ministres. Mme Aquino y avait rassemblé presque toutes les tendances : la droite, représentée par M. Enrile, le centre, avec un homme d'affaires comme M. José Concepcion, des techniciens de l'économie, tel M. Jaime Ongpin, de vieux opposants au régime Marcos, comme M. Aquilino Pimentel, et des ministres *sociaux*, comme M. Augusto Sanchez. Ce conseil était une mosaïque de techniciens et de politiques de tout bord. La droite n'y trouvait pas son compte. La discipline nécessaire à l'efficacité non plus.

A partir de septembre 1986, M. Enrile devint très critique à l'égard du gouvernement. Il exprimait le point de vue de l'armée, celui en tout cas des jeunes colonels anticommunistes du Mouvement de réforme des *forces armées (RAM). Ceux-ci ont* monté une opération, « God Save the Queen », qui devait leur donner le contrôle du pouvoir, tout en maintenant Mme Aquino à la tête de l'Etat. Ils n'ont pas pu la réaliser, même avec l'aide de M. Enrile. Leur soutien au sein de l'armée s'est dérobé, volé par le général Fidel Ramos, chef d'état-major, qui a *bloqué toute tentative de* coup d'État en intervenant directement auprès de chaque commandant de région (dont onze sur douze avaient été changés depuis février).

Le coup d'Etat manqué des 22-23 novembre 1986 et le départ de M. Enrile ont changé l'équilibre des pouvoirs. Un marchandage a été conclu : Mme Aquino se ferait plus ferme dans les négociations avec la guérilla et remplacerait certains de ses ministres. Elle a partiellement répondu à ces dernières exigences en se séparant de deux ministres accusés de corruption, MM. Ernesto Maceda (ressources naturelles) et Rogaciano Mercado (*travaux publics*), et en donnant un nouveau poste à M. Aquilino Pimentel : ministre conseiller pour les affaires nationales. En échange, le général Ramos s'assurait de la fidélité des militaires. *Le chef d'état-major sort grandi* de cet épisode. Mais, en nommant le général (en retraite) Rafael Ileto au poste-clé de ministre de la défense, Mme Aquino crée un pont supplémentaire entre les pouvoirs civil et militaire. M. Ileto, homme d'une grande culture et sans ambition personnelle, opposant résolu à M. Marcos (ce qui lui valut l'exil doré des ambassades de Téhéran et de Bangkok), est à la fois un professionnel de l'armée et un fervent partisan de la révolution de février et de la famille Aquino. La présidente s'est ménagé ainsi de nouvelles fidélités au prix d'accommodements qui ne touchent pas l'essentiel du principe du retour à la démocratie.

Cette nouvelle distribution des cartes politiques est généralement bien accueillie, *sauf* par la gauche. Les Américains sont satisfaits : l'armée reste fidèle et prête à défendre leurs intérêts (en particulier les bases américaines). Le peuple, qui commençait à s'inquiéter des critiques de M. Enrile, est soulagé de cette nouvelle fermeté de la présidente. Tout auréolée de la trêve conclue avec la gauche armée, Mme Aquino a probablement aujourd'hui *une marge* de manœuvre un peu plus large qu'il y a deux ou trois mois. Après les menaces de coup d'Etat, les Philippines reviennent donc au jeu politique qui les mènera au référendum du 2 février et, surtout, aux élections législatives de *mai 1987* : chaque groupe cherche à se placer au mieux dans cette course. La droite se rassemblera autour de M. Enrile, qui possède encore beaucoup d'appuis dans l'armée. Et Mme Aquino est en train de lancer un mouvement, Lakas ng Bansa (Pouvoir de la nation), qui pourrait se transformer en parti politique.

Des industriels réticents

POUR la majorité des cinquante-cinq millions de Philippins, le retour au réel se traduit en termes économiques : ils constatent que le changement politique survenu en février 1986 n'a rien changé à l'état de grande pauvreté de leur région ou de leur ville. On meurt de faim dans l'île de Negros et dans bien des bidonvilles.

Le nouveau régime se trouve devant un problème immense. Il a choisi de commencer à agir en regagnant la confiance de la population et de l'étranger. Par des mesures modestes, comme des actions sur les prix des médicaments ou le relèvement des salaires des enseignants, il a montré sa bonne volonté et le sens de son action. Dans des décisions toutes récentes, en date *du 5 décembre 1986*, il confirme ses intentions : dans le budget 1987, la part des dépenses sociales passera de 16,7 % à 22,4 %.

Mais le redressement de l'économie doit aussi passer par des grandes réformes de fond. Celles-ci ne sont pas encore engagées. Pas de réforme agraire en vue. Pas d'investissement de la part de la classe financière et industrielle : pour ces grandes transformations du paysage économique, il faudra attendre l'élection du Congrès en mai. La réforme agraire ne pourra passer que par une loi. Et les industriels investiront lorsqu'ils auront une garantie sur leurs placements. L'orientation politique des *futures assemblées* sera déterminante ; c'est pourquoi le combat politique d'aujourd'hui est si important : l'avenir économique des Philippines dépend du rapport des forces politiques qui se mettra en place d'ici à mai 1987.

D'ores et déjà, on peut noter l'extrême *réticence* des industriels. Habitués à des marges de profit inconnues sous nos latitudes, ils n'accepteront d'investir que si le gouvernement leur garantit des profits similaires. Ils *renâclent bruyamment devant* les réformes des lois sociales et du droit de grève proposées par le ministre du travail, M. Sanchez, ou devant les projets de libéralisation des importations. Leurs vues sur la situation du pays sont *d'un simplisme accablant. Ils ne* pensent qu'au rendement financier immédiat. Un tel jugement n'est pas un discours idéologique : c'est le fruit d'observations faites lors de réunions d'industriels à Manille. Si le redressement économique n'a pas lieu, les industriels en porteront une grande part de responsabilité.

Sans attendre ces échéances, Mme Aquino a tenté d'agir sur un élément fondamental de macro-économie : la dette et les investissements étrangers. C'était le sens de ses voyages aux Etats-Unis et au Japon. Ils ont été un succès personnel et politique réel. Mais les retombées économiques sont plus *lentes. On a même vu le Congrès amé*ricain, tout ému de son contact avec Mme Aquino, voter 200 millions de dollars de crédits spéciaux, puis se raviser quelques jours après, l'exigence des réalités économiques nationales ayant prévalu sur l'élan du cœur.

(1) *People Power*, Manille, 1986, 320 pages, 247 photos.

La gauche militante

Par PIERRE ROUSSET

LE Parti communiste des Philippines (PCP) avait appelé au boycottage des élections présidentielles de février dernier. Le triomphe de Mme Corazon Aquino ayant sanctionné l'échec de cette politique, la direction du PCP a été amenée à qualifier le boycottage de *« grave erreur tactique* (1) ». Cette autocritique sévère s'est accompagnée de remaniements au sein de la direction du PCP. La signature, en novembre, d'un cessez-le-feu de soixante jours montre que ce parti a tiré les leçons de l'échec et tient dorénavant compte de la popularité de la présidente.

Constitué en 1968, le PCP anime le mouvement dit « démocratique national », courant qui comprend la Nouvelle armée du peuple (NAP), force de guérilla fondée en 1969 ; le Front démocratique national (FDN), clandestin, établi en 1973 ; et un ensemble d'organisations populaires, légales ou semi-légales, en plein développement depuis la fin des années 70.

Les organisations clandestines se sont considérablement renforcées ces dix dernières années. Le PCP aurait atteint, voilà trois ans, les 30 000 membres et la NAP, les 20 000 guérilleros à « temps complet ou partiel ». Le FDN évalue sa « base de masse » (une notion très large) entre 6 et 10 millions de personnes.

Au sein du mouvement populaire, l'influence « démocratique nationale » est grande. La direction de Bayan (acronyme de la Nouvelle fédération nationaliste) est identifiée à ce courant. Coalition d'organisations sectorielles et régionales, Bayan revendique 2 millions de membres. La principale confédération syndicale indépendante, Kilusang Mayo Uno (KMU, Mouvement du 1er mai), créée en 1980, forte de plus de 550 000 membres, et le Kilusang Magbubukid ng Pilipinas (KMP, Mouvement paysan des Philippines), créé en *1985*, participent à cette coalition radicale.

La fondation, en août dernier, du Partido ng Bayan (PnB ou Parti du peuple) (2) complète la panoplie des organisations « démocratiques nationales ». C'est la première fois que ce courant, constitué en réaction à l'évolution « parlementariste » du vieux PKP (3), suscite la formation d'un parti politique légal, décidé à s'engager *dans la lutte électorale*. Lancé par d'anciens détenus politiques et des dirigeants d'organisations de masse, le PnB veut *« briser le monopole des classes exploitantes sur le processus électoral et servir d'instrument aux classes exploitées »*. Interrogé au sujet des relations entre ce parti et le PCP, M. José Maria Sison a répondu que le PnB *« est un parti au caractère démocratique national possédant sa propre intégrité politique et organisationnelle »* ; ce n'est *« ni une extension ni un rival »* du PC. *« Très clairement, le Parti communiste des Philippines reste le parti d'avant-garde marxiste-léniniste du prolétariat* (4). »

Avec l'expansion du mouvement de guérilla et le développement multiforme du courant démocratique national, le PCP bénéficie aujourd'hui d'une réelle audience. Il peut intervenir sur tous les terrains de lutte et reste la formation dominante de la gauche militante. Le fait *mérite* d'autant plus d'être noté que ce *parti* revient de loin (5).

Constitué dans le feu de la radicalisation étudiante des années 1968-1972, poussé dans la plus stricte clandestinité par l'imposition de la *loi* martiale en septembre 1972, il a traversé une période très difficile. En 1974-1975, ses premières bases de guérilla sont détruites – comme dans la province d'Isabella, *dans le nord de l'île de* Luzon – ou réduites à peu de chose. En 1976-1977, ses principaux dirigeants politiques et militaires sont capturés. En 1978, une grave crise politique éclate entre la direction de *Manille-Rizae (la région de la capi*tale) et le comité central à propos, déjà, de la tactique électorale.

Beaucoup de mouvements révolutionnaires armés ne se sont jamais remis d'une telle succession d'épreuves. *Le* PCP s'est, pour sa part, rétabli en quelques années, grâce à la qualité militante de ses membres et à des réorientations politiques concrètes.

La crise sociale aidant, il a pu s'enraciner dans de nombreux centres urbains et zones rurales. Il a su s'intégrer au vaste mouvement de masse antidictatorial qui a pris son essor à partir de 1975 dans les villes et engager une collaboration avec les milieux chrétiens.

(1) « Party conducts assessment, says boycott policy was wrong », *Ang Bayan* (la Nation, organe clandestin du PCP), mai 1986.

(2) Le mot Bayan, en tagalog (philippin), intègre les notions de peuple et de nation. Il est traduit par l'un ou l'autre vocable, suivant les cas.

(3) Le PCP est né d'un processus de scission-expulsion, en 1967-1968, des rangs du Partido Komunista ng Pilipinas (PKP, Parti communiste des Philippines en tagalog). Formé dans les années 30, le PKP avait dirigé le mouvement de résistance Hukbalahap, écrasé au début des années 50. Longtemps sous la double influence de Moscou et de Pékin, il perd tout dynamisme dans les années 60, s'aligne sur la politique de l'URSS et signe un « pacte national » avec Marcos en 1974.

(4) Rapport politique par M. José Maria Sison au congrès de fondation du PNB, dactylographié, page 6. M. José Maria Sison est le plus connu des fondateurs du PCP. Président du comité central de ce parti de 1968 à son arrestation, en 1977, il a été libéré après la victoire de Mme Aquino. Il n'a aucune fonction officielle dans le PNB, mais il présidait la commission préparatoire à sa formation. Il est un point de référence politique pour de nombreux militants communistes.

(5) Sur l'histoire du PCP, voir la très intéressante étude d'Armando Malay Jr., « Maoïsme, loi martiale et insurrection aux Philippines (1966-1980) », thèse présentée pour le doctorat de troisième cycle à l'université Paris-VII, décembre 1985.

OU COOPÉRATION ?

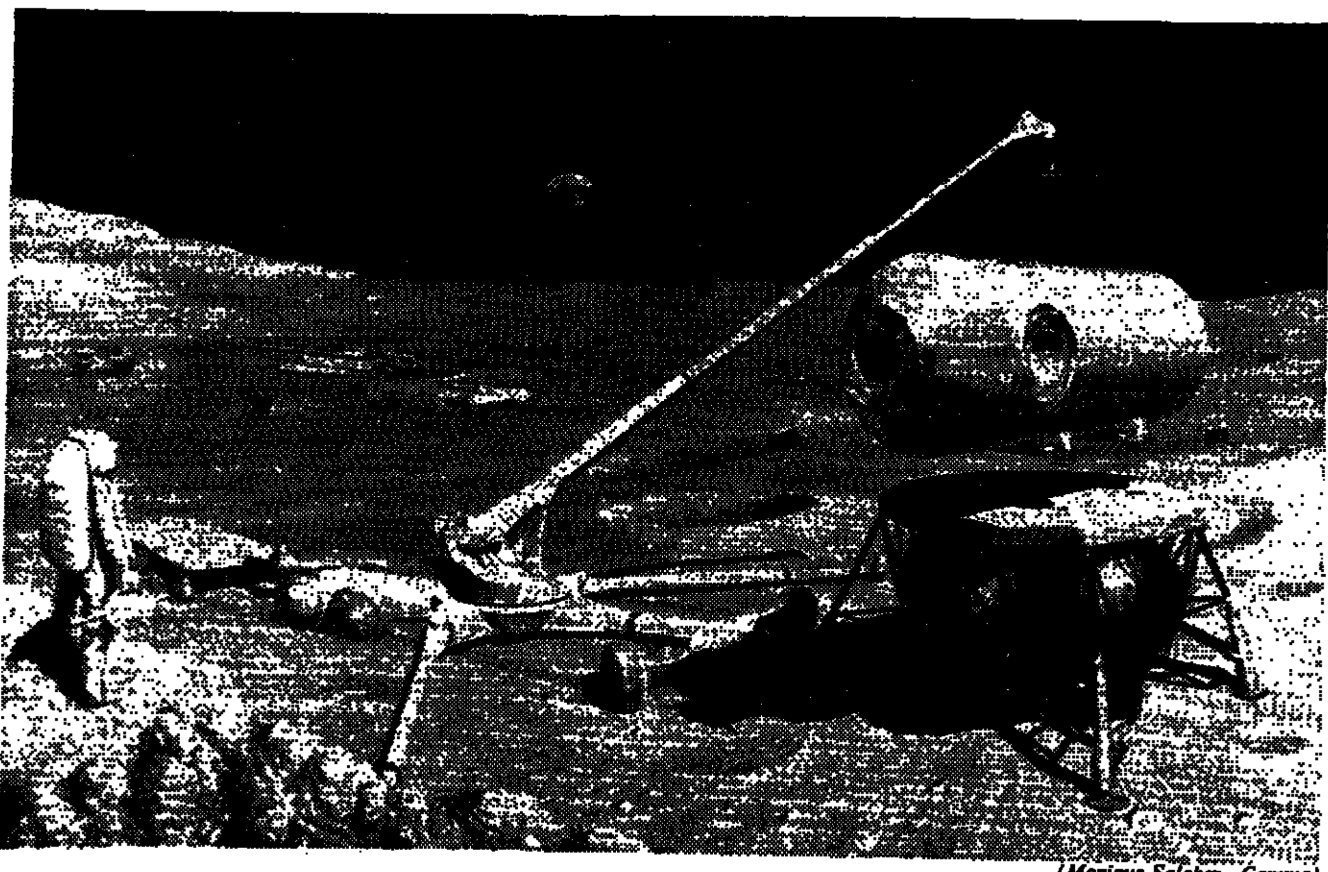
de la démarche américaine

La Commission a préconisé des initiatives vigoureuses pour reconstruire les bases de la technologie spatiale américaine et pour développer des moyens d'accès à l'espace réellement bon marché. Le calendrier qu'elle propose prévoit une première station sur la Lune vers 2005 et les premières bases sur Mars peu après 2020.

Si les Etats-Unis veulent se doter d'une politique spatiale cohérente, il faudra que les objectifs et le plan d'action à mettre en œuvre dans la période 1990-2020 soient intégrés à une version ou une autre de ce type de vision à long terme. Cela devrait à son tour entraîner des décisions sur l'orientation d'un grand nombre de projets. L'une des questions les plus fondamentales est de savoir quelle catégorie de programmes de recherche la NASA développera au cours des deux prochaines décennies. La communauté scientifique américaine de l'espace a déjà dressé une telle liste de missions du plus grand intérêt dans l'exploration du système solaire, les sciences de la vie, la physique des relations Terre-Soleil, l'astrophysique, l'astronomie et les sciences de la Terre, que les Etats-Unis à eux seuls ne sauraient y suffire. Parmi les possibilités qui s'ouvrent : une division explicite des activités scientifiques dans l'espace entre les Etats-Unis, l'Europe, le Japon et, peut-être, l'Union soviétique ; la collaboration et le partage des coûts pour des missions individuelles de l'un des partenaires cités plus haut, ou bien une décision que prendraient les Etats-Unis de ne pas tenter de conserver une position dominante dans un ou plusieurs domaines des sciences de l'espace.

Il y a quelques années, l'un des aspects majeurs de la politique spatiale des Etats-Unis était l'espoir de retombées économiques à court terme et particulièrement des utilisations de l'environnement en microgravité de l'orbite terrestre. Les éventuelles applications des technologies spatiales ne bénéficient plus aujourd'hui de la même priorité. L'utilisation de la microgravité à des fins commerciales est perçue comme le résultat, à long terme, de recherches à mener dans la navette et la station orbitale pendant les années 90, et non pas comme la principale justification à court terme du programme spatial américain.

La mise au second plan des retombées commerciales et de la concurrence



(Monique Salaber - Gamma)

COMMENT LA NASA CONÇOIT SA BASE AVANCÉE DU XXIe SIÈCLE SUR LE SOL LUNAIRE
Un projet grandiose, pour conforter le rêve de puissance

économique ne diminue en rien l'esprit de compétition qui anime la politique spatiale américaine. Après tout, c'est la compétition politique avec l'URSS qui, dans les années 60, donna naissance au programme Apollo. L'utilisation des succès dans l'espace, en tant que symboles de l'excellence technologique et de la puissance nationale, est toujours un des facteurs de première importance qui sous-tendent des programmes particuliers. S'il est vraisemblable que les Etats-Unis et l'URSS en reviendront à un certain niveau de coopération en ce domaine, particulièrement dans l'exploration de Mars par des véhicules non habités, une telle coopération (que ce soit avec les Soviétiques, les Japonais ou les Européens) restera secondaire par rapport aux motivations foncièrement nationalistes de la politique des Etats-Unis.

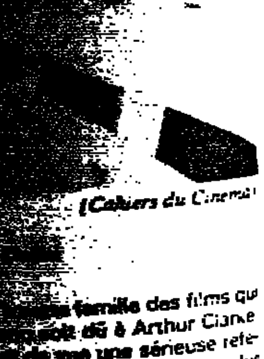
Ces motivations sont de nature à maintenir les vols habités à caractère spectaculaire au centre des futures activités spatiales américaines. En approuvant le projet Apollo de débarquement sur la Lune, le président Kennedy s'entendit expliquer par ses conseillers, que *« dans l'espace, ce qui captive l'imagination des gens, c'est l'homme et pas simplement les machines »*. Cet avis apparaît tout aussi fondé un quart de siècle plus tard. Le choix d'un objectif à long terme visant à donner une orientation globale au programme spatial américain est actuellement une préoccupation centrale. Il est certain que des équipages humains seront directement impliqués, quel que soit l'objectif final retenu. La station orbitale habitée ayant été présentée comme *« la prochaine étape logique »*, la question qui se pose aujourd'hui est : *« Une étape vers quoi ? »* Bien que cette plate-forme orbitale ait été justifiée comme un laboratoire de recherche dans l'espace et comme une station-service pour satellites, il est généralement admis que sa raison d'être fondamentale est de constituer une base de départ pour des missions humaines au-delà de la proximité immédiate de la Terre. Le retour permanent de l'homme sur la Lune est sans aucun doute envisagé comme la principale étape qui suivra l'installation de la station, et donc comme un objectif pour le début du XXIe siècle. Toutefois, la plupart des discussions sur les buts à long terme du programme américain se concentrent inévitablement sur des vols habités vers Mars, suite logique des missions exploratoires d'engins automatiques actuellement prévues aussi bien par les Etats-Unis que par l'Union soviétique.

Fixer l'exploration de Mars comme visée suprême du programme spatial américain pose plusieurs problèmes. L'un d'eux est que cet objectif est trop lointain, aussi bien pour constituer un véritable pôle sur lequel se grefferaient des projets spécifiques que pour susciter, de manière politiquement efficace, le soutien de l'opinion publique à des activités à terme plus rapproché. Il n'est pas assuré, en effet, que les Américains soient prêts à accepter l'objectif Mars avant d'avoir repris confiance dans la NASA en tant qu'organisme pleinement opérationnel. Un autre obstacle, sans doute encore plus important, est la probabilité d'une substantielle avance des Soviétiques dans la préparation des vols habités vers Mars. La question se pose réellement de savoir si l'exploration de Mars par l'homme constitue une perspective réaliste pour la démonstration de la suprématie américaine. Sans doute l'interrogation la plus lancinante des hauts responsables américains porte-t-elle précisément sur le choix du terrain où cette suprématie pourrait être affirmée.

Le dilemme central devant lequel se trouve placée l'élaboration de la politique spatiale des Etats-Unis pour les décennies à venir est de décider si, oui ou non, la compétition nationaliste demeure une logique politique adéquate et si la supériorité américaine dans tous les domaines des activités de l'espace est un objectif accessible dans un monde où il ne manque pas d'autres acteurs compétents, et où l'Union soviétique s'est assuré une position dominante dans les vols habités de longue durée. Une autre démarche consisterait à équilibrer le nationalisme et l'esprit de compétition par la nécessité croissante de travailler dans un cadre de coopération. Toutes les puissances spatiales, y compris les Etats-Unis et l'URSS, semblent aujourd'hui admettre que les intérêts nationaux qu'elles poursuivent en consacrant des efforts considérables à l'espace ne pourront être défendus en faisant cavalier seul, et donc qu'une forme ou une autre de collaboration est inévitable.

Trouver le juste milieu entre la compétition et la coopération internationales dans l'espace, tel est bien le défi majeur auquel sont aujourd'hui confrontés les décideurs politiques américains.

JOHN M. LOGSDON.



(Cahiers du Cinéma)

Prochains colloques

● L'Association française d'études américaines organise, les 9 et 10 janvier au palais du Luxembourg à Paris, un colloque sur le thème « LE BICENTENAIRE DE LA CONSTITUTION DES ÉTATS-UNIS. » *(Renseignements : Marie-France Toinet, CERI, 4, rue de Chevreuse, 75006 Paris.)*

● « QUELLE IMAGE LES MÉDIAS DONNENT-ILS DU TIERS-MONDE ? », tel est le thème d'un colloque organisé par le centre Varenne le samedi 10 janvier à Paris. *(Renseignements : 18, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. : (1) 42-22-18-56.)*

● A Paris, le 20 janvier, à l'invitation du Centre de formation aux réalités internationales (CEFRI) aura lieu une journée d'information sur « URSS : L'ÈRE DE GORBATCHEV. » *(Renseignements : CEFRI, 30, rue de Cabanis, 75014 Paris. Tél. : (1) 43-36-04-41.)*

● L'Institut d'études politiques de Paris organise, dans le cadre de ses activités de formation continue, un cycle court, les 26, 27 et 28 janvier, consacré à « LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA FRANCE. » *(Renseignements : service de formation continue de l'IEP, 215, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-49-50-50.)*

● Un séminaire annuel de recherche sur les organisations non gouvernementales débutera le 27 janvier 1987 à 15 heures à Paris. *(Renseignements : ORSTOM, 30, rue de Charonne, 75011 Paris. Tél. : (1) 47-00-96-99.)*

Philippe Viannay

Décédé le 27 novembre 1986 à l'âge de soixante-neuf ans, Philippe Viannay fut un résistant de la première heure. Il avait créé dès 1941 le réseau Défense de la France et le journal du même nom. Cette passion pour le journalisme ne devait plus le quitter, qu'il collabore au lancement du *Nouvel Observateur*, puis plus tard du *Matin de Paris*, ou qu'il fonde le Centre de formation des journalistes (CFJ), qui vient de célébrer son quarantième anniversaire.

Toutes ses entreprises furent marquées par le souci de développer les relations internationales, de la création de l'Association des foyers internationaux (AFI) à l'animation, à partir de 1974, de la fondation Journalistes en Europe, dont il était toujours, au moment de sa mort, l'administrateur général.

A. D.

Dans les revues...

▣ Dans un article percutant que publie DÉFENSE NATIONALE, M. Gilles Polycarpe, ingénieur de l'armement, explique que l'initiative de défense stratégique de M. Reagan « n'est à proprement parler ni une initiative, ni une défensive, ni une stratégie », mais « un mythe fédérateur, porteur du meilleur comme du pire ». (Décembre mensuel, 30 F. – 1, place Joffre, 75700 Paris.)

▣ Evaluant les conséquences que l'initiative de défense stratégique peut avoir pour la sécurité de l'Europe, Alain Carton examine, dans STRATÉGIQUE, les possibilités qu'offrirait « une défense aérienne élargie ». Dans le même numéro, un article sur les réformes militaires dans la Chine de Deng Xiaoping. (N° 4, trimestriel, 57 F. – Hôtel national des Invalides, 75007 Paris.)

▣ Après avoir publié dans un précédent numéro un article sur « le crépuscule de l'internationalisme » dans la politique des Etats-Unis, FOREIGN POLICY donne la parole, sur le même thème, à André Fontaine, Lee H. Hamilton (représentant démocrate de l'Indiana) et Brian Urquhart. Pour sa part, Richard S. Weinert, président d'une banque américaine d'investissement, s'appuie sur les « lois du marché », chères aux tenants du libéralisme économique, pour montrer comment elles diminuent la valeur des créances que les banques détiennent du tiers-monde. (Hiver 1986-1987, trimestriel, 5,25 dollars. – P.O. Box 984, Farmingdale, N.Y. 11737-9684, Etats-Unis.)

▣ LES TEMPS MODERNES publient un dossier complet sur « l'Amérique noire » avec des articles très variés sur la politique, la religion, l'économie et la culture de la communauté noire des Etats-Unis. (N° 485, décembre, mensuel, 60 F. – 22, rue de Condé, 75006 Paris.)

▣ STUDIA DIPLOMATICA consacre sa dernière livraison à une monographie de Romain Yakemtchouk sur « l'Europe face aux Etats-Unis ». Un état des relations politiques et militaires, des contentieux économiques et de la compétition technologique. (N°s 4-5, bimestriel, abonnement annuel 3 000 francs belges. – Institut royal des relations internationales, 88, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.)

▣ « Que se passe-t-il en Angleterre ? », se demande ECONOMIE ET HUMANISME dans un dossier de sept articles consacré aux divers aspects de la politique économique de Mme Thatcher. A noter également un article sur « le Japon, l'Europe et le système monétaire international. » (N° 292, novembre-décembre, bimestriel, abonnement annuel : 235 F. – 14, rue Antoine-Dumont, 69372 Lyon Cedex 08.)

▣ Deux grands pays industrialisés, la France et le Japon. Deux politiques de coopération. Une stimulante étude comparative à laquelle est consacré tout le dernier numéro de MONDES EN DÉVELOPPEMENT. (N° 53, 1986, trimestriel, 140 F. – ISMEA, 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75005 Paris.)

▣ Sous le titre « Panorama de l'Europe de l'Est », c'est une véritable somme de plus de trois cents pages que propose, sur les huit Etats de la région (l'URSS n'est pas comprise), LE COURRIER DES PAYS DE L'EST. L'évolution économique de chacun de ces pays est exposée ; on y trouve également des analyses sur les réalités sociopolitiques, l'intégration dans le CAEM, l'ouverture à l'Ouest, la pénurie énergétique, le niveau de consommation. Un ensemble de statistiques récentes font de ce numéro spécial un indispensable ouvrage de référence. (N°s 309-310-311, octobre, mensuel, 120 F. – La Documentation française, Paris.)

▣ « Nous sommes tous des Sud-Africains noirs » : en grand nombre, des hommes politiques, des écrivains et artistes, des universitaires – en majorité africains – s'expriment, dans un cahier spécial de PRÉSENCE AFRICAINE, sur l'apartheid en Afrique du Sud. (Cahier spécial, 150 F. – 25 bis, rue des Ecoles, 75005 Paris.)

▣ Les problèmes de l'autosuffisance alimentaire en Afrique noire et les incidences économiques des flux transfrontaliers clandestins sont deux des thèmes abordés dans AFRIQUE CONTEMPORAINE. (Octobre-décembre, trimestriel, 32 F. – La Documentation française, Paris.)

▣ « Richesse et pouvoir au Proche-Orient » : MIDDLE EAST REPORT présente, dans une série d'articles, les transformations des élites associées au pouvoir, sous l'effet de l'essor du capitalisme, dans plusieurs pays, du Maroc au Golfe, en passant par Israël. (N° 142, septembre-octobre, bimestriel, 3,50 dollars. – Room 518, 475, Riverside Drive, New-York, N.Y. 10115.)

▣ DÉFIS AFGHANS s'interroge sur la situation de la résistance et les « caps difficiles » qu'elle doit franchir. (N° 10, novembre, bimestriel, 20 F. – 24, rue de Chaligny, 75012 Paris.)

▣ La Turquie vient en bonne place, dans le riche sommaire de la REVUE EUROPÉENNE DES MIGRATIONS, avec trois études consacrées aux migrations de ses travailleurs : changement de destination du flux migratoire au profit des pays arabes producteurs de pétrole, impact des transferts de fonds dans le pays, enquête sur la réinsertion de ceux qui rentrent. (Vol. 2, n° 1, septembre, 85 F. – Université de Poitiers, 95, avenue du Recteur-Pineau, 86022 Poitiers.)

▣ La direction de POUVOIRS n'aurait jamais pu rêver pareille opportunité en concevant son dernier cahier sur le thème : « mai 68 ». « C'était quoi, mai 68 ? » POUVOIRS « a d'abord pour ambition, écrit Olivier Duhamel, de confronter les réponses à cette question posée par les étudiants d'aujourd'hui ». (Décembre, mensuel 76 F. – PUF, Paris.)

▣ POLITIQUE ÉTRANGÈRE consacre une grande part de son dernier numéro à un dossier nourri sur Tchernobyl, et plus largement aux risques du nucléaire et aux mesures qu'ils exigent. (N° 3-86, trimestriel, 75 F. – 6, rue Ferrus, 75014 Paris.)

▣ ETHNIES, dans un numéro spécial dirigé par Yvon Le Bot, explique comment la situation politique d'Amérique centrale aggrave la désintégration des communautés et la déculturation des Indiens. (N°s 4-5, automne, trimestriel, 60 F. – 16, rue Littré, 75006 Paris.)

▣ Un numéro spécial du COURRIER DE L'UNESCO consacré au Brésil, « géant du XXe siècle ». L'économie et surtout les diverses facettes de la culture sont passées en revue par une pléiade de spécialistes. (Décembre, mensuel, 8 F. – 7, place de Fontenoy, 75700 Paris.)

▣ CONCILIUM apporte une sérieuse contribution à la connaissance de la théologie de la libération, théologie conçue selon l'optique des pauvres et non celle des riches. Cinq des participants à ce cahier sont des clercs du tiers-monde. (N° 207, six numéros par an, 60 F. – Beauchesne, 72, rue des Saints-Pères, 75007.)

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

● GLOSSAIRE DE LA BANQUE MONDIALE (The World Bank Glossary), vol. 1 : troisième édition d'un instrument de travail indispensable, pour qui s'intéresse aux problèmes financiers et aux activités pratiques dans le tiers-monde. *(Banque mondiale, Washington DC, 1986, 421 pages.)*

Bureau international du travail.

● VERS LA PARTICIPATION DANS LE DÉVELOPPEMENT RURAL, par *Peter Oakley et David Marsden*. *(BIT, Genève, 1986, 106 pages.)*

● INTRODUCTION A LA PLANIFICATION DES RESSOURCES HUMAINES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, par *Andras Uthoff et Ernesto M. Pernia*. *(BIT, Genève, 1986, 67 pages.)*

Fonds monétaire international.

● IMF GLOSSARY, English-French-Spanish (Glossaire du FMI, anglais-français, espagnol) : l'équivalent du Glossaire de la Banque mondiale, dans une conception plus strictement financière. *(Fonds monétaire international, Washington DC, 1986, 286 pages.)*

● AGING AND SOCIAL EXPENDITURE IN THE MAJOR INDUSTRIAL COUNTRIES, 1980-2025 (Le vieillissement et les dépenses sociales dans les principaux pays industrialisés, 1980-2025) : des projections à partir des statistiques actuelles qui sans doute influeront sur la définition des choix politiques. *(Fonds monétaire international, Washington DC, 1986, série « Occasional Paper », n° 47, 76 pages.)*

ISRAËL ET LA JORDANIE FACE AUX PALESTINIENS

Entente ambiguë contre l'OLP

(Suite de la première page.)

C'est sur le terrain financier que Jérusalem et Amman ont commencé leur « lune de miel ». Le 17 septembre, pour la première fois depuis la guerre de juin 1967, une banque arabe était officiellement autorisée à rouvrir ses guichets à Naplouse. Autrefois propriété de la Jordanie et de l'Egypte, fermée en 1967 par l'occupant, la Banque Le Caire-Amman, placée désormais sous tutelle israélo-jordanienne, est appelée à jouer un rôle important dans le « plan quinquennal de développement des territoires occupés » lancé par le régime hachémite.

Telle paraît en effet la pièce maîtresse de la stratégie du roi Hussein. Présenté comme la preuve de sa sollicitude pour ses anciens sujets de la rive occidentale et de sa volonté d'améliorer leurs conditions de vie, ce plan permettrait de « distribuer » en cinq ans une manne de 1,3 milliard de dollars – réduite, fin décembre, à 1 milliard – fournis pour l'essentiel par les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux.

Mais pour quoi faire et à qui? Ce sont là les deux questions posées par la presse palestinienne de Jérusalem-Est. Le quotidien *Al Qods* rapportait dès le mois d'août que l'essentiel des sommes allouées par Amman serait destiné, non à l'essor de la production agricole (13%) ou industrielle (5%), mais à la construction et au logement (55%), aux services et plus généralement à la consommation privée. Voilà, écrivait M. Kamal Alawneh, chef du département économique de l'université de Naplouse, qui « *ôte à l'économie palestinienne toute chance de forte croissance* » et « *signifie que le bénéfice du plan sera encaissé par l'économie israélienne et celle des pays occidentaux plus que par l'économie locale, puisque les habitants des territoires occupés dépensent un large pourcentage de leurs revenus pour acheter des produits importés. Ainsi la rive occidentale importe d'Israël 90% de ce qu'elle consomme* (3) ».

Le retour des notables

« *QUEL est le prix politique que les Arabes auront à payer pour qu'Israël donne son accord à ce plan et que les Etats-Unis acceptent d'en être le commanditaire financier ?* », demande l'hebdomadaire palestinien *Al Awdah*. Et de préciser : « *La Jordanie réalise très bien qu'il est difficile de faire campagne contre un plan visant à améliorer les dures conditions de vie des Palestiniens des territoires occupés et réalise également l'importance d'un soutien accru à son régime parmi les Palestiniens sous occupation. C'est pourquoi son offensive politique contre l'OLP et le peuple palestinien prend la forme d'un poing d'acier recouvert d'un gant de velours* (4). » Quant aux destinataires des « subventions » jordano-américaines, l'homme de la rue ne se fait pas d'illusions à ce sujet, tel Samir, un jeune bijoutier de la vieille Jérusalem arabe, pour qui « *l'argent ira bien sûr aux vieux notables projordaniens, ceux-là mêmes qui firent régner la loi d'Hussein jusqu'en 1967 avant que la montée de l'OLP ne les balaye, et qui espèrent ainsi « acheter » à nouveau des partisans parmi les Palestiniens étouffés par la crise économique et désorientés par la division de la résistance* ».

Or ces notables viennent justement – élément le plus visible de l'opération conjointe d'Amman et de Jérusalem – d'être placés par les autorités d'occupation à la tête des principales villes de Cisjordanie, en remplacement des maires favorables à l'OLP élus triomphalement en 1976 et destitués par Israël en 1982. Le premier test s'était déroulé à Naplouse, avec la nomination – non sans un discret feu vert de M. Yasser Arafat – de Zafer Al Masri. Le traumatisme suscité par son assassinat en mars 1986, et qui a découragé pour un temps d'autres prétendants, semble surmonté : M. Abdel Magid Zir à Hébron, M. Khalil Moussa Khalil à Ramallah, et M. Moustapha Tawil à El-Bireh, tous trois conservateurs projordaniens mais personnalités de second rang, ont accepté, le 28 septembre, l'investiture de l'occupant. Qualifiée par Israël de « *non politique* », saluée par le département d'Etat américain, leur nomination a reçu l'agrément de la Jordanie, pour laquelle « *il est préférable que des personnalités arabes remplacent des officiers israéliens* (5) ». Plus explicite, le ministre jordanien chargé de la Cisjordanie, M. Marwan Dudin, ajoutait que « *les projets de ces municipalités seront intégrés dans le cadre du plan quinquennal* (5) ». Non moins disert, le ministre israélien Rabin, un « faucon » travailliste responsable – comme ministre de la défense – des territoires occupés, considérait ces nominations comme « *conformes à la politique d'Israël, qui consiste à renforcer le courant modéré projordanien et à lutter contre le courant favorable à l'OLP sur la rive ouest* (6) ». De quoi alimenter la condamnation sans appel de l'OLP, dont le porte-parole, M. Ahmad Abdel Rahman, évoquait une « *conspiration jordano-israélienne contre la volonté du peuple palestinien et ses droits* », lançant un appel à « *l'union du peuple palestinien en Palestine et à l'extérieur pour y faire face* (7) ». De fait, en cette occasion, toutes les composantes de la résistance seront unanimes pour condamner la « collaboration » d'Amman et de Jérusalem.

La presse palestinienne des territoires occupés n'a pas tardé à éprouver les effets de cette entente. Certes, elle connaissait depuis longtemps les heurts et malheurs de l'occupation : licences d'impression et de diffusion arbitrairement données, et annulées, au gré des autorités ; censure préalable tatillonne ; assignations à résidence, voire emprisonnements, expulsions et même « disparitions » de journalistes (8), etc. Mais l'épée de Damoclès, depuis quelques mois, tombe en tranchant net : successivement les périodiques *Al Darb* (proche du Front démocratique pour la libération de la Palestine), *Al Mithaq* et *Al Ahd* (proches du Front populaire pour la libération de la Palestine) furent mis à mort, ces deux derniers à la suite d'une déclaration du ministre Dudin leur reprochant de ne pas faire leurs les vues de « la majorité silencieuse ». Le rédacteur en chef du quotidien *Al Chaab*, M. Akram Haniyeh, arrêté début novembre, a été expulsé le 28 décembre, alors que le journal projordanien *Al Nahar* avait, lui, obtenu l'autorisation d'être publié à Jérusalem et – fait rarissime pour un organe palestinien – diffusé en Cisjordanie... Selon l'hebdomadaire palestinien *Al Fajr*, « *Israël a transmis un message à la Jordanie disant que, sur un signal du roi Hussein, les autorités israéliennes étaient prêtes à sévir durement contre la presse palestinienne avec pour but de saper l'appui à l'OLP et de consolider celui du roi* (9) ».

Il serait cependant trop simpliste d'identifier les objectifs de ces deux « partenaires rivaux » que sont Israël et la Jordanie, chacun animé d'un dessein spécifique dans la région.

« *Par rapport au problème palestinien, la différence entre le Likoud et le Parti travailliste ressemble à celle entre Coca-Cola et Pepsi-Cola* », plaisanta un jour Abou Jihad. L'expérience du gouvernement d'union nationale et de la « rotation » intervenue à sa tête à la mi-octobre vérifie pour l'essentiel la justesse de cette boutade. S'ils s'opposent sur la solution à long terme du conflit, l'un attaché à « chaque pouce » d'Eretz Israël, et l'autre plus disposé à envisager un « compromis territorial », les deux grands partis israéliens, par-delà les nuances de leurs tactiques, sont d'accord pour refuser une solution de paix qui aménagerait la coexistence de deux Etats sur la terre de Palestine, enfin partagée dans l'esprit qui animait les Nations unies en 1947. Tous deux sont également opposés à la réunion d'une conférence internationale à laquelle participerait l'OLP aux côtés des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, y compris l'Union soviétique. D'où un « impératif catégorique » : affaiblir la résistance palestinienne, en premier lieu dans les territoires occupés. En attendant une hypothétique « solution jordanienne », la priorité reste de consolider les faits accomplis, sous couvert d'« autonomie ». La collaboration avec Amman concourt à la réalisation de ces objectifs.

L'économie n'est pas absente de ces visées. Le « plan quinquennal » présente en effet, pour Israël, l'avantage supplémentaire de transférer à la Jordanie, et en définitive aux Etats-Unis, une part substantielle de la charge financière des territoires occupés, tout en offrant, on l'a vu, de nouveaux débouchés à ses produits. Mais la politique reste la préoccupation dominante, ce que les dirigeants de Jérusalem ne cherchent nullement à dissimuler. M. Shimon Pérès espère publiquement que la Jordanie utilisera « *l'occasion pour créer une direction palestinienne de rechange à l'OLP* (10) » ; M. Itzhak Shamir précise toutefois qu'« *il faut renforcer la présence israélienne dans ces territoires... et nous le ferons !* (11) » ; et pour M. Itzhak Rabin, « *il est clair que, sans la Jordanie, il ne peut y avoir de direction locale. Avec la Jordanie, nous sommes en train de créer une infrastructure sur laquelle nous espérons bâtir une avenir meilleur. La Jordanie*, ajoutait-il, *n'est pas encore prête à des négociations directes, mais* (...) *maintenant que nous avons presque la même politique à l'égard de ces régions, je vois une chance de changement dans les territoires* (12) ».

La subtile dialectique du ministre israélien de la défense n'est pas dénuée de fondement. Car le roi Hussein dose soigneusement sa coopération avec Israël, préférant d'évidence un accord tacite à l'engagement de négociations officielles. Cette prudence n'est pas sans racines historiques.

Des ambitions hachémites aux réalités de l'occupation

CONSTITUÉ au début des années 20 et placé sous mandat britannique, l'émirat de Transjordanie nourrit très tôt le rêve de s'adjoindre la rive occidentale du Jourdain, plus riche et plus peuplée. C'est le grand-père de Hussein, le roi Abdallah, qui le réalisa au moins en partie : au lendemain de la première guerre israélo-arabe de 1948-1949, il annexa les territoires qui allaient constituer la Cisjordanie.

Quatorze ans plus tard, la guerre de juin 1967 ampute le royaume de sa composante occidentale. Dès lors se forge, chez le roi Hussein, le dessein de « récupérer » la rive occidentale, contre Israël qui l'occupe, mais également contre l'OLP qui la revendique comme partie intégrante de la Palestine. La lutte d'influence entre le roi Hussein et la résistance sera sans merci, en Cisjordanie ainsi qu'en Jordanie, où, en septembre 1970, les forces armées royales écrasent dans le sang les Palestiniens, avant d'expulser l'OLP durant l'été 1971. Après « Septembre noir », Amman mènera, mais en vain, une bataille à retardement pour conserver la « représentation » des habitants de Cisjordanie.

En 1974, c'est le tournant. L'OLP obtient du sommet arabe de Rabat sa reconnaissance comme « *seul représentant légitime du peuple palestinien* », et son président, M. Yasser Arafat, s'adresse solennellement à l'Assemblée générale des Nations unies. Le roi Hussein se plie à la décision arabe, et, en 1976, lors des élections municipales, le suffrage universel plébiscite l'OLP en Cisjordanie. L'opposition aux tractations puis aux accords de Camp David accélérera la reprise du dialogue entre les « frères ennemis », avec pour résultats, après la guerre du Liban de 1982, l'accord jordano-palestinien du 11 février 1985. L'ambiguïté même du texte, qui reflète l'affaiblissement de la résistance, contenait sans doute le germe d'une rupture de l'accord : le droit des Palestiniens à un Etat n'y est admis que dans le cadre d'une « confédération jordano-palestinienne », et le droit de l'OLP à les représenter ne s'exerce qu'au sein d'une « délégation commune ». Après avoir tenté, un an durant, d'imposer à M. Yasser Arafat de nouvelles concessions, le roi Hussein préférera rompre l'union avec la résistance.

La marge de manœuvre d'Amman reste cependant étroite. Ses visées sur la Cisjordanie s'opposent évidemment à celles de Jérusalem, qui n'entend pas restituer les territoires dans lesquels, au contraire, la colonisation juive se consolide. Mais traiter ouvertement avec Israël sans lui arracher la restitution de l'ensemble de la Cisjordanie – y compris Jérusalem-Est – présente bien des risques. En Jordanie même, où la majorité des habitants sont Palestiniens, ainsi qu'en Cisjordanie, où la conscience nationale palestinienne demeure vive, sans parler du monde arabe, où, par exemple, la réconciliation du roi Hussein avec le président syrien Assad ne survivrait pas à une telle volte-face. Dernier paramètre : le pourrissement de la situation comporte la menace d'une nouvelle guerre, dont la Jordanie pourrait, cette fois, constituer la principale victime. M. Ariel Sharon ne se fit-il pas un jour l'avocat d'une aventure visant à transformer vraiment la Transjordanie en « patrie palestinienne », afin de « régler » une fois pour toutes le problème ?...

La nécessité de se mouvoir entre ces périls explique l'apparente contradiction de la démarche du roi Hussein. D'un côté, il applique son plan pour reconquérir une partie de son pouvoir sur la rive occidentale et de son influence sur ses habitants ; de l'autre, il évite tout pas compromettant. La Jordanie travaille de concert avec Israël, mais réaffirme en toute occasion son refus de négocier directement avec lui. Elle s'acharne à miner les bases de l'OLP, mais répète inlassablement que celle-ci est seule habilitée à parler au nom des Palestiniens. Elle organise l'« autonomie » qu'Israël appelle de ses vœux, mais dit et redit que seule une conférence internationale statuera sur le sort des territoires occupés. Ce double langage avait d'ailleurs suggéré à M. Shimon Pérès une formule originale : « *Avec la Jordanie, il n'y a pas de négociations, mais il y a des résultats* (13). »

Ces « résultats » semblent toutefois des plus fragiles, comme le soulignent les manifestations, durement réprimées, des jeunes Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza au mois de décembre.

Car la réalité de l'occupation israélienne est en contradiction flagrante avec les intentions proclamées, tant par le Parti travailliste que par le Likoud, de contribuer à une « *amélioration de la qualité de la vie* ». Confiscation de terres (14), colonisation (15), exploitation, répression, tortures (16), aucun de ces maux ne sera supprimé par l'engagement accru d'Amman. Au contraire, le risque existe qu'à l'action répressive des autorités israéliennes s'ajoute celle de l'administration jordanienne, également soucieuse de marginaliser l'OLP et ses partisans.

Quant au marasme économique, nul n'ose croire que le « plan de développement » jordanien aidera à le surmonter. Même le dirigeant palestinien de Gaza, M. Rashad Chawa, que ses concitoyens surnomment l'« ambassadeur de Hussein », nous déclarait, désabusé : « *On en reste aux discours, il n'y a pas de changements réels.* » D'autant que les bailleurs de fonds, tant européens qu'arabes, sollicités par Amman pour financer ce projet semblent aujourd'hui bien réticents (17).

La plupart des responsables palestiniens estiment que seuls quelques notables déjà gagnés aux visées hachémites bénéficieront concrètement de l'argent promis par le roi Hussein. Selon M. Faez Abou Rahmeh – un proche de M. Yasser Arafat pressenti, avec M. Hannah Siniora, pour représenter les Palestiniens dans la délégation commune qui devait être constituée avec la Jordanie – « *la majorité des Palestiniens ne croient pas aux promesses jordaniennes, seule une minorité s'apprête à en tirer profit* ». Et d'ajouter : « *Les racines de l'OLP sont profondes, et il ne sera pas facile de les arracher.* »

Optimisme de façade ? La révolte de décembre n'a fait que confirmer un état d'esprit déjà signalé par les résultats d'une enquête publiée au mois d'août par *Al Fajr*. Le sondage – le plus représentatif réalisé auprès des Palestiniens depuis 1967 – témoignait d'un rejet massif de l'occupation israélienne et des solutions jordaniennes et d'un attachement profond à l'OLP. M. Yasser Arafat s'y voyait ainsi crédité de plus de 70 % des suffrages, contre 3,4 % au roi Hussein, dont le projet ne recueillait que 1 % d'assentiment. La constitution d'un Etat palestinien était prônée par 78 %, 43 % envisageant qu'il soit limité à la Cisjordanie et à Gaza. 93,5 % des « Palestiniens de l'intérieur » y affirmaient considérer l'OLP comme leur seul représentant (18).

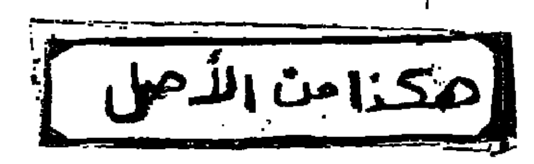
Cette conscience nationale palestinienne s'est nourrie de l'évolution même de la société palestinienne, dont les structures ont été bouleversées durant les vingt années d'occupation. Le prolétariat industriel, en particulier, a crû au point de représenter 40 % de la population active, alors que la paysannerie, elle, voyait sa part réduite à moins de 25 %. D'où un effritement des modes de vie, des mentalités et des valeurs traditionnelles, encore accentué par la scolarisation massive d'une jeunesse nombreuse.

De telles transformations ont entraîné une désagrégation des élites féodales et de leur influence clientéliste, sur lesquelles s'était toujours appuyé le royaume hachémite, tant lorsqu'il intégrait la Cisjordanie (entre 1948 et 1967) que face au nationalisme palestinien renaissant. Du même coup, s'effondraient les bases d'une possible collaboration avec le nouvel occupant.

C'est dire que les chances d'un condominium israélo-jordanien paraissent des plus minces : ni le passé ni le présent ne plaident en sa faveur auprès des Palestiniens. Or n'est-ce pas eux qui sont concernés au premier chef ?

DOMINIQUE VIDAL.

(3) *Al Qods*, 1er août 1986.
(4) *Al Awdah*, 24 août 1986.
(5) *L'Orient le Jour*, 30 septembre 1986.
(6) *Maariv*, 29 septembre 1986.
(7) *L'Orient le Jour*, 2 octobre 1986.
(8) Ainsi le journaliste Hassan Abdel Halim disparaissait à l'automne 1985. Quatre-vingts jours plus tard, le 20 décembre 1985, son corps était retrouvé. La police n'a toujours pas trouvé les coupables.
(9) *Al Fajr*, 28 août 1986.
(10) Déclaration à la télévision israélienne, 15 août 1986.
(11) Déclarations au *Figaro*, 3 novembre 1986.
(12) Déclarations au *Jerusalem Post*, 3 octobre 1986.
(13) Cf. *Haaretz*, 3 octobre 1986.
(14) Selon le ministre jordanien M. Dudin, 2 768 kilomètres carrés, soit près de la moitié de la Cisjordanie, seraient aujourd'hui aux mains des Israéliens.
(15) Le nombre de colons israéliens en Cisjordanie a dépassé les cinquante mille, sans compter les habitants juifs de Jérusalem-Est (environ quatre-vingt mille).
(16) Amnesty International a réclamé récemment une enquête sur « *des allégations de tortures de prisonniers dans les territoires occupés par Israël et dans les zones sous contrôle israélien au Sud-Liban* ». Communiqué du 16 septembre 1986.
(17) *Le Monde*, 15 novembre 1986.
(18) Cité par *le Monde* du 11 septembre 1986.



Supplément

La Flandre au cœur de l'Europe

Des atouts réels dans l'ensemble belge

Par XAVIER MABILLE *

LA Flandre, c'est, depuis les révisions de la Constitution belge de 1970 et de 1980, une double réalité institutionnelle : à la fois une région (comme l'est par ailleurs la Wallonie) et une communauté (comme la communauté française). La région couvre les provinces de Flandre occidentale, de Flandre orientale, d'Anvers et du Limbourg, et les deux arrondissements flamands de la province du Brabant ; la communauté comprend en outre les habitants et les institutions néerlandophones de l'arrondissement bilingue de Bruxelles.

Cette double réalité institutionnelle n'a toutefois qu'une expression politique unique : un conseil de la communauté flamande (dit « Conseil flamand ») et un exécutif de la communauté flamande (dit « exécutif flamand ») qui ont des compétences respectivement semblables à celles d'un Parlement et d'un gouvernement dans des matières qui sont, d'une part, la culture et la formation, la santé et l'aide sociale pour l'ensemble de la communauté flamande et, d'autre part, entre autres, l'économie, le logement, l'urbanisme, l'aménagement du territoire pour la région flamande seule ; l'énumération de ces matières est toutefois assortie de nombreuses exceptions demeurant de la compétence de l'Etat central.

Les compromis complexes qui, de 1970 à 1980, ont mis fin à l'Etat unitaire centralisé du passé sans lui substituer pour autant un Etat fédéral ont conduit à une asymétrie des institutions : face à une communauté française et une région wallonne dotées chacune d'organes distincts, et à une région bruxelloise dépourvue d'organes propres, la Flandre donne l'image d'une plus grande cohésion.

Dans l'ensemble belge, la région flamande dispose d'atouts très réels :

— son poids démographique (5 630 000 habitants à la date du dernier recensement général en 1981), qui n'a cessé de s'affirmer depuis le début du siècle : 50,3 % de la population totale en 1900, 57,2 % en 1981 ;

— son économie, qui, depuis 1960, a bénéficié davantage que la Wallonie et que Bruxelles des lois d'aide aux investissements, de l'aménagement des terrains industriels et aussi, bien évidemment, de la « maritimisation » de certaines industries.

Pas plus que les autres régions, la Flandre n'a cependant été à l'abri de la crise, qui y a touché des pans entiers de l'économie : textile, construction navale, charbonnages, tous secteurs restés sous l'autorité du pouvoir national et dont le sort — on le voit bien aujourd'hui à propos des charbonnages — peut être facteur de tensions au sein même du gouvernement national.

La communauté flamande est majoritaire en Belgique ; les partis flamands sont majoritaires à la Chambre des représentants et au Sénat ; les sociaux-chrétiens du CVP, qui sont la première force politique de Flandre, sont donc aussi le parti dominant dans l'ensemble belge. Malgré la disposition constitutionnelle qui, depuis 1970, impose la parité entre ministres francophones et flamands, le poids flamand s'affirme aussi au sein du gouvernement national, et l'imagination des autres partis ne va pas jusqu'à concevoir un premier ministre autre que social-chrétien flamand (CPV), même si la possibilité en existe, en pure arithmétique parlementaire.

En l'absence de parti à vocation majoritaire, la formation des gouvernements obéit en effet à des règles non inscrites, dictées par la nécessité d'associer plusieurs partis au sein d'une même coalition. Or, la hiérarchie des choix politiques est différente chez les électeurs flamands et chez les électeurs francophones. Les premiers placent en tête les sociaux-chrétiens (Parti social-chrétien flamand, CVP) avec 34,6 % des voix en région flamande et 8 % à Bruxelles, suivis par les socialistes (SP) (23,7 % et 5 %), les libéraux (PVV) (17,4 % et 4,6 %), les fédéralistes de la Volksunie (12,7 % et 3,4 %), et les écologistes (AGALEV) (6,1 % et 1 %). Le classement est différent dans l'électorat francophone, les socialistes (PS) venant en tête avec 39,4 % en Wallonie et 14,8 % à Bruxelles, suivis par les libéraux (PRL) (24,2 % et 26 %), les sociaux-chrétiens (PSC) (22,6 % et 9,3 %), les écologistes (ECOLO) (6,2 % et 5,5 %), les fédéralistes du FDF, seulement présents à Bruxelles, y ayant obtenu 10,9 %. Tous ces résultats étant ceux des dernières élections législatives d'octobre 1985.

Depuis cette date, la coalition des sociaux-chrétiens et des libéraux, qui s'est maintenue au gouvernement national et à l'exécutif flamand, s'est en outre installée à l'exécutif wallon et à l'exécutif de la communauté française, rejetant dans l'opposition le premier parti wallon.

Asymétrique dans ses institutions, la Belgique l'est donc également dans la configuration des rapports de forces politiques.

Enfin, si la communauté flamande est majoritaire en Belgique, elle est minoritaire à Bruxelles, même si elle a tenu à en faire aussi sa capitale. C'est d'ailleurs la complexité du fait bruxellois qui constitue la principale pierre d'achoppement d'un règlement global du contentieux institutionnel.

* Directeur général du Centre de recherche et d'information socio-politiques à Bruxelles, auteur de l'*Histoire politique de la Belgique* qui vient de paraître aux éditions du CRISP.



PRÉPARER LA TROISIÈME RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

Les moyens de la réussite

Par GASTON GEENS

Président de l'exécutif flamand

DEPUIS la réforme de l'Etat belge en 1980, une part importante du pouvoir central a été confiée aux trois communautés linguistiques (néerlandophone, francophone et germanophone), aux deux régions (Flandre et Wallonie) et au territoire de Bruxelles capitale.

La Flandre dispose d'organes directeurs qui lui sont propres : un Parlement – le Conseil flamand – un gouvernement – l'exécutif flamand – et une administration – le ministère de la communauté flamande. Le Conseil flamand est composé des membres du Parlement national (belge) élus dans les arrondissements électoraux flamands, et d'élus flamands de l'arrondissement de Bruxelles. Il choisit parmi ses membres les ministres du gouvernement de la communauté flamande.

Le gouvernement flamand exerce le pouvoir dans la communauté flamande pour toutes les affaires culturelles, communautaires et individuelles (personnalisables). Il dispose de compétences exclusives et de moyens financiers propres. Parmi les domaines qui sont de la compétence du gouvernement flamand, il y a lieu de citer la politique industrielle et la politique de l'emploi, le sport et la jeunesse, le tourisme, la culture, la promotion sociale, l'éducation, la rééducation professionnelle et la formation permanente, l'environnement, les soins de santé, l'habitat, l'aménagement du territoire, le bien-être et les relations extérieures de la communauté flamande.

Le gouvernement national demeure responsable de la politique économique générale et des cinq secteurs dits nationaux (acier, charbon, construction navale, verrerie creuse et textiles), de la politique monétaire et fiscale, des affaires étrangères, de la défense nationale, du commerce extérieur, des affaires sociales, de l'agriculture, des questions européennes et de certains aspects de l'enseignement et des moyens de communication.

Le premier gouvernement flamand autonome qui prêta serment le 22 décembre 1981 était composé de membres des quatre partis principaux : chrétiens-démocrates, socialistes, libéraux et nationalistes flamands, proportionnellement à leur importance au sein du Conseil flamand. A la suite des élections d'octobre 1985, le pouvoir est assuré par les chrétiens-démocrates et les libéraux à l'image du gouvernement national; ainsi est appliqué le principe démocratique selon lequel une majorité gouverne tandis qu'une minorité contrôle la politique qui est menée.

On ne saurait dire pour autant que la réforme de l'Etat, réalisée en 1980, ait d'emblée résolu tous les problèmes conflictuels entre la Flandre et la Wallonie. On pourrait même dire : au contraire. En raison d'une délimitation peu précise, de nombreux problèmes demeurent litigieux même si, la crise économique aidant, le problème spécifiquement linguistique est petit à petit passé à l'arrière-plan.

L'exécutif flamand a toujours soutenu et encouragé les politiques résolues de redressement et d'assainissement du gouvernement national. De même, il a toujours réclamé une application correcte de la réforme de l'Etat, afin que les Flamands et les Wallons puissent disposer des instruments nécessaires pour agir, chaque communauté à sa manière, sur une situation macro-économique en cours de redressement, et pour déterminer quelles sont leurs propres priorités.

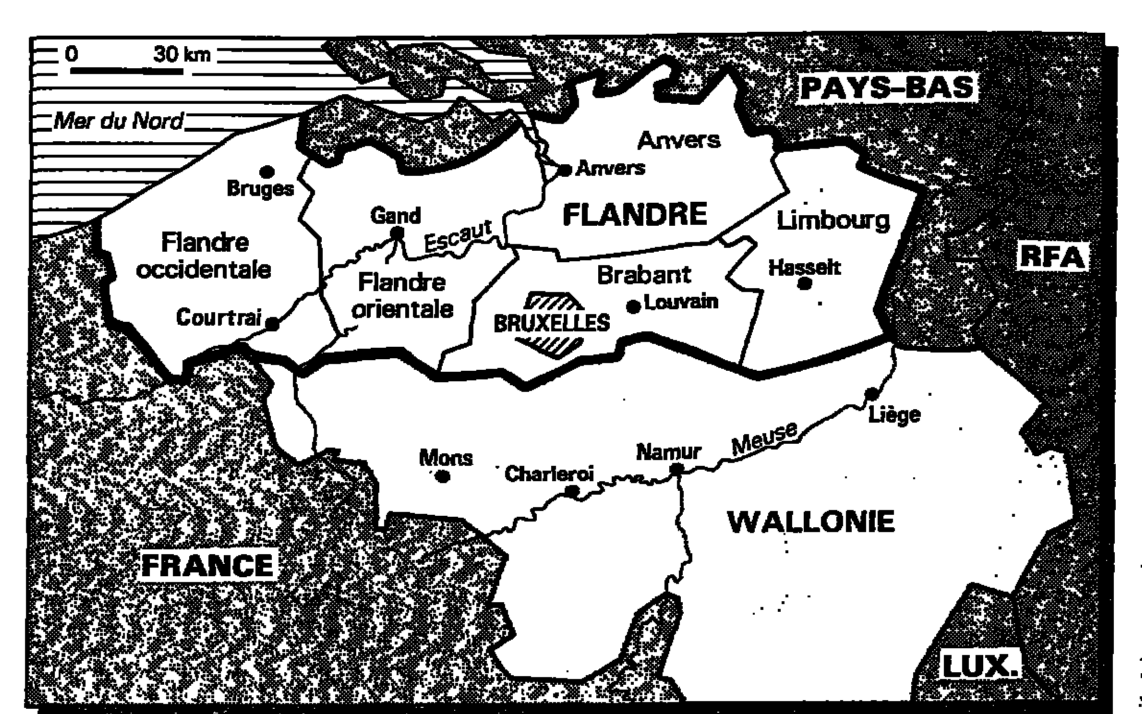
C'est la raison pour laquelle le gouvernement flamand a mis en route, à partir de 1982, l'action en faveur de la troisième révolution industrielle en Flandre. Il entendait ainsi aider au rétablissement de l'activité économique et à sa consolidation, tout en préparant l'avenir.

Avec la collaboration des partenaires sociaux, employeurs et travailleurs, de nouvelles structures ont été projetées pour parvenir à un système de concertation sociale propre à la Flandre. Un accord a été réalisé en rapport avec la politique d'aide aux entreprises en difficulté – ce qui évita à l'exécutif flamand d'utiliser les moyens réduits dont il disposait à seule fin de maintenir en vie des entreprises condamnées – et pour la mise en place d'une politique représentative en vue d'écarter les difficultés qui pourraient menacer le fonctionnement d'entreprises fiables.

Le Comité flamand de concertation économique et sociale, où se retrouvent le gouvernement et les partenaires sociaux, est parvenu à un accord sur la mise en œuvre d'une nouvelle politique de l'emploi, sur la création d'un fonds budgétaire en faveur de la recherche industrielle appliquée, et sur la transformation du Conseil régional économique pour la Flandre en Conseil socio-économique de la Flandre.

Cette conviction du gouvernement flamand que la Flandre peut jouer un rôle de premier plan dans la troisième révolution industrielle se fonde sur le fait qu'elle dispose des atouts nécessaires pour se mesurer avec succès à la concurrence. Ces atouts ne pourront qu'intéresser les investisseurs étrangers.

Située entre la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, la France, les Pays-Bas et le Luxembourg, la Flandre occupe une place centrale en Europe et constitue ainsi un carrefour politique, économique et commercial. Ce n'est certes pas par hasard, que Bruxelles est devenue, de fait, la capitale de l'Europe et qu'elle a été choisie comme siège des institutions les plus importantes de la Communauté européenne.



AU NORD DE LA BELGIQUE, UNE POSITION GÉOGRAPHIQUE PRIVILÉGIÉE

Tirant profit de sa position géographique, la Flandre est parvenue à devenir une plaque tournante du commerce et de l'industrie. Avec 57 % de la population belge active, elle assure 62 % de la production industrielle totale de la Belgique et 70 % du volume de ses exportations.

Les trois principaux ports belges sont situés en Flandre : Zeebrugge est en pleine expansion tandis que, depuis l'élargissement du canal vers l'Escaut, le port de Gand est accessible aux navires de 80 000 tonnes ; quant à Anvers, avec plus de vingt mille entrées de navires par an, son port est, après Rotterdam, le deuxième d'Europe et le troisième dans le monde. Dans un rayon d'à peine 300 kilomètres, l'arrière-pays du port d'Anvers comprend Paris, le Nord de la France, le Sud de l'Angleterre, les Pays-Bas et la Ruhr. Ces ports sont reliés à un important réseau ferroviaire, fluvial et routier. Malgré une réduction récente, le réseau ferroviaire belge est encore, avec 130 kilomètres par 1 000 kilomètres carrés, le plus dense du monde.

Le réseau d'autoroutes, à raison de 43 kilomètres par 1 000 kilomètres carrés, vient en densité à la deuxième place dans le monde, après celui des Pays-Bas. Mais si l'on ne prend pas en compte la Wallonie, moins peuplée, le réseau routier de la Flandre arrive aisément en tête. De gros efforts ont été également fournis pour moderniser la circulation urbaine.

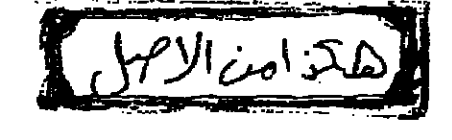
De même, avec son réseau fluvial (50 kilomètres par 1 000 kilomètres carrés), la Belgique occupe la deuxième place dans le monde, après les Pays-Bas.

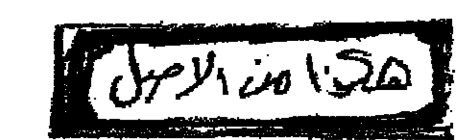
Le transport aérien joue également un rôle important, avec Zaventem comme aéroport national, à moins de trois quarts d'heure de route d'Anvers et de Gand, et avec Brucargo pour le fret aérien, desservant deux cents destinations dans le monde entier.

En outre, la Flandre dispose d'un grand nombre se sites industriels bien équipés et aisément accessibles.

Avec son réseau étendu d'établissements d'enseignement primaire, secondaire, universitaire et post-scolaire, la Flandre ne manque certes pas de main-d'œuvre qualifiée. La productivité y rejoint d'ailleurs le niveau élevé de celle de l'Allemagne fédérale et elle continue de croître.

Avec dynamisme et confiance, la Flandre est prête à saisir toutes les occasions qui s'offrent à elle en adoptant une approche créative, garante du succès, face aux nombreux problèmes que posera le vingt et unième siècle.





Une ouverture nouvelle à la culture française

Par MARCEL DE GRÈVE *

CONFRONTÉS depuis les premiers Capétiens (Xe-XIe siècles) à l'influence de la France, les Flamands ont manifesté et continuent de manifester à son égard une attitude ambiguë, faite de rancœur et d'estime. A chaque moment de son histoire, en effet, la Flandre s'est trouvée en présence d'une culture française dominante, et souvent dominatrice. Lors du démembrement de l'Empire carolingien (843), il ne fut pas tenu compte de l'appartenance de cette région au domaine linguistique germanique et ce qui allait devenir le comté de Flandre fut attribué à Charles le Chauve. Par la suite, ni la « période bourguignonne » (1384-1482), ni le règne des Habsbourgs ou la réunion de la Flandre aux Pays-Bas, espagnols d'abord, autrichiens ensuite (XVIe-XVIIIe siècles), ne modifièrent cette situation, pas plus, évidemment, que ne le fit l'annexion à la France de la Révolution (1795-1813). Actuellement, le monde francophone est, par l'intermédiaire des Belges de langue française, le partenaire le plus voisin du peuple flamand.

Ces données historiques ont contribué à créer une situation paradoxale dans la mesure où l'apport français s'est imposé comme un des facteurs constitutifs de l'identité culturelle flamande. Ce n'est certes pas en vain que les régions qui allaient devenir la Flandre furent romanisées jusqu'à l'arrivée des Francs saliens ; ce n'est pas sans en tirer quelque bénéfice que la Flandre a dépendu, durant de longs siècles, de la couronne de France et que sa culture s'associa à une littérature voisine dont les manifestations devenaient de plus en plus prestigieuses, à telle enseigne qu'Auguste Viatte a pu dire que, *« de toute la littérature française hors de France, celle de Belgique (à laquelle la contribution flamande fut longtemps déterminante) apparaît la plus riche et la plus vigoureuse »*.

Moyen de promotion sociale

Encore convient-il de considérer la situation particulière des écrivains flamands de langue française. Ce n'est, en effet, pas un hasard s'ils sont tous issus de la bourgeoisie francophone qui, pour des raisons économiques et sociales tout autant que par la langue même qu'elle parlait, était complètement coupée du peuple. Ce qui unit un Georges Rodenbach, un Georges Eekhoud, un Emile Verhaeren à la Flandre, c'est une espèce d'attachement romantique à une terre, à un pays et à sa nature, à un passé historique et artistique, voire à ce que l'on pourrait appeler l'« âme » du pays flamand, et aussi à son peuple, mais seulement dans la mesure où ce peuple fait partie de la nature.

Car la présence de la langue française a, très tôt, été exploitée sur le plan social : grâce au rempart que constituait son usage, la noblesse et la bourgeoisie flamandes pouvaient se distinguer du reste de la population pour préserver leurs privilèges. Aussi le français acquit-il une aura de prestige jusque dans les couches les moins privilégiées, voire les plus défavorisées, de la population, jusqu'à devenir un moyen de promotion sociale, principalement dans les villes. Ainsi Bruxelles, simple résidence ducale sous les ducs de Bourgogne, s'affirma de plus en plus comme métropole commerciale, politique et culturelle et subit dans le même temps, surtout depuis le début de ce siècle, une rapide francisation, au point de se transformer en une enclave à large majorité francophone en territoire flamand. Cette francisation fut très mal reçue par l'ensemble de la population flamande qui, les mouvements de revendication sociale aidant, exerça une pression de plus en plus forte pour obtenir le respect de sa spécificité.

Vers la fin du siècle dernier, le ressentiment de la population flamande à l'égard de la bourgeoisie francophone se mua progressivement en hostilité à tout ce qui se rapportait à la culture française. Cette hostilité était encouragée par l'Eglise catholique (dominante), qui craignait la propagation des idées de la Révolution. La méfiance s'étendit naturellement à la communauté de langue française de Belgique, en Wallonie et à Bruxelles, les différences avec cette communauté étant exacerbées par l'effet de proximité.

Contre la bourgeoisie francophone

Aujourd'hui, la Flandre se trouve dans une situation dont le caractère diglossique a ceci de particulier que la langue de prestige, le français, est minoritaire, tant du point de vue du nombre de ses locuteurs que de leur poids économique. Pour les jeunes Flamands, le problème est simple : pourquoi consacrer une bonne partie de leur temps et de leur énergie à apprendre une langue « étrangère » qui n'a pas la diffusion internationale de telle autre langue, par exemple l'anglais ? Et leur attitude envers tout ce qui est français se durcit dans la mesure où les francophones belges, qu'ils soient wallons ou bruxellois, affectent volontiers une attitude de mépris à l'égard de la langue de civilisation propre aux Flamands, le néerlandais.

On n'est pas près d'oublier, en Flandre, que la conquête d'une identité propre n'a pu se réaliser qu'après des combats parfois âpres. Ni qu'il a, par exemple, fallu de longues luttes pour obtenir que l'université de Gand fût enfin « flamandisée », par la loi de 1930. Jusqu'à cette date, en effet, seuls les fils de la bourgeoisie francophone avaient accès à un enseignement universitaire non confessionnel, l'université catholique de Louvain, usant de son statut d'établissement libre, ayant organisé des cours en néerlandais bien avant cette époque.

Mais ces combats ont porté leurs fruits. Et, du même coup, l'hostilité à l'égard de la langue et de la culture françaises s'est graduellement estompée. En s'affranchissant de la tutelle francophone, les Flamands se sont libérés de leur sentiment de frustration. Seule demeure une susceptibilité à l'égard de leurs compatriotes francophones lorsque ceux-ci affichent une attitude de mépris, sinon d'hostilité, envers la langue et la culture flamandes. Mais ce réflexe de défense ne se manifeste pas, ou ne se manifeste plus, contre la culture française comme telle : on lit davantage de livres français en Flandre qu'en Wallonie. En témoignent aussi l'intérêt des Flamands pour la vie culturelle et politique de la France, leur goût pour la gastronomie et les vins français. Manifestement, l'amalgame entre les francophones de Belgique (et plus spécialement les membres de la bourgeoisie francophone de Flandre) et la culture française proprement dite semble appartenir au passé. L'ouverture d'esprit, caractéristique des Flamands, a pris le dessus.

* Professeur émérite de l'université de Gand.

ENTRE LA TRADITION ET LA RÉNOVATION

Les mutations dans l'enseignement

Par EDDY BONTE *

IL existe actuellement en Flandre deux types d'enseignement secondaire : le rénové et le traditionnel. La filière rénovée a été introduite par une loi-cadre en 1970 (un an après avoir été mise en place dans la partie francophone de la Belgique). Elle était destinée à se substituer progressivement au secondaire traditionnel, considéré comme élitiste et arriéré dans une société changeante et en pleine expansion. Le secondaire rénové comprend trois cycles de deux ans chacun. Le premier, dit d'observation, est à 90 % commun pour tous les élèves. Il vise à faciliter la transition entre l'école primaire et l'école secondaire et à éviter des spécialisations prématurées à l'âge de douze ans. C'est pourquoi on ne trouve, à ce niveau, aucune différenciation entre études générales, techniques ou professionnelles. Les options (latin, sciences, etc.) n'apparaissent que dans le deuxième cycle, dit d'orientation, et surtout dans le troisième, mais des passerelles sont possibles jusqu'à la quatrième année d'études.

Inspirée par le mouvement de démocratisation de l'enseignement des années 60, la réforme, qui a débouché sur le secondaire rénové, s'articulait autour de quatre principes constituant autant d'actes d'accusation contre le secondaire traditionnel : rattraper le mouvement de la société, garantir le développement intégral de l'individu, donner des chances égales à chacun, retarder le moment des choix définitifs. Beaucoup d'espoirs étaient ainsi placés dans les changements de structures, les mentalités étant censées suivre automatiquement. Il s'agissait de « labourer » toutes les couches de la population pour qu'en surgissent les cerveaux nécessaires à la construction d'une société déjà qualifiée de post-industrielle, et fondée sur l'esprit d'équipe, l'effacement de la séparation stricte entre travail manuel et travail intellectuel, et un idéal de promotion sociale faisant fi des avantages liés à la naissance. C'était l'époque où la Flandre jetait les bases d'une économie florissante (devançant l'autre partie de la Belgique) et donnait la priorité à la mobilisation et à l'exploitation de sa seule véritable ressource naturelle : la matière grise. En fin de compte — et sans que ses promoteurs s'en soient véritablement aperçus — la filière rénovée s'est surtout consacrée au traitement des déficiences, comme en témoignent les cours de rattrapage, l'année d'adaptation, les passerelles, etc.

Le regain de faveur des années 70 pour les théories de la « différence » allait apporter de l'eau au moulin de la filière traditionnelle. Certes le secondaire rénové a été imposé, en 1975, aux écoles d'Etat, et le système public des communes et des provinces l'a également adopté. Mais l'enseignement catholique flamand a toujours fait preuve d'une attitude équivoque à ce sujet : la moitié des écoles catholiques (qui accueillent les deux tiers des élèves du secondaire) restent attachées à la filière traditionnelle, et reprochent à sa concurrente de procéder à un nivellement par le bas, de maintenir les meilleurs élèves dans l'antichambre du cycle d'observation où ils perdent leur temps, d'offrir des options incohérentes et ne débouchant sur rien, et, enfin, de coûter trop cher sans pour autant décerner des diplômes supérieurs à ceux qui existaient auparavant. Le système traditionnel et le réseau catholique en général sont plus élitistes et fiers de l'être. Ils se font les champions d'une éducation de qualité, sans craindre de revendiquer des valeurs culturelles et pédagogiques sans lesquelles, à leurs yeux, la Flandre n'aurait jamais atteint son stade de développement actuel.

Une troisième filière

Le ministre de l'éducation pour la partie néerlandophone de la Belgique, M. Daniel Coens, a récemment préconisé la création d'une troisième filière pour l'enseignement catholique, qui réaliserait la fusion entre le rénové et le traditionnel. Si elle se mettait en place, il est à prévoir qu'elle serait également implantée dans l'enseignement d'Etat, bien que celui-ci ne connaisse que le rénové et n'ait donc rien à voir avec la discussion en cours dans le réseau catholique.

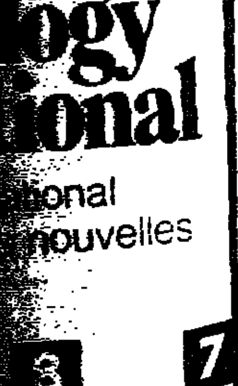
L'enseignement supérieur flamand comprend trois filières distinctes : le non-universitaire court (de deux à quatre années), le non-universitaire long (de quatre années et reconnu de niveau universitaire) et, enfin, les universités proprement dites. La loi d'expansion a fait proliférer les établissements univesitaires à partir de 1970 pour satisfaire aux besoins de démocratisation. La Flandre en compte maintenant neuf, les derniers-nés étant surtout des institutions offrant seulement le premier cycle, à l'exception de l'institution universitaire d'Anvers (UIA) qui organise les deuxième et troisième cycles pour deux autres établissements locaux de premier cycle.

Cette démocratisation quantitative a surtout respecté les équilibres linguistiques et idéologiques du pays, dotant chaque province d'une université au minimum. Le Limbourg, par exemple, a donc vu s'implanter une institution universitaire pluraliste (c'est-à-dire ni catholique ni d'Etat) pour contrebalancer la filiale de l'université catholique de Louvain à Courtrai, dans cette autre province oubliée qu'est la Flandre occidentale. Malgré cet effort, la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur marque le pas, les étudiants des milieux défavorisés étant moins nombreux depuis le début de la crise économique.

Paradoxalement, c'est la filière non universitaire courte qui a connu le plus de succès en attirant les enfants issus des couches sociales les plus modestes qui, en théorie, auraient dû pouvoir accéder à l'université. Une université qui a d'ailleurs peu changé, ne s'adaptant pas au profil des élèves venant du secondaire rénové et ne démocratisant pas son fonctionnement interne. Les entreprises flamandes de pointe n'offrent que des débouchés limités aux diplômés du supérieur, et les universités proposent maintenant des études de troisième cycle aux détenteurs de diplômes d'une autre discipline, l'acquisition de ce deuxième diplôme devenant un atout de plus en plus important dans la recherche d'un emploi.

* Journaliste.





L'EFFORT DE RECONSTRUCTION AFFRONTÉ … RÉEL

Philippines : difficile parcours pour le …ouveau po…

AUX Philippines, comme dans les autres pays récemment libérés de leurs dictateurs, la gravité des problèmes économiques peut compromettre le retour à la démocratie. Alors que son pays doit 26 milliards de dollars aux banques étrangères, Mme Aquino a entamé au début de janvier 1987 de délicates négociations avec le Front démocratique national : ce dernier, s'il a bien accepté une trêve de deux mois, n'en a pas pour autant renoncé à ses exigences radicales de réforme agraire et de justice économique.

Par PIERRE DE CHARENTENAY

Depuis à peine une année, les Philippines ont parcouru un chemin semé d'obstacles. Un psychodrame politique. Des affrontements au bord du chaos. Une expérience culturelle, voire spirituelle. Par toutes ses dimensions, ce parcours est le passage du rêve de l'unanimité de février 1986 à la réalité des innombrables conflits existant dans ce pays en voie de développement qui sort de la dictature. Dans ce parcours, le pire n'est pas toujours sûr, même si le meilleur est difficile à faire advenir.

L'histoire commence par un assassinat au bas d'un escalier d'avion, le 21 août 1983. Elle atteint son paroxysme pendant les quatre jours de la révolution de février. Plusieurs livres philippins (1) en racontent les péripéties. En les feuilletant, le lecteur est frappé par le côté fusionnel, extatique, et religieux de ces quatre journées. Le pays connaissait à la fois l'euphorie et la tension la plus grande : tout pouvait basculer à tout instant dans la violence. Ce moment, unique dans l'histoire du pays, unique peut-être dans l'histoire du monde, est la victoire de la non-violence, du courage et de la foi d'un peuple. Il donne des fondations symboliques puissantes à une nouvelle étape, mais il porte en lui les fragilités et les incertitudes que ces derniers mois ont révélées au grand jour.

M. Marcos parti, il fallait diriger le pays. Mme Aquino n'avait aucune formation pour remplir ce rôle. Mais elle avait pour elle un solide bon sens, un pragmatisme certain, des principes éthiques affirmés, des conseillers compétents et, surtout, la confiance et l'appui d'une très grande majorité de la population. Dans sa rencontre avec le réel, elle devait affronter plusieurs problèmes : la gestion quotidienne, le retour au politique et la place de l'armée, la reprise de l'économie, la gauche et la guérilla.

Les urgences éclataient partout et sur tous les plans : la politique du vide pratiquée par M. Marcos avait touché les caisses, le personnel politique, les institutions nationales, la santé publique, etc. Tout était à construire, et tout était urgent. Mme Aquino profita des premières semaines d'état de grâce pour déclarer son gouvernement révolutionnaire : s'il fallait rebâtir, autant le faire les mains libres, à partir de zéro. Cela permettait de dissoudre l'Assemblée nationale et de procéder à la nomination de hauts fonctionnaires responsables *(Officers in charge, OIC)* sur tout le territoire, pour remplacer ceux qui avaient été nommés ou élus pendant le régime précédent.

Le ministre de l'administration locale, M. Aquilino Pimentel, ancien dirigeant du Parti démocratique philippin (PDP) nomma deux mille OIC, un peu trop vite, semble-t-il, 10 % d'entre eux durent être remplacés dans les six mois. Cette précipitation et les bavures qui s'ensuivirent ont transformé cet ancien opposant de M. Marcos en cible privilégiée des secteurs de droite et ont renforcé l'impression d'un centralisme excessif dans l'esprit des notables locaux.

Pour accélérer le retour à un régime constitutionnel, Mme Aquino prit une option décisive : nommer une commission (quarante-huit membres issus de secteurs très divers, dont certains proches de la gauche) pour la rédaction d'une Constitution qui serait soumise à référendum. Les débats de cette commission, enrichis par une consultation multiforme à travers le pays, aboutirent au dépôt du projet de texte en octobre 1986. Avec près de deux mois de retard, le référendum aura lieu le 2 février 1987.

Il fallait en même temps revenir sur le passé : une commission spéciale (Presidential Commission for Good Government, PCGG) fut chargée de lancer des enquêtes sur toutes les fortunes illégalement acquises. Elle permit de révéler les incongruités de Mme Imelda Marcos et le pillage auquel s'était livrée la famille du président déchu. Les formalités de récupération de leur fortune avancent à pas de tortue. Un débat public discuta des pouvoirs de la PCGG : ils seraient limités pour ne pas entraver l'économie et éviter la fuite des capitaux, même ceux qui furent illégalement acquis.

Ce processus de purification inquiétait tout particulièrement les anciens proches de M. Marcos, tel M. Enrile, qui assumait récemment encore les fonctions de ministre de la défense. On sait que celui-ci a accumulé une énorme fortune (lorsqu'il était président de la United Coconut Planters Bank) et qu'il a procédé à des transferts massifs de fonds vers les Etats-Unis (125 millions de dollars dès 1983, plus de 350 millions de dollars par la suite). Des enquêtes sur son attitude à l'égard des droits de l'homme seraient catastrophiques pour sa réputation. En position de pouvoir jusqu'à la fin de novembre dernier, il pouvait empêcher le déroulement d'une enquête sur son passé. Même s'il reste encore puissant, il n'est pas sûr d'être désormais en mesure de s'y opposer.

La politique ou l'armée

ENTRE la prise de fonctions de la présidente et le référendum du 2 février 1987, il s'écoulera une année. Le gouvernement nommé par Mme Aquino a commencé à gérer le pays selon des options politiques nettes : mesures de justice (augmentation de 10 % des salaires des professeurs, législation sur le droit de grève, par exemple), libération des prisonniers politiques, attitude de conciliation et de négociation avec la guérilla. Cette politique, de gauche par ses aspects sociaux, et pluraliste dans ses fondements, n'a pas reçu l'assentiment de tous, loin de là.

Ne parlons pas ici de l'arrière-garde pro-Marcos, dite loyaliste, qui fomenta le coup d'Etat d'opérette en juillet 1986 sous la houlette d'un vieillard manipulé, M. Arturo Tolentino. L'opposition qui se constitue actuellement rassemble une partie de l'armée, d'une part, et la droite classique, d'autre part. Elle n'a aucun lieu d'expression, sinon le conseil des ministres. Mme Aquino y avait rassemblé presque toutes les tendances : la droite, représentée par M. Enrile, le centre, avec un homme d'affaires comme M. José Concepcion, des techniciens de l'économie, tel M. Jaime Ongpin, de vieux opposants au régime Marcos, comme M. Aquilino Pimentel, et des ministres sociaux, comme M. Augusto Sanchez. Ce conseil était une mosaïque de techniciens et de politiques de tout bord. La droite n'y trouvait pas son compte. La discipline nécessaire à l'efficacité non plus.

A partir de septembre 1986, M. Enrile devint très critique à l'égard du gouvernement. Il exprimait le point de vue de l'armée, celui en tout cas des jeunes colonels anticommunistes du Mouvement de réforme des forces armées (RAM). Ceux-ci ont monté une opération, « God Save the Queen », qui devait leur donner le contrôle du pouvoir, tout en maintenant Mme Aquino à la tête de l'Etat. Ils n'ont pas pu la réaliser, même avec l'aide de M. Enrile. Leur soutien au sein de l'armée s'est dérobé, volé par le général Fidel Ramos, chef d'état-major, qui a bloqué toute tentative de coup d'État en intervenant directement auprès de chaque commandant de région (dont onze sur douze avaient été changés depuis février).

Le coup d'Etat manqué des 22-23 novembre 1986 et le départ de M. Enrile ont changé l'équilibre des pouvoirs. Un marchandage a été conclu : Mme Aquino se ferait plus ferme dans les négociations avec la guérilla et remplacerait certains de ses ministres. Elle a partiellement répondu à ces dernières exigences en se séparant de deux ministres accusés de corruption, MM. Ernesto Maceda (ressources naturelles) et Rogaciano Mercado (travaux publics), et en donnant un nouveau poste à M. Aquilino Pimentel : ministre conseiller pour les affaires nationales. En échange, le général Ramos s'assurait de la fidélité des militaires. Le chef d'état-major sort grandi de cet épisode. Mais, en nommant le général (en retraite) Rafael Ileto au poste-clé de ministre de la défense, Mme Aquino crée un pont supplémentaire entre les pouvoirs civil et militaire. M. Ileto, homme d'une grande culture et sans ambition personnelle, opposant résolu à M. Marcos (ce qui lui valut l'exil doré des ambassades de Téhéran et de Bangkok), est à la fois un professionnel de l'armée et un fervent partisan de la révolution de février et de la famille Aquino. La présidente s'est ménagé ainsi de nouvelles fidélités au prix d'accommodements qui ne touchent pas l'essentiel du principe du retour à la démocratie.

Cette nouvelle distribution des cartes politiques est généralement bien accueillie, sauf par la gauche. Les Américains sont satisfaits : l'armée reste fidèle et prête à défendre leurs intérêts (en particulier les bases américaines). Le peuple, qui commençait à s'inquiéter des critiques de M. Enrile, est soulagé de cette nouvelle fermeté de la présidente. Tout auréolée de la trêve conclue avec la gauche armée, Mme Aquino a probablement aujourd'hui une marge de manœuvre un peu plus large qu'il y a deux ou trois mois. Après les menaces de coup d'Etat, les Philippines reviennent donc au jeu politique qui les mènera au référendum du 2 février et, surtout, aux élections législatives de mai 1987 : chaque groupe cherche à se placer au mieux dans cette course. La droite se rassemblera autour de M. Enrile, qui possède encore beaucoup d'appuis dans l'armée. Et Mme Aquino est en train de lancer un mouvement, Lakas ng Bansa (Pouvoir de la nation), *qui pourrait se transformer en parti politique.*

Des industriels réticents

POUR la majorité des cinquante-cinq millions de Philippins, le retour au réel se traduit en termes économiques : ils constatent que le changement politique survenu en février 1986 n'a rien changé à l'état de grande pauvreté de leur région ou de leur ville. On meurt de faim dans l'île de Negros et dans bien des bidonvilles.

Le nouveau régime se trouve devant un problème immense. Il a choisi de commencer à agir en regagnant la confiance de la population et de l'étranger. Par des mesures modestes, comme des actions sur les prix des médicaments ou le relèvement des salaires des enseignants, il a montré sa bonne volonté et le sens de son action. Dans des décisions toutes récentes, en date du 5 décembre 1986, il confirme ses intentions : dans le budget 1987, la part des dépenses sociales passera de 16,7 % à 22,4 %.

Mais le redressement de l'économie doit aussi passer par des grandes réformes de fond. Celles-ci ne sont pas encore engagées. Pas de réforme agraire en vue. Pas d'investissement de la part de la classe financière et industrielle : pour ces grandes transformations du paysage économique, il faudra attendre l'élection du Congrès en mai. La réforme agraire ne pourra passer que par une loi. Et les industriels investiront lorsqu'ils auront une garantie sur leurs placements. L'orientation politique des futures assemblées sera déterminante ; c'est pourquoi le combat politique d'aujourd'hui est si important : l'avenir économique des Philippines dépend du rapport des forces politiques qui se mettra en place d'ici à mai 1987.

D'ores et déjà, on peut noter l'extrême réticence des industriels. Habitués à des marges de profit inconnues sous nos latitudes, ils n'accepteront d'investir que si le gouvernement leur garantit des profits similaires. Ils renâclent bruyamment devant les réformes des lois sociales et du droit de grève proposées par le ministre du travail, M. Sanchez, ou devant les projets de libéralisation des importations. Leurs vues sur la situation du pays sont d'un simplisme accablant. Ils ne pensent qu'au rendement financier immédiat. Un tel jugement n'est pas un discours idéologique : c'est le fruit d'observations faites lors de réunions d'industriels à Manille. Si le redressement économique n'a pas lieu, les industriels en porteront une grande part de responsabilité.

Sans attendre ces échéances, Mme Aquino a tenté d'agir sur un élément fondamental de macro-économie : la dette et les investissements étrangers. C'était le sens de ses voyages aux Etats-Unis et au Japon. Ils ont été un succès personnel et politique réel. Mais les retombées économiques sont plus lentes. On a même vu le Congrès américain, tout ému de son contact avec Mme Aquino, voter 200 millions de dollars de crédits spéciaux, puis se raviser quelques jours après, l'exigence des réalités économiques nationales ayant prévalu sur l'élan du cœur.

(1) *People Power*, Manille, 1986, 320 pages, 247 photos.

La gauche militante

Par PIERRE ROUSSET

LE Parti communiste des Philippines (PCP) avait appelé au boycottage des élections présidentielles de février dernier. Le triomphe de Mme Corazon Aquino ayant sanctionné l'échec de cette politique, la direction du PCP a été amenée à qualifier le boycottage de « *grave erreur tactique* (1) ». Cette autocritique sévère s'est accompagnée de remaniements au sein de la direction du PCP. La signature, en novembre, d'un cessez-le-feu de soixante jours montre que ce parti a tiré les leçons de l'échec et tient dorénavant compte de la popularité de la présidente.

Constitué en 1968, le PCP anime le mouvement dit « démocratique national », courant qui comprend la Nouvelle armée du peuple (NAP), force de guérilla fondée en 1969 ; le Front démocratique national (FDN), clandestin, établi en 1973 ; et un ensemble d'organisations populaires, légales ou semi-légales, en plein développement depuis la fin des années 70.

Les organisations clandestines se sont considérablement renforcées ces dix dernières années. Le PCP aurait atteint, voilà trois ans, les 30 000 membres et la NAP, les 20 000 guérilleros à « temps complet ou partiel ». Le FDN évalue sa « base de masse » (une notion très large) entre 6 et 10 millions de personnes.

Au sein du mouvement populaire, l'influence « démocratique nationale » est grande. La direction de Bayan (acronyme de la Nouvelle fédération nationaliste) est identifiée à ce courant. Coalition d'organisations sectorielles et régionales, Bayan revendique 2 millions de membres. La principale confédération syndicale indépendante, Kilusang Mayo Uno (KMU, Mouvement du 1er mai), créée en 1980, forte de plus de 550 000 membres, et le Kilusang Magbubukid ng Pilipinas (KMP, Mouvement paysan des Philippines), créé en 1985, participent à cette coalition radicale.

La fondation, en août dernier, du Partido ng Bayan (PnB ou Parti du peuple) (2) complète la panoplie des organisations « démocratiques nationales ». C'est la première fois que ce courant, constitué en réaction à l'évolution « parlementariste » du vieux PKP (3), suscite la formation d'un parti politique légal, décidé à s'engager dans la lutte électorale. Lancé par d'anciens détenus politiques et des dirigeants d'organisations de masse, le PnB veut « *briser le monopole des classes exploitantes sur le processus électoral et servir d'instrument aux classes exploitées* ». Interrogé au sujet des relations entre ce parti et le PCP, M. José Maria Sison a répondu que le PnB « *est un parti au caractère démocratique national possédant sa propre intégrité politique et organisationnelle* » ; ce n'est « *ni une extension ni un rival* » du PC. « *Très clairement, le Parti communiste des Philippines reste le parti d'avant-garde marxiste-léniniste du prolétariat* (4). »

Avec l'expansion du mouvement de guérilla et le développement multiforme du courant démocratique national, le PCP bénéficie aujourd'hui d'une réelle audience. Il peut intervenir sur tous les terrains de lutte et reste la formation dominante de la gauche militante. Le fait mérite d'autant plus d'être noté que ce parti revient de loin (5).

Constitué dans le feu de la radicalisation étudiante des années 1968-1972, poussé dans la plus stricte clandestinité par l'imposition de la loi martiale en septembre 1972, il a traversé une période très difficile. En 1974-1975, ses premières bases de guérilla sont détruites — comme dans la province d'Isabella, dans le nord de l'île de Luzon — ou réduites à peu de chose. En 1976-1977, ses principaux dirigeants politiques et militaires sont capturés. En 1978, une grave crise politique éclate entre la direction de Manille-Rizae (la région de la capitale) et le comité central à propos, déjà, de la tactique électorale.

Beaucoup de mouvements révolutionnaires armés ne se sont jamais remis d'une telle succession d'épreuves. Le PCP s'est, pour sa part, rétabli en quelques années, grâce à la qualité militante de ses membres et à des réorientations politiques concrètes.

La crise sociale aidant, il a pu s'enraciner dans de nombreux centres urbains et zones rurales. Il a su s'intégrer au vaste mouvement de masse antidictatorial qui a pris son essor à partir de 1975 dans les villes et engager une collaboration avec les milieux chrétiens.

(1) « Party conducts assessment, says boycott policy was wrong », *Ang Bayan* (la Nation, organe clandestin du PCP), mai 1986.

(2) Le mot Bayan, en tagalog (philippin), intègre les notions de peuple et de nation. Il est traduit par l'un ou l'autre vocable, suivant les cas.

(3) Le PCP est né d'un processus de scission-expulsion, en 1967-1968, des rangs du Partido Komunista ng Pilipinas (PKP, Parti communiste des Philippines en tagalog). Formé dans les années 30, le PKP avait dirigé le mouvement de résistance Hukbalahap, écrasé au début des années 50. Longtemps sous la double influence de Moscou et de Pékin, il perd tout dynamisme dans les années 60, s'aligne sur la politique de l'URSS et signe un « pacte national » avec Marcos en 1974.

(4) Rapport politique par M. José Maria Sison au congrès de fondation du PNB, dactylographié, page 6. M. José Maria Sison est le plus connu des fondateurs du PCP. Président du comité central de ce parti de 1968 à son arrestation, en 1977, il a été libéré après la victoire de Mme Aquino. Il n'a aucune fonction officielle dans le PNB, mais il présidait la commission préparatoire à sa formation. Il est un point de référence politique pour de nombreux militants communistes.

(5) Sur l'histoire du PCP, voir la très intéressante étude d'Armando Malay Jr., « Maoïsme, loi martiale et insurrection aux Philippines (1966-1980) », thèse présentée pour le doctorat de troisième cycle à l'université Paris-VII, décembre 1985.



AU RÉEL

nouveau pouvoir

Finalement, ces fonds seront quand même accordés. Quant aux négociations sur la dette extérieure, qui se monte à 26,4 milliards de dollars, le Fonds monétaire international (FMI) a longtemps montré une grande prudence, refusant de s'engager sur l'avenir. De son côté, le gouvernement prévoit, dans son budget 1987, une réduction de 46,6 % à 38,5 % du budget des remboursements.

Ces hésitations viennent de ce que l'étranger ressent une impression de flou ou de manque de fermeté politique dans le gouvernement Aquino. Les récentes mesures contre M. Enrile ont donné confiance au FMI, qui vient d'accepter le principe d'ouverture de négociations sur le rééchelonnement de la dette. Reste à savoir si ce signe suffira pour encourager les banques étrangères à donner aux Philippines des facilités d'accès aux crédits internationaux.

Rassemblée dans le Front démocratique national (FDN), sous la houlette du Parti communiste philippin, la coalition de la gauche marxiste avait décidé le boycottage des élections de février 1986. Son analyse était simple : M. Marcos a toujours gagné ce genre d'élection en trichant. Il en serait de même. Cette appréciation s'est révélée fausse : l'extraordinaire mobilisation du peuple, les cent cinquante mille volontaires du NAMFREL, l'organisme indépendant de contrôle des élections, ont permis de prouver la tricherie. La dissidence d'une poignée de militaires, l'appui direct de l'Eglise et la constance de la population, aboutirent au départ de M. Marcos.

La gauche a été totalement absente de la révolution de février 1986. Elle fait tous ses efforts pour rattraper cette erreur. Parfois, en tentant d'expliquer qu'elle était là en février, ce qui n'est guère convaincant. Plus sérieusement, en avouant son erreur et en reprenant le chemin du travail politique. Son activité présente est conditionnée par cette faute de stratégie.

Le retour à la réalité est brutal pour le Front démocratique national. Le changement lui a été volé par un centre gauche démocratique nettement anticommuniste. Le créneau de l'action politique étant devenu très étroit, le FDN s'est tourné vers une action syndicale sur le thème de la défense des travailleurs et des salaires. Il rencontre un indéniable écho. Le 12 novembre 1986, aux funérailles du leader syndical assassiné, Rolando Olalia, trois cent mille personnes avaient suivi le cortège.

Les leaders du FDN sont divisés entre plusieurs tendances radicales, prêtes à continuer la lutte armée pour aboutir à une victoire totale, et les tendances plus démocratiques, désireuses de saisir l'occasion qui leur est ménagée pour s'insérer dans le jeu politique. Le problème le plus sérieux pour le FDN est en effet son rapport à la Nouvelle armée du peuple (NAP) et à l'idéologie de la lutte armée qui la soutient. Créée en 1969, la guérilla n'a fait que s'étendre jusqu'à regrouper aujourd'hui quelque quinze mille à vingt mille combattants. Une forte croissance des effectifs s'est opérée entre 1982 et 1985. Elle est aujourd'hui stoppée. D'origine maoïste, très dure pour ceux qui s'opposent à son action sur le terrain, jusqu'à procéder à des liquidations physiques, cette armée des collines est complètement *« filipino »* et ne dépend de l'étranger ni pour la pensée ni pour son approvisionnement en armes.

Renaissance culturelle

FACE à cette lutte armée, le gouvernement Aquino cherche à procéder de deux manières : à l'échelle nationale et au niveau local. Nationalement, de longues négociations ont permis, le 27 novembre dernier, la signature d'une trêve de soixante jours qui a pris effet le 10 décembre. Les obstacles au succès de cette politique sont nombreux : le premier, ce sont les militaires eux-mêmes, plus portés au combat qu'à la négociation ou à la reconnaissance légale de l'adversaire.

La nouvelle configuration du gouvernement devrait faciliter les choses. Le second, c'est la situation économique. Les conditions mises par la guérilla à un règlement définitif du conflit (réforme agraire, lois sociales, etc.) seront difficiles à faire admettre à une droite frileuse et puissante.

Localement, de nombreuses actions ont déjà été entreprises. Chaque région militaire a été invitée à créer un climat propice à des cessez-le-feu sur le terrain. Dans la région très sensible de Mindanao (à Davao), des centres d'accueil et de reclassement des anciens combattants des collines ont été créés. Une protection et du travail leur sont procurés. Plusieurs centaines d'hommes en ont déjà profité.

Le règlement de ce conflit armé sera facilité par le fait que la fraction armée du FDN cherche à rompre son isolement. Le remplacement de M. Marcos par Mme Aquino a tari les raisons de s'enrôler dans la lutte armée. Le combat pourrait continer, mais le temps est arrivé pour beaucoup de penser à une reconversion politique, thème de nombreuses discussions aujourd'hui.



(Steven McCurry-Magnum)

LA PRÉSIDENTE APRÈS LA PRESTATION DU SERMENT
Comment concrétiser les aspirations d'un peuple ?

L'Eglise soutient sur le terrain toutes les activités orientées vers la paix. Elle participe directement à l'établissement des centres d'accueil et de reclassement. Elle donne des sessions et des cours sur les droits de l'homme à des militaires de certaines régions. Elle a aussi organisé une énorme manifestation à Negros, le 29 novembre 1986, pour soutenir les négociations et fêter la trêve avec la guérilla. Les paysans qui ont été parfois les acteurs du conflit, mais plus souvent les victimes, appuient massivement le travail de l'Eglise dans ce sens.

A toutes ces mesures techniques et à ces évolutions politiques s'ajoute une véritable révolution culturelle. Les quatre jours de février 1986 ont planté des fondations dans un ciment symbolique suffisamment solide pour tenir ensemble les éléments d'un régime qui a tous les ingrédients pour échouer. La révolution de février est une renaissance de l'âme *« filipino »*, pacifique et chrétienne. Réveillée par le courage d'une femme, la veuve de celui qui revenait s'opposer à M. Marcos, la foi très profonde des Philippins a agi comme un catalyseur, maintenant le pays dans la paix, au bord de l'explosion violente, pendant les quatre jours fondateurs, et continuant d'être l'inspiratrice de beaucoup aujourd'hui.

Un tel fondement culturel explique l'importance du rôle de l'Eglise. Elle a manifesté sa présence par des interventions très directes dans la période des élections de février et pendant la crise qui a suivi. Elle a pris ensuite de la distance, mais elle reste très présente et vigilante (2). Avant de partir au Japon, Mme Aquino avait demandé au cardinal Sin de retarder un voyage qu'il projetait aux Etats-Unis afin qu'il puisse être sur place le garant d'une présence symbolique.

Une telle analyse paraîtra étrange à qui ne connaît les Philippines que de loin. Le facteur religieux, pourtant essentiel dans ce pays, échappe bien souvent aux analyses des esprits rationnels occidentaux. Cela dit, bien des responsables philippins, en particulier dans l'Eglise, savent aussi que des relais institutionnels sont indispensables après l'expérience de février. D'où un programme d'élections relativement accéléré.

Le deuxième facteur culturel renaissant est le nationalisme et le régionalisme. L'action du gouvernement Aquino sur le terrain de la régionalisation et le respect des cultures est probablement l'élément le plus positif entre le court terme où elle se déroule et la paix à long terme qu'elle vise. L'enjeu du nouveau régime est là : redonner aux Philippins leur âme, qui est loin des Etats-Unis et souvent loin de Manille.

Pourquoi les musulmans de Mindanao se sont-ils fait entendre aussi bruyamment durant l'été en enlevant des prêtres et une dizaine de carmélites ? Pour que leur particularité soit prise en compte à Manille. Pourquoi une partie de la guérilla de la cordillère du nord de Luzon, par la voix du prêtre Conrad Balweg, a-t-elle déposé les armes ? Parce que le gouvernement et la commission sur la Constitution ont accepté le principe d'un fédéralisme qui donnera à chaque région une certaine autonomie. Il se fait sur ce terrain un travail de longue haleine. Il portera ses fruits si l'économie peut suivre.

Restera à résoudre la plus épineuse des questions : faut-il, oui ou non, garder les bases américaines sur le territoire philippin ? Les militaires y sont favorables. La gauche y est fermement opposée. Mme Aquino n'a pas pris de décision, sinon celle de respecter le contrat signé avec les Etats-Unis pour maintenir les bases jusqu'en 1991. L'expérience de la Thaïlande, en la matière, pourrait se révéler précieuse : M. Rafael Ileto a pu y constater comment la réduction de la guérilla communiste a été liée à l'expulsion des Américains du sol national. Il faudra choisir. Toute option déclenchera des tensions proportionnelles à l'énorme charge affective et symbolique liée à la présence américaine. Une telle épreuve ne pourrait pas être supportée aujourd'hui. L'institutionnalisation de la révolution donnera les moyens d'affronter cette réalité.

PIERRE DE CHARENTENAY.

(2) Voir la lettre pastorale du cardinal Sin publiée dans son diocèse début novembre.

face au projet de Mme Aquino

Aux pires moments du régime Marcos, le courant démocratique national a plus que tout autre contribué à structurer, orienter les mouvements de masse. On comprend l'amertume de nombreux militants qui se sont vu marginaliser, en février 1986, alors que la lutte contre la dictature prenait brusquement une ampleur sans précédent. La publication, en mai, de l'autocritique sur le boycottage des élections a partiellement dissipé le malaise des membres du PCP. Mais cela n'a pas mis un terme aux discussions en cours dans ce parti. La situation aux Philippines s'est, en effet, notablement modifiée après l'assassinat, en 1983, de Benigno Aquino, mari de l'actuelle présidente, et à la suite, en 1986, de la « révolution de février ». La chute imprévue de la dictature a, de fait, ouvert une période de réévaluations politiques au sein du PCP et du FDN.

Les dirigeants communistes le reconnaissent. M. Satur Ocampo admet, en août, qu'il y a *« un intense débat interne sur des considérations d'ordre tactique. Notre perception du front uni était sans doute erronée (...) peut-être avons-nous fait preuve de sectarisme »*. Plus généralement, nous *« analysons avec attention la transformation de notre système du stade « semi-féodal, semi-colonial » vers un système essentiellement capitaliste. Sous peu, le programme en douze points du FDN sera réactualisé* (6) ». M. Antonio Zumel note, pour sa part, en novembre, qu'*« il n'y a pas de position commune au sein du FDN sur la Constitution »* que Mme Corazon Aquino va soumettre au vote en février prochain. *« En ce moment même, le débat fait rage dans les organisations membres pour savoir s'il faut la ratifier ou pas* (7). »

Le débat touche à des questions fondamentales. Pour M. José Maria Sison, par exemple, l'orientation originelle du PCP reste valable. Formée durant les années 60, retouchée durant la décennie qui suivit, cette orientation est marquée par la tradition maoïste du PCP. Pour M. Marti Villalobos, un cadre influent dans la région de la capitale, par contre, ces schémas doivent-être profondément revus. Il est convaincu qu'il faut dépasser le « modèle » de référence initial du mouvement philippin – la Chine – et intégrer les enseignements des révolutions d'Amérique centrale et de Cuba. C'est donc tout à fait symboliquement qu'il a choisi le nom de plume sous lequel il écrit ses articles de discussion interne, en référence au dirigeant révolutionnaire salvadorien Joaquin Villalobos et au Front Farabundo Marti.

Marxisme et christianisme

LA gauche militante aux Philippines commence à s'ouvrir à ces révolutions d'outre-Pacifique, comme en témoigne l'accueil accordé à la publication en anglais du long entretien entre M. Fidel Castro et Frei Betto sur la religion (8). Une nouvelle formation, Bisig (9), a organisé en août, à l'occasion du lancement de ce livre, une importante réunion publique, à l'université des Philippines, avec la participation de l'ambassadrice cubaine. Constitué en mai 1986, Bisig regroupe des militants venus des milieux marxistes indépendants, du PCP, du PKP, de l'aile radicale des chrétiens sociaux-démocrates. Cette organisation avance ouvertement, ce qui est nouveau aux Philippines, une perspective socialiste qu'elle veut démocratique.

Le Père Ed de la Torre, emprisonné plus de neuf années sous Marcos, fondateur des Chrétiens pour la libération nationale (CLN), une composante du FDN, a lui aussi participé à une réunion-débat sur le livre *Fidel et la religion*. L'ambassadrice cubaine fut moins prolixe devant cette assemblée religieuse qu'à l'université des Philippines. Mais le fait qu'elle ait été invitée est politiquement significatif. Les milieux chrétiens-radicaux ressentent le besoin de discuter du rapport entre marxisme et christianisme, à partir d'expériences poursuivies dans des pays où le catholicisme est fort influent, en Amérique latine et aux Philippines. La Chine n'offre évidemment pas un modèle sur ce plan-là.

Les CLN, explique le Père Ed de la Torre, réfléchissent sur leur identité propre. Nés au sein de l'Eglise de façon spontanée, ils se sont engagés aux côtés du PCP dans l'action clandestine. *« Pendant longtemps, les CLN ne se sont pas beaucoup préoccupés de théologie. Ils faisaient de la politique. Mais la théologie revenait toujours à la surface ! On ne pouvait l'ignorer. »* « Or, ajoute-t-il, *notre théologie est beaucoup plus faible qu'en Amérique latine. Et, du côté du marxisme philippin, il y a aussi un vide théorique sur la question de l'Eglise* (10). »

Le Père Ed de la Torre anime les Volontaires pour la démocratie populaire (VDP), un nouveau mouvement qui veut servir de lien entre les diverses composantes de la gauche philippine. Avec la formation de Bisig, des VDP, et l'évolution des CLN, s'exprime le pluralisme de la gauche philippine. Le PCP est la seule organisation qui bénéficie d'une assise nationale. Mais la gauche militante n'en est pas moins très diversifiée. Des organisations localement représentatives ne se reconnaissent parfois dans aucune étiquette politique nationale. Des cadres syndicaux, des personnalités de Bayan, sur le plan régional surtout, collaborent avec les « démocrates nationaux », sans pour autant s'intégrer à ce courant.

La question du front uni – des formes d'unité au sein de la gauche et au-delà – est aujourd'hui au centre des préoccupations militantes. Les années 1983-1986, riches en mobilisations de masse, ont suscité à cet égard bien des espoirs et bien des désillusions. En ce domaine aussi, la réflexion s'oriente vers l'Amérique centrale : l'histoire du mouvement sandiniste et l'expérience des fronts salvadoriens.

Le débat, encore ténu, s'établit entre les diverses organisations. Signe des temps, *Ang Bayan*, l'organe clandestin du PCP, publie dans son numéro d'août une lettre intitulée « Pour un communisme plus humaniste », qui ouvre le dialogue avec M. Francisco Nemenzo, ancien dirigeant du PKP et actuel président de Bisig.

L'année 1986 est celle d'un grand tournant pour la gauche philippine (11), mais il est difficile d'en mesurer la portée à long terme. Le PCP a grandi dans la lutte contre la dictature Marcos. Ses conceptions et ses méthodes de fonctionnement sont façonnées par cette expérience. Forces de changement et forces d'inertie se conjuguent aujourd'hui dans cette organisation. Les discussions en cours au sein de la gauche couvrent un vaste et riche éventail de problèmes. Pourtant, l'instabilité de la situation politique dans le pays rend aléatoire leur libre approfondissement. L'assassinat, en novembre, de Rolando Olalia, président du KMU et du Partido ng Bayan, enlevé, horriblement torturé, montre la précarité des gains démocratiques de la « révolution de février ». L'immense cortège qui a accompagné les funérailles d'Olalia atteste par ailleurs de la représentativité de la gauche et de son potentiel de mobilisation.

Le courant social-démocrate – où des jésuites jouent un rôle considérable – s'est en majorité rangé derrière Mme Corazon Aquino. Intégré à l'appareil d'Etat, il lui reste peu de cadres pour participer au combat socio-politique. Les forces de la gauche militante s'affirment, pour la plupart, prêtes à soutenir le gouvernement contre des tentatives de coup d'Etat de droite. Mais elles se gardent du projet présidentialiste de Mme Aquino et du poids des militaires représentés par le général Ramos. Elles paraissent décidées à compter avant tout sur leurs propres forces et sur l'action de masse indépendante pour combattre le danger « néo-fasciste ». *« Notre salut repose entre nos mains ! »*, lance le FDN dans un communiqué publié à l'occasion de la mort de Rolando Olalia (12).

Marginalisé durant la « révolution de février », le mouvement démocratique national a été temporairement placé en position défensive. La NAP, soumise à des tensions contradictoires, a connu des ruptures importantes, comme celle qui a conduit à la formation de l'Armée populaire de libération de la Cordillera dans le nord de l'île de Luzon, avec le Père Conrado Balweg. Mais le PCP, la NAP et le FDN n'en constituent pas moins un facteur politique de première importance dans le pays. C'est un mouvement qui dispose d'importantes ressources, et non un mouvement politiquement défait, qui est engagé dans les négociations de paix avec le gouvernement. La situation philippine d'aujourd'hui diffère en cela profondément de celle qu'a connue, voilà quelques années, la Thaïlande.

PIERRE ROUSSET.

(6) Déclarations de M. Satur Ocampo en date du 21 août 1986, *Philippines information*, nº 46, octobre 1986, page 4. Le PCP a maintenu jusqu'aujourd'hui l'analyse selon laquelle la société philippine est semi-féodale, semi-coloniale plutôt que capitaliste. M. Satur Ocampo est l'un des chefs de la délégation du FDN qui négocie actuellement avec le gouvernement.

(7) « A fugitive afternoon with Tony Zumel », *National Midweek*, Quezon City, du 26 novembre 1986, page 11. Antonio « Tony » Zumel participe lui aussi aux négociations de paix.

(8) Fidel Castro, *Entretiens sur la religion avec Frei Betto*, Cerf, Paris, 1986.

(9) Bukluran sa Ikaunlad ng Sosyalistang Isip at Gawa : Union pour le développement de la théorie et de la pratique socialistes. L'acronyme Bisig signifie aussi en tagalog « bras », le mot qui symbolise le travail, les masses laborieuses.

(10) Ed. de la Torre, « Qui sont les Volontaires pour la démocratie populaire ? », déclarations publiées dans *Inprecor*, nº 230, du 17 novembre 1986, page 17. On trouve aussi, dans ce même numéro d'*Inprecor*, des entretiens avec M. José Maria Sison sur le Partido ng Bayan et avec MM. Randolf David et Francisco Nemenzo sur Bisig.

(11) Cet article ne traite pas des mouvements musulmans, importants dans le sud de l'archipel.

(12) « Only We Can Save Ourselves », National Democratic Front, *Liberation* (organe du FDN), numéro spécial 1, 20 novembre 1986.

TÉMOIGNAGE

Un regard différent sur l'Iran d'aujourd'hui

Par SHAHNAZ NADJMABADI

Après cinq ans d'absence, Shahnaz Nadjmabadi est rentrée pour deux mois au pays. Elle y a retrouvé ses amis, elle s'est immergée dans cette société durement secouée par la révolution islamique et la guerre. En tant qu'Iranienne vivant en Europe et comme ethnologue chercheur au CNRS, elle dispose d'un double recul pour juger du chemin parcouru dans la vie des hommes et dans leurs esprits. Par son témoignage, elle entend faire contrepoids à l'idée que les Européens se font aujourd'hui de l'Iran.

LARGEMENT tributaires de récits et reportages de journalistes qui avant tout s'intéressent aux péripéties du conflit avec l'Irak, les informations parvenant d'Iran sont parcellaires et souvent orientées. L'afflux des réfugiés politiques en Occident et la propagande des groupes d'opposants au régime accentuent, dans l'opinion, une image déjà peu favorable de ce pays.

Il existerait ainsi deux catégories d'Iraniens. Les uns, les « bons », patriotes pleins de courage et de détermination, ont dû faire d'énormes sacrifices et braver de nombreux périls avant de quitter leur patrie pour attendre, à Paris, à Londres ou à Los Angeles, la fin du joug totalitaire. Les autres, la grande masse, seraient restés chez eux parce que le pouvoir les empêchait de fuir ou parce qu'ils n'avaient pas de moyens suffisants pour s'expatrier.

Je suis moi-même une Iranienne vivant à l'étranger. Quelle que soit mon opinion sur l'actuel régime, je ne peux qu'être émue et attristée par la caricature qui est donnée de mon pays : Iran = Khomeiny = Islam = Fanatisme. Mais que sait-on vraiment de la situation, outre que les prisons sont pleines, que la torture y est d'usage courant, que partout règnent l'oppression et l'humiliation ? Il y a dix ans à peine dominait une autre vision de l'Iran, tout aussi unilatérale, celle d'un pays à son apogée et dont la population était impatiente d'affirmer son identité dans la liberté.

Je rentre d'un voyage de sept semaines, entrepris avec curiosité et appréhension après une absence de cinq ans. Je m'étais interrogée, en particulier, sur ces hommes et ces femmes disposant des moyens de partir et qui restaient de leur plein gré. Qu'est-ce qui les retenait ? Comment vivaient-ils la peur, l'angoisse du quotidien ? Comment assumaient-ils les déchirements des exécutions, de la guerre ? La réponse, si le singulier est permis, reste complexe. Mais ce qui domine, et cela peut paraître banal ou sentimental aux yeux des Européens, c'est, en dépit de tout, l'amour profond de ces gens pour leur pays.

Au terme de mon voyage, je faisais mes adieux à un couple d'amis, tous deux médecins, et leur demandai : *« Et vous, à quand le départ ? »* L'homme, qui avait vécu vingt ans en Allemagne, me répondit : *« Tu sais, là-bas, la senteur de notre terre m'a toujours manqué. »*

Richesse des contrastes

LA première semaine de mon séjour a coïncidé avec le Nouvel An iranien, le Norouz. Les élèves et les étudiants sont en congé, les administrations restent généralement fermées pendant près de deux semaines. Nombreux sont ceux qui profitent de ces quelques jours pour fuir les villes et aller rendre visite à leur famille ou à des amis en province. J'avais imaginé que, dans un pays affligé par la guerre, personne ne songerait à se réjouir. Mais j'eus l'agréable surprise de constater que nul ne dérogeait à la tradition ; même ceux qui restaient à la ville étaient très affairés à échanger des visites.

Téhéran est une ville polluée, qui compte onze millions d'habitants. Il faut plusieurs heures pour la traverser. La vie y est brutale et cruelle ; et, pourtant, on y rencontre toujours la même amabilité, le même sens de la solidarité. Un exemple parmi tant d'autres : dans un taxi collectif monte un jeune homme portant son fils souffrant. Il doit se rendre à l'hôpital le plus proche. En cours de route, lui et le chauffeur de taxi parlent de l'enfant et de sa maladie. Arrivé à destination, le père veut payer son passage. Le chauffeur refuse, expliquant qu'il est normal de rendre ce service.

Certains produits de première nécessité – les œufs, la viande, le riz, le sucre... – sont rationnés. Les jours de distribution, de longues queues se forment devant les magasins, mais on accepte volontiers de remplacer le voisin qui ne peut venir soit parce qu'il travaille, soit parce qu'il est malade. Ceux qui en ont les moyens achètent les produits sur le marché libre bien plus cher, et ils font cadeau de leurs tickets d'approvisionnement à des parents ou à des voisins qui ont beaucoup d'enfants.

« Nous vivons en pleine guerre, mais la vie continue » : dès les premiers jours, j'ai pu ressentir le sens profond de cette phrase. J'ai vu des amis se laisser aller aux vertiges de la joie et oublier leur angoisse ; comment, malgré les déchirements et les ruptures, les liens entre ceux qui restaient se raffermissaient. J'ai découvert que les valeurs profondes de notre tradition et de notre culture avaient survécu aux dures épreuves de ces dernières années. Les gens, riches ou pauvres, sont restés disponibles, attentifs aux autres, et n'ont rien renié ni de leur hospitalité ni de leur générosité.

Une nouvelle conscience

DURANT les dernières années du pouvoir du chah, une certaine arrogance était assez largement répandue chez les citadins. Nous sommes non seulement plus riches que nos voisins, entendait-on, mais notre civilisation est plus brillante que celle des Turcs, des Afghans ou des Pakistanais. Nous rattraperons bientôt l'Occident, etc. L'appartenance à telle ou telle famille, avec la référence « fils » ou « fille » d'Untel, était essentielle pour se définir. Aujourd'hui, ce système de valeurs s'est effondré. Les apparences ne comptent pas plus que les liens familiaux.

Qui jouit maintenant de l'estime générale ? Le commerçant du bazar *(bazari)*, le professeur d'université, le médecin, le gardien de la révolution, le religieux, l'officier ou le soldat ? Si le médecin et le *bazari* gagnent plus d'argent, on ne peut en conclure qu'ils sont plus respectés qu'un soldat ou un gardien de la révolution. A l'heure des bouleversements, chacun doit se battre pour obtenir sa juste place dans la vie de tous les jours.

L'autorité, au sein des administrations et des ministères, a été bouleversée. La hiérarchie, du chef de service à l'employé, en passant par la secrétaire, a été supprimée. On n'y connaît que des domaines spécifiques et des responsables ayant pour attribution un secteur défini.



(Kazemi-Sipa)

LE BAZAR DE TÉHÉRAN
Malgré les déchirements et les ruptures, la vie continue

Il est encore trop tôt pour savoir si l'Iran actuel a adopté une vie culturelle propre, libérée des influences occidentales. Les attitudes à l'égard de l'Occident ont pourtant changé fondamentalement. L'admiration aveugle, le respect inconditionnel et la manie de l'imitation ont disparu. L'Occident est enfin démystifié ! La population est cependant consciente de sa dépendance matérielle : de nombreux produits indispensables doivent être importés des divers pays développés. On perçoit l'amertume des habitants et leur appréhension que le sort de leur pays se décide, en dernier ressort, à l'étranger.

Les relations culturelles avec l'Occident se sont aussi distendues, laissant la place à la création nationale. Du 3 au 7 mai 1986, à Téhéran, s'est tenu un symposium de neuropsychologie avec la participation de praticiens des diverses provinces. Quand on sait que même le papier d'impression fait défaut, on imagine la gageure qu'a constituée une telle manifestation. Un centre culturel dans la capitale a abrité un festival du jeune film iranien. Les thèmes étaient très variés et, même si de nombreuses créations avaient bénéficié de subventions, les réalisateurs n'avaient pas été contraints de produire des œuvres de propagande. Les cinémas, eux, affichaient aussi des films étrangers, des films de guerre, mais aussi *Fitzcarraldo* de Werner Herzog (toutefois, les scènes avec Claudia Cardinale n'avaient pas survécu aux ciseaux des censeurs). Les westerns américains qui autrefois remplissaient les salles de projection – et les caisses des cinémas... – ont été remplacés par des œuvres iraniennes qui n'ont rien à envier aux précédents sur le plan cinématographique.

Il est, en principe, interdit d'écouter la musique pop, qu'elle soit occidentale ou orientale. Pourtant, tous les jeunes connaissent les œuvres de Mickael Jackson. La musique classique iranienne fut prohibée à une certaine époque, mais aujourd'hui l'intérêt pour la musique traditionnelle s'est accru. Le chant féminin reste interdit. Beaucoup de ceux qui se trouvent astreints au silence se sont reconvertis dans l'étude théorique, et leurs travaux connaissent un grand succès.

A la télévision, les reportages sur le front tiennent une grande place, mais on y présente aussi d'excellents documentaires sur les différentes provinces, sur leurs particularismes. Les téléspectateurs ont ainsi pu voir d'intéressantes émissions sur les villes et les îles du Golfe, sur l'architecture et les arts des villes de l'Ouest, sur la culture du thé et du riz dans le Nord. Les émissions pour enfants font l'unanimité : « L'école des souris » a même été achetée par des chaînes japonaises.

Un bon nombre d'Iraniens avaient une relation très ambivalente avec leur religion. Ils adhéraient, certes, à l'islam, mais, en même temps, ils ne participaient aux cérémonies religieuses que sous la pression sociale ou familiale. Cette religiosité de façade a disparu. Ceux qui, aujourd'hui, font leur prière et se rendent à la mosquée le font par conviction, même s'ils ne vivent pas nécessairement en accord avec les principes du gouvernement islamique. Il est aussi permis de penser que beaucoup se sont tournés vers la religion par pur opportunisme politique.

La ville de Qom, où se trouve le sanctuaire de Fatima, sœur du huitième Imam, passait et passe aujourd'hui encore pour une ville sainte et un important lieu de pèlerinage. Je me souviens des temps où, enfants, nous partions, certains jours de fête, avec nos familles et amis pour passer à Qom toute la journée. C'était alors une sorte d'événement. Il arrivait que le parvis de la mosquée soit si grouillant de monde qu'on ne pouvait se frayer un chemin jusqu'au sanctuaire. Aujourd'hui, Qom est une ville déserte. Ce que je voudrais démontrer par là, c'est que la religion regroupait quelques éléments qui faisaient fonction de ciment social, dont les discours officiels se sont emparés et ont abusé. Cela a amené beaucoup de croyants iraniens à revoir leur rapport à l'islam. Ils ont aujourd'hui avec lui une relation très sobre et réaliste, libre de toute émotivité.

Le défi

LA prise de conscience générale a aussi marqué les femmes. Les Occidentaux se font une fausse image de l'Iranienne : pour eux, elle serait soit une opprimée, soit une fanatique utilisant le voile à des fins de propagande. L'habit islamique se compose d'une sorte d'uniforme réglementaire gris, marron, beige ou encore bleu foncé : pantalon long, manteau descendant jusqu'aux genoux, fichu cachant les cheveux et ne laissant voir que la forme ronde du visage. Qu'elles travaillent dans les administrations, les universités ou les écoles, les femmes sont contraintes par la loi à porter ces uniformes. Ailleurs, seul le port d'un manteau de couleur effacée est obligatoire. On peut remplacer le pantalon par des bas épais, et la couleur du fichu est libre.

Le port du costume islamique n'est une contrainte que pour la citadine ; à la campagne, les paysannes ont de tout temps porté un habit traditionnel composé d'un pantalon long sous la robe et d'une coiffe qui varie suivant les régions. Le tchador, voile qui recouvre tout le corps, ne s'utilise que pour les visites en ville. Comme toute contrainte, le port obligatoire de l'habit islamique est gênant pour les citadines.

Une de mes amies qui a étudié en Allemagne est rentrée en Iran avant la révolution. Mariée, mère d'un enfant et enseignante à l'Université, elle a toujours pris un grand soin de sa personne. Elle m'a pourtant confié : *« Les événements de ces dernières années nous ont tellement marqués que beaucoup de signes extérieurs, comme l'habillement, ont perdu leur sens. Lorsque, à l'occasion d'une soirée privée, je peux me mettre sur mon trente et un, j'ai l'impression de devenir une étrangère. »*

Une autre Iranienne, elle aussi enseignante à l'Université, et mariée à un étranger, – elle peut donc émigrer sans problèmes, – m'a avoué : *« Ici, j'ai le sentiment que mon travail a vraiment un sens. »* L'un des thèmes de ses recherches est la place de la femme dans la société iranienne moderne, et ses conclusions sont surprenantes. Pour elle, c'est l'homme qui a été le grand perdant des bouleversements de ces dernières années. Ses étudiantes sont beaucoup plus sûres d'elles, plus actives, plus engagées que les jeunes du sexe opposé qui, privés de l'idéal masculin occidental, sont totalement désorientés.

Les relations entre les sexes se sont aussi transformées, bien que la répartition des rôles dans la famille soit restée identique. Deux attitudes radicalement opposées sont perceptibles : soit la femme est totalement ignorée, soit elle est acceptée dans toute l'ampleur de sa personnalité. Pendant mon voyage à travers le pays, j'ai pu me déplacer seule, jusque dans les villages les plus lointains, sans être une seule fois importunée. J'avais revêtu l'habit islamique, et les hommes avaient un comportement neutre à mon égard. Si j'avais besoin d'aide, ils se montraient prévenants.

Toute comparaison avec l'Europe nécessite de prendre en compte la place de la femme iranienne avant la révolution. Mais les informations dont on dispose à l'Ouest ne concernent que 20 % de femmes, celles qui vivent dans les villes. Elles jouissaient auparavant de beaucoup de droits théoriques, mais la perception que les hommes en avaient dépendait avant tout de leur aspect extérieur. Que savait-on des 80 % restants, de toutes celles qui vivent à la campagne ? Que sait-on d'elles aujourd'hui ? Comme il y a des centaines d'années, leur vie est partagée en deux grandes étapes, toutes deux marquées par le travail et les responsabilités : l'enfance et l'âge adulte. Dès quatre ans, la fillette assume la responsabilité de ses jeunes frères et sœurs, elle s'occupe du petit bétail et aide aux travaux des champs. A quatorze ou quinze ans, ses parents la marient à un homme de leur choix, elle fonde un foyer et donne naissance à dix ou douze enfants, dont la moitié seulement survit. A trente ans, elle est grand-mère. Outre les durs travaux du ménage et des champs, elle tisse des tapis ou exécute d'autres tâches d'artisanat dont la vente augmente les revenus de la famille. Douloureuse et exténuante, la vie des femmes à la campagne n'a guère changé depuis la révolution.

Pour les citadines, en revanche, les bouleversements représentent assurément un gigantesque défi. Une sorte de tri s'est opéré. Les femmes qui n'avaient pas uniquement misé sur leur apparence, celles pour lesquelles les capacités personnelles et les relations humaines avaient la même importance, ont mieux pu résister aux pressions et aux tensions, mieux su discerner les mécanismes de la répression. Celles qui avaient toujours vécu dans la dépendance ont été piétinées par le système actuel ; elles souffrent, sont désespérées et accusent les circonstances d'être responsables de leur misère.

Voyage dans la région du Golfe

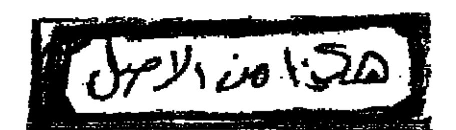
J'AI pu me rendre dans la province d'Hormozgan, sur le Golfe. J'ai pris l'avion jusqu'au port de Bandar-e Lengeh, situé à 1 500 kilomètres au sud de Téhéran. De là, en bus, je me suis rendue dans divers villages sur la côte. Le terme de « guerre du Golfe » fait facilement croire aux Européens que toute la région est en feu ; pourtant, des bourgs situés à 45 kilomètres du détroit d'Ormuz mènent une vie paisible. La guerre ne concerne que les zones frontalières, les autres régions sont épargnées. Les populations que j'ai rencontrées vivent depuis plus de cent ans en harmonie avec leurs voisins de l'autre rive. De nombreux Iraniens se sont installés à Bahrein, à Dubaï et au Koweït, où ils travaillent. Certains s'y sont mariés, renforçant ainsi les liens entre les deux rives du Golfe. La langue ne constitue pas un obstacle, tout le monde parlant arabe. Cette partie du pays est aussi moins touchée par la guerre parce que la majorité de ses habitants est sunnite. Ils ne connaissent pas l'apologie du martyre et sont donc moins nombreux à partir comme volontaires pour le front. Au début de la révolution, certains membres de la minorité chiite ont tenté de tirer parti de leur appartenance confessionnelle pour se saisir de tous les pouvoirs ; on a même assisté à des règlements de comptes. Mais, finalement, tout s'est terminé dans une cohabitation paisible.

Dans toutes les provinces, le ministère du développement, le Jahad-e sazandegi, tente, malgré le manque de personnel qualifié, d'impulser de nouveaux projets. Les compétences techniques font souvent défaut, et les erreurs commises sont nombreuses. Mais les responsables acquièrent peu à peu une expérience et essaient de trouver une voie propre pour assurer l'indépendance du pays.

Un ingénieur qui voyage beaucoup dans la province m'a confié : *« Autrefois, quand nous devions réparer une machine, un expert étranger débarquait dans les deux ou trois jours. Il réparait et repartait sans que personne ne comprenne d'où venaient les pannes. Aujourd'hui, pour le même travail, il faut compter deux ou trois semaines ; mais, au moins, nous savons d'où vient l'avarie et ce qu'il faudra faire la prochaine fois. Nous avons beaucoup appris ces dernières années, et nous avons progressé dans la voie de l'autosuffisance. »*

Durant les dernières semaines de mon séjour, j'ai perçu avec force le fossé qui s'était creusé entre ceux qui ont vécu en Iran les années qui ont suivi la révolution et ceux qui n'ont pas été associés au processus de la nouvelle prise de conscience nationale. Sans se préoccuper des divergences politiques ou religieuses, des hommes et des femmes agissent en Iraniens et restent profondément attachés à leur pays. La plupart de ceux qui ont choisi de vivre dans « ce monde-là » (l'Iran) connaissent « ce monde-ci » (l'Occident), qui ne leur apparaît pas comme une solution de rechange.

En Europe, on entend souvent dire que les populations iraniennes sont humiliées. Cela me rappelle une anecdote qui s'est produite à l'aéroport de Francfort. A la suite d'un quiproquo, deux contrôleurs allemands s'engagèrent dans une violente dispute avec un groupe d'Iraniens. Les insultes pleuvaient des deux côtés. Seul quelqu'un connaissant les deux langues aurait pu expliquer comment, à la suite d'une méprise de vocabulaire, ce conflit avait pu prendre une telle dimension. Dans une situation de ce genre, je me demande qui est le plus opprimé, l'Iranienne contrainte de porter un fichu ou l'Iranien vivant au dehors et qui s'entend dire par un fonctionnaire étranger : *« Ici, ce n'est pas Téhéran. Alors, tenez-vous comme il faut ! »*



MISÈRE ET SOUFFRANCES DES INDIENS MEXICAINS

La révolte des pendus

UN ROMAN DE BRUNO TRAVEN

Un profond mystère a toujours entouré la vie de Bruno Traven, pseudonyme d'un écrivain politique fort singulier, comparable, par la force de ses romans, à Joseph Conrad et à Jack London.

Allemand d'origine, il participa activement à la révolution anarchiste bavaroise de 1919. Après l'écrasement de celle-ci, il s'embarqua pour l'Amérique et finit par s'installer, au milieu des années 20, au Mexique où il mourut en 1969. Là, il continua de défendre ses idées généreuses d'émancipation des déclassés et des exclus. Et il écrivit, tout en préservant sa véritable identité, ses livres les plus célèbres : *le Vaisseau des morts, le Trésor de la Sierra-Madre* (que John Huston devait adapter à l'écran en 1947, avec Humphrey Bogart dans le rôle principal), *la Charrette* et *la Révolte des pendus* (également porté à l'écran, en 1954, par le cinéaste mexicain Emilio Fernandez « El Indio »).

Paru en France, chez Calmann-Lévy, au début des années 50, ce dernier ouvrage *(dont nous publions ci-dessous des extraits)* était depuis longtemps devenu introuvable. Aujourd'hui, les éditions Christian Bourgois le rééditent (1).

L'action se situe au Mexique vers 1910, à la fin de la longue dictature de Porfirio Diaz. Ce temps de tous les abus est aussi l'aube de la révolution. Condamnés à s'endetter, les Indiens sont contraints, pour survivre, de se vendre comme bûcherons dans les grandes plantations d'acajou (les *monterias*), véritables bagnes où ils doivent abattre des arbres jusqu'à la limite de leurs forces. Ils sont soumis à la brutalité des contremaîtres (les *capataces*). S'ils ne remplissent pas leurs quotas d'abattage, ils sont châtiés : on les pend aux arbres par les extrémités toute une nuit. Mais, un jour, la colère déborde, et les « pendus » se révoltent...

I. R.

(1) B. Traven, *la Révolte des pendus*, éditions Christian Bourgois, coll. « 10/18 », n° 1823, traduit de l'anglais par A. Lehman, présentation d'Olivier Barrot, Paris, mise en vente le 9 janvier 1987. En même temps paraissent chez le même éditeur : *le Vaisseau des morts, le Trésor de la Sierra Madre* et *la Charrette*.

HUIT HOMMES, huit masses informes gisaient sur le sol. Ils étaient complètement repliés sur eux-mêmes, comme s'ils avaient séjourné pendant au moins six mois dans un tonneau étroit. Ils portaient, pour tout vêtement, un pantalon de cotonnade déchirée. Ils gémissaient doucement comme des dormeurs encore mal réveillés. Ils se roulèrent sur le sol et, lentement, étirèrent leurs membres, l'un après l'autre, pour les désankyloser, car leurs bras et leurs jambes étaient raides et engourdis.

Les lassos qui avaient servi à les pendre avaient été simplement dénoués par les capataces et leurs corps étaient tombés brutalement à terre. Les capataces ne s'inquiétaient jamais de leurs victimes car ils savaient que les autres muchachos viendraient s'occuper d'elles. D'ailleurs ce n'était pas le travail des capataces de veiller sur la santé des pendus. Ces derniers pouvaient crever ou ne pas crever pendant leur supplice, les Montellano (1) et leurs gardes-chiourme ne s'en souciaient que dans la mesure où leur mort eût signifié une perte de main-d'œuvre. Si des bûcherons étaient trop feignants ou trop faibles pour produire tous les jours trois ou quatre tonnes de caoba, la perte n'était pas grande, l'homme pouvait crever. Pour le prolétaire, le travail est un devoir. S'il est trop paresseux pour travailler, il n'a pas le droit de vivre. Après tout, cela fait une bouche inutile de moins sur cette terre.

Les yeux des pendus étaient sanguinolents et gonflés, leurs corps couverts de bouffissures, provoquées par les morsures de fourmis rouges et les piqûres de moustiques. Des centaines de tiques de toutes les grosseurs avaient pénétré si profondément dans leur épiderme que leurs têtes y étaient entièrement enfouies. Il fallait un temps et une patience infinis pour les extraire sans y laisser les têtes, sans quoi leurs morsures devenaient dangereuses et difficiles à guérir. Là où une tique s'était introduite subsistait, même après son extraction, une démangeaison terrible, qui durait une semaine au moins et qui obligeait la victime à se gratter sans cesse pour apaiser la brûlure. Les corps des suppliciés étaient couverts de fourmis, qui s'enfuyaient à présent, chacune avec son butin de sang ou de chair. Sur les orteils et entre les orteils, les poux de sable avaient déposé leurs œufs, au plus profond de la chair. Des araignées avaient envahi leurs chevelures, et les plus grosses avaient déjà commencé de tisser leur toile pour y prendre les mouches attirées par le sang et la sueur des pendus. Jusqu'aux limaces qui avaient laissé la trace baveuse de leur passage sur les cuisses nues des suppliciés !

Les anciens prirent dans leurs bras leurs camarades encore abrutis par la douleur et les transportèrent sur la berge, tout près de l'eau. Alors, ils les plongèrent dans l'eau courante pour calmer les piqûres brûlantes des mosquitos et pour les débarrasser des fourmis et des araignées. Après les ablutions, ils les ramenèrent sur la berge et opérèrent des tractions sur leurs membres qu'ils massaient en même temps.

Quand les pendus furent enfin ranimés grâce aux soins de leurs camarades, on leur fit absorber un peu de café et des haricots réchauffés. Ils se relevèrent et, chancelant comme des hommes ivres, ils regagnèrent leurs huttes pour s'allonger. Il était à peu près onze heures du soir. (...)

DANS le petit camp qu'ils avaient nommé le Palo Caido, quelques compagnons étaient accroupis autour d'un foyer allumé sur un emplacement sec. Il y avait là Celso, Martin Trinidad, Juan Mendez, Lucido Ortiz, Casimiro, Paciano, Encarnacion et Roman. C'étaient tous des bûcherons.

Celso fumait depuis un moment, moins par plaisir que pour éloigner les moustiques. Il finit par s'endormir, bras et jambes écartés, la tête reposant sur une bille de bois. Il ronfla bientôt.

Il se réveilla brusquement, et s'écria :

– On m'appelle, par ici ! Qui cela peut-il être ?

Paciano, le cigare aux lèvres, le regarda tranquillement et lui répondit :

– Personne ne t'a appelé. Tu rêves, mon vieux !

Mais Celso resta debout. Personne ne pouvait le convaincre qu'il s'était trompé. Il ramassa son cigare et le ralluma à la flamme du foyer. Puis il fit quelques pas et s'enfonça sous les broussailles. Brusquement, il enleva le cigare de sa bouche et tendit l'oreille.

– Muchachos, cria-t-il. Cette fois, j'en suis sûr. Quelqu'un appelle par là ! Et je crois que c'est une femme. Tenez, encore une fois !

Ils se dirigèrent à grands pas dans la direction des appels. Aussi vite que le leur permettaient les obstacles de la jungle. Quelques mètres furent parcourus et la frondaison s'entrouvrit soudain. Le visage de Modesta apparut. Ses bras s'efforçaient d'ouvrir un passage à travers les ronces.

– Modesta ! s'écria Celso, stupéfait. Quoi ? Que t'est-il arrivé ?

– Ce matin, il était encore très tôt... Don Felix m'a fait appeler de la cuisine où j'avais passé la nuit, puisque je sers d'aide au chef et à sa femme...

Modesta hésitait, on voyait qu'elle ne savait par quel bout commencer son histoire.

– C'est le cuisinier qui t'a mise dehors ?

– Non, pas le cuisinier. Il était très bon avec moi. Il m'avait donné deux excellentes paillasses où je dormais bien.

– Alors, c'est sa femme ?

– Non plus. Il faut que je réfléchisse pour t'expliquer... Le patroncito m'avait appelée pour que je fasse son lit. Quand je suis arrivée, il m'a empoignée et renversée sur le lit. Je me suis défendue et lui ai égratigné la figure. Et puis j'ai vu une bouteille qui traînait par terre. Comme il me tenait au cou et aux jambes, il me restait une main de libre. J'en ai profité pour saisir la bouteille, et comme il ne cessait point ses violences, j'ai brandi la bouteille et lui en ai donné un coup sur le front. Alors, il m'a lâchée. Je me suis laissée glisser à terre et j'ai pris la porte... Mais je n'ai pas pu emporter mon vêtement, qui était tellement vieux et usé qu'il s'était déchiré entre les mains du patroncito. Il ne me restait plus qu'un morceau de chemise, déchiré et trop court. Pourtant, j'ai pu lui échapper.

– Mais, interrompit Roman, n'a-t-il pas déjà deux femmes ?

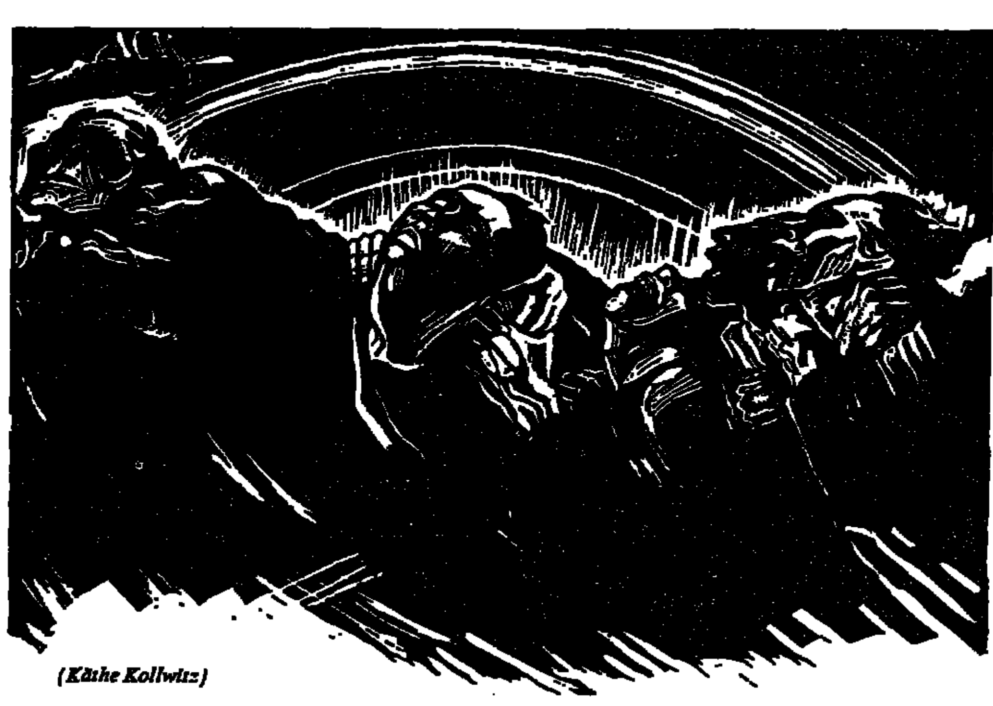
– Elles étaient sorties... Je me suis enfuie en courant, le patroncito sur mes talons. Il criait : « Ne bouge pas, où je te tire dessus ! » Et il a tiré deux ou trois coups de revolver, mais sans m'atteindre. Alors il s'est mis à hurler : « Je t'aurai, salope ! Je t'attacherai sur mon lit et nous verrons si tu me grifferas encore. Et quand je me serai rassasié de toi, ce ne sont pas seulement les oreilles que je te couperai, por la Madre Santisima ! c'est le nez. »

– Et il le ferait ! affirma Juan Mendez.

– Alors, j'ai eu très peur. J'avais presque envie de retourner chez lui, plutôt que de me laisser couper les oreilles. Mais il s'est dirigé vers la choza des capataces et il a ordonné à El Gusano de m'attraper. Heureusement El Gusano était occupé avec les chevaux. Alors le patroncito a recommencé à crier après moi : « Non seulement je te couperai le nez, Bruja ! Mais je te ferai encore attacher toute nue à l'arbre que tu vois là-bas pendant trois jours et trois nuits. Peut-être perdras-tu l'envie de frapper à coups de bouteille, après cela. »

» A ce moment, le cuisinier est sorti de sa cabane et m'a dit : « Muchacha, file, file à toute vitesse, et surtout ne te laisse pas prendre... »

» Je lui ai demandé, vite, où je pourrais aller. Il m'a dit n'importe où, en ajoutant qu'il valait mieux pour moi être la proie d'un tigre que celle de don Felix. Alors, je suis venue ici... »



(Käthe Kollwitz)

Les muchachos restèrent silencieux.

– Celso, n'est-ce pas ? Tu vas m'aider ? demanda Modesta, qui s'était aperçue de l'indécision des bûcherons.

– Nous pourrions la cacher, proposa Encarnacion.

– Idiot ! Où veux-tu donc la cacher ? répliqua Lucido.

– Oh ! Celso, dit Roman d'une voix angoissée... Tiens, voilà El Gusano qui rapplique à cheval...

– Il doit nous avoir vus...

– Celso ! Celso ! Protège-moi ! supplia Modesta, et sans attendre l'aide implorée, elle bondit affolée dans les broussailles.

EL GUSANO était effectivement tout près d'eux. Il vit la jeune fille qui s'enfuyait. Don Felix l'avait chargé de la lui ramener. Son cheval ne pouvait avancer que lentement dans la brousse, mais il la suivit pourtant. Tous les muchachos s'étaient levés et suivaient anxieusement la poursuite.

Modesta, dans sa détresse, trébucha soudain. L'instant d'après, El Gusano l'avait empoignée par la chevelure et ligotée avec son lasso.

Epuisée, la jeune fille avait renoncé à la lutte. C'était décidément son destin d'être la proie de don Felix. Elle n'y échapperait pas.

El Gusano la traîna derrière lui et se rapprocha du groupe des bûcherons. Il arrêta son cheval, sortit sa blague à tabac, roula une cigarette et interpella Celso, qui se trouvait le plus près :

– Donne-moi du feu !

Celso lui tendit un brandon. El Gusano souffla quelques bouffées, puis il demanda :

– Qu'avez-vous donc à manger ?

– De l'iguane, Jefe ! répondit Lucido.

– Cochons que vous êtes ! Comment un chrétien peut-il avaler de l'iguane, sans vomir de dégoût ? Des porcs immondes, voilà ce que vous êtes.

Il lança des bouffées de fumée devant lui, puis sa bouche se fendit en une large grimace ; d'un signe de tête, il montra Modesta toujours attachée au lasso, et il ajouta :

– Hé, hé ! J'ai là un plat autrement bon pour don Felix ! Ça vaut mieux que de l'iguane, ce qu'il va bouffer ce soir, le patron ! Et quand il l'aura bien dégustée et qu'il en aura marre, ce sera mon tour d'en tâter ! Il m'a promis de me laisser ce qui en resterait. Ça sera toujours ça ! Je me l'appuyerais même sans nez !

Il eut un ricanement menaçant et chatouilla les flancs de son cheval pour le remettre en marche, en même temps qu'il tirait violemment sur le lasso pour faire avancer Modesta. On eût dit qu'il traînait un veau au marché.

Modesta, surprise par la brusque traction du lasso, tomba de tout son long, mais El Gusano n'en tira que de plus belle.

La jeune fille se releva à demi. En tombant sur les genoux, son regard avait croisé celui de Celso. Dans ses yeux, nul reproche. Elle savait trop que Celso, comme tous ses frères de misère, ne pouvait rien pour elle.

Mais Celso surprit dans ce regard une tristesse infinie qui lui fit plus de mal qu'un reproche, qu'une injure. Il regarda d'abord la jeune fille. Puis il se retourna et ses yeux se posèrent sur tous ses compagnons qui se tenaient debout, figés, et le regardaient eux aussi. Il vit Martin Trinidad serrer les lèvres et respirer fortement par les narines, comme pour se délivrer d'une oppression.

Tout cela ne dura que deux ou trois secondes.

CELSO ravala bruyamment sa salive. Puis il se ramassa comme pour un bond puissant. Son corps se détendit. Il rugit avec une telle force que le cheval du capataz se cabra et fit un écart comme s'il eût senti l'approche d'un tigre. Mais en se relevant, ses sabots vinrent donner dans un bourbier gluant dont il tenta de se dégager, en vain, à cause du lasso qui l'embarrassait, car au moment où Modesta s'était laissée choir, la corde du lasso s'était glissée sous la grosse bille de bois qui avait servi d'oreiller à Celso, et s'y était accrochée.

El Gusano avait aussitôt maîtrisé sa monture. Il tira vigoureusement sur les rênes. Les membres de l'animal se tendirent pour sortir du terrain collant. Mais, tandis qu'il essayait d'opérer un tête-à-queue et que son cavalier ne songeait qu'à lui faciliter le mouvement, Celso, d'un bond prodigieux, vint retomber sur la croupe du cheval et ceintura le corps du capataz qui, sous le choc imprévu, chancela et vida les étriers.

A peine avait-il touché le sol que Celso l'écrasait de tout son poids et lui martelait le visage de ses poings. El Gusano se débattit et tenta de repousser Celso à coups de bottes dans l'estomac. Mais Celso s'était laissé glisser de côté, sans lâcher sa proie. Tous deux luttaient désespérément à terre, versant tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

Le visage d'El Gusano bleuissait. « Vas-tu me lâcher, chien ? », dit-il d'une voix entrecoupée, mais ses paroles rentraient plutôt dans sa gorge qu'elles ne sortaient de sa bouche.

D'une main, Celso tâtait le sol pour y trouver un objet quelconque qui aurait pu lui servir d'arme.

Juan comprit ce que voulait Celso. Il ramassa par terre une grosse branche qui traînait et en asséna un coup violent sur le crâne d'El Gusano.

Les mains du capataz faiblirent aussitôt et lâchèrent leur étreinte.

Juan recommença et laissa retomber la branche de toutes ses forces et à plusieurs reprises sur la tête d'El Gusano. Les coups pleuvaient avec une telle violence qu'au bout d'un instant Celso pu lâcher sa victime. Le crâne d'El Gusano n'était plus qu'une bouillie sanglante. (...)

– Ne crains plus rien, Modesta ! Maintenant nous ne pouvons plus revenir en arrière. Il nous faut désormais aller toujours de l'avant. Nous allons partir tous ! Qu'en dites-vous, muchachos ?

– Oui, tous ! appuya Roman.

– Ceux des fincas ? et les peones aussi ? demanda Paciano, qui précisément provenait d'une finca dont le propriétaire l'avait vendu aux frère Montellano.

– Oui, ceux des fincas et les peones aussi ! affirma Martin Trinidad. Et il poussa le cri de ralliement : « Tierra y libertad ! »

D'une seule voix, tous les muchachos lui répondirent : « Tierra y libertad ! »

Ce qui arrivait à la monteria, comme ce qui arrive partout ailleurs dans les mêmes conditions, ne pouvait être imputé à crime aux muchachos, mais uniquement à ceux qui avaient créé ces conditions et en tiraient profit.

Chaque coup de cravache donné à un être humain est comme un coup de cloche sonnant le glas de la puissance qui a ordonné ce coup de cravache. Malheur à celui qui est battu et qui oublie les coups qu'il a reçus ! Et trois fois malheur à ceux qui se dérobent et ne luttent point pour rendre coup pour coup.

(1) Les frères Montellano, don Severo et don Felix, sont les propriétaires des forêts d'acajou (NDLR).

les livres

DANS UN URUGUAY IMAGINAIRE

Le révélateur d'une société en décomposition

RAMASSE-VIOQUES, de Juan Carlos Onetti (traduit de l'espagnol par Albert Bensoussan), Gallimard, Paris, 265 pages, 92 F.

JUAN Carlos Onetti est l'un des trois écrivains latino-américains contemporains – avec le Mexicain Juan Rulfo (décédé en 1986), et le Colombien Gabriel Garcia Marquez – à avoir, dans le sillage de William Faulkner, su créer et imposer un lieu de fiction que chaque nouveau roman vient animer et approfondir.

C'est de l'imagination de l'un de ses personnages qu'est sorti Santa-Maria, un gros bourg au bord d'un fleuve, avec sa colonie d'immigrants et sa vie monotone zébrée de crises où le *« grotesque »* (avec *« absurde »* le mot revient sans cesse chez Onetti) le dispute au tragique, et où chaque habitant est confronté à son propre chaos. Cependant, rien n'est plus étranger au propos d'Onetti que la recherche d'une quelconque couleur locale.

Dès 1939, dans l'hebdomadaire *Marcha* de Montevideo (Uruguay), dont il a été pendant plusieurs années le chroniqueur littéraire et culturel, il exhortait chaque créateur à plonger en lui-même, *« le seul endroit où l'on peut découvrir la vérité ainsi que toutes ces choses dont la quête, constamment avortée, constitue l'œuvre d'art »*. C'est à partir de *la Vie brève* (1950) que Juan Carlos Onetti construit donc son propre univers urbain, un lieu anonyme et indifférent où ses personnages s'isolent pour ressasser leur désespoir ou pour laisser leur imagination les transporter dans un contexte qu'ils voudraient plus clément. Suivront, outre différents recueils de nouvelles et récits, d'autres romans : *le Chantier* (1961), *Ramasse-vioques* (1984), que l'on republie aujourd'hui dans une nouvelle – et superbe – traduction, et enfin *Laissons parler le vent* (1979), non encore traduit, où les flammes d'un incendie volontaire embraseront et détruiront Santa-Maria.

« Je suis un homme solitaire qui fume dans un endroit quelconque de la ville ; la nuit m'entoure, s'accomplit comme un rite et je n'ai rien à voir avec elle. » Cette phrase tirée de la première œuvre d'Onetti – *le Puits* (1939) – résume le rapport au monde qu'entretient chaque personnage. Nous retrouvons ce rapport dans *Ramasse-vioques*, où la petite ville de Santa-Maria est confrontée à un nouvel avatar de sa morne existence : un certain Larsen – les lecteurs d'Onetti le connaissent bien – ramène par le train trois prostituées jacassantes et défraîchies, destinées à la maison close dont, après douze ans de débat, le conseil municipal vient enfin – à la suite d'un marchandage vaguement sordide – d'autoriser l'ouverture. Larsen, proxénète minable, ne peut « protéger » que de vieilles prostituées à la ramasse, des « vioques » (des *« cadareres »* en argot de Montevideo), d'où son surnom de « Junta-cadaveres », « Ramasse-vioques ». L'accueil de Larsen à Santa-Maria sera plutôt distant, même si au bout de quelques mois la maison *« aux volets bleus »* finit par se constituer une clientèle fidèle. Finalement, sous la pression du curé, la *« Ligue des honnêtes gens »* obtiendra l'extirpation de ce corps *« malsain »*.

En fait, ce sursaut communautaire n'intéresse guère Onetti. La maison de tolérance n'est ici qu'un révélateur, et c'est pour la dérive intérieure de ses personnages et pour l'autonomie de son propre récit que le romancier se passionne. Au contraire de l'univers balzacien, marqué au sceau de l'énergie, se développe chez Onetti un pathétique de l'abandon et du renoncement, tempéré par des recours à l'imaginaire et aux fantasmes. L'absurde est ici vécu comme un « rituel », où il est possible *« d'être à l'aise, de s'incruster sans comprendre »*.

Sur cette comédie des contradictions, le vieux médecin Diaz Grey, une sorte d'*alter ego* d'Onetti, jette un œil désabusé : *« Je ne peux plus être poussé par leurs mobiles, toutes leurs convictions me semblent comiques, toutes les sortes de foi de ces gens lamentables et condamnés à mort. »* Mais, dans le même temps, cet homme dont tout le village reconnaît le dévouement n'hésite pas à admettre : *« Ceci dit, la vie m'intéresse, je suis curieux, j'aime agir sans m'inquiéter du succès ; j'aime participer, impersonnellement, sans égoïsme. »*

LA vie, précisément, palpite dans *Ramasse-vioques*, avec l'opposition libéraux-conservateurs au conseil municipal, l'antisémitisme latent d'une partie de la population, l'emprise du clergé, l'action parfois musclée des ligues de vertu. Mais ce n'est là qu'un tremplin à partir duquel Onetti excelle à lancer ses personnages vers des espaces plus intimes et plus glauques. Larsen devient ainsi une sorte de *« maquereau métaphysique »*, à la fois vengeur et désabusé, pour qui l'aventure de la maison aux volets bleus vient trop tard.

Ce qui compte pour Juan Carlos Onetti, ce n'est pas de dépeindre une réalité « objective », ni de s'engager, pour reprendre une formule de Roland Barthes, dans une *« histoire qui ne lui appartient pas »*. *Ramasse-vioques*, comme les nouvelles et les autres romans d'Onetti, s'organise autour de différents « possibles », dictés par l'état d'esprit ou la sensation dominante du moment.

La littérature ne peut pas changer le réel, aussi funeste soit-il ; mais par sa rigueur, irriguée par l'imaginaire, elle peut faire partager ce qui est le but ultime d'Onetti : l' *« aventure de l'homme »*, même si celle-ci n'est, en fin de compte, qu'un *« voyage au bout de la nuit »*.

CLAUDE FELL.

PROCHE-ORIENT

JEUX DE GO EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE. – Thomas Schreiber, Olivier Da Lage, Pierre Delmas, Gérard Grzybek

★ **Fondation pour les études de défense nationale, diffusion la Documentation française, Paris, 1986, 184 pages, 74 F.**

Analyser en un seul ouvrage l'affrontement américano-soviétique en Méditerranée, le conflit gréco-turc, les menaces qui pèsent sur les Balkans, la question chypriote, la poussée islamiste et le rôle des divers protagonistes, petits ou grands, qui contribuent à façonner la région, relevait de la gageure. Le pari a pourtant été tenu, même si c'est au prix d'une impasse délibérée sur la crise du Proche-Orient. Outre sa clarté, cet ouvrage a deux qualités. Il s'emploie à restituer la dimension historique des problèmes et aussi à analyser les différents conflits dans leur interaction soulignant que les dangers qui pèsent sur la Méditerranée orientale viennent avant tout de *« l'accumulation des crises en un temps donné »*.

ALAIN GRESH.

LES DROITS DE L'HOMME DANS LE MONDE ARABE 1986.

★ **L'Harmattan, Paris, 1986, 229 pages, 110 F.**

Pour la troisième année consécutive, l'Association de défense des droits de l'homme et des libertés démocratiques dans le monde arabe publie son rapport : un bilan accablant. On compterait 100 000 détenus politiques en Irak, 10 000 en Syrie, 3 500 dans les territoires arabes occupés par Israël ; la torture est presque partout d'usage courant ; la tutelle sur la presse se renforce. Le texte dénonce aussi l'expulsion massive de travailleurs immigrés par le Koweït, Bahrein, la Libye... et examine, cas par cas, la situation dans vingt des pays membres de la Ligue arabe.

A. G.

RELIGION

LE CALIFAT DANS LA DOCTRINE DE RASHID RIDA. – Henri Laoust

★ **Adrien Maisonneuve, Paris, 1986, 285 pages, 140 F.**

Voici le fac-similé d'un texte paru en 1938, traduction annotée par Henri Laoust, un des plus éminents islamologues, de l'ouvrage que l'Egyptien Rashid Rida, disciple de Mohamed Abduh, a consacré au califat. Ecrit en 1922, au lendemain de la proclamation par la Grande Assemblée nationale turque d'un califat purement spirituel – ce qui équivalait à abolir une institution qui, de la mort de Mahomet à la première guerre mondiale, avait dirigé la communauté des croyants, – le livre de Rida permet de pénétrer la pensée d'un des plus subtils réformateurs musulmans. Une réédition bien utile pour tous ceux qui tentent de comprendre les débats qui secouent aujourd'hui le monde islamique.

A. G.

EUROPE

PRUSSIANITÉ ET SOCIALISME. – Oswald Spengler (traduit de l'allemand par Eberhard Gruber)

★ **Actes Sud, Arles, 1986, 135 pages, 100 F.**

L'œuvre d'Oswald Spengler, synthèse hétéroclite et peu rigoureuse, fut avant tout un phénomène d'époque. Et la tentation de trouver en elle (comme dans celle d'Hermann Rauschning) une critique de droite valable du national-socialisme est dangereuse.

Daté, le texte l'est assurément et la volonté des éditeurs de présenter cet essai de Spengler comme l'annonce du socialisme *« instauré dans les pays de l'Est et en RFA notamment »* est trop simpliste. Mais les thèmes de Spengler retiennent l'attention, ne serait-ce qu'à la lumière des polémiques qui, aujourd'hui, divisent les historiens sur le rôle que joua la Prusse dans la genèse du national-socialisme. Unir la prussianité et le marxisme fut un rêve que l'on retrouve chez tous ceux que l'on nomme *« la gauche de la droite »* des années 20, en particulier chez Ernst Niekisch, théoricien du national-bolchevisme.

Et il est vai que la référence à la Prusse dans les deux Allemagnes soulève de multiples interrogations historiques et politiques. On ne saurait trop conseiller au lecteur de préférer aux synthèses hâtives de Spengler l'excellent essai de Rudolf von Thadden *la Prusse en question*, paru chez le même éditeur.

JEAN-MICHEL PALMIER.

L'OTTOBRE UNGHERESE *(l'Octobre hongrois)*. – Frederigo Argentieri, Lorenzo Gianotti

★ **Valerio Levi, Rome, 1986, 186 pages, 24 000 lires.**

Pour la première fois depuis l'analyse faite à chaud par Togliati en 1957, les communistes italiens reviennent sur l'insurrection de Budapest. Natta, le secrétaire général du PCI, vient de condamner l'élimination en 1958 du « révisionniste » Nagy. En même temps, un chercheur de l'institut Gramsci et un sénateur du PCI publient une synthèse historique sur l'Octobre hongrois. Le livre, malgré son titre, traite des treize jours cruciaux en cinquante pages, mais s'attache surtout aux débats internes dans le PC hongrois. Bonne synthèse des études les plus récentes, l'ouvrage s'emploie à faire ressortir le rôle positif des proches du chef du gouvernement, Imre Nagy.

PAUL GRADVOHL.

AMÉRIQUES

A l'AMÉRICAINE, FAIRE UN PRÉSIDENT. – Serge Halimi

★ **Aubier, Paris, 1986, 385 pages, 115 F.**

Ce sont des tendances lourdes que Serge Halimi identifie dans cette étude sur l'élection à la présidence de M. Ronald Reagan en 1980. Progression des forces conservatrices dont M. Reagan est l'incarnation : *« En réalité*, remarque M. John Anderson, ancien candidat indépendant à la présidence, *son objectif n'est pas la reprise économique, mais la revanche sociale. »*

Autre tendance lourde : le repli du Parti démocrate, qui avait réussi, dès les années 30, à créer la coalition « progressiste » du *Big Business - Big Labor - Big Government*. La réponse « social-démocrate » des « nouveaux démocrates » est moins de trouver l'équivalent moderne de l'Etat-providence que de chercher, à tout prix, à « rassembler et moderniser ». Gary Hart, Laurent Fabius, même combat.

Fondé sur l'analyse de centaines d'articles, de discours et de spots publicitaires, *A l'américaine* révèle des contradictions bien connues en France et parfaitement résumées, en ce qui concerne les Etats-Unis, par Geraldine Ferraro, la colistière malheureuse de M. Mondale en 1984 : *« Le public n'est pas d'accord avec Reagan sur le budget, pas d'accord sur la politique commerciale, pas d'accord sur l'environnement, pas d'accord sur le nucléaire, mais interrogez-les sur Reagan et tous vous diront : « Il a tort, mais il est formidable. »* Triomphe du gouvernement-spectacle, des campagnes-spectacles, des spécialistes du *look*.

Autre tendance, non moins caractéristique de l'Amérique et de la France, le double discours – celui d'un libéralisme interventionniste – ou plutôt, le décalage – revu et corrigé – entre le rêve de la « main invisible » et la pratique protectionniste, voire « subventionniste » qui se manifeste, entre autres, par les aides de Washington à la vente des céréales à l'Union soviétique. Jamais l'Etat américain n'a connu un budget fédéral aussi lourd, en pourcentage du PNB, que sous le gouvernement du président Reagan. Mais est-ce vraiment une contradiction ?

PIERRE DOMMERGUES.

L'INTERVENTIONNISME LIBÉRAL. – Bertrand Bellon

★ **CPE-Economica, Paris, 1986, 176 pages, 90 F.**

Vous avez dit libéralisme ? Certes, les Etats-Unis en sont l'incarnation. Mais, dès l'origine de la nation, l'interventionnisme est le pain quotidien. Sans les concessions de terres aux compagnies ferroviaires, pas de conquête de l'Ouest telle qu'on la connaît. Sans subventions massives, l'agriculture américaine n'aurait pas atteint son légendaire dégré de performance.

La progression structurelle des dépenses de l'Etat est symptomatique : 19,2 % du PNB sous l'administration du président Johnson ; 22,2 % et 22,4 % sous celles des présidents Nixon et Carter ; 23,5 % sous l'impulsion du président Reagan, le champion du libéralisme.

L'ouvrage que Bertrand Bellon vient de consacrer à *l'Interventionnisme libéral* aux Etats-Unis présente, en moins de deux cents pages, tout ce qu'il faut savoir sur le rôle de l'Etat américain : comment il fixe les règles du jeu (réglementations et déréglementations) ; comment il prescrit des normes à l'importation qui contraignent les concurrents à des « autolimitations volontaires » ; comment il oriente et finance la recherche et la production militaires ; comment il inspire et soutient (à hauteur de 50 %) la recherche civile ; comment il s'efforce – avec le relais des Etats locaux – d'atteindre les PME d'innovation.

L'originalité de l'étude réside dans l'analyse de la stratégie. L'Etat n'intervient pas – ou peu – en tant que producteur. Il opère « en creux » (pratiques de détaxes) autant qu'« en bosse » (pratiques de subventions « ciblées »). Peut-on parler de « politique industrielle » ? Le débat revient à l'ordre du jour sous la pression de la concurrence internationale. Le terme est souvent rejeté. La réalité est néanmoins présente. L'un des enjeux des élections présidentielles de 1988 est, précisément, la définition d'une politique industrielle adaptée aux exigences du postfordisme.

P. D.

UN REMORDS BRÉSILIEN

L'esclavagisme du système latifundiaire

SAO BERNARDO, de Graciliano Ramos (traduit du portugais par Geneviève Leibrich), Gallimard, Paris, 1986, 179 pages, 79 F.

IL est des désastres intérieurs dont on ne peut mesurer l'étendue. « Propriétés » des individus, ils suscitent l'intérêt par leur immensité même. Le roman introspectif fouaille ces espaces personnels avec délectation. Il est aussi des espaces géographiques immenses, comme ces latifundia, ces *fazendas* du Nordeste, du Brésil qui sont des désastres pour les âmes et les corps. La littérature sociale des années 30, au Brésil, en a souvent dénoncé l'existence.

Mais la démarche de Graciliano Ramos diffère de celle des romanciers engagés traditionnels, en ce sens qu'il utilise l'introspection pour faire de la critique sociale. Son chef-d'œuvre, *Sao Bernardo*, écrit en 1934 sous la dictature de Getulio Vargas (1930-1945), est doublement original. D'abord, et de la même manière que *Mémoires de prison* (1) présentait l'« intérieur », l'univers carcéral (que l'auteur connut entre 1936 et 1937) mais réfléchissait en fait l'« extérieur », la société de l'époque. *Sao Bernardo* illustre, à travers le désastre personnel d'un *fazendeiro* (propriétaire terrien), une véritable gangrène sociale : celle du système latifundiaire brésilien.

Ce qui frappe également dans ce roman, c'est que l'esclavagisme qui sévit dans la *fazenda* n'est nullement appréhendé par l'une de ses victimes mais lentement révélé par Paulo Honorio en personne, le narrateur-tyran, ex-colporteur aux savates éculées, devenu la « brute » aux mains calleuses, et maître absolu de Sao Bernardo.

Orphelin pauvre, Paulo Honorio a trimé, escroqué, tué, intrigué lors des périodes électorales, construit église et école par démagogie, et tout cela pour atteindre le but de sa vie, tel qu'il le raconte à sa façon, désarmante de cynisme : *« Se rendre maître des terres de Sao Bernardo, bâtir cette maison, planter du coton..., constituer un troupeau de bovins respectable. »* A quarante-cinq ans, voulant naturellement assurer une descendance, il a pris femme : une blonde institutrice, Madalena, aux idées avancées. Elle lui donne un fils, rachitique, vite délaissé. Cinq ans après, brisée par la dureté de son mari, et surtout épuisée par sa jalousie paranoïaque, elle se suicide.

Or elle était aimée. Au cri répété de la chouette, Paulo prend soudain la plume, *« sans savoir pourquoi »*. Et défilent d'autres désastres oubliés : la mort de tant d'ouvriers agricoles, de leurs familles, du *« cabocle à la figure chafouine »* qui reçoit un bloc de pierre dans la poitrine : *« Il eut son compte. Il laissa une veuve et des orphelins en bas âge. Ils le suivirent. »* Conclusion pragmatique du maître : *« Pour réduire la mortalité et augmenter le rendement, j'interdis l'eau-de-vie. »*

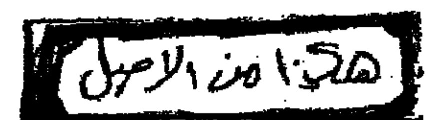
L'ABSENCE totale de sens moral de Paulo, tel qu'il se décrit dans cette « mise à plat » de ce qui se passe sur un latifundio, est saisissante : *« Une école ! Que m'importait que les gens sachent lire ou soient analphabètes... »*, ou encore : *« Le lendemain matin, je tuai le cochon destiné à mes électeurs. Le dimanche, dans la soirée, Mendonça* [un gêneur] *reçut une balle dans les côtes et passa l'arme à gauche. »*

Mais, au fur et à mesure que le livre avance, on mesure que Paulo se rend compte. Même au fond de sa propriété barbare, les idées s'infiltrent, les chocs historiques délient les langues et les esprits. Le communisme, si lointain, est aux portes, et soudain on rapporte des rumeurs de révolution. Geste automatique, Paulo envoie cabocles et fusils pour soutenir le pouvoir en place. C'est à ce moment-là, mais de l'intérieur, que son monde s'écroule. Il prend conscience que, quelque part, il s'est « fourvoyé ». Le roman se termine sur cette constatation du maître : *« C'est mon genre de vie qui m'a mutilé. Je suis un infirme. Je dois avoir un cœur rétréci, des espaces vides dans le cerveau. »*

Deux années après avoir décrit en creux les souffrances des *« malheureux »* – les ouvriers – qui *« n'inspiraient aucune sympathie »*, Graciliano Ramos se retrouvait en prison pour crime de sympathie (on disait « communisme »). Depuis, sous les mêmes prétextes, le Brésil s'est bien souvent privé de beaucoup des siens, parmi les meilleurs, sans pour autant subvenir aux besoins de ses cabocles aux figures chafouines. *« Ne sentir aucune affection pour son propre fils. Quelle misère ! »* Superbes paroles de clarté symbolique...

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

(1) Cet ouvrage, publié en 1953 après la mort de l'auteur, est actuellement en cours de traduction. Le film *Mémoires de prison*, que Nelson Pereira dos Santos en a tiré, a été présenté par Ignacio Ramonet dans *le Monde diplomatique* de janvier 1986. Deux autres romans de Graciliano Ramos ont été publiés en France aux éditions Gallimard : *Sécheresse* (1954) et *Enfance* (1956).



du mois

LES STATISTIQUES ET LE DISCOURS

Comment s'esquisse la silhouette du chômeur moderne

LE chômage est une de ces évidences qui structurent le discours présent de la société sur elle-même. Mais ce que l'on tient pour évident dans le domaine social est le produit d'une histoire. Des images nous dominent dont on ne sait pas assez qu'elles ont été construites et que, pour comprendre la réalité qu'elles nous montrent, il faut parfois les décomposer. En 1891, dans le recensement, les chômeurs figurent dans la catégorie « sans profession » aux côtés des saltimbanques, bohémiens, vagabonds et filles publiques. Pour créer ses catégories, le statisticien classe, trie, supprime « le vague, l'objet sans nom ou le sujet sans place », *et donne enfin du monde une représentation par le jeu complexe des acteurs sociaux et des institutions.*

Des statisticiens et économistes, Robert Salais, Nicolas Baverez et Bénédicte Reynaud, s'interrogent dans l'Invention du chômage *(1) sur la mise en place et les effets des instruments de mesure du phénomène, de la fin du dix-neuvième siècle à aujourd'hui, pour comprendre comment s'est élaborée* « la connaissance des réalités du travail et du non-travail ». *Les évidences cessent alors d'être des évidences pour devenir des problèmes : les procédures sociales d'enregistrement du chômage façonnent la réalité autant qu'elles en rendent compte, elles se détachent de leur historicité pour désigner les modèles à reproduire.*

Ainsi se dessine peu à peu le personnage du chômeur moderne, sur un modèle à la fois urbain et industriel qui s'impose, par la place de la grande entreprise dans la détermination des formes dominantes de l'emploi salarié et par les choix de la politique d'assistance, au détriment d'autres réalités du monde du travail, de situations plus précaires. Les départements d'industrialisation rurale, par exemple, particulièrement ceux employant une main-d'œuvre féminine, en 1936, sont souvent des lieux sans chômage recensé. Pendant les années 30, « la position *chômeur* va se constituer dans la crise autour d'une position institutionnelle, antérieurement créée par l'Etat : celle de personne secourue par les fonds de chômage », *sur laquelle se greffe la position de « demandeur d'emploi » inscrit dans un bureau de placement. Les politiques étatiques, patronales et syndicales, quoique orientées différemment, concourent à la solidification de cette physionomie du chômeur. D'ailleurs, au moment du Front populaire, la diminution du chômage profite d'abord à la main-d'œuvre française, masculine et qualifiée.*

Pour les auteurs, la « convention keynésienne de plein emploi », *expérimentée dans les années 30 et qui a organisé après la guerre le marché du travail d'une façon* « remarquablement efficace », *a été irrémédiablement mise à mal par les récents bouleversements des normes d'emploi liés aux restructurations de l'industrie. Ils émettent donc l'hypothèse que la crise contemporaine est une crise* « des représentations et des catégories anciennement établies », *et qu'elle doit nécessairement déboucher sur leur transformation :* « Restituer la dimension historique de la formation de la catégorie *chômage* prend alors tout son sens et son importance. »

Robert Salais, Nicolas Baverez et Bénédicte Reynaud montrent ainsi en quoi la création des catégories et l'invention de l'information participent à l'établissement de la « réalité » et en quoi, donc, elles sont des enjeux sociaux de première importance.

PHILIPPE VIDELIER.

(1) Robert Salais, Nicolas Baverez, Bénédicte Reynaud, *l'Invention du chômage*, PUF, « Economie en liberté », Paris, 1986, 267 pages, 135 F.

SOCIÉTÉ

PRÉVENIR LA DÉLINQUANCE. – Hervé-Frédéric Mecheri

★ L'Harmattan, « Logiques sociales ». Paris, 1986, 190 pages, 90 F.

Voici un livre qui tranche avec l'actualité, en ces jours où l'on traite les drogués, victimes de leur propre délit, comme des délinquants ou des malades mentaux. Analysant en détail le fonctionnement du « dispositif Bonnemaison » mis en place en 1983 à l'échelle nationale, départementale et communale, l'auteur met en lumière les enjeux fondamentaux de la prévention : une véritable politique sociale (logements, emplois), pénale (en faveur des peines substitutives à l'emprisonnement) ou médiatique (information). De fait, il s'agit de compléter le dispositif répressif, certes inévitable, par une stratégie de prévention prise en charge par les élus locaux et la population elle-même. Des soixante-quatre propositions du rapport Bonnemaison n'impliquant aucune dépense supplémentaire, seulement le quart d'entre elles avaient été suivies. Alors que la faillite des réponses sécuritaires à la délinquance est tous les jours plus évidente, ce livre rappelle opportunément que d'autres solutions restent possibles.

MICHEL RAFFOUL.

« Le Parti des patrons », d'Henri Weber

Par Yves FLORENNE

DE ce parti-là, on peut dire aussi bien qu'il n'existe pas, ou qu'il est toujours plus ou moins au pouvoir. Au contre-pouvoir. De toute façon, le Conseil national du patronat français (CNPF), comme l'indique son nom majestueux, n'est pas un parti, mais le gouvernement plus ou moins représentatif d'une population de quelque cent cinquante mille individus, d'ailleurs d'une parfaite inégalité de condition.

Voici donc la première histoire du CNPF (1), fondée sur une vaste information puisée à la source et une enquête de trois années. Elle est complète, vivante. Et d'une objectivité remarquable, au point d'être surprenante quand on sait que l'auteur, vieux présoixante-huitard très militant, est resté « fidèle à ses valeurs » au sein de « la famille de gauche », et qu'il n'en a rien caché à ceux dont il voulait écrire l'histoire. Pari ou défi, il n'en a pas moins été introduit dans le saint des saints ; il dit, lui, mais avec humour : *« dans le ventre de la bête »*. Enfin, à travers cette histoire d'une organisation « pluraliste », agrégeant par des liens assez lâches des fédérations qui manifestent leur indépendance, on ne cesse d'avoir des vues sur la vie économique, sociale, syndicale et bien entendu politique de la France, pendant ces quarante dernières années.

Bornons-nous à marquer de quelques traits significatifs, trois ou quatre temps forts. De Gaulle n'y va pas par quatre chemins : *« Pourquoi pas l'élection des PDG au suffrage universel dans l'entreprise ? »* La réaction produite appelle cette réponse : *« On m'élit bien de cette façon. Pourquoi pas eux ? »* Pour le CNPF, le général, éternel factieux, est aussi *« un dirigiste incorrigible et un utopiste impénitent »*. Pour le général, le CNPF est *« un groupe de pression au service d'intérêts privés et puissants qui a usé et abusé de la faiblesse de l'Etat »*. En ce temps-là, au boom de l'économie a correspondu celui des entreprises françaises : plus souvent par la force des choses que par celle d'un modernisme intelligent qui demeure minoritaire. C'est alors qu'on médite, rédige et publie une charte libérale *« contre le dirigisme »*. Ce qui ne va pas sans provoquer quelques mouvements vifs au sein du gouvernement patronal. Le PDG d'une entreprise importante démissionne, en dénonçant cette *« plongée dans le passé à laquelle s'évertue le CNPF »*.

La « grande peur » passée, mai 1968 aura provoqué dans le patronat une prise de conscience : c'est l'*« aggiornamento »*. Le mouvement Entreprise et Progrès, l'une des plus anciennes « sociétés de pensée » du patronat moderniste, élabore sa « contre-charte libérale ». La fin des « trois décennies glorieuses », qui ne furent d'ailleurs que deux, va survenir peu après l'élection contre nature d'un « patron des patrons » qui ne fut jamais patron d'entreprise. Elle vient consacrer cette mise à jour à laquelle il participait depuis longtemps. Dans une période qui a cessé d'être facile, le triple triennat de M. François Ceyrac aura « contribué à *définir et à implanter une nouvelle identité patronale* ».

Neuf ans plus tard, l'élection de son successeur donne à l'auteur l'occasion de découvrir à son lecteur les détours et les surprises du sérail. Le fauteuil devait aller, comme de droit, au vice-président Chotard qui n'en doutait pas. Ce fut M. Gattaz qui l'obtint. C'est que cet *« outsider inquiétant »* était le plus *« présentable »* des interlocuteurs qu'on pût offrir à la gauche en état de grâce. Sa stratégie du « dialogue » (*« vigoureux et obstiné »*, précisait-il) obtiendra des résultats notables. Mais ses méthodes et ses façons indisposeront, dans cet intérieur feutré. Et puis, le modernisme qu'il apporta s'appelait, pour d'autres, régression. Les tendances s'affrontaient, mais bien entendu sans éclats inconvenants.

C'est alors que le 17 mars 1986, lendemain triomphant d'une date historique, le premier vice-président Yvon Chotard, soutenu par cinq « grands féodaux », jette en pleine assemblée sa démission écrite, et sort. Selon les conjurés, elle ne pourra qu'entraîner celle du président, et le fauteuil, usurpé cinq ans plus tôt, reviendra à celui qui devrait y être assis. L'auteur rapporte que le coup d'envoi du « putsch » aurait été donné sous forme d'une injonction amicale de M. Charles Pasqua à M. Chotard, touchant M. Gattaz, sur la nécessité d'éliminer *« ce collabo »*. Entendu que l'ennemi et l'occupant, c'est, ce fut et sera toujours, un gouvernement de gauche.

RESTE que le putsch manqué, en choquant violemment le CNPF, s'il n'a pas provoqué les lézardes du temple, les a révélées au grand jour. Pour l'avenir immédiat, Henri Weber émettait trois hypothèses : éclatement, replâtrage, ou OPA de l'« aile marchante ». Celle-ci souhaitait une *« autorité morale, un grand patron charismatique, un peu philosophe »*. L'actualité relaie l'histoire. M. Chotard, décidément écarté, le nouvel élu, M. François Périgot, correspond-il à ce portrait ? Son élection apparaîtrait-elle comme un signe ? Mais un signe diversement interprété, selon qu'on voit d'abord en lui le PDG d'une multinationale étrangère, ou le président d'Entreprise et Progrès. Une certitude, en tout cas : dans l'entreprise française, le progrès sans délai est une nécessité vitale.

Mais il faut faire avec la masse pesante des patrons « ringards ». Qui ne sont pas toujours,et forcément,les plus petits. Et le temps presse : pour l'économie, l'industrie française, du retard au ringard, le chemin est devenu court.

N'a-t-on pas dit des patrons : *« Ils ont les salariés et les syndicats qu'ils méritent ? »* A ceux-là de faire en sorte d'avoir les chefs d'entreprise qu'ils mériteraient. Alors pourrait se former – le vœu est formulé à la dernière page du livre – ce « bloc moderniste » que Mendès France appelait à naître. Collaboration de classe ? L'auteur, qui ne renie rien de sa jeunesse, mais mesure les mutations et voit les réalités, ne laisse-t-il pas entendre que tout un vocabulaire, aussi, est devenu ringard ?

(1) Henri Weber, *le Parti des patrons*, Seuil, Paris, 1986, 344 pages, 125 F. On pourra lire aussi, ou relire, de J. Brunel et J. Saglio, *l'Action patronale, du CNPF au petit patron*, PUF, Paris, 1979.

POLITIQUE

LE COMMISSARIAT AUX ARCHIVES. – Alain Jaubert

★ Barrault, Paris, 1986, 190 pages, 148 F.

Dans des sytèmes politiques où l'histoire adopte une géométrie variable, et au fur et à mesure que se dévoilent traîtres, agents de l'étranger, ennemis du peuple et autres renégats, l'image fixe est toujours en retard d'une purge ou d'une révision. D'où la tentation de la falsifier. Alain Jaubert en détaille les techniques : retoucher, détourer, découper, effacer.

Surtout, photos originelles et photos truquées à l'appui, il passe en revue les « bénéficiaires » de ces opérations, aussi bien Mussolini et Hitler que Lénine, Staline, Mao, Tito, Kim Il Sung, etc. Et aussi leurs victimes : Trotski, Dubcek et tous les dirigeants exécutés, « suicidés » ou même seulement limogés.

Ces méthodes, fleuron du stalinisme, s'exportent volontiers dans des révolutions plus récentes (Cuba) et n'épargnent pas des partis n'occupant pas le pouvoir. En France, leur mise en œuvre récente la plus connue s'est produite dans les colonnes du *Figaro-Magazine*, qui, le 6 février 1982, publiait un cliché dont le thème, le cadrage et la date étaient délibérément truqués afin d'accuser le gouvernement sandiniste de massacrer les Indiens Miskitos.

Précisons que chacune des trois cents photos proposées par Alain Jaubert est accompagnée d'une fiche de présentation très complète, et que l'ouvrage comporte une remarquable bibliographie.

BERNARD CASSEN.

LA FIEVRE HEXAGONALE. – Michel Winock

★ Calmann-Lévy, Paris, 1986, 428 pages, 160 F.

Ce livre porte sur huit grandes crises politiques ayant, à des degrés divers, secoué la France depuis un peu plus d'un siècle – de la Commune de Paris à mai 1968 – et les traite comme les symptômes d'une fièvre endémique qui marquerait notre pays d'une « *inquiétante singularité* » en Europe.

Il est sans doute instructif, dans le contexte politique actuel, et après la récente fronde étudiante, de relire cette histoire séculaire, à l'aide du fil rouge que Michel Winock dévide avec clarté, pour se demander en conclusion, avec lui, si nous nous orientons, après les orages ainsi traversés, vers les rivages plus paisibles d'un consensus, dont la cohabitation serait seulement l'un des signes les plus visibles.

RENÉ BAYSSIÈRE.

CULTURE

PENSÉE ET LANGAGE. – Lev Vygotski

★ Messidor-Editions sociales, Paris, 1985, 550 pages, 250 francs.

Ce n'est pas un événement scientifique négligeable que le monde francophone fasse la connaissance, avec plus d'un demi-siècle de retard, d'un des grands théoriciens de la pensée et du langage, Lev Vygotski. Il fut l'un des fondateurs de la psychologie soviétique, à une époque – les années 20 – où les travaux russes en linguistique étaient particulièrement remarqués.

Les recherches de Vygotski portaient notamment sur le développement de l'intelligence, la formation du concept chez l'enfant, l'esquisse d'une théorie de la personnalité, hélas, interrompue par le décès prématuré de l'auteur en 1934. Comme beaucoup d'autres créations soviétiques, l'œuvre de Vygotski fut jetée aux oubliettes sous Staline. Progressivement rééditée en URSS après 1956, en plusieurs volumes dont ce livre, *Pensée et Langage*, publié en anglais en 1962, en allemand et en espagnol en 1964, en italien en 1966, et finalement en français en... 1985.

L'ouvrage est complété par un commentaire de Jean Piaget, emprunté à l'édition anglaise, où le psychologue suisse dit regretter de prendre connaissance avec autant de retard de l'œuvre de Vygotski, et d'avoir manqué le débat avec lui.

JEAN-MARIE CHAUVIER.

DROIT

LA GUERRE AUJOURD'HUI, DÉFI HUMANITAIRE. – Rapport à la commission indépendante sur les questions humanitaires internationales, présenté par Mohamed Bedjaoui

★ Berger-Levrault, coll. « Mondes en devenir », Paris, 1986, 290 pages, 84 F.

Face à la guerre, aux multiples conflits qui provoquent morts et souffrances, quelles sont les ambitions du droit international humanitaire ?

C'est ce que veut nous présenter ce rapport, pièce maîtresse d'une réflexion exigeante mais réaliste. Le droit humanitaire en effet, s'il ne peut à lui seul supprimer les conflits armés, se propose néanmoins d'en atténuer les effets destructeurs en traçant des limites techniques, des normes, pour baliser le drame permanent de la guerre. Une « politique du moindre mal », certes, mais qui recense patiemment, méthodiquement, la pléthore de textes et analyse les déclarations d'intention qui ont fait l'histoire du droit humanitaire. Controverses, violations multiples, mais aussi progrès bien réels dans la codification des normes humanitaires.

CAROLE DANY.

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

THE MIDDLE EAST AND NORTH AFRICA 1987.

★ Europa Publications Limited, Londres, 1986, 911 pages, 80 livres.

La nouvelle édition de cet annuaire comporte, comme d'habitude, trois parties. La première aborde les problèmes régionaux, du conflit israélo-arabe à la production du pétrole en passant par la poussée islamiste et la question de Jérusalem. La deuxième est consacrée aux organisations régionales. La dernière, enfin, passe en revue plus de vingt pays, avec pour chacun d'entre eux des chapitres sur la géographie, l'histoire, l'économie ainsi que des données statistiques, des adresses (journaux, ambassades, ministères, organisations syndicales et politiques...) ainsi qu'une bibliographie de base. Un ouvrage irremplaçable pour tous ceux qui s'intéressent aux problèmes de la région.

INTRODUCTION A L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE ET AUX ORGANISATIONS REGIONALES AFRICAINES, par Maurice Glélé-Ahanhanzo

★ Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1986, 574 pages, 400 F.

Après un rapide panorama de l'OUA et des grandes organisations régionales africaines, ce livre offre surtout au lecteur l'accès aux chartes constitutives, conventions et protocoles annexes de toutes ces institutions.

- **YEARBOOK OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS 1986/1987 (vol. 1, Organization descriptions and index), publication de l'Union des associations internationales (KG Saur, Munich-New-York-Londres-Paris, 1986, 1986 pages) : l'annuaire le plus complet, indispensable pour connaître l'adresse, les objectifs ou les membres de n'importe quelle organisation internationale ou régionale.**

- « L'INTERNATIONALE DES AFFAIRES PART A LA DÉCOUVERTE DU MONDE ». Le titre du tableau accompagnant l'article d'Emile Karailiev paru dans *le Monde diplomatique* de novembre 1986 devait se lire comme suit : « La dégradation des termes de l'échange de l'Ouest avec les pays socialistes (1975 = 100). » Les chiffres mentionnés s'appliquaient en effet au rapport entre l'indice des prix des exportations et celui des importations, et non au volume du commerce Est-Ouest. Tandis que les termes de l'échange se sont dégradés au détriment de l'Occident, notamment avec l'URSS, en raison de la hausse des prix du pétrole, le commerce a augmenté en volume depuis 1975 (et surtout, à plus long terme, depuis 1970).

LE MONDE DIPLOMATIQUE

L'AFFAIRE MASSIMO CARLOTTO

Pour un espace européen des droits de la défense

Par **GILLES PERRAULT**

L'AFFAIRE Massimo Carlotto s'inscrira sans doute dans les annales judiciaires comme la première affaire criminelle de droit commun à avoir pris, dans son déroulement même, une dimension européenne.

Le 20 janvier 1976, le jeune Carlotto, dix-neuf ans, se présente devant les carabiniers de la ville de Padoue. Il est militant de Lotta Continua. Son organisation l'a chargé d'une enquête sur les trafics de drogue dans la ville. Ses démarches l'ont fait passer dans l'après-midi devant le domicile de sa sœur, mariée à un officier. Il a entendu des cris provenant du rez-de-chaussée de la maison, habité par Margherita Magellon, vingt-quatre ans, qu'il a souvent rencontrée à l'occasion de visites à sa sœur. Il s'est précipité chez elle, a trouvé la porte ouverte et a découvert la malheureuse nue, lardée de coups de couteau, ruisselante de sang. Elle a prononcé quelques mots incohérents avant de perdre conscience. Epouvanté, Carlotto est passé chez des amis, pour leur demander conseil, avant d'apporter son témoignage aux policiers.

Il est entendu, arrêté et inculpé. Sans doute peut-on trouver étrange ce garçon que personne n'aurait soupçonné s'il ne s'était présenté de lui-même aux carabiniers, mais l'histoire criminelle est remplie d'étrangetés. Un an plus tard, Carlotto répond devant la cour d'assises de Padoue du crime d'assassinat.

Le dossier de l'accusation paraît écrasant. Certes, il a ses zones d'ombre. Les vêtements de Carlotto présentent quelques taches de sang, ce qui n'est pas anormal s'il s'est borné, comme il l'affirme, à se pencher sur la victime et à l'effleurer. Mais le crime fut une boucherie : soixante coups de couteau. Le sang a littéralement giclé. Si Carlotto était l'assassin, ses vêtements devraient en être imprégnés. Et quel mobile ? L'accusation a retenu le crime sexuel : Carlotto aurait tué Margherita parce qu'elle se refusait à lui, dans une explosion de folie meurtrière perverse. Les expertises psychiatriques affirment cependant la parfaite normalité du sujet.

Acquittement à Padoue, condamnation à Venise

MAIS l'accusation possède avec les expertises médico-légales un argument sans réplique. Le rapport indique que l'agression s'est déroulée en continuité et que plusieurs coups de couteau entraînaient la « mort immédiate » – l'un d'eux a touché le cœur. Or Massimo Carlotto a déclaré lui-même avoir entendu Margherita prononcer quelques mots. Seul le meurtrier a pu entendre sa victime parler. Si Carlotto n'était, comme il le prétend, qu'un témoin, il aurait trouvé une Margherita silencieuse puisque morte. La déduction paraît imparable.

Devant la cour de Padoue, la défense produit la contre-expertise de deux spécialistes, les professeurs Dalla Volta et Gilli.



(Selçuk)

Leurs conclusions sont formelles : aucune des blessures reçues par Margherita n'excluait une survie de quelques minutes. Le professeur Gilli fait état d'une étude portant sur cinquante cas où le cœur de la victime a été atteint. Dans vingt-six de ces cas, on a observé une survie de plusieurs minutes, voire de quelques heures ou même de plusieurs jours. La version donnée par Carlotto est donc plausible.

La cour est troublée. Elle est par ailleurs sensible à un argument de la défense : pourquoi l'accusé, dont l'intelligence est soulignée par les psychologues, aurait-il eu la sottise, s'il était l'assassin, de rapporter des propos qui signaient sa culpabilité ?

La cour décide de renvoyer le procès et ordonne d'autres expertises. Les nouveaux psychiatres confirment le diagnostic de normalité.

Pour régler l'essentiel problème médico-légal, la cour a désigné trois éminents spécialistes de l'université de Bologne. Leurs conclusions rejoignent celles des professeurs Dalla Volta et Gilli : une survie de quelques minutes ne saurait être exclue. Surtout, les experts consultés estiment que, selon toute probabilité, l'agression ne s'est pas déroulée en continuité mais en deux temps. Et la première série de coups a, d'après eux, causé des blessures beaucoup moins graves que la seconde. Il est donc parfaitement concevable que l'assassin, dérangé par l'irruption de Carlotto, se soit dissimulé dans l'appartement et qu'il ait achevé sa sinistre besogne après le départ du jeune homme. Cette nouvelle hypothèse accrédite encore les déclarations spontanées de l'accusé.

Le 5 mai 1978, Carlotto est acquitté. Les nouvelles expertises ont été évidemment déterminantes mais le verdict tient compte d'un certain nombre d'éléments plaidant pour l'innocence. Par exemple celui-ci : la voiture de la mère de Margherita, dont les visites étaient fréquentes, était garée devant la maison. Carlotto connaissait la mère et la voiture pour les avoir vues plusieurs fois quand il rendait lui-même visite à sa sœur. La mère de la victime avait ce jour-là pris le train pour Turin, mais Carlotto ne pouvait pas le deviner. La seule vue de la voiture n'aurait-elle pas dû le déterminer à renoncer à son projet ?

Autre argument en faveur de l'innocence : un flacon taché de sang a été trouvé dans la salle de bains. Le sang n'appartient ni au groupe de la victime ni à celui de Carlotto, ce qui implique la présence d'un tiers. La cour de Padoue relève enfin que les vêtements de Carlotto ne présentent pas la profonde imprégnation sanguine inséparable de la culpabilité et souligne que la personnalité de l'accusé ne concorde pas avec le mobile retenu par l'accusation.

En France, comme dans la plupart des pays européens, l'affaire serait terminée. L'Italie pratique en matière criminelle le système de la double juridiction. Sur appel du ministère public, Carlotto comparaît devant la cour de Venise en 1979, un an après son acquittement et sa remise en liberté.

Les deux procès de Padoue avaient duré chacun un mois. Venise consacre deux audiences au dossier. Padoue, en présence de trois séries d'expertises médico-légales, avait accordé crédit aux deux dernières en soulignant que leurs auteurs avaient été en mesure de démontrer les erreurs de leurs prédécesseurs. Venise choisit d'en revenir à la toute première, malgré les critiques qui l'ont accablée. Les blessures ont donc entraîné mort immédiate.

La justice est aussi une loterie. Padoue avait été impressionnée par le manque de plausibilité du mobile. Venise déclare que si les psychiatres n'ont pas décelé la monstruosité de Carlotto, cela ne signifie pas qu'il n'est pas un monstre. Nous avons eu mieux, en France, lors de l'affaire Marie Besnard, avec des psychiatres affirmant de cette solide paysanne accusée de plusieurs empoisonnements qu'elle était *« anormalement normale »*.

La salle d'audience de Venise est alors le théâtre d'une scène prodigieuse. La cour vient de condamner Carlotto à dix-huit ans de prison pour un crime particulièrement horrible. Elle se retire. Le public sort de la salle. Carlotto aussi. Nul ne songe à le retenir. Ni arrestation à l'audience ni mandat d'arrêt. Il rentre chez ses parents. Il y restera paisiblement trois ans, jusqu'au rejet de son pourvoi, non suspensif, par la Cour de cassation qui, comme en France, ne juge pas au fond. Il partira alors pour le Mexique et y séjournera deux ans. Aucune procédure d'extradition n'est engagée. Ce sont les Mexicains qui l'expulsent en 1985 parce qu'il est entré dans le pays avec de faux papiers. Il purge actuellement sa peine en Italie.

Sa famille et ses amis s'emploient très vite à obtenir la révision de son procès. Mais c'est en France que l'affaire va prendre une nouvelle et décisive dimension. Au printemps 1986, plusieurs dizaines de personnalités signent un appel en faveur de Carlotto. La Ligue des droits de l'homme se saisit du dossier et demande audience à l'ambassadeur d'Italie à Paris. Une délégation de la Fédération internationale des droits de l'homme part, en décembre 1986, pour l'Italie. Parallèlement, l'action s'organise en Angleterre et en Allemagne. Un colloque international sur l'erreur judiciaire se tiendra à Padoue au début de 1987.

A charge de revanche

POURQUOI cette mobilisation européenne ? A cause des préoccupantes singularités de l'affaire et de son environnement politico-social qui joua un rôle officieux mais déterminant. L'appartenance de Massimo Carlotto au mouvement d'extrême gauche Lotta Continua fit que cette affaire de droit commun ne fut pas traitée comme telle. Il est, par exemple, significatif qu'entre les deux procès de Padoue l'accusé fut détenu pendant un an à la prison de Cueno, réservée aux terroristes. La démocratie italienne, soumise à une offensive qui pouvait l'emporter, a réagi en sacrifiant parfois les garanties juridiques à une efficacité expéditive. C'est toujours critiquable mais on ne voit guère lequel des Etats voisins serait en droit de lui faire la leçon.

Ce n'est certes pas l'intention des citoyens de diverses nationalités qui se mobilisent pour obtenir pour Carlotto un nouvel examen de son dossier. Echappant par définition aux passions péninsulaires, ils n'ont d'autre prétention que de porter sur l'affaire un regard sans doute plus objectif, et ils le font, comme on dit, à charge de revanche.

L'espace judiciaire européen peut et doit être aussi celui de la vigilance contre les dérapages circonstanciels et d'une réaction commune pour obtenir réparation des inévitables erreurs de la justice des hommes.



Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de décembre 1986 a été tiré à 134 500 exemplaires.
Le numéro de novembre a été interdit à la vente au Maroc.

